



NATIONS UNIES

**COMMISSION ÉCONOMIQUE
POUR L'AMÉRIQUE LATINE**

RAPPORT ANNUEL

(30 mars 1960 — 15 mai 1961)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-DEUXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 4

NEW YORK





NATIONS UNIES

**COMMISSION ÉCONOMIQUE
POUR L'AMÉRIQUE LATINE**

RAPPORT ANNUEL

(30 mars 1960 — 15 mai 1961)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-DEUXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 4

NEW YORK

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

E/3486

E/CN.12/573/Rev.1

TABLE DES MATIÈRES

	Paragraphes	Pages
INTRODUCTION	1	1
PREMIÈRE PARTIE. -- ACTIVITÉS DE LA COMMISSION DEPUIS LA SEPTIÈME SESSION DU COMITÉ PLÉNIER	2-258	1
A. — <i>Activités des organes subsidiaires</i>	9-40	2
Comité du commerce	10-23	2
Groupe de travail des questions douanières	12-14	2
Consultations en matière de politique commerciale entre la Colombie, l'Equateur et le Venezuela	15-18	3
Activités relatives au Comité provisoire de l'Association latino-américaine de libre-échange	19-21	3
Etude CEPAL/OEA sur les investissements étrangers dans la zone latino-américaine de libre-échange	22-23	4
Comité de coopération économique de l'Amérique centrale	24-40	4
Deuxième session extraordinaire	24-29	4
Septième session	30-35	5
Sous-comité du commerce centre-américain	36-40	6
B. — <i>Autres activités</i>	41-228	6
Division des analyses économiques	42-73	6
Etude économique annuelle	42-66	6
L'évolution économique en 1960	44-47	7
Le secteur extérieur	48-55	7
L'industrie manufacturière	56-62	8
L'agriculture	63-66	9
« Boletín Económico de América Latina »	67-69	9
Groupe d'étude spécial des questions relatives à l'inflation et à la croissance économique	70-73	10
Division du développement économique	74-122	10
La coopération internationale et le développement économique	74-76	10
Groupes consultatifs pour la programmation du développement économique	77-90	11
Colombie	80-84	11
Cuba	85-88	12
Bolivie	89-90	12
Programme CEPAL/DOAT de formation en matière de développement économique	91-100	13
Cours intensifs	94-100	14
Etude comparative des taux de croissance économique	101-104	14
Etudes du développement économique des pays de l'Amérique centrale et du Panama	105-107	15
Centre CEPAL/BNDE pour le développement économique	108-110	15
Politique fiscale	111-115	16
Groupe de travail mixte sur la main-d'œuvre qualifiée en Amérique latine	116-118	16
Mission UNESCO/CEPAL/OEA sur les méthodes d'enseignement des sciences économiques en Amérique latine	119-122	17
Division du développement industriel	123-145	17
Industrie chimique	124-126	17
Inventaire industriel	127-128	18
Matériel ferroviaire	129-130	18
Équipement industriel de base	131-132	18
Industrie textile	133-134	19
Recherche technique	135-138	19
Tendances en matière de production du bois	139-142	19
Groupe consultatif CEPAL/DOAT/FAO du papier et de la cellulose	143-145	20
Division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture	146-167	20
Conférence régionale FAO/OEA	150-151	20
Le rôle de l'agriculture dans les accords latino-américains relatifs à la création de marchés communs et de zones de libre-échange	152-154	21
Etudes sur l'élevage	155-159	21
Etude sur le café	160-165	21
Une politique agricole en vue d'accélérer le développement économique de l'Amérique latine	166-167	22
Les taux de croissance dans l'agriculture	168	22

	Paragraphes	Pages
Division des affaires sociales	169-188	22
Groupe de travail sur les aspects sociaux du développement économique en Amérique latine	170-171	22
Conférence sur l'enseignement et le développement économique et social	172-174	23
Enquêtes démographiques	175-181	23
Services sociaux	182-188	24
Programme relatif à l'énergie et aux ressources hydrauliques	189-195	24
Energie	189-192	24
Groupe d'étude des ressources hydrauliques	193-195	24
Programme en matière de transports	196-202	25
Statistique	203-222	25
Section de statistique	205-213	25
Tableaux	206-207	25
Méthodes	208-210	26
Etude comparative des prix	211-213	26
Bureau du statisticien régional	214-222	26
Cycle d'étude des statistiques industrielles	216-217	27
Commission de l'amélioration des statistiques nationales	218	27
Cycle d'étude des statistiques du commerce extérieur	219	27
Etude de la comptabilité nationale des matrices intersecteurs	220	27
Etude des besoins en matière de logement	221-222	27
Assistance technique	223-226	27
Fonds spécial	227-228	28
C. — <i>Relations avec les institutions spécialisées et d'autres organisations</i>	229-258	28
Institutions spécialisées	230-239	28
Agence internationale de l'énergie atomique	240	29
Organisation des Etats américains	241-246	29
Organisations intergouvernementales	247-255	29
Organisations non gouvernementales et autres organisations	256-258	30
DEUXIÈME PARTIE. — NEUVIÈME SESSION DE LA COMMISSION	259-374	30
A. — <i>Participants et organisations des travaux</i>	259-274	30
Changement de lieu	259-260	30
Séances d'ouverture et de clôture	261-264	30
Participants	265-267	30
Pouvoirs	268	31
Organisation des travaux	269-274	31
Election du Bureau	269	31
Comité	270-274	31
B. — <i>Ordre du jour</i>	275	31
C. — <i>Résumé des débats</i>	276-374	33
Introduction	276-290	33
1. Développement économique et social	291-315	35
a) Institut latino-américain de planification économique	291-293	35
b) Planification du développement économique	294-298	35
c) Planification économique et intégration régionale	299-302	36
d) Aspects sociaux du développement	303-308	36
e) Politique fiscale	309-310	37
f) Enseignement des sciences économiques en Amérique latine	311	37
g) Statistique	312-315	37
h) Développement des moyens d'information en Amérique latine	316	38
2. Intégration économique régionale	317-328	38
3. Problèmes économiques de l'agriculture	329-337	39
a) Réforme agraire	329-332	39
b) Politique agricole	333-337	39
4. Développement industriel	338-345	40
5. Energie et ressources hydrauliques	346	41
6. Etude économique, inflation et croissance	347-348	41

	Paragraphes	Pages
7. Questions générales	349-374	41
a) Admission du Honduras britannique ou Belize au statut de membre associé de la Commission	349-350	41
b) Coopération avec l'Organisation des Etats américains et la Banque inter-américaine de développement	351-361	41
c) Décentralisation des activités économiques et sociales de l'ONU	362-366	42
d) Etablissement d'un bureau de la CEPAL à Bogota	367	43
e) Amendements au règlement intérieur de la Commission	368-370	44
f) Estimations touchant le programme d'activités pour la période 1960-1964 ..	371	44
g) Résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social qui intéressent la Commission	372	44
h) Immeuble des Nations Unies	373	44
i) Programme de travail et ordre de priorité	374	44
TROISIÈME PARTIE. — RÉOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA COMMISSION À SA NEUVIÈME SESSION	375-376	44
QUATRIÈME PARTIE. — PROJET DE RÉOLUTION PRÉSENTÉ AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ..	-	59
CINQUIÈME PARTIE. — PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITÉ POUR 1961-1962	377-401	59
Principes fondamentaux	377	59
Concentration et coordination	378	59
Calendrier des conférences	379	60
Projets régionaux exécutés en coopération avec la DOAT	380	60
Modifications apportées au programme de travail pour 1961-1962	381	60
Exécution du programme de travail	382-383	61
Notes explicatives	384-389	61
<i>Liste annotée de projets</i>	390-394	62
Etat des incidences financières du programme de travail : déclaration du Secrétaire exécutif	395-401	69

ANNEXES

I. — Liste des délégations	73
II. — Résolutions adoptées par le Comité du commerce à sa troisième session	75
III. — Liste des principaux documents publiés par la Commission depuis la septième session (mars 1960) du Comité plénier	77
IV. — Mandat de la Commission économique pour l'Amérique latine	82
V. — Règlement intérieur de la Commission économique pour l'Amérique latine	84



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
DOCUMENTS OFFICIELS
TRENTE-DEUXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 4

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

Rapport annuel au Conseil économique et social
pour la période allant du 30 mars 1960 au 15 mai 1961

INTRODUCTION

1. Le présent rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) porte sur la période allant du 30 mars 1960 au 15 mai 1961¹. Il est soumis pour examen au Conseil économique et social, en application des dispositions du paragraphe 12 du mandat de la Commission, qui prévoit que « la Commission présentera au Conseil, une fois par an, un rapport complet sur son activité et ses projets, ainsi que sur ceux de tous organismes subsidiaires ».

PREMIÈRE PARTIE

ACTIVITÉS DE LA COMMISSION DEPUIS LA SEPTIÈME SESSION DU COMITÉ PLÉNIER

2. Avant d'exposer en détail les activités de la Commission pendant l'année écoulée il convient de mentionner que le Comité plénier de la CEPAL a tenu sa troisième session extraordinaire à New York, du 28 au 30 juin 1960². Cette réunion, convoquée par le Secrétaire exécutif de la Commission après consultation des pays membres, avait pour but d'examiner la possibilité d'assurer une coopération internationale dans l'exécution du programme de reconstruction du Chili, après les séismes qui avaient ravagé le sud de ce pays du

21 au 23 mai 1960. Le Comité plénier a adopté une résolution [180(AC.46)] dans laquelle il invite les Etats membres de la Commission à continuer d'apporter leur collaboration tant aux secours qu'à la reconstruction et au développement économique et recommande au Conseil économique et social et au Comité de l'assistance technique d'examiner favorablement le programme extraordinaire d'un montant total de 2.200.000 dollars présenté par le Chili. En outre, la résolution prie : a) le Secrétaire général d'étudier la possibilité de favoriser la préparation d'une action internationale en vue d'augmenter les ressources financières et techniques nécessaires à l'exécution des plans de reconstruction ; b) le Conseil économique et social de demander au Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique de consacrer le plus possible des ressources disponibles au titre du Programme élargi d'assistance technique ou des programmes ordinaires à l'exécution du programme extraordinaire du Chili. Cette résolution et les recommandations qui y sont formulées ont été ultérieurement approuvées dans leurs grandes lignes par le Conseil dans sa résolution 766 (XXX).

3. Une des premières mesures prises a été la décision de constituer au Chili un Groupe consultatif CEPAL/DOAT, auquel des fonctionnaires de la CEPAL ont été affectés à titre temporaire, en attendant que le

¹ L'activité antérieure de la CEPAL et de ses organes subsidiaires a fait l'objet des rapports suivants au Conseil économique et social : *Documents officiels du Conseil économique et social, septième session, Supplément n° 13* (E/840/Rev.1) ; *ibid., huitième session, Supplément n° 4* (E/1099) ; *ibid., neuvième session, Supplément n° 14* (E/1330/Rev.1) ; *ibid., onzième session, Supplément n° 9* (E/1717) ; *ibid., treizième session, Supplément n° 8* (E/2021) ; *ibid., quatorzième session, Supplément n° 2* (E/2185) ; *ibid., seizième session, Supplément n° 3* (E/2405) ; *ibid., dix-septième session, Supplément n° 2* (E/2536) ; *ibid., vingtième session, Suppléments n° 10* (E/2756) et 10A (E/2796/Rev.1) ; *ibid., vingt-deuxième session, Supplément n° 10* (E/2883/Rev.1) ; *ibid., vingt-quatrième session, Supplément n° 8* (E/2998) ; *ibid., vingt-sixième session, Supplément n° 4* (E/3091) ; *ibid., vingt-huitième session, Supplément n° 4* (E/3246/Rev.2), et *ibid., trentième session, Supplément n° 4* (E/3333).

² Pour le rapport de cette session, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Supplément n° 4A* (E/3402).

groupe soit officiellement constitué au début de 1961. En outre, comme le signale le rapport sur les activités d'assistance technique en Amérique latine (E/CN.12/553), tout le possible a été fait pour se conformer à l'esprit des résolutions précitées et fournir au Gouvernement chilien l'aide extraordinaire dont il avait besoin pour l'exécution de son programme de reconstruction.

4. Pendant l'année écoulée, la Commission a observé d'une façon générale dans ses travaux les règles formulées dans l'évaluation du programme prévu pour 1959-1964³. Avec l'entrée en vigueur du Traité de Montevideo⁴, et en raison de la tendance vers une intégration accélérée en Amérique centrale, on a attaché une importance de plus en plus grande à la solution des problèmes auxquels doivent faire face les gouvernements pour respecter les obligations qui leur incombent en vertu des traités. Il a donc été nécessaire d'étudier non seulement des questions intéressant les tarifs douaniers et la politique douanière, mais aussi certains aspects de la politique fiscale et des problèmes propres à l'industrie, à l'agriculture et aux transports, sans négliger les études complémentaires sur le développement économique.

5. Pendant la période considérée, les activités des groupes consultatifs constitués conjointement par la Commission et par la Direction des opérations d'assistance technique (DOAT), avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la participation d'autres institutions spécialisées, ont continué à présenter la même importance. Ces groupes ont opéré en 1960 dans trois pays et, depuis le début de 1961, dans un quatrième. Comme les années précédentes, leurs activités ont été complétées par des cours intensifs qui font partie du programme CEPAL/DOAT de formation en matière de développement économique, et qui ont également eu lieu dans trois autres pays.

6. Dans les premiers mois de 1960, on a organisé un concours pour la présentation de plans en vue de la construction de l'immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili. Le concours a eu lieu de la mi-juillet à la fin septembre. Un jury international a effectué un premier choix entre une quarantaine de projets, et la sélection définitive a été faite à New York, par le Secrétaire général assisté de deux architectes de réputation mondiale. On trouvera dans le document E/CN.12/574 un exposé complet de la question et la description du projet retenu.

7. Au mois de novembre, le Secrétaire exécutif de la CEPAL s'est entretenu avec le Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA) et avec le Président de la Banque interaméricaine pour le développement (BID) des possibilités d'élaborer des programmes de travail communs aux trois organisations. Un comité spécial a été créé, qui devait se réunir dans les premiers jours du mois de mars 1961. Ces entretiens font l'objet d'un rapport distinct (E/CN.12/575).

³ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-huitième session, Supplément n° 4, annexe VII.

⁴ Ibid., trentième session, Supplément n° 4 (E/3333), annexe II.

8. L'exposé des travaux de la Commission que l'on trouvera ci-après comprend trois sections principales : A. — Activités des organes subsidiaires ; B. — Autres activités ; C. — Relations avec les institutions spécialisées et autres organisations.

A. — Activités des organes subsidiaires

9. Cette section rend compte des activités du Comité du commerce de la CEPAL et de ses groupes de travail, des réunions de consultation en matière de politique commerciale sur les questions relatives au marché commun, ainsi que des travaux du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale et de ses sous-comités.

COMITÉ DU COMMERCE

10. Le Comité du commerce a tenu sa troisième session pendant la neuvième session de la Commission, à laquelle il a présenté son rapport (E/CN.12/C.1/19). Au cours de l'année, le Secrétariat a préparé diverses études demandées par le Comité provisoire de l'Association latino-américaine de libre-échange qui siège à Montevideo, et il a effectué d'autres travaux liés à l'établissement progressif d'un marché commun. Bien que les travaux en matière de commerce aient été, en majeure partie, menés à bien par la Division de la politique commerciale, plusieurs des autres divisions de la CEPAL ont participé à la préparation de diverses études, notamment la Division du développement industriel qui s'est consacrée aux travaux relatifs au marché commun et à la zone de libre-échange.

11. Le seul organe subsidiaire du Comité du commerce qui se soit réuni en 1960 a été le Groupe de travail des questions douanières. Toutefois, le Cycle d'étude des statistiques industrielles, dont les travaux ont fait l'objet d'un rapport spécial (E/CN.12/561), a revêtu une importance particulière pour les études relatives au marché commun. En outre, en décembre, la Colombie, l'Equateur et la Venezuela ont tenu à Quito une nouvelle réunion de consultation consacrée à la politique commerciale.

Groupe de travail des questions douanières

Première réunion 1^{er}-12 août 1960

Président : M. Romeo Maeso Sueiro (Uruguay) ;

Rapporteur : M. Mario Espinosa de los Reyes (Mexique).

12. La première réunion du Groupe de travail des questions douanières s'est tenue conformément à la résolution 7 (II) du Comité du commerce, à Montevideo, du 1^{er} au 12 août 1960⁵.

13. Le Groupe de travail a examiné les problèmes relatifs à la définition et à l'identification des taxes qui produisent les mêmes effets que les droits de douane et de ce qui peut être considéré comme un droit en vigueur à une date déterminée. En dehors de l'étude de ces questions, les travaux ont porté surtout sur la recherche

⁵ Pour le rapport de cette réunion, voir E/CN.12/568.

d'une base de travail pour les experts. Les membres du groupe sont parvenus aussi à certaines conclusions exposées dans une série de recommandations, portant notamment sur l'adoption par les pays de l'Amérique latine de la Nomenclature douanière de Bruxelles et de la définition dite de Bruxelles de la valeur en douane, ainsi que de définitions uniformes des termes et opérations douaniers fondamentaux. On a recommandé aussi que le Secrétariat de la CEPAL effectue des études tendant à simplifier les procédures et les documents dans les opérations douanières en Amérique latine. Les débats ont porté, en outre, sur la possibilité de créer des cours où seraient formés les fonctionnaires de douane, sur le plan national ou sur le plan régional, et l'on a recommandé que les pays latino-américains favorisent dans la mesure du possible la création de ces cours et que le Secrétariat, en collaboration avec le Bureau de l'assistance technique, prête son concours pour les établir dans les pays qui en feront la demande.

14. Enfin, les experts ont examiné la question de savoir comment définir et déterminer l'origine des marchandises dans une zone de libre-échange, et il a été suggéré que le Secrétariat de la CEPAL prépare une étude préliminaire sur la façon d'établir les certificats d'origine.

Consultations en matière de politique commerciale entre la Colombie, l'Equateur et le Venezuela

Troisième réunion 7-10 décembre 1960
Président : M. José Ceballos Carrión (Equateur).

15. La troisième réunion consultative en matière de politique commerciale entre les pays sus-indiqués — qui était la cinquième d'une série de réunions consacrées à ces questions⁶ — s'est tenue à Quito du 7 au 10 décembre 1960 (voir E/CN.12/555). Y ont assisté des représentants de la Colombie, de l'Equateur, et du Venezuela, ainsi que des observateurs de l'Argentine et du Mexique. Alors que les réunions antérieures avaient groupé des experts agissant à titre personnel, celle-ci a eu un caractère officiel, les autorités des trois pays ayant estimé qu'en raison des travaux déjà accomplis et de la situation nouvelle résultant de la tendance à la collaboration multilatérale en Amérique latine, il était souhaitable de traiter dorénavant ces questions sur le plan officiel. Les débats ont porté essentiellement sur les tendances récentes des accords bilatéraux entre la Colombie, l'Equateur, et le Venezuela, et sur le caractère et les clauses d'un éventuel traité multilatéral, compte spécialement tenu de l'effet des accords bilatéraux sur une éventuelle participation des trois pays à ce traité multilatéral. En outre, les représentants ont étudié les principes directeurs d'une politique commerciale future dans leurs rapports avec le mouvement latino-américain vers la coopération économique multilatérale. En conclusion, les représentants de la Colom-

bie, de l'Equateur et du Venezuela ont rédigé une déclaration commune dans laquelle ils ont reconnu que le Traité de Montevideo, qui a porté création de l'Association latino-américaine de libre-échange, constitue un instrument propre à favoriser un développement économique plus ample et mieux équilibré. En outre, les Gouvernements de la Colombie et de l'Equateur ont annoncé qu'ils prendraient les mesures nécessaires pour rendre effective dans le plus bref délai possible leur adhésion à l'Association. Le Gouvernement vénézuélien, tout en marquant son plein accord sur les considérations d'ordre général qui étaient formulées, a déclaré qu'il ferait connaître ultérieurement ses vues touchant son adhésion éventuelle à l'Association.

16. Les trois gouvernements sont convenus d'entamer immédiatement une action commune tendant à assurer à l'Equateur le traitement spécial prévu par le Traité de Montevideo pour les pays membres dont le développement économique est relativement moins avancé, ce que l'Equateur considère comme un préalable à son adhésion au Traité. De même, les trois gouvernements, prenant en considération les conditions spéciales de l'économie vénézuélienne, entreprendront une action commune en vue d'obtenir pour ce pays un traitement spécial propre à compenser les désavantages dont souffrirait le Venezuela s'il adhéra au Traité sans qu'il soit tenu compte des particularités de sa structure économique actuelle.

17. Les gouvernements se sont engagés, d'autre part, à examiner sous quelle forme il conviendrait d'adapter leurs accords bilatéraux aux caractères et aux clauses du Traité de Montevideo de façon à ce que leur adhésion au Traité ne soit pas préjudiciable à leurs économies respectives.

18. Enfin, les trois gouvernements ont demandé au Secrétariat de la CEPAL d'examiner avec eux les problèmes que posera la participation de chacun de ces pays au Traité de Montevideo, et de suggérer les solutions possibles.

Activités relatives au Comité provisoire de l'Association latino-américaine de libre-échange

19. Ce comité a été créé par la Conférence inter-gouvernementale qui s'est tenue à Montevideo du 4 au 18 février 1960, au cours de laquelle a été signé le Traité de Montevideo portant création de l'Association latino-américaine de libre-échange. Le Traité a été ratifié depuis par l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay. On sait qu'aux termes de cet instrument, le Comité demande l'assistance technique du secrétariat de la CEPAL pour les institutions de l'Association (art. 44 et protocole n° 3). En conséquence, le Secrétariat a collaboré de façon permanente avec le Comité provisoire, notamment en ce qui concerne l'établissement et l'organisation technique de ses services de statistique, des consultations sur des questions précises intéressant cet organisme ou ses membres, et l'organisation de réunions d'experts sur diverses questions, réunions aux travaux desquelles il a prêté son concours.

⁶ Sur les quatre réunions antérieures, deux ont été tenues à Santiago du Chili (août 1958 et avril 1959), avec le concours d'experts de l'Argentine, du Brésil, du Chili et de l'Uruguay, et deux autres ont eu lieu, l'une à Bogota (novembre 1958), l'autre à Caracas (mai 1959), avec le concours d'experts de la Colombie, de l'Equateur et du Venezuela.

20. On a mis en train plusieurs études relatives aux problèmes et procédures douaniers⁷, en vue de réunir et de présenter sous une forme systématique les renseignements relatifs aux régimes d'importation des pays de l'Amérique latine, ainsi que pour exposer le traitement douanier et les restrictions auxquels sont soumis les importations en général et certains produits en particulier. On s'efforce, d'autre part, de calculer le taux moyen d'incidence de ces charges, en vue de déterminer leur influence sur les importations. A l'origine, ce travail a été entrepris en vue de rassembler les renseignements nécessaires sur certains aspects du projet de marché commun, présenté par le Groupe de travail du marché régional, relevant du Comité du commerce, lors de la réunion qu'il a tenue à Mexico du 16 au 27 février 1959⁸. La portée de l'étude a été étendue par la suite pour donner à ses conclusions une utilité plus immédiate dans le contexte de l'établissement de la zone latino-américaine de libre-échange et des négociations y relatives.

21. Le Secrétariat a participé à l'organisation de la réunion d'un groupe de spécialistes des statistiques du commerce extérieur, convoquée par le Comité provisoire de Montevideo, qui s'est tenue dans cette ville du 23 au 30 janvier 1961. Le Groupe s'est attaché particulièrement à l'étude des problèmes qui se posent en matière de statistiques aux membres de l'Association latino-américaine de libre-échange dans le cadre des dispositions du Traité de Montevideo et des méthodes propres à faciliter les négociations destinées à assurer son exécution.

Etude CEPAL/OEA sur les investissements étrangers dans la zone latino-américaine de libre-échange

22. On trouvera aux paragraphes 26 à 29 du dernier rapport annuel (E/3333) de la Commission des renseignements touchant l'origine de cette étude. Le groupe consultatif constitué par les secrétariats de la CEPAL et de l'OEA a terminé ses travaux au milieu de l'année 1960 ; plus tard — sur la demande des deux organisations — il a procédé à une refonte de son projet de rapport. Le rapport définitif a été soumis à la Commission lors de sa neuvième session sous forme d'une étude commune CEPAL/OEA⁹. A été également distribué, sous couvert d'une note du Secrétariat, le document E/CN.12/605.

23. L'étude effectuée par le Groupe traite surtout du secteur industriel et, plus particulièrement, des industries manufacturières. Ceci a permis de s'attacher d'une façon spéciale aux principaux ajustements qui seront nécessaires pour permettre l'exécution du Traité de Montevideo portant création de l'Association latino-américaine de libre-échange. L'étude traite en particulier des investissements étrangers directs, soit isolés, soit combinés avec des capitaux internes. Elle s'attache aussi aux prêts et crédits étrangers, en tant surtout qu'ils

pourraient permettre de résoudre les problèmes que posent la modernisation et l'expansion des industries existantes, la création de nouvelles industries locales et le financement des mouvements de biens d'équipement à l'intérieur de l'Amérique latine. Les membres du Groupe ont tiré des résultats de leurs études plusieurs conclusions, et ils ont insisté sur le fait qu'ils se sont essentiellement efforcés d'offrir des suggestions pratiques pour opérer les ajustements nécessaires en vue de l'établissement d'un grand marché régional latino-américain.

COMITÉ DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE
DE L'AMÉRIQUE CENTRALE

Deuxième session extraordinaire 26-29 avril 1960

Président : M. Jorge Borbón Castro (Costa Rica) ;

Rapporteur : M. Juan José Lugo Marengo (Nicaragua).

24. Le Comité a tenu sa deuxième session extraordinaire à San José (Costa Rica) du 26 au 29 avril 1960¹⁰. Il se proposait : a) d'étudier les rapports entre le Traité d'association économique signé par le Guatemala, le Honduras et le Salvador en février de la même année et les traités et accords relatifs au programme d'intégration qui avaient été signés par tous les gouvernements membres du Comité au cours des années antérieures ; b) d'élucider les méthodes par lesquelles les cinq pays pourraient consolider et accélérer l'intégration économique de l'Amérique centrale.

25. Après avoir considéré attentivement la question, le Comité a recommandé l'élaboration d'un nouveau projet de traité en vue de l'intégration économique accélérée des cinq pays et, à cette fin, il a adopté la résolution 101 (CCE) dans laquelle il prie le Secrétariat de préparer, en collaboration étroite avec les gouvernements des pays d'Amérique centrale, le projet de traité envisagé selon les grandes lignes indiquées par les représentants des gouvernements du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Salvador. Ce nouveau projet devait être examiné par le Comité à sa septième session.

26. Conformément à ces directives, le projet de traité devait prévoir :

a) Un régime de libre-échange immédiat entre les parties contractantes pour tous les produits naturels ou manufacturés de leurs pays respectifs ;

b) Un système transitoire d'exceptions à ce régime immédiat de libre-échange multilatéral pour les produits qui, pour des raisons particulières, doivent être soustraits à son application ;

c) Les dispositions nécessaires à l'application rapide du régime d'intégration des industries de l'Amérique centrale ;

d) L'engagement de signer un protocole sur l'alignement des tarifs douaniers fondé sur la Convention centro-américaine sur l'alignement des droits à l'importation ;

e) L'engagement de signer aussi deux autres protocoles visant à établir en Amérique centrale un système de stimulants pour le développement industriel et à aligner les charges sociales.

⁷ Voir, notamment, le document E/CN.12/554 et ses annexes, consacrés à l'Argentine, à la Bolivie, au Brésil, à la Colombie, au Chili, à l'Équateur, au Mexique, au Paraguay, au Pérou, à l'Uruguay et au Venezuela.

⁸ Voir la résolution 6 (II) du Comité du commerce, par. 3, c).

⁹ Publication des Nations Unies, n° de vente : 60.II.G.5.

¹⁰ Pour le rapport de cette session, voir E/CN.12/CCE/210 et E/CN.12/542.

27. En outre, le projet de traité en question devait envisager la création en Amérique centrale d'une institution financière de développement, financée grâce aux apports des Etats membres et régie par un protocole spécial qui devait être signé avant le 1^{er} janvier 1961.

28. Il a été convenu aussi que le projet de traité devait prévoir la possibilité, pour tous les pays de la région qui ne l'auraient pas signé initialement, d'y adhérer à n'importe quel moment et sans aucune réserve.

29. Le Comité de coopération a recommandé, enfin, la signature immédiate d'un accord entre le Fonds spécial des Nations Unies et l'Institut de recherche et de technologie de l'Amérique centrale (ICAITI), chose qui fut faite en cette occasion. En vertu de cet accord, l'ICAITI doit recevoir une contribution de 900.000 dollars qui lui permettra de renforcer sa situation économique et de mieux s'acquitter de la tâche qui lui revient dans le développement industriel de l'Amérique centrale.

Septième session 9-13 décembre 1960

Président : M. Juan José Lugo Marengo (Nicaragua) ;

Rapporteur : M. Julio Prado García Salas (Guatemala).

30. Le Comité de coopération économique de l'Amérique centrale a tenu sa septième session à Managua du 9 au 13 décembre 1960. Ses travaux ont porté sur l'étude des instruments suivants : Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale, Protocole à la Convention sur l'alignement des droits à l'importation et Convention constitutive de la Banque centre-américaine d'intégration économique. Ces trois instruments ont été signés le 13 décembre par le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, et le Salvador. Le Costa Rica a fait savoir qu'il n'était pas encore disposé à assumer de telles obligations.

31. Le Traité général d'intégration économique a pour objet de fondre en un seul instrument les règles adoptées et les engagements assumés par les gouvernements en cette matière. Il établit un régime de libre-échange immédiat pour tous les produits naturels ou manufacturés originaires des pays membres, exception faite de ceux pour lesquels ce régime poserait actuellement des problèmes difficiles à résoudre. Ces produits ont fait l'objet, dans le cadre d'un accord multilatéral entre les quatre pays, de négociations bilatérales qui ont permis de déterminer le régime provisoire qui leur serait appliqué en attendant qu'ils puissent être soumis au régime de libre-échange. En règle générale, la période transitoire est de cinq ans, mais dans des cas très exceptionnels cette durée pourra être prolongée. Le traité stipule l'obligation d'adopter dans le même délai un tarif douanier centre-américain uniforme, conformément aux termes de l'accord. Il incorpore dans son texte la Convention sur le régime d'intégration des industries, qui entrera en vigueur pour les quatre signataires du Traité général en même temps que ce dernier. Il stipule l'engagement d'établir une Banque d'intégration économique de l'Amérique centrale et de signer immédiatement la convention portant création de cette institution. Il prévoit une coordination appropriée dans l'application des lois relatives au développement industriel et leur uniformisation.

32. Le Traité général crée un Conseil économique de l'Amérique centrale composé des ministres de l'économie des pays contractants, un Conseil exécutif comprenant un représentant de chacun des Etats membres et un Secrétariat permanent chargé d'établir les rouages nécessaires à l'exécution des dispositions du Traité et de résoudre les difficultés que poserait leur application. Le Conseil économique aura pour tâche de faciliter l'exécution des résolutions adoptées par le Comité de coopération économique.

33. Le Protocole à la Convention sur l'alignement des droits à l'importation assure l'uniformisation de plus de la moitié des positions de la Nomenclature (NAUCA). Le Comité a recommandé au Sous-Comité du commerce de poursuivre les négociations afin d'assurer, dans le plus bref délai possible, l'uniformisation générale des droits.

34. La Banque d'intégration économique de l'Amérique centrale aura son siège à Tegucigalpa et sera constituée au capital de 16 millions de dollars entièrement souscrit. Le Comité a demandé au Secrétariat exécutif de prêter le concours nécessaire pour que l'institution puisse commencer rapidement ses opérations et pour qu'elle soit organisée et gérée dans les meilleures conditions.

35. Le rapport de la septième session du Comité (E/CN.12/552¹¹) rend compte de ses activités pendant la période allant du 2 septembre 1959 au 13 décembre 1960. Il fournit des indications sur les programmes en voie de réalisation ou dont on se propose d'entreprendre immédiatement l'exécution pour se conformer aux résolutions adoptées par le Comité. On peut citer notamment :

a) La préparation des documents destinés aux onzième, douzième et treizième sessions du Sous-Comité du commerce, au cours desquelles seront achevées les négociations en vue de l'établissement d'un tarif douanier uniforme à l'importation et de l'adoption d'un code douanier commun. A cette occasion, le Sous-Comité sera saisi aussi d'un projet d'instructions relatives à l'application des traités d'intégration et d'un projet de règlement à observer pour déterminer l'origine des marchandises ;

b) La signature, par les pays membres du Comité, dès l'entrée en vigueur du régime sur l'intégration des industries, des premiers protocoles destinés à étendre la portée du régime de libre-échange et à accélérer le développement économique de la région. A cette fin, on prévoit la réunion d'un groupe de travail *ad hoc* du développement industriel ;

c) L'unification des lois relatives aux stimulants fiscaux en vue du développement industriel et la coordination des mesures d'exécution desdites lois. Il sera nécessaire, à cette fin, de réunir un autre groupe de travail qui examinera les documents qui auront été établis à son intention par le Secrétariat ;

d) La continuation d'études tendant à l'élaboration d'un plan routier en Amérique centrale et à l'adoption d'un règlement uniforme des transports, ainsi que d'un code maritime commun, et, dans la mesure du possible,

¹¹ Publication des Nations Unies, n° de vente : 60.II.G.7.

d'un règlement unique pour les opérations portuaires. A cette fin, on prévoit une deuxième réunion du Sous-Comité des transports ;

e) La deuxième réunion du Sous-Comité de l'électrification, qui sera saisi d'études relatives à l'interconnexion des réseaux nationaux d'électrification et des travaux qui ont pour objet l'unification des systèmes comptables des entreprises électriques dans les différents pays et la détermination des différences de tarifs appliqués par elle, ainsi que d'autres projets dont l'exécution a été décidée par le Sous-Comité lors de sa première réunion ;

f) La mise en train des travaux du Sous-Comité du développement économique dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage, à l'intention duquel on prépare une étude générale des problèmes et des perspectives de la production agricole et de l'élevage en Amérique centrale, ainsi qu'une étude sur les possibilités de spécialisation dans ces domaines et sur l'approvisionnement de la région en grains et produits laitiers. Ces études se poursuivent avec le concours de la FAO ;

g) L'étude, faite en collaboration avec la Division des affaires sociales de l'Organisation des Nations Unies, des principaux problèmes socio-économiques qui se posent lors de l'exécution des programmes d'intégration : logement, régime foncier, mouvements démographiques, etc.

Sous-Comité du commerce centre-américain

36. Au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport, les réunions suivantes ont eu lieu :

Septième réunion : 1^{re} session de travail. 28 mai-12 juin 1960

Président : M. Alberto Fuentes Mohr (Guatemala) ;

Rapporteur : M. Oscar Veroy (Honduras).

Septième réunion : 2^e session de travail ... 10-25 juillet 1960

Président : M. Jaime Quesada (Salvador) ;

Rapporteur : M. Porfirio Morera Batres (Costa Rica).

Huitième réunion 7-14 novembre 1960

Président : M. Alberto Fuentes Mohr (Guatemala) ;

Rapporteur : M. Jaime Quesada (Salvador).

Neuvième réunion 5-9 décembre 1960

Président : M. Luis A. Cantarero (Nicaragua) ;

Rapporteur : M. Alberto Fuentes Mohr (Guatemala).

Dixième réunion 6 février-2 mars 1961

Président : M. Oscar Veroy (Honduras) ;

Rapporteur : M. Gustavo Guerrero (Nicaragua).

37. La septième réunion du Sous-Comité du commerce centre-américain a été scindée en deux sessions de travail au cours desquelles ont été entamées les négociations que le Comité, dans sa résolution 83 (CCE), avait recommandé d'entreprendre en vue d'assurer l'uniformisation des tarifs douaniers à l'importation des produits étrangers. Ces deux sessions ont abouti à un accord préliminaire sur des droits uniformes qui, par la suite, ont été incorporés dans le Protocole à la Convention sur l'alignement des droits à l'importation qui a été signé à Managua (E/CN.12/552, annexes)¹¹.

38. A la huitième réunion, le Sous-Comité a étudié l'avant-projet de traité général qui avait été préparé par le Secrétariat en consultation étroite avec les gouver-

nements et conformément aux directives formulées dans la résolution 101 (CCE). Les négociations ont porté sur les traitements préférentiels ayant fait l'objet d'accords bilatéraux pour certaines positions du tarif douanier qui seront soustraites à l'application immédiate du régime de libre-échange stipulé dans le traité ; d'autre part, on a procédé à un nouvel examen de certains droits qui — bien que l'accord se soit fait à leur sujet, pendant la première session de travail de la septième réunion — avaient été l'objet d'observations de la part des gouvernements.

39. Lors de la neuvième réunion, les participants ont réexaminé certains autres droits déjà acceptés pendant la deuxième partie de la septième réunion du Sous-Comité, mais qui avaient également fait l'objet d'observations de la part des gouvernements. Ils ont examiné et adopté définitivement, en ce qui les concerne, les projets de traité général et de protocole à la Convention sur l'alignement des droits à l'importation, ainsi que les listes précitées de traitements préférentiels et de droits uniformes ; l'ensemble de ces projets a été soumis au Comité à sa septième session.

40. La dixième réunion du Sous-Comité s'est tenue en février 1961, en vue de compléter les négociations sur l'alignement des tarifs douaniers et d'élaborer un nouveau protocole à la Convention sur l'alignement, ce qui mènera à bien l'œuvre entreprise pour doter l'Amérique centrale d'un tarif douanier uniforme.

B. — Autres activités

41. La présente section est consacrée aux activités qui n'ont pas un rapport direct avec les travaux des organes subsidiaires mentionnés dans la section précédente.

DIVISION DES ANALYSES ÉCONOMIQUES

Etude économique annuelle

42. L'étude pour 1960 (*Estudio Económico de América Latina, 1960*) [E/CN.12/565 et Add.1] débute par une analyse de l'origine et de la nature des fluctuations à court terme qui ont affecté l'économie des pays d'Amérique latine durant la période d'après guerre. Il s'en dégage la conclusion que l'évolution de la croissance économique pendant toute cette période est liée à l'expansion du volume des exportations et à leur pouvoir d'achat international. Mais l'étude du secteur extérieur fait ressortir aussi un rapport direct avec l'instabilité à court terme du produit brut. Si l'on compare le degré d'instabilité et les périodes pendant lesquelles cette instabilité a affecté soit le produit brut, soit les importations de 18 pays de l'Amérique latine, on constate que le rapport entre les deux facteurs variables n'est souvent pas très étroit. Cette comparaison révèle en outre que, au regard du degré d'instabilité du pouvoir d'achat des exportations, les variations du produit sont sensiblement moins accusées. On en déduit immédiatement que d'autres éléments ont joué dont l'incidence a été supérieure à celle des importations dans la détermination du comportement du produit. L'étude passe en revue, dans quelques pays choisis à cette fin, les éléments addi-

tionnels en question qu'elle identifie avec les composants de la demande interne et avec la rigidité propre à certains secteurs principaux de la production dans les économies envisagées. En général, lorsqu'il n'y a qu'un lien assez lâche entre les fluctuations des exportations et celles du produit, on peut en trouver l'explication dans ces éléments additionnels.

43. Cependant, l'action compensatrice de ces facteurs variables additionnels a un rapport avec le déséquilibre qui apparaît dans d'autres directions. Dans les pays d'Amérique latine, le niveau de l'épargne interne et des investissements dépend particulièrement du volume et de la valeur des exportations ainsi que du volume et du taux des importations. Ainsi, chaque fois qu'un haut degré de stabilité du produit brut a coïncidé avec des fluctuations marquées du pouvoir d'achat des exportations, le processus d'ajustement a produit des déséquilibres importants dans la balance des paiements ou dans le niveau et la structure des prix internes, quand il n'a pas revêtu ces deux formes. Le retour de ces difficultés économiques a incité les pouvoirs publics en Amérique latine à adopter des mesures qui sont souvent en conflit avec les objectifs à long terme.

L'évolution économique en 1960

44. Après la stagnation dont l'économie latino-américaine dans son ensemble avait souffert en 1959, le produit brut, le revenu et les biens et services disponibles ont accusé — par habitant — une hausse qui a atteint environ 4,6 pour 100 dans le cas des biens et services disponibles.

45. L'évolution économique constatée en 1960 offre aussi, par rapport à celle de 1959, des différences marquées dans d'autres domaines. C'est ainsi, par exemple, que le secteur externe a évolué d'une façon quelque peu plus favorable. Il y a eu, d'une part, une amélioration du pouvoir d'achat extérieur des exportations et, d'autre part, un relèvement du niveau très bas des importations. Ces deux éléments ont stimulé l'activité économique courante. Le pouvoir d'achat plus élevé a encouragé cette activité et des importations plus importantes ont permis d'accroître les approvisionnements en matières premières et biens d'équipement. Il semble aussi que l'on puisse noter une autre différence appréciable, à savoir le renversement de la tendance dans les pays où il existait des poussées inflationnistes. Dans beaucoup de ces pays, la rapide hausse des prix intérieurs, qui avait été particulièrement accélérée en 1959, a été freinée. Cependant, dans certains d'entre eux, on a vu réapparaître le déséquilibre de la balance des paiements. La forte contraction des importations en 1959 — par laquelle de nombreux gouvernements s'étaient efforcés d'atténuer les pressions qui s'exerçaient sur la balance des paiements — avait épuisé les stocks de beaucoup de matières premières essentielles et, dans certains cas, avait entravé le développement normal de l'activité économique courante. On doit donc considérer que la tendance constatée en 1960 résulte de la nécessité inéluctable de relever le niveau trop bas des importations de l'année 1959.

46. La reprise du produit brut ne s'est pas fait sentir également dans tous les secteurs de la production. Si

l'on considère la part qui revient à chacun dans le total du produit brut, on constate que celle des secteurs de l'agriculture et de l'élevage, de la construction et des services a diminué, que le secteur pétrolier a maintenu la sienne et que celle du secteur industriel a augmenté.

47. Des chiffres provisoires recueillis pour les années 1959 et 1960 un autre fait semble se dégager qui a trait au taux de l'épargne intérieure et des investissements bruts. Etant donné la conjoncture pour l'ensemble des années 1959 et 1960, on peut penser que ces taux ont été, en général, plus bas qu'en 1957-1958. Dans les pays où il en a été ainsi, ce déclin a coïncidé avec l'application ou l'accentuation d'une politique économique tendant essentiellement à stabiliser les prix et à modifier leur structure, et aussi à rétablir ou à maintenir l'équilibre de la balance des paiements.

Le secteur extérieur

48. Les cours sur les marchés mondiaux de bon nombre de produits qui constituent l'essentiel des exportations latino-américaines ont accusé en 1958-1959 un fléchissement très considérable et, en 1960, ils se sont maintenus au niveau le plus bas des dernières années. Si l'on examine brièvement l'évolution des marchés extérieurs des principaux produits, on constate que, dans les trois dernières années, les cours du sucre, du coton, du cacao, du café, du blé, du maïs, de la laine, du salpêtre, du plomb, du zinc et de l'huile de lin ont été inférieurs à ceux de 1950. Pour d'autres produits — cuivre, étain et pétrole brut — le niveau des prix s'est maintenu légèrement au-dessus de celui de 1950, mais le marché a accusé une faiblesse persistante. Malgré cette baisse des prix, la valeur totale des exportations latino-américaines a été, en 1959, de 22 pour 100 supérieure à celle de 1950 grâce à l'augmentation du quantum.

49. Au cours des 10 dernières années, c'est en 1957 que les échanges entre pays de l'Amérique latine ont atteint le chiffre le plus élevé. Si la valeur des exportations a fléchi de 7 pour 100 en 1958 par rapport à 1957, cette baisse a atteint surtout les pays exportateurs de café, de sucre, de métaux non-ferreux et de pétrole, et — à l'exception du pétrole — elle a eu pour cause, dans tous les cas, la chute des cours de ces produits sur les marchés extérieurs. La valeur totale des exportations a continué à fléchir en 1959, bien que dans une proportion moindre qu'en 1958. Les cours extérieurs du café, du sucre, du cacao et du coton ont continué à baisser, mais quelques pays — surtout les gros exportateurs de café — ont pu compenser en partie cette baisse par un accroissement du volume des exportations. En revanche, pour les principaux exportateurs de sucre, le fléchissement de la valeur des ventes à l'étranger a résulté à la fois d'une baisse des prix et de la contraction du volume des exportations. La chute des cours du pétrole brut a réduit la valeur des exportations du Venezuela. Mais les pays exportateurs de métaux non ferreux — exception faite du plomb — ont bénéficié d'un relèvement considérable grâce au redressement des cours du cuivre, de l'étain et du zinc, à quoi il faut ajouter, pour le Chili et la Bolivie, une expansion du volume exporté.

50. Les chiffres provisoires pour 1960 semblent indi-

quer un processus de lente récupération dû en grande partie à l'augmentation du quantum des exportations dans quelques pays : Argentine, Chili, Equateur, Pérou, République Dominicaine et Uruguay. Les prix extérieurs de presque tous les produits de base se sont maintenus aux niveaux peu élevés de l'année antérieure, mais ceux du pétrole ont accusé une nouvelle baisse.

51. Par rapport à 1957, la contraction du total des importations a été, en 1958-59, plus marquée — en termes relatifs — que celle qui a été constatée dans les exportations. En 1958, le total des importations a fléchi de 9 pour 100 en comparaison de celui de 1957, et la baisse s'est produite dans 16 des 20 pays de l'Amérique latine. En 1959, la valeur des importations a accusé une nouvelle baisse — 7 pour 100 sur le chiffre de 1958 — cette fois dans 14 pays de la région.

52. Le déficit qui s'est produit dans le total des transactions sur les biens et services en 1958 a atteint le chiffre approximatif de 1 milliard 300 millions de dollars, entraînant une diminution d'un peu plus de 700 millions de dollars des réserves internationales de l'Amérique latine. En 1959, le déficit de ce compte a été beaucoup moins considérable et a été ramené à 500 millions de dollars. Les réserves internationales n'ont donc fléchi que de 100 millions de dollars environ. Pour chacune des années 1958 et 1959, une partie du déficit en compte des transactions courantes a été couvert par des crédits compensateurs consentis par le Fonds monétaire international et par certaines banques étrangères.

53. Cependant, les importations totales en Amérique latine ont augmenté dans les premiers mois de 1960, dans une mesure supérieure à celle que l'on a constatée pour les exportations. Cette augmentation résulte, d'une part, de la libération graduelle des restrictions imposées en 1958 et 1959 et, d'autre part, de la nécessité de reconstituer les stocks et d'accroître les approvisionnements en matières premières et biens de capital. Bien que, en conséquence, le déficit de la balance commerciale ait augmenté par rapport à 1959, la situation des réserves internationales à fin septembre 1960 ne s'était pas détériorée, grâce surtout aux importants contrats de crédits extérieurs passés en Argentine.

54. La balance des paiements en Amérique latine a accusé en 1958 un déficit d'un plus de 1 milliard 100 millions de dollars. Près du tiers de ce déficit est imputable au Venezuela, où il a résulté aussi bien de la baisse de la valeur des exportations que de l'arrêt quasi total des entrées nettes de capitaux étrangers. En dehors du Venezuela, le déficit a été très élevé en Argentine, au Brésil, à Cuba et au Mexique. En 1959, le déficit total de la balance des paiements est tombé à 480 millions de dollars, en raison du fait que, si le déficit au Venezuela a été presque égal à celui de 1958, d'autres pays — l'Argentine, la Colombie, le Chili, le Mexique et le Pérou — ont enregistré un excédent. Cuba est pratiquement le seul pays qui ait eu, en 1959, un déficit supérieur à celui de 1958.

55. Le solde déficitaire de la balance des paiements a continué de diminuer pendant les neuf premiers mois de 1960, grâce surtout à une réduction substantielle du

déficit du Venezuela. En effet, en dehors de ce pays, le déficit total des autres pays a été plus élevé qu'en 1959 par suite d'une détérioration de la situation en Colombie, au Chili et au Mexique notamment, et d'un accroissement du déficit au Brésil.

L'industrie manufacturière

56. Comme pour le produit brut total de l'économie de l'Amérique latine, l'année 1959 a été caractérisée par le ralentissement du rythme intense d'expansion qu'avait enregistré la production industrielle. Cependant, en 1960, cette production s'est relevée, si bien que le taux de croissance de ce secteur a retrouvé son niveau élevé de 1958.

57. En ce qui concerne l'industrie sidérurgique, il faut signaler que la production de fonte a augmenté en 1960 de 13,6 pour 100, celle de l'acier en lingots de 11,6 pour 100 et celle de l'acier fini de 11,9 pour 100. Malgré ces augmentations appréciables et celles qui avaient été constatées l'année précédente, l'écart entre la production et la consommation n'a fait que grandir. En 1950, par exemple, les importations d'acier en lingots ont atteint 2.800.000 tonnes ; en 1958, elles ont été de 3.800.000 tonnes. En d'autres termes, le développement, cependant très considérable, de l'industrie sidérurgique latino-américaine n'a pas suivi l'augmentation de la demande interne.

58. Pour ce qui est de l'industrie du papier et de la cellulose, la production de pâte pour la fabrication du papier et du carton a augmenté de 20 pour 100 en 1960 et l'augmentation a été de 9,6 pour 100 pour les papiers et cartons et de près de 13 pour 100 pour le papier journal.

59. La production de ciment, qui permet d'alimenter dans sa presque totalité la consommation latino-américaine, est sujette aux fluctuations de la demande, elle-même fonction des besoins de la construction privée et publique. En 1960, elle s'est accrue de 6 pour 100, chiffre qui se compare très favorablement avec la modeste augmentation de 2,8 pour 100 constatée en 1959.

60. En Argentine et au Brésil, on a poursuivi l'exécution des plans de production de véhicules automobiles : quelque 40.000 unités ont été fabriquées en 1960 en Argentine, et 130.000 au Brésil. Pour établir ces chiffres, on tient compte des véhicules (à l'exclusion des motocyclettes et engins similaires) dans la construction desquels il entre, dans la proportion d'un tiers au moins du poids total, des pièces fabriquées dans le pays, à la condition que les plans de production prévoient une augmentation graduelle de l'usage de pièces d'origine locale.

61. Les plans de production de tracteurs prévoyaient en 1960 des augmentations considérables en Argentine, ce qui ferait passer la production de 12.000 à 16.000 unités. Au Brésil, les premières unités prévues dans le nouveau plan sont sorties vers la fin de l'année.

62. En ce qui concerne les autres industries, on peut signaler que les industries mécaniques en général et surtout l'industrie chimique lourde ont accusé, elles aussi, des augmentations considérables en 1960.

L'agriculture

63. Pendant la période 1959-1960, l'agriculture a maintenu le rythme lent de développement qu'elle a connu pendant les dernières années. Plusieurs facteurs qui ont agi sur elle, sous des formes diverses et avec une intensité variable selon les pays, ont entraîné momentanément une stagnation quasi totale. En 1959, les conditions météorologiques défavorables — fortes pluies, suivies parfois de violentes inondations — ont affecté très fortement la production agricole des pays méridionaux (Argentine, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay), provoquant dans certains cas des dégâts matériels graves dont les effets se sont fait sentir jusque bien avant en 1960.

64. D'autre part, il faut signaler que dans beaucoup de pays d'Amérique latine, la production de l'agriculture et de l'élevage destinée à la consommation interne n'a pas suivi la croissance démographique. Par exemple, en 1959, année durant laquelle les récoltes destinées à la consommation interne n'ont augmenté que de 2,4 pour 100, le taux de la croissance démographique dans l'ensemble de l'Amérique latine a été de 2,5 pour 100. On a pu porter remède à l'insuffisance de denrées alimentaires en important des produits qui faisaient défaut, mais, de ce fait, des quantités importantes de devises ont été distraites d'un usage beaucoup plus productif. C'est ainsi que les exportations de produits alimentaires des Etats-Unis vers les 20 républiques latino-américaines pendant l'exercice budgétaire qui a pris fin en juin 1960, ont été de l'ordre de 495 millions de dollars, soit une hausse de 8 pour 100 par rapport à celles de 1959. De plus, la tendance des prix mondiaux des principaux produits agricoles qu'exporte l'Amérique latine a été assez défavorable pendant ces deux dernières années.

65. La modification de la législation sucrière aux Etats-Unis au début du mois de juin 1960 et la disparition du sucre cubain des marchés de l'Amérique du Nord pendant le reste de l'année et le premier trimestre de 1961, ont constitué les événements dont l'influence s'est fait le plus sentir sur l'économie agricole des pays d'Amérique latine et sur les marchés internationaux de ce produit. Le quota attribué à Cuba a été réparti entre les autres pays producteurs, ce qui a représenté pour le Pérou, la République Dominicaine, le Mexique, le Brésil, le Nicaragua, Haïti, le Panama, le Costa Rica, le Guatemala et le Salvador une augmentation de 675.811 tonnes courtes de leur contingent, qui est normalement de 90.440 tonnes. L'effet immédiat de ces profonds changements structurels sur le marché du sucre a été un essor extraordinaire des exportations de ce produit pendant les six derniers mois de 1960. Il semble qu'en 1961, ces pays continueront de profiter des cours plus élevés qui sont pratiqués sur le marché du sucre de l'Amérique du Nord. De son côté, Cuba a vendu en 1960 aux pays à économie planifiée 2.350.000 tonnes aux prix du marché mondial et a conclu avec eux de nouveaux accords aux termes desquels il leur vendra, en 1961, 4 millions de tonnes au prix de 4 cents de dollar la livre. Le Gouvernement cubain a levé toutes les restrictions pour la campagne sucrière

de cette année, ce qui permettra à la production d'atteindre 6.715.000 tonnes.

66. A long terme, le faible taux de développement de l'agriculture peut s'expliquer par les défauts du régime foncier en Amérique latine, dont la caractéristique essentielle est une répartition inégale des terres. La concentration de la propriété agricole a eu pour résultats une faible productivité, des revenus peu élevés et un niveau de vie très bas pour la masse de la population rurale. En conséquence, l'agriculture a cessé d'être un facteur dynamique dans l'ensemble du développement économique de l'Amérique latine, car non seulement elle ne fournit pas au processus d'industrialisation l'impulsion et le stimulant nécessaires, mais il arrive même qu'elle le retarde considérablement. En effet, une population agricole pauvre ne peut offrir à la population manufacturière des débouchés intéressants.

Boletín Económico de América Latina

67. En dehors des deux numéros ordinaires du Bulletin publiés en 1960, il a paru un supplément spécial consacré à la statistique qui n'a pu être publié qu'au début de 1961, et qui a été soumis à la Commission à sa neuvième session. Dans le cours de 1961 seront publiés sous forme régulière deux numéros concernant exclusivement les séries statistiques du Secrétariat. Cette présentation est justifiée par le fait que la section consacrée à la statistique dans chaque livraison du Bulletin ne suffisait plus à présenter les matériaux dont on dispose ; elle permettra aussi de mieux répondre aux désirs des milieux intéressés. C'est précisément pour donner satisfaction aux spécialistes qui le lisent que le supplément statistique du Bulletin a été publié à part, ce qui facilitera sa distribution et lui assurera une plus grande efficacité.

68. Le numéro 1 du volume V du Bulletin a été soumis au Comité plénier lors de sa dernière session (E/3333, par. 3). Le numéro 2, qui a paru en novembre 1960, contenait un article dans lequel étaient résumées les tendances économiques de l'Amérique latine en 1959 et qui a remplacé jusqu'à un certain point l'*Estudio Económico de América Latina, 1959* (E/CN.12/541), dont diverses raisons avaient empêché l'impression. On trouve dans le même numéro un article relatif aux exportations des pays de l'Amérique centrale vers les Etats-Unis pendant la période d'après guerre et un résumé de l'enquête effectuée par la Division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture sur l'industrie du café dans l'Etat de São Paulo (Brésil)¹².

69. Dans le numéro 1 du volume VI, qui a paru en mars 1961, on trouve un article de M. Raúl Prebisch intitulé « El falso dilema entre desarrollo económico y estabilización monetaria », et où ce dernier expose ses vues personnelles. Dans le même numéro figurent une étude de M. José Medina Echaverría intitulée « Relaciones entre las instituciones sociales y económicas : un modelo teórico para América Latina » et un article de M. Thomas Balogh, *fellow* de Balliol College, Oxford.

¹² Un tirage à part de cet article — « La industria del café en São Paulo » — a été publié pour permettre sa diffusion dans les milieux intéressés. Le Secrétariat en a soumis le texte à la Commission lors de sa neuvième session (E/CN.12/578).

intitulé « La política económica y el sistema de precios ». Le numéro en question reproduit, enfin, le rapport du Groupe de travail sur les aspects sociaux du développement économique (Mexico, décembre 1960)¹³.

Groupe d'étude spécial des questions relatives à l'inflation et à la croissance économique

70. On a créé en 1959 à l'intérieur de la Division un groupe d'étude spécial chargé d'analyser les problèmes relatifs à l'inflation et à la croissance économique. Une version provisoire de cette étude est en voie d'achèvement et une partie en sera présentée à la Commission à sa neuvième session (E/CN.12/563).

71. La version définitive contiendra une préface dans laquelle seront étudiés les définitions et les concepts fondamentaux. Dans les chapitres qui suivront seront exposées l'expérience de l'Amérique latine pendant la période 1929-1959, la structure du commerce extérieur et les tendances extérieures. D'autres chapitres, en cours de préparation, seront consacrés à la structure économique et aux tendances internes, ainsi qu'à la politique suivie dans les domaines de l'économie, du commerce extérieur, de la fiscalité, de la monnaie et des salaires. Un dernier chapitre contiendra un exposé général de l'histoire du phénomène de l'inflation en Amérique latine et l'ébauche de certaines conclusions susceptibles de servir de base à l'élaboration d'une politique.

72. On a mis en train aussi d'autres études relatives à divers pays mais, selon les plans actuels, elles ne seront pas publiées en même temps que la version préliminaire de l'étude générale.

73. Dans le cadre du travail consacré à l'inflation, le Secrétaire exécutif et quatre fonctionnaires appartenant au groupe d'étude ont participé en juin 1960 à une réunion qui a eu lieu en Italie (lac de Côme) sous les auspices de la Fondation Rockefeller. Cette réunion avait été convoquée aux fins de discuter l'organisation d'une conférence sur le problème de l'inflation en Amérique latine et ses rapports avec le développement. Une importance toute spéciale a été attachée aux principes dont doit s'inspirer une politique dans ce domaine. En dehors des fonctionnaires de la CEPAL, ont assisté à la réunion plusieurs économistes de l'Amérique latine et des Etats-Unis, ainsi qu'un représentant du Fonds monétaire international. Après avoir passé rapidement en revue le problème de l'inflation, en prenant pour base de discussion les documents établis par le groupe d'étude de la CEPAL et par les autres participants, on a étudié l'ordre du jour éventuel de la conférence envisagée.

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La coopération internationale et le développement économique

74. La Commission a été saisie à sa neuvième session d'un document (E/CN.12/582) qui traite de la question

¹³ Ce rapport et l'article précité de M. Prebisch ont fait l'objet de tirages à part, qui seront distribués pendant la neuvième session de la Commission.

de la coopération internationale dans ses rapports avec le développement économique. Cette étude sera publiée en 1961. En dehors de son importance intrinsèque et des vues nouvelles qu'il apporte, compte tenu de la situation actuelle de l'économie latino-américaine, il convient de signaler que, dans la publication intitulée *La cooperación internacional en la política de desarrollo económico*¹⁴, le Secrétariat reprend et complète les travaux qu'il a effectués jusqu'à présent en cette matière.

75. Après une introduction où sont exposés les problèmes généraux du développement en Amérique latine, à la lumière de l'évolution significative qui s'est produite dans la politique de coopération internationale, le rapport traite, dans divers chapitres, de la redistribution du revenu et de la formation de capital, des changements de structure de l'économie et du commerce extérieur, des problèmes fonciers en fonction du développement économique, du potentiel humain, de la mobilité sociale et de la formation technique et des forces de l'économie en face de la planification du développement. L'analyse se termine par un examen de la politique de coopération internationale, et, plus particulièrement, de ses aspects techniques et économiques.

76. La conclusion principale du rapport est que le fondement le plus indiqué pour toute coopération économique et technique de caractère international, est un plan de développement. Sous ce rapport, on signale qu'un plan n'est pas un instrument purement technique, son élaboration supposant des décisions politiques extrêmement importantes. Ces décisions sont du ressort exclusif des gouvernements, mais il ne fait pas le moindre doute que le travail technique de clarification des problèmes et d'élaboration d'un choix de solutions peut influencer sur elles de façon décisive. C'est ainsi, par exemple, qu'un effort national tendant à élever le niveau de l'épargne et à atteindre les objectifs d'un plan ne peut être couronné de succès que s'il est appuyé par certaines mesures internes, notamment de caractère fiscal, qui impliquent de graves décisions politiques, de la nature de celles qui — sur un autre plan — pourraient s'imposer, dans certains pays, en matière de régime foncier si l'on veut atteindre les objectifs fixés à la production agricole. En d'autres termes, le caractère dynamique d'un plan tend par lui-même à poser des problèmes de ce genre et d'autres. C'est là une conséquence logique inéluctable. En outre, c'est sur les mesures que prendront les gouvernements pour résoudre ces problèmes que se jugera la valeur et l'efficacité du plan, non seulement du point de vue intérieur mais aussi sous l'angle de la coopération internationale. Les pays de l'Amérique latine ont clairement conscience de la nécessité de transformer leur structure économique et sociale pour accélérer le développement et d'atténuer les différences qui existent dans la répartition du revenu. Il est indubitable que les mesures qui seront prises pour opérer ces transformations, en assumant à ce sujet des responsabilités politiques très graves, seront fortement stimulées par le tour nouveau qu'a pris la politique de coopération internationale.

¹⁴ Publication des Nations Unies, n° de vente : 54.II.G.2.

Groupes consultatifs pour la programmation du développement économique

77. Pendant la période considérée, la Division a fait porter la majeure partie de ses efforts sur l'organisation des groupes consultatifs établis conjointement par la CEPAL et la Direction des opérations de l'assistance technique, avec, depuis le mois de mars 1961, l'active collaboration de la FAO, de l'Organisation internationale du Travail et la participation d'autres institutions spécialisées.

78. En 1960, des groupes consultatifs détachés en Bolivie, en Colombie et à Cuba étaient à l'œuvre. Le groupe de Cuba a terminé sa mission dans le courant de l'année, et deux fonctionnaires ont été détachés auprès d'un nouveau groupe consultatif, demandé d'urgence par le Gouvernement chilien pour coopérer à l'œuvre entreprise en vue de réparer les dégâts causés dans le sud du pays par les tremblements de terre du mois de mai 1960. D'autre part, on prépare actuellement l'envoi d'un groupe consultatif au Venezuela. Deux autres pays ont présenté des demandes et l'on s'efforce d'y faire face, dans la mesure du possible, tout au moins avec des effectifs réduits.

79. L'exécution du programme des groupes consultatifs a été entreprise pour donner satisfaction à une demande adressée par les gouvernements au Secrétariat de la Commission [résolutions 137 (VII) et 155 (VIII)] et tendant à ce qu'il continue à s'intéresser à la question du développement économique et à la recherche des méthodes les plus efficaces propres à favoriser ce processus. L'objectif essentiel des groupes est de mettre en place un organisme officiel chargé d'élaborer la politique économique et d'assurer à cette fin la formation de fonctionnaires. Les groupes travaillent sur un plan purement technique; il leur arrive de prêter leur concours à l'élaboration de la politique, mais ils servent plutôt à établir les rouages qui permettront aux gouvernements de prendre eux-mêmes leurs décisions. La nécessité de former du personnel explique le fait que, dans la mesure du possible, les cours intensifs de formation sont organisés conjointement avec les groupes consultatifs, qui complètent les cours théoriques par la formation en cours d'emploi des personnes que les gouvernements respectifs désignent pour participer à leurs travaux (voir plus loin par. 83, 90, d, et 94 à 100).

Colombie

80. Le Groupe consultatif de Colombie a poursuivi ses travaux en 1960, mais, vers la fin de l'année, son effectif a été fortement réduit, le personnel détaché par la CEPAL ayant dû rejoindre le siège de la Commission et d'autres experts ayant cessé de prêter leur concours de façon permanente à la mission de Colombie. Sur la demande du gouvernement colombien, le Groupe consultatif restera en fonctions en 1961.

81. Le gouvernement a adopté en 1960 des mesures décisives en vue de renforcer les services de programmation et d'en assurer le bon fonctionnement. Parmi les plus importantes, on peut citer les lois fondamentales relatives à la structure des services de planification et de la direction du budget des ministères, à la réorga-

nisation du Bureau du budget du Ministère des finances et à l'établissement du budget par programmes. Les travaux du groupe consultatif ont porté essentiellement, en 1960, sur les questions suivantes :

a) *Etablissement de la comptabilité nationale et d'autres statistiques de base.* — Les groupes de travail composés de fonctionnaires colombiens et d'experts internationaux ont mené à bien les travaux techniques ci-après : i) ils ont organisé avec une méthode rigoureuse le travail d'établissement de la comptabilité nationale aux prix courants et en prix constants et ils ont fait des évaluations annuelles pour la période 1950-1960; ii) ils ont achevé une étude démographique et établi les projections des principaux changements de la population dans l'avenir; iii) ils ont analysé sous forme statistique et de façon détaillée les comptes du secteur public; iv) ils ont établi des analyses rétrospectives et des perspectives de la balance des paiements pour chacun des secteurs.

b) *Programme quadriennal d'investissements publics.* — Avec l'aide et les conseils du groupe consultatif, les organismes de planification de Colombie ont préparé un programme quadriennal d'investissements publics que le Président a présenté au Congrès à la fin de l'année. Ce document comprend : i) des considérations générales et une évaluation des problèmes et des perspectives de l'économie colombienne; ii) une évaluation économique et technique des investissements publics en Colombie; iii) des plans d'investissement et de financement, d'ensemble et par secteur; iv) une analyse de chaque unité administrative, de ses plans et de son financement.

c) *Refonte du Bureau du budget et réorganisation des méthodes d'établissement du budget.* — Le gouvernement a promulgué en 1960 les décrets-lois suivants qui ont été mis en application : i) décret-loi 1016 fixant les méthodes d'établissement du budget par programmes; ii) décret-loi 1124 réorganisant la Direction nationale du budget et instituant le service de programmation budgétaire et des groupes d'études budgétaires; iii) décret-loi 550 instituant des bureaux du budget dans chacun des ministères.

d) *Adoption de la méthode du budget-programme.* — Dans le budget de 1960, avec le concours direct d'experts du Groupe, on a adopté dans quelques ministères la technique du budget-programme, et, dans celui de 1961, déjà voté par le Congrès, cette technique a été étendue à tous les ministères et aux services autonomes. En outre, en 1960, on a commencé le contrôle de l'exécution des objectifs et programmes prévus dans le budget.

e) *Organisation administrative de la programmation.* — En dehors d'une réorganisation complète du mécanisme budgétaire, le décret-loi 550 prévoit la création, dans chaque ministère, de bureaux de planification, complétant ainsi le système administratif de planification en Colombie.

f) *Evaluation des problèmes de développement et des perspectives de l'économie colombienne.* — Les groupes de travail organisés par le Groupe consultatif ont terminé des rapports portant sur l'analyse de l'économie dans son ensemble et sur celle des secteurs agricole,

industriel et de l'énergie, du secteur public et de la balance des paiements.

g) *Programme général de développement économique et social.* — Les groupes mixtes de travail composés de fonctionnaires des ministères intéressés et des organismes de planification ont terminé l'établissement de projections par secteurs de base, destinées à l'élaboration des programmes de développement. Pour certaines activités déterminées, dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de l'énergie, des projets et des programmes précis d'investissement ont été établis.

82. Ces projets et programmes sont étudiés, au début de l'exercice 1961, par les organismes de planification, en vue d'établir un programme général détaillé de développement économique.

83. En outre, le Groupe consultatif de Colombie a collaboré avec les organismes de planification à l'étude des aspects techniques du programme économique et social que le gouvernement a formulé dans un document publié au début de 1960. Cette étude importante énonce les objectifs fondamentaux du gouvernement dans le domaine de la politique économique et sociale. Comme en 1959, on a organisé un cours intensif de formation sur les études et techniques de programmation à l'intention surtout de fonctionnaires — dont certains appartenaient aux échelons les plus élevés de l'administration — chargés des questions économiques et sociales.

84. Les résultats obtenus en Colombie, dont on vient de décrire les principaux aspects, montrent que le groupe consultatif a pu accomplir la tâche qui lui incombait d'aider le gouvernement à mettre en place les rouages nécessaires aux études et à la programmation. En outre, les études économiques et les programmes de développement par secteur sont étudiés actuellement par les organismes de planification en vue de les fonder dans un programme général de développement que le Gouvernement colombien se propose de faire connaître au cours du premier semestre de 1961.

Cuba

85. Le Groupe consultatif de Cuba a poursuivi son travail dans ce pays pendant la plus grande partie de 1960. Sa tâche a été facilitée par une série de réformes que le gouvernement a introduites dans le but d'établir des rouages officiels de programmation. En mars, a été institué le Bureau central de planification chargé de coordonner les travaux d'établissement des plans à court et à long terme, de préparation des budgets et de rassemblement et dépouillement des données statistiques.

86. Le groupe a conseillé le Gouvernement cubain dans l'adoption d'un nouveau système budgétaire, qui tient compte de la nécessité d'intégrer le plan à court terme dans le budget de l'Etat. Ce nouveau système est entré en application le 1^{er} juillet 1960, dans toute l'administration centrale et dans quelques services municipaux.

87. Le gouvernement a organisé aussi des bureaux de planification par secteur du budget et de la statistique, et, à cette occasion, il a encore fait appel aux services

du groupe consultatif, surtout en ce qui concerne la formation du personnel nécessaire.

88. Dans le cours de l'année, le Ministère des travaux publics a adopté des méthodes pour l'établissement d'un programme de travaux publics, et l'Institut national de la réforme agraire a préparé des plans agricoles. Le groupe consultatif leur a prêté son concours technique et il a conseillé d'autres services publics dans certains travaux déterminés et dans l'établissement de plans à long terme pour les secteurs respectifs. Enfin, une assistance technique a été fournie en matière de main-d'œuvre qualifiée, d'organisation statistique, de classification uniforme des activités et d'organisation administrative aux fins de planification.

Bolivie

89. Le Groupe consultatif de Bolivie a été constitué sur la demande du Gouvernement bolivien, avec le concours de la CEPAL, de la DOAT et de la FAO. Les objectifs essentiels de son programme ont été fixés d'un commun accord par le gouvernement et les organismes internationaux en question. Ils prévoient surtout une assistance aux institutions nationales intéressées, en vue de diagnostiquer les principaux problèmes que pose le développement de l'économie nationale et de déterminer ses perspectives, de formuler un programme d'investissements, d'élaborer des recommandations pour l'organisation des services de planification et d'évaluation des mesures de politique économique liées à la programmation, ainsi que la formation de fonctionnaires boliviens qui seront chargés de ces diverses tâches.

90. Le groupe a commencé ses travaux à la fin du mois d'avril 1960 et les a répartis pour la plupart entre des équipes mixtes de techniciens boliviens et internationaux chargées chacune d'un type d'activité. Les principaux travaux entamés jusqu'à présent sont les suivants :

a) *Services nationaux de planification.* — L'expérience acquise par l'ancienne Commission nationale de coordination et de planification a été analysée, et, à la suite de cette étude, on a proposé et décidé la création d'un nouveau Bureau national de planification, dont les fonctions et l'organisation ont été définies avec plus de précision que par le passé. L'établissement du nouvel organisme répond à l'idée que, en définitive, un véritable système de programmation rendra nécessaire l'institution progressive d'un ensemble de rouages nationaux dont le nouveau Bureau assurera la coordination des travaux, la direction technique et la mise au point définitive des plans et programmes, tout en s'assurant la collaboration étroite des bureaux et organismes de planification qui seront établis peu à peu dans d'autres parties de l'administration, notamment dans les services départementaux et municipaux. En ce qui concerne ces autres services, on s'est particulièrement attaché jusqu'ici à l'organisation et aux fonctions de la Direction du budget du Ministère des finances et à ses rapports avec le Bureau de planification, afin d'assurer une coordination adéquate des plans généraux à long terme et à moyen terme dans le cadre du budget national annuel.

b) *Enquêtes préliminaires à l'élaboration de plans de développement.* — En collaboration avec les techniciens boliviens, on a mis en train l'exécution d'un programme très vaste et diversifié d'enquêtes indispensables qui portent sur les problèmes et les secteurs les plus importants de l'économie nationale. A partir de ces enquêtes, on a établi un diagnostic provisoire. Le programme de ces enquêtes a été établi en vue non seulement de rassembler de façon systématique des données statistiques et de stimuler de nouvelles études destinées à améliorer la qualité des statistiques, mais aussi de procéder à l'investigation directe des problèmes, par l'envoi de missions dans les diverses parties du pays, la visite d'usines et d'installations et l'organisation de « conférences de table ronde » avec des représentants et des experts des secteurs public et privé, spécialisés dans les divers domaines. On a pu de la sorte rassembler les données fondamentales essentielles et les ordonner, et l'on pense pouvoir, à partir de ces matériaux, terminer en juin 1961 le premier plan d'ensemble de développement économique et social. Ce plan comprendra un programme précis d'investissements publics à moyen terme et des programmes spéciaux pour le développement de certaines parties du pays.

c) *Refonte du système d'établissement du budget.* — Les travaux dans ce domaine tendent à transformer le budget national en un mécanisme effectif de programmation. A cette fin, les experts ont collaboré à une modification profonde de la présentation traditionnelle du budget, notamment en l'adaptant à la méthode du budget-programme. Pour l'exercice financier en cours (1961), le budget a déjà été présenté sous cette forme. Afin d'assurer les progrès accomplis, les membres du groupe consultatif ont prêté leur concours à une refonte des services de la Direction du budget, et, d'une manière plus générale, ont participé aux études de réorganisation du Ministère des finances.

d) *Formation du personnel et diffusion des techniques.* — La contribution à la formation des spécialistes boliviens en matière de développement économique et de techniques de programmation a revêtu diverses formes : contacts journaliers dans les travaux communs, réunions et débats sur la méthodologie, organisation d'un cours intensif de formation en matière de développement économique et d'un cycle d'étude spécial des méthodes budgétaires, etc. On s'est attaché aussi à mieux assurer la diffusion des doctrines et techniques essentielles, notamment par des conférences publiques et la publication, par les soins du Bureau de planification, d'une revue trimestrielle dont le premier numéro a paru en décembre 1960.

e) *Assistance portant sur des aspects d'intérêt immédiat.* — Au cours de leurs travaux, les experts se sont trouvés en présence de nombreux problèmes d'intérêt immédiat pour les autorités nationales et ils ont, à cette occasion, prêté leur concours à l'adoption de certaines mesures. On peut citer notamment l'aide fournie par le groupe consultatif en vue de la présentation au Fonds spécial d'un projet de levés photogrammétriques aériens et de prospection minière portant sur une vaste région du territoire national ; l'aide fournie dans l'élaboration d'un programme national d'investissements urgents — et de l'ordre de priorité des opérations —

destinés à faciliter la négociation immédiate d'apports étrangers de capitaux ; enfin, le concours prêté à la mission envoyée en Bolivie par la Banque interaméricaine de développement aux fins de mettre au point les opérations de financement à court terme qui pourraient être entreprises dans le pays.

Programme CEPAL/DOAT de formation en matière de développement économique

91. La nécessité de procéder à une réforme profonde de la portée et des activités du programme CEPAL/DOAT de formation en matière de développement économique s'est fait sentir depuis longtemps. Mais la question a présenté récemment un caractère de plus grande urgence en raison des problèmes d'effectifs qui se sont posés pour les groupes consultatifs CEPAL/DOAT tant sur le plan national que sur le plan international. Etant donné qu'une telle réorganisation suppose l'amélioration du matériel d'enseignement et son développement, le programme régulier a été suspendu en 1960 ; son exécution sera reprise en juillet 1961 sur de nouvelles bases.

92. La réorganisation envisagée comporte essentiellement l'élargissement et la réorientation du programme régulier de Santiago, ce qui permettra de porter la moyenne du nombre des participants de 14 à 35, pour un cours de huit mois. La moitié environ de cette période sera consacrée à l'enseignement — dispensé à tous les participants — de notions fondamentales sur la planification du développement économique, selon les principes déjà appliqués dans le passé. Pendant le reste du cours, on assurera une formation spécialisée dans cinq domaines : a) planification générale ; b) questions budgétaires et financement ; c) planification industrielle ; d) planification des transports ; e) planification des travaux publics. On espère y ajouter plus tard des cours spécialisés de planification agricole.

93. En 1960, les travaux ont porté essentiellement sur la révision et la préparation du matériel d'enseignement. Cela a toujours été un des aspects importants de l'exécution du programme, mais les efforts ont été intensifiés cette année, dans la recherche d'un juste milieu entre l'étude de questions précises d'une portée trop étroite et les généralisations dépourvues de caractère pratique, surtout en ce qui concerne l'industrie et les transports. On s'efforce avant tout de rassembler un grand nombre de faits au sujet des caractéristiques des industries, en vue d'études sur les travaux de préinvestissement et les possibilités d'exécution. Ces renseignements serviront plus tard aussi bien dans le programme des cours de formation que pour les travaux des groupes consultatifs CEPAL/DOAT. La Division du développement industriel de l'ONU prend une part active à ce travail de préparation du matériel destiné à la planification industrielle, qui est une des principales matières prévues à son programme de travail pour 1960-1961. De plus, afin de systématiser l'expérience acquise et de préciser les idées en vue des travaux futurs, les fonctionnaires de la CEPAL et les experts de la DOAT affectés aux groupes consultatifs ont tenu à Santiago, en janvier 1961, plusieurs réunions au cours desquelles ont été examinées spécialement les questions

relatives à la planification de l'industrie et des transports (voir E/CN.12/588).

Cours intensifs

94. Des cours intensifs ont été organisés depuis 1959, de préférence en liaison avec les groupes consultatifs CEPAL/DOAT. L'objectif principal de ces cours est de former les fonctionnaires directement intéressés aux travaux de programmation de manière à leur permettre d'assumer ces fonctions lorsque les groupes auront quitté leur pays. En 1960, des cours intensifs de ce type ont eu lieu en Bolivie et en Colombie. Dans trois autres pays — le Brésil, le Mexique et l'Uruguay — des cours de formation ont été organisés en collaboration avec les gouvernements respectifs et avec d'autres institutions nationales.

95. Dans tous les cas, les cours de base portent sur des matières telles que la théorie et la planification du développement, la comptabilité sociale, la préparation et l'évaluation des projets, les méthodes d'administration, les budgets et le financement du développement. De plus, des cours complémentaires ont été organisés pour faire face à des situations spéciales. On peut citer notamment un cours sur la planification par secteur, en Bolivie et en Colombie; des cours de statistique et d'analyse économique, au Brésil, et des cours sur la programmation linéaire et les projets à fins multiples, au Mexique, ainsi qu'un cours de programmation agricole en Uruguay. Les cours de base et complémentaires ont été donnés par des fonctionnaires de la CEPAL et des experts de la DOAT; dans chaque cas, ils ont été complétés par une série de conférences sur les problèmes nationaux faites par des professeurs éminents du pays.

96. Le cours intensif en Bolivie, qui a été organisé du 4 juillet au 30 septembre 1960, en collaboration avec l'Université supérieure de San Andrés, a eu lieu sous les auspices de la Commission nationale de coordination et de planification. Y ont assisté plus de 130 personnes, techniciens et professionnels, essentiellement. Quelques-uns des participants n'ont suivi que les cours et conférences de base, tandis que les autres ont assisté aussi aux cours complémentaires. Quatre-vingt-dix-sept heures ont été consacrées aux cours de base et 52 heures aux cours complémentaires, plus 18 heures pour les conférences sur des questions diverses. Six heures encore ont été consacrées à des « débats de table ronde ».

97. Le Département administratif de planification, les services techniques et la Banque de la République ont collaboré à l'organisation des cours en Colombie, qui ont eu lieu du 18 août au 18 novembre 1960, avec une cérémonie spéciale de clôture tenue le 15 décembre. Y ont assisté 80 participants, dont 33 comme étudiants réguliers et à plein temps et 47 à temps partiel. Les cours, y compris les cycles d'étude, ont pris 211 heures, dont 152 pour les cours de base et 59 pour les cours spéciaux. Les étudiants ont assisté en outre à 12 conférences.

98. Le cours de 1960 au Brésil a été organisé par le Centre du développement économique CEPAL/BNDE qui a été établi en juillet de cette même année à Rio de

Janeiro par la CEPAL et la Banco Nacional do Desenvolvimento Econômico. Les cours ont commencé le 19 septembre et la clôture officielle a eu lieu le 7 décembre. Y ont assisté 52 participants dont 46 comme élèves réguliers et 6 comme auditeurs libres. Les cours de base ont comporté 136 heures de classes et 32 heures consacrées à des cycles d'étude. En outre, plusieurs professeurs éminents du Brésil ont fait 12 conférences spéciales sur des problèmes économiques nationaux. Enfin, M. Thomas Balogh, *fellow* de Balliol College, à Oxford, a été engagé pour collaborer au Programme de formation CEPAL/DOAT en matière de développement économique et a été chargé de faire une série de conférences sur la politique monétaire.

99. Les travaux préparatoires du cours au Mexique ont été effectués par le Bureau de la CEPAL dans ce pays et le Secrétariat à l'industrie et au commerce, avec la collaboration de la Banque du Mexique. La cérémonie d'inauguration a eu lieu le 5 juin 1960 à l'Ecole du génie de l'Université nationale autonome de Mexico, et les cours se sont terminés le 27 août. Un comité a choisi 43 candidats, dont 27 ont été acceptés comme élèves réguliers et les autres comme auditeurs libres. Les cours de base ont pris 196 heures pour les conférences et 65 pour les cycles d'étude. Les conférences complémentaires ont duré 50 heures.

100. Le cours donné en Uruguay a eu lieu à l'Université de la République orientale de l'Uruguay, dont la Faculté a participé très activement à son organisation. Soixante-douze participants ont terminé le cours, 22 comme étudiants à plein temps et 50 à temps partiel. Cent vingt-deux heures ont été consacrées aux cours de base et 37 à des cycles d'étude. Les cours complémentaires ont été donnés par des professeurs uruguayens; c'étaient des conférences qui portaient surtout sur des questions intéressant le développement économique du pays.

Etude comparative des taux de croissance économique

101. On a poursuivi le travail de rassemblement et de dépouillement des renseignements de base nécessaires à cette étude, mais ce n'est qu'à la fin de 1960 qu'il a été possible d'affecter un personnel plus nombreux à la réalisation de cette tâche.

102. Bien que l'étude ait un caractère général, les analyses ont été concentrées sur neuf pays, pour lesquels on dispose de données statistiques plus complètes et où les niveaux de revenus diffèrent sensiblement.

103. Dans cette première étape du travail, il s'agit essentiellement de déterminer quels sont les facteurs, particuliers et généraux, qui ont contribué aux progrès du développement dans le groupe de pays où la croissance a été la plus marquée, et quels sont ceux qui ont été à l'origine du retard ou de la stagnation dans les pays où l'on constate un taux de croissance moins élevé. L'analyse porte sur une période qui s'étend de l'après-guerre immédiat jusqu'à ce jour, et elle distingue plusieurs stades correspondant aux variations du taux de croissance.

104. En particulier, l'évolution de la tendance et les changements de structure sont étudiés tant dans

leurs rapports avec l'ensemble de l'économie qu'avec les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de l'industrie, et le secteur externe et le secteur public. On étudie aussi l'évolution de la tendance et les changements de structure qui sont survenus dans la formation de capital par suite de l'augmentation des revenus dans différents pays et des fluctuations du secteur externe.

*Etudes du développement économique
des pays de l'Amérique centrale et du Panama*

105. Avec le concours des groupes nationaux de travail, le Bureau de la CEPAL à Mexico a mené à bien les études sur le développement économique du Panama, du Salvador et du Honduras et il a pu avancer sensiblement l'élaboration des séries macro-économiques de base en vue de l'étude déjà commencée sur le développement économique du Nicaragua. Sur la demande du Gouvernement du Guatemala, on a prévu d'effectuer une étude sur l'économie de ce pays, qui se fera conjointement par le Secrétariat de la CEPAL et un groupe national de travail. Les deux premières études, relatives au Panama et au Salvador, respectivement, sont déjà imprimées, et ont été soumises à la Commission à sa huitième session ¹⁵.

106. L'étude sur le Honduras comprend une analyse des éléments qui ont influé sur la croissance économique du pays pendant la période 1945-1958 ¹⁶. On y distingue nettement deux sous-périodes : dans la première, la croissance a été orientée vers l'extérieur, et la banane et le café ont été les produits qui ont déterminé surtout le rythme d'activité. La chute abrupte du pouvoir d'importation provoquée, en 1953, par la contraction de la production bananière, a entraîné une baisse générale du niveau d'activité. C'est alors qu'a commencé la deuxième sous-période, caractérisée par une plus grande participation des secteurs productifs orientés vers le marché interne. Les investissements publics dans les travaux d'infrastructure ont augmenté considérablement, les importations de remplacement, surtout pour ce qui est des biens de consommation, se sont accélérées, et l'on a constaté une beaucoup plus grande diversification des exportations, tant en ce qui concerne les produits que les pays de destination. L'augmentation des échanges avec les pays voisins a contribué fortement à cette évolution. L'étude de cette deuxième période montre qu'une transformation considérable s'est produite dans la structure de l'économie, en dépit des obstacles créés par son orientation traditionnelle. Se fondant sur ces conclusions, et tenant compte des perspectives du marché extérieur ainsi que de l'influence favorable qu'aura, très probablement, l'entrée en vigueur des traités d'intégration économique signés en décembre 1960, on avance deux hypothèses quant à l'évolution de l'expansion pendant les 10 années à venir. La première repose sur une projection du taux de croissance

constaté pendant les 10 dernières années, tandis que la deuxième suppose, notamment, un effort considérable de formation de capital de la part du secteur public et une augmentation appréciable des échanges entre pays de l'Amérique centrale, ce qui permettrait d'élever d'un tiers le niveau moyen de vie de la population. Cette deuxième hypothèse implique la création de deux grandes installations industrielles : l'une, sidérurgique, dont la production pourra alimenter le marché de l'Amérique centrale, et l'autre — cellulose et papier — dont la production pourrait en grande partie être exportée en dehors de la région.

107. Au début de 1960, un groupe de travail a été créé au Nicaragua, qui, avec les conseils de la CEPAL, s'est occupé d'établir des séries économiques de base en vue d'une étude du développement économique de ce pays. Dans le cours de l'année, on a terminé des évaluations du produit intérieur brut pour tous les secteurs de l'économie pendant la période 1945-1959. Comme il est nécessaire d'examiner les perspectives et les problèmes du développement de l'Amérique centrale en tenant compte de l'ensemble de l'économie des pays qui participeront au futur marché commun centre-américain, on est en train de rassembler, en vue d'une étude analytique, des données pour l'ensemble de la région concernant le produit brut, les investissements intérieurs, le capital existant, le pouvoir d'importation, etc. Des projections préliminaires de ces séries ont été établies jusqu'aux années 1966-1970.

*Centre CEPAL/BNDE
pour le développement économique*

108. Le Centre a officiellement commencé à fonctionner le 1^{er} juillet 1960 à Rio de Janeiro. Son personnel comprend des fonctionnaires de la CEPAL et du Banco Nacional do Desenvolvimento Econômico, ce dernier organisme fournissant les locaux et le matériel de bureau.

109. Le Centre travaille actuellement à trois enquêtes sur l'économie brésilienne : une étude sur les relations entre les industries, une analyse des caractéristiques du secteur public et du système fiscal, et des enquêtes sur le processus de remplacement des importations. Un des aspects importants des travaux du Centre a trait à la formation ; il a été organisé en 1960 un cours intensif de formation sur la programmation du développement économique. Ce cours a eu lieu du 19 septembre au 7 décembre 1960 (voir plus haut, par. 98).

110. En dehors de ces enquêtes, le Centre prépare et met à jour les données d'information relatives au Brésil qui font partie de l'étude générale sur les problèmes de l'inflation et de la croissance économique. Il a aussi travaillé, en collaboration étroite avec plusieurs divisions du Secrétariat, au rassemblement de données sur le Brésil en vue d'une série d'études relatives, notamment, à l'industrie chimique, à celle du matériel lourd, de l'énergie électrique, etc. Il a enfin recueilli des données statistiques dans tous les domaines, destinées à l'Etude économique annuelle et à d'autres travaux.

¹⁵ Publication des Nations Unies : n^{os} de vente : 59.II.G.3 et 60.II.G.2.

¹⁶ La Commission a été saisie, à sa neuvième session, d'un résumé et des conclusions de l'étude intitulée « El desarrollo económico del Salvador » qui formera plus tard le volume IX de la série Analyses et projections du développement économique.

111. Au cours des derniers mois, la CEPAL, l'OEA, le BID et la Faculté de droit de l'Université Harvard (au titre de son programme international d'études sur la fiscalité) ont effectué des travaux préparatoires au sujet de propositions tendant à renforcer les systèmes fiscaux des pays latino-américains, dans le cadre d'un vaste programme destiné à mobiliser les ressources pour le financement du développement économique et social de l'Amérique latine.

112. On prévoit notamment l'étude systématique de l'administration et de la structure fiscales dans les pays latino-américains ; la diffusion de connaissances techniques ; la discussion et l'échange d'idées et de données acquises ; la formation de personnel et, en général, tous travaux que les organismes participants pourront entreprendre, dans leur sphère d'action, qui contribueront à mieux faire comprendre, en Amérique latine, l'importance des problèmes fiscaux et à stimuler des efforts efficaces et soutenus en vue de leur solution.

113. Les premières discussions ont permis d'aboutir à certaines conclusions qui rendront possible la mise en train immédiate de l'exécution de ce programme, en entreprenant quelques travaux importants qui pourraient être menés à bien dans le courant des années 1961 et 1962. Un Comité spécial de coordination est en voie d'organisation, avec la participation de représentants de la CEPAL, de l'OEA, de la BID et de l'Université Harvard, et il sera chargé d'effectuer les travaux prévus pour les années susmentionnées. En principe, on adoptera le plan de travail suivant :

a) Réunion d'un groupe d'experts chargés de conseiller le Comité spécial de coordination sur l'orientation générale du programme en matière d'études et de conférences ;

b) Etude des systèmes fiscaux des pays latino-américains, qui se ferait en deux stades, le premier portant sur l'administration fiscale et le second sur la politique fiscale en général ;

c) Etablissement d'études et de documents de caractère technique sur les problèmes fiscaux, effectué en deux stades comme il est prévu à l'alinéa b ;

d) Sur la base des conclusions de ces études, réunion de deux conférences : la première, qui traiterait de l'administration fiscale, se réunira probablement dans un pays d'Amérique latine en septembre 1961 et la seconde, qui traiterait de la politique fiscale, aurait lieu dans les premiers mois de 1962.

114. Les deux conférences seraient convoquées conjointement par la CEPAL et la OEA, et grouperaient des techniciens. Les participants seraient choisis parmi les personnes qui, par leurs connaissances, leur expérience et leurs fonctions, sont en mesure de formuler des avis précis et utiles sur les problèmes de l'administration et de la politique fiscales en Amérique latine. Chaque pays de l'Amérique latine devrait compter au moins un participant.

115. Les activités prévues au titre du programme seraient financées conjointement par les institutions par-

ticipantes, et la Fondation Ford a offert une subvention importante pour en faciliter la réalisation.

Groupe de travail mixte sur la main-d'œuvre qualifiée en Amérique latine

116. Conformément à la résolution 149 (VIII) de la CEPAL, des représentants de l'ONU, de l'OIT, de l'UNESCO et du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) ont tenu deux réunions à Genève, à la fin de 1959 et, plus tard, les 17 et 18 mai 1960, au Siège de la CEPAL à Santiago. A ces dernières réunions ont également assisté des fonctionnaires du Secrétariat de la CEPAL et de l'OEA. Des deux premières réunions s'est dégagée la conclusion que, pour atteindre les objectifs envisagés dans la résolution 149 (VIII) de la CEPAL, il serait plus indiqué de faire porter les travaux sur des enquêtes précises demandées par les gouvernements, plutôt que de poursuivre des études de caractère général. Il faudrait pour cela que les divers organismes abordent ces enquêtes selon les mêmes méthodes, grâce à une étroite collaboration entre elles et à une action concertée dans des domaines déterminés, lorsque la situation dans un pays donné indiquera qu'il est possible de le faire. En examinant la possibilité d'une collaboration entre les divers organismes, on a souligné que seul l'Etat pouvait, à longue échéance, agir efficacement sur la situation.

117. A la troisième réunion du groupe de travail mixte, tenue à Santiago, les participants ont examiné les rapports sur les travaux de Genève et ils ont recommandé que la CEPAL — chargée, dans ce cas, de l'organisation — adresse aux institutions participantes les suggestions ci-après :

a) Que l'on établisse un groupe mixte permanent qui se réunirait une fois par an à Santiago, pour examiner toutes les questions relatives à la main-d'œuvre et échanger des informations à ce sujet ;

b) Que les organismes respectifs prennent le plus rapidement possible des mesures pour adopter une méthode commune d'étude des problèmes de la main-d'œuvre ;

c) Que la CEPAL invite les institutions spécialisées — particulièrement l'OIT et l'UNESCO — à collaborer avec les groupes consultatifs sur les bases déjà convenues avec la FAO. Le CIME devra aussi être invité lorsque les groupes travaillent dans des pays où cet organisme est représenté ;

d) Que la CEPAL invite de même les organismes intéressés à participer à l'exécution des programmes CEPAL/DOAT de formation en matière de développement économique, et à fournir de façon permanente des chargés de cours sur la planification de l'enseignement et de l'emploi.

118. En réponse à l'invitation qui leur a été adressée comme suite à l'alinéa c ci-dessus, l'OIT et l'UNESCO se sont déclarées disposées à participer à l'exécution du programme des groupes consultatifs. L'OIT a marqué cet intérêt en chargeant un fonctionnaire de suivre régulièrement les travaux en question. Des entretiens sans caractère officiel ont eu lieu au sujet de la suggestion

formulée à l'alinéa *b*, et on espère pouvoir donner suite à la proposition formulée à l'alinéa *d* lorsque le programme de formation sera réorganisé.

Mission UNESCO/CEPAL/OEA sur les méthodes d'enseignement des sciences économiques en Amérique latine

119. Peu après l'inauguration, en 1952, du programme CEPAL/DOAT de formation en matière de développement économique, il est devenu de plus en plus évident que les Nations Unies ne seraient jamais en mesure, par elles-mêmes, de faire face aux besoins des divers pays en matière de professionnels hautement qualifiés et que, par conséquent, il fallait s'efforcer dans toute la mesure possible d'améliorer l'enseignement des sciences économiques dans chacun des pays latino-américains, en utilisant à cette fin les ressources disponibles sur place. La CEPAL porte à cette question un intérêt d'autant plus vif qu'il apparaît de plus en plus que les connaissances des diplômés d'économie qui demandent à suivre les cours de formation sont insuffisantes. Etant donné que le problème intéresse aussi l'UNESCO, des consultations ont eu lieu avec cette institution spécialisée en vue de constituer une mission mixte qui procéderait à une enquête sur l'enseignement des sciences économiques dans les universités de l'Amérique latine.

120. L'UNESCO a désigné le chef de la mission. Celle-ci a été constituée en juillet 1960 et comprenait le P^r Howard S. Ellis, titulaire de la chaire Flood d'économie à l'Université de Californie (Berkeley), représentant l'UNESCO, et le P^r Benjamin Cornejo, vice-recteur de l'Université de Córdoba (Argentine), représentant la CEPAL. Le groupe a été complété par le P^r Luis Escobar Cerda, doyen de la Faculté d'économie de l'Université du Chili, désigné par l'Organisation des Etats américains qui, en juin, avait témoigné du désir de participer aux travaux. Pendant les deux mois suivants, la mission a visité — dans 10 pays de l'Amérique latine — une trentaine de facultés de sciences économiques et d'autres établissements où est dispensé un enseignement universitaire et post-universitaire. Cette enquête a permis de constater de nombreuses lacunes, dont beaucoup affectent les universités dans leur ensemble et ne sont pas particulières aux facultés de sciences économiques. On peut citer notamment le nombre trop élevé d'étudiants ; l'admission sans sélection suffisante d'étudiants qui, souvent, ne suivent les cours qu'à temps partiel ; la présence de professeurs qui ne consacrent à l'enseignement qu'une partie de leur temps ; des méthodes désuètes d'enseignement et d'encouragement au travail ; l'absence de distinction nette entre la formation aux carrières d'économiste, d'administrateur commercial et de comptable ; l'insuffisance des travaux personnels, tant de la part des professeurs que comme méthode de formation de l'étudiant ; l'importance insuffisante attachée dans les programmes à l'enseignement de connaissances relatives à la situation économique réelle du pays et aux questions connexes.

121. Le rapport de la mission, intitulé « La enseñanza de la economía en América latina » (E/CN.12/546/Rev.1), signale que, à longue échéance, ces pays

ne devront compter que sur leurs propres efforts pour améliorer la qualité des économistes professionnels — ce qui est d'ailleurs vrai aussi des autres aspects du développement économique. Le rapport formule certaines propositions précises propres à améliorer la situation ; certaines d'entre elles ont trait à une action internationale éventuelle sous la forme de bourses d'études à l'étranger ou dans des institutions latino-américaines ; à la subvention d'un nombre limité de chaires d'économie ; à l'établissement en Amérique latine d'un centre ou d'une école d'études supérieures de sciences économiques qui devrait être organisé selon certaines règles fondamentales et fonctionner en liaison avec les centres universitaires déjà existants ; à la traduction en espagnol et en portugais d'ouvrages importants qui traitent de l'économie et qui ont été publiés en d'autres langues et, si cela est possible, à une aide financière qui permettrait la publication de livres traitant de l'économie latino-américaine ; à l'aide financière aux bibliothèques ; au financement d'un petit comité d'experts chargés d'établir une liste de priorités en matière de livres, de périodiques et d'articles méritant d'être traduits, et, enfin, aux ouvrages dont la publication devrait être encouragée.

122. Le rapport a été achevé en temps utile pour être soumis à une réunion des Facultés de sciences économiques de l'Amérique latine qui s'est tenue à Rosario (Argentine) en octobre 1960. Les recommandations relatives à une action internationale y ont été approuvées, et l'on a constitué un comité chargé de rechercher les moyens de les mettre en pratique.

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

123. Durant la période considérée, cette division s'est consacrée surtout aux études qui ont pour objet de recueillir les données nécessaires à l'analyse des perspectives d'intégration industrielle dans le cadre d'un marché commun, et de faciliter ainsi les négociations qui procèdent de la création de l'Association latino-américaine de libre-échange.

Industrie chimique

124. Dans un document qui a été soumis à la Commission à sa huitième session (E/CN.12/525), on avait donné un sommaire d'une étude — en voie de réalisation — sur l'industrie chimique. Cette étude présentera et analysera de nombreux renseignements concernant l'importation, la production et la consommation de 150 produits chimiques environ, par pays et pour l'ensemble de l'Amérique latine. Les projections de la demande, fondées sur ces données de fait, montrent l'ampleur probable des opérations pour chaque produit ou groupe de produits. L'indication des prix de revient en divers endroits de l'Amérique latine facilitera l'étude de l'influence qu'aurait l'établissement d'une zone de libre-échange ou d'un marché commun sur l'expansion future de cette industrie et mettra en évidence les avantages qu'apporteraient l'élargissement des marchés et une division du travail, largement conçue, entre les différents pays de l'Amérique latine

pour le développement de nouvelles activités dans la production chimique.

125. La première partie de cette étude, soumise à la Commission à sa neuvième session sous le titre « El mercado latinoamericano de productos químicos » (E/CN.12/591), contient surtout les renseignements relatifs aux importations de produits chimiques et à la situation actuelle du marché de ces produits. L'étude sera achevée au cours du troisième trimestre de 1961, et on procédera alors à la mise au point du rapport définitif.

126. Une autre étude sur l'industrie chimique est en cours de préparation et porte plus particulièrement sur le Chili. Cette deuxième étude, qui bénéficie du concours actif de la Corporación de Fomento (CORFO), est beaucoup plus détaillée que l'étude générale sur l'Amérique latine et l'on s'y attache notamment à déterminer l'incidence des tarifs protecteurs tant sur la production actuelle que sur d'autres types éventuels de production.

Inventaire industriel

127. Il s'agit d'une étude de caractère continu, dont les premiers résultats (voir E/CN.12/524 et Add.1 à 3) ont été soumis à la Commission à sa huitième session (voir E/3246, par. 72 et 73). Elle se poursuit avec le concours des associations industrielles des divers pays latino-américains. La partie présentée à la neuvième session, intitulée « Inventario de la industria latino-americana: Informe preliminar sobre las industrias metalúrgicas, mecánicas y electromecánicas » (E/CN.12/590), a trait aux trois industries mentionnées et a pour objet de donner une vue générale de la répartition de ces activités productives dans l'ensemble de l'Amérique latine, ainsi qu'une indication précise, pour chaque produit ou groupe de produits, de la mesure dans laquelle il serait possible de donner à leur fabrication un caractère complémentaire et d'éviter le double emploi. On espère que ce travail fournira les éléments indispensables à des négociations portant sur les échanges de ces produits dans la région. A cette description des activités de la production existante est joint un tableau des produits importés de l'extérieur en Amérique latine par chacun des membres de l'Association latino-américaine de libre-échange, répartis en 85 secteurs. En établissant ces tableaux statistiques, le Secrétariat a dû accomplir un effort considérable pour présenter les statistiques officielles de différents pays sous une forme qui permette de les comparer.

128. Les conclusions soumises à la neuvième session ne portent que sur quatre pays — Argentine, Brésil, Chili et Pérou — en ce qui concerne la description des activités de production, mais elles s'étendent à sept pays membres de l'Association latino-américaine de libre-échange et à la Bolivie en ce qui a trait à l'étude des importations. Il y a malheureusement une lacune importante dans les tableaux statistiques qui figurent dans le rapport, due au fait qu'il n'a pas été possible d'y inclure le Mexique; on réparera cette lacune dès que l'on disposera des données nécessaires. Ce n'est qu'à ce moment que l'on pourra procéder à une analyse complète des conclusions du point de vue des possibilités régionales

de rationalisation de la production et des échanges. On se propose actuellement de procéder à une étude beaucoup plus étendue des produits manufacturés, sans, cependant, entrer autant dans le détail qu'on l'a fait pour les secteurs des industries mécaniques.

Matériel ferroviaire

129. Comme suite au rapport sur l'industrie de fabrication du matériel ferroviaire présenté à la huitième session (E/CN.12/508) le Secrétariat a rédigé une étude intitulée « Necesidades de material ferroviario y régimen de su importación en algunos países de América Latina » (E/CN.12/547), dans laquelle sont mis à jour les renseignements contenus dans le premier document. Cette étude porte sur les pays suivants: Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Chili, Equateur, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela. Les parties relatives à l'Argentine, au Brésil et à l'Uruguay sont moins détaillées que les autres, étant donné que l'industrie de ces pays a été étudiée dans le rapport antérieur pour ce qui est du matériel ferroviaire, des besoins de modernisation et des perspectives de production. Les besoins des pays indiqués y sont examinés, ainsi que les obstacles qui entravent les échanges. En annexe, on a ajouté un tableau des droits à l'importation appliqués dans neuf des 11 pays considérés. Au cours des enquêtes, on a abouti à diverses conclusions qui sont résumées au début de l'étude.

130. Une autre étude, étroitement liée à la question du matériel ferroviaire, a été entreprise en collaboration avec la FAO sur les besoins, la production et le commerce des traverses en Amérique latine. Des renseignements ont été recueillis dans six pays et on espère pouvoir, dans l'avenir, étendre l'étude à tous les pays de l'Amérique latine.

Equipement industriel de base

131. Dans le cadre des études industrielles relatives au marché commun et en application des résolutions 161 (VIII) et 162 (VIII) de la Commission, le Secrétariat a entrepris une étude sur l'équipement industriel de base. Il s'agit de l'équipement utilisé dans les fabriques de pâte à papier et de cellulose, de ciment, de produits pétrochimiques (y compris l'extraction et le raffinage du pétrole) et dans la sidérurgie; l'étude porte en général sur tout le matériel industriel construit ou fabriqué « sur demande », conformément, dans chaque cas, à des indications précises et selon des plans techniques. En raison de sa nature, ce matériel peut être fabriqué par des sous-traitants, en tirant parti des moyens existants dans les diverses branches de l'industrie mécanique lourde.

132. L'étude examinera en premier lieu la fabrication de ce type de matériel en Argentine, au Brésil et au Chili. Les enquêtes sur place ont été menées à bien au Brésil dans cinq secteurs principaux: sidérurgie, raffinage du pétrole, énergie électrique, papier et cellulose, ciment. Elles sont en cours en Argentine et au Chili. Le Secrétariat a reçu une aide considérable pour les enquêtes sur place — sous forme de personnel et d'assistance financière — tant de l'Association brésilienne pour

le développement des industries de base (Associação Brasileira para o Desenvolvimento das Industrias de Base) que du Conseil fédéral des investissements en Argentine (Consejo Federal de Inversiones de la Argentina).

Industrie textile

133. L'industrie textile présente un intérêt particulier pour les pays membres de l'Association latino-américaine de libre-échange, et, pour ce motif, comme aussi en raison du mandat général conféré au Secrétariat par la résolution 11 (IV) de la Commission, de nouvelles études relatives à cette industrie ont été entreprises récemment. L'Association chilienne des fabricants de textiles collabore avec la Division du développement industriel à une brève étude portant sur la situation actuelle et les conditions de travail dans l'industrie chilienne, en s'attachant particulièrement aux possibilités de concurrence dans le cadre de l'Association latino-américaine de libre-échange.

134. De même, les industries textiles de São Paulo (Brésil) ont affecté des ressources considérables à la réalisation d'une requête sur la situation du matériel dans l'industrie textile de cet Etat. La Division du développement industriel a aidé à établir le plan de cette étude et les questionnaires nécessaires. En outre, des fonctionnaires de cette Division ont eu des entretiens avec deux ingénieurs envoyés à Santiago par l'association textile de São Paulo. Le Secrétariat prêtera son concours à la rédaction du rapport final.

Recherche technique

135. Vu la nécessité urgente de procéder à une enquête sur les moyens de recherche technique en Amérique latine, le Secrétariat a donné priorité aux études demandées dans les résolutions 13 (IV) et 53 (V) de la Commission, qui n'avaient pu être entreprises jusqu'à présent faute de crédits. Sur la base d'un mémorandum détaillé dans lequel sont exposés les principaux problèmes que pose la recherche technique dans les pays de l'Amérique latine ainsi que les objectifs et les méthodes de l'étude, on a commencé en novembre dernier l'élaboration d'une première étude sur l'Argentine, le Brésil et le Chili. On se propose de présenter un tableau d'ensemble de la situation actuelle des moyens de recherche technique dans ces pays et, à la lumière des conclusions auxquelles on sera parvenu, d'aider les gouvernements à préparer des plans concrets qui pourraient être soumis au Fonds spécial des Nations Unies ou à d'autres institutions internationales de crédit.

136. Ces plans précis devraient ouvrir de nouvelles possibilités d'investissements productifs, surtout dans le cas des industries de transformation. Pour le moment, on a laissé de côté les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et des transports. Au nombre des problèmes examinés, on peut citer les suivants :

a) difficulté d'appliquer les procédés traditionnels du fait que le pays dont il s'agit ne dispose pas des matières premières qui conviennent ou parce que celles-ci présentent des caractéristiques peu usuelles ;

b) utilité de favoriser l'adoption de nouveaux procédés, de manière à permettre à des entreprises moins

importantes d'opérer dans des conditions optimums de rentabilité ;

c) nécessité de rechercher des procédés permettant d'économiser des matières premières relativement rares ou de les remplacer par d'autres dont les propriétés peuvent être moins satisfaisantes ;

d) possibilité de trouver une utilisation rentable pour des matières premières ou des sous-produits peu coûteux qui ne sont pas utilisables actuellement.

137. Après avoir défini ces problèmes avec plus de précision, on s'efforcera de rechercher le moyen d'assurer une collaboration régionale dans le domaine des moyens de recherche technique, et d'entreprendre un deuxième stade de l'étude dans lequel celle-ci sera étendue à d'autres pays industriels et où l'on complètera les données recueillies en envoyant sur place des missions chargées d'effectuer les enquêtes nécessaires.

138. Etant donné que l'OEA s'intéresse particulièrement à la recherche technique — surtout en matière de productivité — on maintient un contact étroit avec le secrétariat de cette organisation pour éviter tout chevauchement dans le travail. De même, l'UNESCO a témoigné d'un vif intérêt à l'égard de cette question et le Secrétariat garde avec elle les contacts nécessaires au sujet de divers aspects des enquêtes.

Tendances en matière de production du bois

139. Donnant suite à la demande exprimée dans la résolution 159 (VIII) de la Commission, le Secrétariat s'est assuré les services d'un consultant hautement qualifié qu'elle a chargé de collaborer à cette étude conjointe CEPAL/FAO, entreprise en juillet 1960. Comme il s'agit d'une étude conjointe, qui fait partie d'une série déjà commencée par la FAO en collaboration avec d'autres commissions économiques régionales — la Commission économique pour l'Europe (CEE) et la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO) —, les deux secrétariats ont travaillé dès le début en liaison étroite. Jusqu'à présent la CEPAL s'est attachée surtout à recueillir et à vérifier les renseignements relatifs à la production forestière dans les pays latino-américains et à la consommation des produits correspondants dans leurs principales applications. Le travail est pratiquement terminé dans six pays et fort avancé dans quatre autres. Bien que l'on ait obtenu quelques données sur les autres pays, il reste beaucoup à faire en ce qui les concerne.

140. On a commencé à préparer des évaluations de la consommation du bois, en vue de différentes applications finales, pour les années 1975 et 1985. Le plus grand soin a été apporté au choix du type de projections qui peuvent être utilement établies à l'aide des données statistiques dont on dispose sur la consommation, ainsi que des méthodes les plus indiquées pour les établir. On rassemble des données sur le commerce international des produits forestiers, et quelques analyses préliminaires ont été effectuées.

141. Les fonctionnaires de la FAO détachés à Santiago, à Rome et à Genève ont participé au rassemblement et au dépouillement des données relatives à la

production, à la consommation et au commerce. Les services centraux de la FAO recueillent des renseignements sur les ressources forestières et les industries consommatrices de bois, et ils ont commencé un travail d'analyse sur ces aspects de l'étude.

142. Dans le cadre de cette étude — mais en s'attachant surtout à la demande de bois pour la construction de logements —, le Bureau du Statisticien régional a établi un rapport préliminaire sur les besoins dans ce domaine en Amérique latine pour la période 1950-1960, avec des projections jusqu'en 1975. On trouvera plus loin aux paragraphes 221 et 222 de plus amples détails sur ce rapport.

Groupe consultatif CEPAL/DOAT/FAO du papier et de la cellulose

143. En 1960, les membres du Groupe consultatif du papier et de la cellulose se sont rendus à Cuba en vue de réunir les matériaux nécessaires à l'étude demandée par ce pays. Une version préliminaire de ce rapport est pratiquement terminée. La mission s'est rendu également dans d'autres pays pour mettre à jour les matériaux contenus dans l'étude régionale sur l'industrie du papier et de la cellulose. Le Groupe a recueilli aussi les renseignements nécessaires à l'étude des tendances de la production du bois, spécialement au Brésil, au Mexique, au Pérou et au Venezuela.

144. Les monographies consacrées au Mexique et au Venezuela, qui ont été communiquées aux gouvernements de ces pays au début de 1960, ont reçu un accueil favorable, et les autorités leur ont assuré une large diffusion dans leur pays.

145. L'étude d'ensemble sur l'offre, la demande et le commerce du papier et de la cellulose en Amérique latine (E/CN.12/570) vient d'être achevée. On y examine les données relatives aux importations, à la production et à la demande des différents types de produits de papier et de cellulose dans toute la région, en vue de dégager les possibilités d'intensifier les échanges de ces produits dans la zone latino-américaine de libre-échange.

DIVISION MIXTE CEPAL/FAO DE L'AGRICULTURE

146. Les fonctionnaires de la Division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture ont rédigé le chapitre consacré à l'agriculture dans l'étude économique annuelle de la CEPAL, et ils ont collaboré étroitement avec le siège de la FAO pour la préparation de la partie de la publication intitulée *Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* qui a trait à l'Amérique latine. A cette fin, il a été nécessaire d'améliorer les services permanents d'information et de références, sur lesquels se fondent les analyses périodiques des conditions et des problèmes économiques qui affectent l'agriculture latino-américaine.

147. Pendant la période considérée, plusieurs études fondamentales sur les grandes activités agricoles en Amérique latine, notamment les industries du café et de l'élevage, ont été menées à bien. On envisage de poursuivre les travaux de ce genre, en employant le plus

possible les méthodes d'étude directe des valeurs et des problèmes économiques au moyen d'enquêtes par sondages, comme on l'a déjà fait pour le café. Cependant, étant donné l'urgence qu'il y a à résoudre certains problèmes agricoles déterminés et à donner suite à des demandes formulées par les gouvernements, il pourra s'avérer utile de modifier peu à peu l'orientation des travaux et de s'attacher davantage à fournir aux pays de la région une aide plus directe sur des questions précises de caractère économique. Par exemple, en Colombie, on a entrepris l'étude d'un projet de diversification et d'amélioration générales de l'agriculture dans les régions productrices de café.

148. Parmi les autres activités, on peut citer l'étude des problèmes institutionnels qui affectent les agriculteurs, notamment la réforme agraire, et les études relatives au rôle que joue l'agriculture dans les accords sur le marché commun ou sur la zone de libre-échange déjà instituée. En ce qui concerne la réforme agraire, le Secrétariat de la CEPAL a été invité à collaborer à une étude générale qui a été entreprise par les Nations Unies, conformément à la résolution 1526 (XV) de l'Assemblée générale, et l'on envisage provisoirement d'y inclure au moins deux études concernant les pays de l'Amérique latine¹⁷. Pour ce qui est du marché commun, deux catégories de travaux sont à entreprendre : a) des études sur les produits, notamment sur les questions relatives à la production et à la commercialisation qui peuvent être examinées au cours des négociations entreprises pour augmenter le volume des échanges ; b) des études concernant les mesures pratiques propres à préparer l'agriculture latino-américaine à une intégration économique.

149. Un autre domaine d'activité envisagé est celui de la planification de l'assistance technique fournie à l'agriculture dans le cadre des nécessités du développement économique. La Division mixte donne des avis et fournit des services aux groupes consultatifs, et elle donne aux spécialistes de l'agriculture détachés auprès de ces groupes les renseignements d'ordre économique qui leur sont nécessaires.

Conférence régionale FAO/OEA

150. La sixième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine s'est tenue à Mexico en même temps que la cinquième Conférence régionale de l'agriculture de l'OEA, du 8 au 19 août 1960. Un fonctionnaire de la Division mixte y a assumé les fonctions de secrétaire du Comité des problèmes économiques.

151. Deux fonctionnaires ont assisté à la Conférence, à laquelle la Division mixte a soumis deux documents : a) un rapport sur la marche de ses travaux de mai 1959 à mai 1960 ; b) un exposé du rôle dévolu à l'agriculture dans les accords latino-américains sur l'institution d'un marché commun ou d'une zone de libre-échange, sur lequel on trouvera ci-après de plus amples détails.

¹⁷ Le Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine compte plusieurs spécialistes de la réforme agraire, et la Division mixte collabore étroitement avec eux.

Le rôle de l'agriculture dans les accords latino-américains relatifs à la création de marchés communs et de zones de libre-échange

152. Un document sur cette question (E/CN.12/551) a été présenté à la Commission à sa neuvième session ; il est fondé en partie sur les résultats d'une série d'études touchant les produits, et dont la Commission avait déjà été saisie à sa huitième session¹⁸. On y signale que, contrairement à ce qui se passe en Europe où les échanges de produits manufacturés représentent le gros du commerce entre les signataires au Traité de Rome, le commerce interrégional de l'Amérique latine porte principalement sur des produits agricoles et d'autres produits primaires.

153. Le rapport souligne le fait bien connu que l'agriculture se prête mal à l'application de programmes régionaux d'intégration, et ce en raison des différences de taux de productivité entre les pays, de la protection accordée tant à la production qu'à la vente, de politiques traditionnelles d'autarcie et d'autres motifs. Il est dès lors indispensable que les pays qui participent aux accords latino-américains sur le marché commun ou la zone de libre-échange procèdent à une enquête approfondie sur le volume et la composition actuels des transactions agricoles, les conséquences que peuvent entraîner les accords projetés pour la production et l'offre, et la nécessité de confronter la politique agricole sur le plan international de façon à adapter graduellement l'agriculture aux exigences de l'intégration économique.

154. L'étude expose la portée et la situation des accords et programmes actuels, ainsi que le volume et la composition des transactions interrégionales courantes et les répercussions possibles de l'intégration économique sur l'agriculture. Elle examine, enfin, la nécessité d'élaborer une politique agricole dans le cadre de l'intégration.

Etudes sur l'élevage

155. Les enquêtes faites sur place au Brésil, en Colombie, à Cuba, au Mexique et au Venezuela sont terminées, et plusieurs rapports ont été soumis à la neuvième session¹⁹. Dans le cas de la Colombie, les conclusions de l'étude sont utilisées par le gouvernement pour l'élaboration de son programme en matière d'élevage, et l'étude ne sera donc pas rendue publique tant que le gouvernement n'aura pas fait connaître son programme de développement économique.

156. L'étude expose les problèmes auxquels doit faire face l'industrie de l'élevage en Amérique latine du point de vue de la production, de la distribution et de la consommation de ses produits, notamment en ce qui concerne la viande et les produits laitiers.

¹⁸ Voir notamment « Función de los productos agropecuarios en un mercado común latinoamericano » (E/CN.12/499) et « El comercio exterior de productos agropecuarios latinoamericanos », étude spéciale incluse dans l'*Estudio Económico de América Latina, 1957* (publication des Nations Unies, n° de vente : 58.II.G.1).

¹⁹ Voir les études relatives au Mexique (E/CN.12/557), au Venezuela (E/CN.12/558), au Brésil (E/CN.12/559) et à l'Uruguay (E/CN.12/594).

157. Certaines des conclusions tirées des études par pays présentent un intérêt particulier. Au Venezuela, par exemple, la production de viande de bœuf et de produits laitiers a augmenté considérablement dans les 10 dernières années. Cela est dû probablement aux programmes officiels d'encouragement, sous forme d'octrois de crédits, d'importations de vaches laitières et de bêtes destinées à la consommation, et de campagnes intensives contre les maladies les plus répandues du bétail.

158. En Colombie, la production de l'élevage a montré depuis 1956 une tendance marquée à l'accroissement, spécialement en ce qui concerne l'élevage de bœufs. On s'intéresse de plus en plus à l'élevage des ovins et l'on a importé des bêtes de race pour la reproduction.

159. Au Mexique, la production de bétail a augmenté à un rythme plus accéléré que dans aucun des autres pays latino-américains. Cependant, les taux de productivité et de consommation restent très bas pour la viande et le lait. Le gouvernement a mis en train l'exécution d'un programme de six ans d'encouragement à la production de bétail afin d'augmenter les disponibilités pour la consommation interne et accroître les exportations.

Etude sur le café

160. On a terminé la deuxième partie de la série « El café en América Latina ». La première partie traitait de la question du café en Colombie et au Salvador²⁰. La deuxième partie expose les conclusions des enquêtes menées en commun, au Brésil, par la CEPAL, la FAO, l'Institut brésilien du café et le Secrétariat à l'agriculture de l'Etat de São Paulo. Les différents rapports ont été résumés dans un article du *Boletín Económico de América Latina*, où l'on trouve une synthèse des conclusions les plus importantes de l'étude. Ce travail a été soumis à la Commission²¹ à sa neuvième session. Les volumes publiés contiennent un rapport détaillé sur la situation et les perspectives de la production de café dans l'Etat de São Paulo, l'exposé d'une enquête portant sur 33 plantations et une étude statistique des facteurs qui influent sur le rendement des caféiers²².

161. L'étude avait pour objet de fournir des renseignements sur certains aspects de la culture du café dans l'Etat de São Paulo sur lesquels on ne possédait jusqu'à présent que des données incomplètes. Il a fallu recueillir les renseignements sur place par des sondages étendus représentatifs, du point de vue statistique, de toutes les plantations de café de l'Etat. Les évaluations quantitatives (p. ex. : nombre de plants, superficie, production, etc.) sont fondées sur une enquête directe minutieuse

²⁰ Voir *El café en América Latina, Problemas de la productividad y perspectivas. I. Colombia y El Salvador* (publication des Nations Unies, n° de vente : 58.II.G.4).

²¹ Voir « La Industria del Café en São Paulo » (tirage à part du *Boletín Económico de América Latina*, vol. V, n° 2) [E/CN.12/578].

²² Voir *El Café en América Latina. II. Brasil. Estado de São Paulo*, vol. 1 : Situation et perspectives de la production, et vol. 2 : A. Etude de 33 plantations ; B. Analyse des fonctions de production (publication des Nations Unies, n° de vente : 60.II.G.6 [1^{re} et 2^{es} parties]).

qui a porté sur deux mille plantations environ. Les données de caractère économique (nombre de journées/travailleur employées à la culture du café, utilisation des capitaux, etc.) sont tirées d'une étude encore plus détaillée portant sur 500 des plantations qui font partie des 2.000 déjà mentionnées.

162. Tous les renseignements ont été rigoureusement vérifiés et triés par des techniciens très au fait des méthodes de culture du café à São Paulo. De plus, les conclusions de l'enquête ont été comparées à celles fournies par les 33 plantations qui avaient chacune tenu un journal de leurs opérations pendant la durée de l'enquête.

163. Bien que l'on ne puisse s'attendre à ce que les données originales obtenues dans les plantations par une enquête directe, fournissent des résultats d'une précision mathématique, on peut affirmer que les statistiques présentées dans ces rapports ont un degré suffisant d'exactitude et reflètent correctement la situation générale de la production du café à São Paulo.

164. A partir des études sur le café effectuées dans les pays et régions indiqués, on a établi un rapport sur l'industrie du café en Amérique latine, intitulé « La situación de la caficultura en las zonas productoras de América Latina » (E/CN.12/595). Ce rapport contient quelques conclusions provisoires tirées des travaux déjà effectués dans ce domaine et insiste sur la nécessité urgente qu'il y a à diversifier la production agricole dans les régions de culture du caféier et à améliorer les méthodes de culture pour tirer un meilleur parti des ressources.

165. Enfin, la Commission a été saisie d'un document séparé (E/CN.12/596) traitant de la nouvelle orientation des activités de la Division mixte en ce qui concerne le café.

Une politique agricole en vue d'accélérer le développement économique de l'Amérique latine

166. La Division mixte a présenté aussi, lors de la neuvième session, un bref exposé — « Una política agrícola para acelerar el desarrollo económico de América Latina » (E/CN.12/592) — d'une politique agricole conçue pour accélérer le développement économique de l'Amérique latine. Dans de nombreuses régions sous-peuplées de l'Amérique latine, le plein emploi de la main-d'œuvre pourrait entraîner dans l'immédiat un déséquilibre sérieux entre l'offre et la demande et avoir pour résultat une surproduction des aliments de base traditionnels. Dans d'autres cas, lorsque la production est très aléatoire en raison de la pénurie ou de l'excès d'eau ou d'autres éléments, le plein emploi de la main-d'œuvre pourra se révéler impossible si l'on ne crée pas l'infrastructure indispensable. Le développement accéléré du secteur agricole en Amérique latine exige donc un programme intensif de travaux publics fondé sur les grands principes ci-après : a) fournir du travail aux personnes auxquelles l'agriculture n'assure pas des moyens suffisants d'existence ; b) réduire dans toute la mesure possible le chômage national ; c) établir une infrastructure qui permette de rendre plus efficace le secteur

agricole : travaux d'irrigation et de drainage, voies de communication, magasins, logements, etc.

167. L'intérêt dont les pays de l'Amérique latine ont témoigné récemment pour ce genre de programme d'action — destiné à atténuer les tensions sociales grâce à un développement plus rapide de l'agriculture et de l'économie dans son ensemble —, ainsi que pour un degré de coopération internationale plus élevé dans ce domaine, montrent combien serait opportune l'élaboration d'une politique agricole en Amérique latine, notamment en ce qui concerne les modifications institutionnelles les plus importantes.

Les taux de croissance dans l'agriculture

168. La Division mixte et la Division du développement économique ont travaillé conjointement à l'étude des taux comparés de croissance économique (voir plus haut, par. 101 à 104). La première prépare un résumé des conclusions les plus significatives relatives à l'agriculture. Si la production agricole en Amérique latine semble avoir crû à un rythme légèrement supérieur à celui de la population, ce rythme a cependant été beaucoup plus lent que dans les autres secteurs de l'économie et il n'a même pas été suffisant pour faire face entièrement à une demande accrue due à l'élévation des revenus et aux progrès de l'urbanisation. Pour l'élevage et l'agriculture, la croissance a varié selon les pays et les époques, mais, dans les pays où les produits agricoles d'exportation représentent une partie importante du total de la production agricole, le rythme de croissance a été plus rapide du fait de la tendance récente à une demande externe plus active. La production destinée à la consommation intérieure s'est accrue de même à un rythme plus intense dans les pays où de nouvelles terres sont encore mises en culture et où, en même temps, le revenu de la population urbaine a eu tendance à s'élever.

DIVISION DES AFFAIRES SOCIALES

169. Au cours de l'année, la Division s'est surtout occupée de préparer la réunion du Groupe de travail sur les aspects sociaux du développement économique et la Conférence sur l'enseignement et le développement économique et social, sur lesquels on trouvera ci-après d'autres détails. Les études démographiques prennent une place chaque jour plus importante parmi les tâches de la Division, et une liaison étroite est maintenue dans ce domaine avec le Centre régional de formation et de recherches démographiques de l'Amérique latine. Le Directeur de la Division et le conseiller aux affaires sociales du Bureau de Mexico ont été détachés au Congo, au titre des opérations des Nations Unies dans ce pays, en août 1960, et seul le deuxième a été remplacé dans ses fonctions.

Groupe de travail sur les aspects sociaux du développement économique en Amérique latine

170. Ce groupe de travail s'est réuni à Mexico du 12 au 21 décembre 1960, conformément à la résolution 82 (VI) de la Commission, sous les auspices de la CEPAL, de l'UNESCO, de la DOAT et de la Direction

des Affaires sociales. Dix-sept experts internationaux, dont huit venus de l'Amérique latine, ont présenté des documents et ont assisté aux délibérations qu'a présidées M. José Daniel Cosío Villegas, du Mexique. En dehors de ces experts et des représentants des organismes indiqués, l'OIT, la FAO, l'OMS et l'OEA se sont fait représenter. Deux des documents avaient été rédigés par des fonctionnaires de la CEPAL, lesquels ont participé aux travaux en qualité d'experts.

171. Après avoir passé en revue la situation économique, sociale et politique, ainsi que celle de l'enseignement et de l'administration en Amérique latine, en vue d'étudier quelques aspects du développement social, les experts ont rédigé une série de recommandations fondées sur les documents et sur les conclusions tirées des débats. Ils ont considéré les aspects sociaux du développement économique et les problèmes qui se posent à ce sujet à l'économiste, au sociologue et au théoricien de la science politique. Ils ont étudié aussi les besoins en matière de recherche et en ont dressé une liste détaillée. Cette liste et les recommandations ont été reproduites dans un rapport sommaire que les experts ont approuvé²³. Les trois rapporteurs désignés préparent un rapport plus complet, que l'UNESCO publiera prochainement en même temps que les travaux présentés.

Conférence sur l'enseignement et le développement économique et social

172. On envisage de tenir en décembre 1961 une conférence sur l'enseignement et le développement économique et social en Amérique latine, sous les auspices de l'UNESCO, de la CEPAL et de la Direction des affaires sociales des Nations Unies. L'OEA a également manifesté le désir de figurer au nombre des organisateurs, et les plans sont actuellement à l'étude.

173. La CEPAL s'est intéressée à cette conférence depuis qu'elle a adopté sa résolution 150 (VIII). Par sa résolution 176 (AC.45), elle a appuyé la décision prise par l'UNESCO d'organiser la réunion, qu'elle a décidé de patronner, et elle a demandé à son Secrétariat de coopérer pleinement aux travaux préparatoires.

174. Tous les Etats membres de la CEPAL seront invités à envoyer des spécialistes, de préférence des hauts fonctionnaires chargés, dans leur pays, de la planification dans les domaines économique, social et de l'enseignement. L'objet de la conférence est d'étudier les divers aspects des rapports entre l'enseignement, d'une part, et le développement économique et social, d'autre part, pour mettre en lumière le rôle que joue le premier dans ce développement ainsi que les moyens par lesquels la planification dans le domaine de l'enseignement pourrait être liée à la planification générale du développement des pays de l'Amérique latine. La conférence aura lieu sur le plan technique, et ses conclusions pourront servir à orienter les principes directeurs ainsi que la préparation et l'exécution des plans d'enseignement dans leurs rapports avec le développement économique et social de l'Amérique latine.

²³ Ce rapport a été publié dans le *Boletín Económico de América Latina*, vol. VI, n° 1. Des tirages à part en ont été distribués à la neuvième session.

Enquêtes démographiques

175. Depuis le début de 1960, les travaux du Centre régional de formation et de recherche démographique (établi conjointement par l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement du Chili et le Conseil de la population) sont étroitement coordonnés avec ceux de la CEPAL et, grâce à de fréquentes réunions du personnel, on élabore progressivement un programme commun d'une certaine durée. Les enquêtes portent sur les questions qui intéressent les gouvernements, sur celles qui présentent un intérêt particulier pour les travaux de la CEPAL et sur celles qui semblent susceptibles de donner une expérience pratique aux stagiaires du Centre, titulaires de bourses des Nations Unies. En attendant que soient connus les résultats des derniers recensements, les travaux ont porté sur l'amélioration des méthodes, de manière que les enquêtes qui s'effectueront, à partir de 1962, sur la base des nouvelles données, puissent être plus efficaces.

176. Le programme comprend la préparation de projections démographiques par pays, telles que celles qui ont été faites en 1960, pour les besoins de la CEPAL, sur la Bolivie, la Colombie et Cuba. Dans ces projections, les données ont été classées par groupes de sexe et d'âge, et séparément pour la population urbaine et rurale, ce qui a permis une évaluation des besoins en matière d'emploi, de consommation, d'enseignement, de logement, etc., ainsi que l'établissement de renseignements qui sont fréquemment demandés par les économistes et par les services officiels du pays intéressé.

177. En même temps, on prépare un modèle démographique du processus d'urbanisation, où l'on tient compte des conditions particulières à l'Amérique latine, ainsi qu'un manuel technique sur l'évaluation et l'utilisation des données fournies par les recensements.

178. Le Cycle d'étude sur l'évaluation et l'utilisation des résultats des données de recensement en Amérique latine a été organisé à Santiago du Chili du 30 novembre au 18 décembre 1959, sous les auspices de l'ONU, de la CEPAL, du Centre démographique et de l'Institut interaméricain de statistique (IASI)²⁴. Comme complément à ce cycle, on prévoit l'organisation dans divers pays de cycles d'étude en vue de mettre en train les études démographiques nationales et, dans certains cas, de former des groupes permanents de fonctionnaires chargés des analyses démographiques nécessaires à l'élaboration des programmes économiques et sociaux. Ces plans supposent la participation de la CEPAL, du Centre et d'experts de l'assistance technique. Une étude de ce genre a été entreprise récemment en Colombie sous la forme d'une « étude de cas ». On compte ainsi fournir au Gouvernement colombien des renseignements immédiatement utilisables et acquérir, aussi, une expérience utile pour la préparation d'études futures.

179. Le Secrétariat a été représenté au Cycle d'étude régional latino-américain sur la normalisation des statistiques de l'enseignement, organisé à Tucuman (Argentine), du 18 au 28 octobre 1960, par l'UNESCO.

²⁴ Pour le rapport sur ce cycle d'étude, voir ST/TAO/SER.C/46.

180. Le Secrétariat s'attache de façon permanente à mettre à jour les principales caractéristiques de la situation démographique en Amérique latine. Le Supplément statistique du *Boletín Económico de América Latina*, publié en novembre 1960²⁵, comprend des évaluations des tendances et de la structure de la population. Ces évaluations seront révisées, complétées et améliorées tous les ans, sur la base des nouveaux renseignements obtenus et des conclusions des enquêtes effectuées notamment par la CEPAL et le Centre. On se propose d'étendre progressivement le programme commun de la CEPAL et du Centre à toute l'Amérique latine au moyen de monographies par pays.

181. On a préparé un résumé provisoire des principales caractéristiques démographiques de l'Amérique latine — « Tendencias de la población en América Latina » (E/CN.12/583) — qui sera présenté à la Commission lors de sa neuvième session. A mesure que l'on disposera des nouvelles statistiques de recensement et que s'accumuleront les résultats des enquêtes, on pourra établir des travaux plus détaillés sur la situation démographique, dans ses rapports avec certains aspects particuliers de la politique économique et sociale.

Services sociaux

182. Le Secrétariat a aidé le Centre régional pour la formation et la recherche démographiques à recruter des assistants sociaux et des étudiants chargés de mener une enquête en vue d'une analyse des principaux facteurs variables qui exercent une influence sur la fécondité à Santiago. Le rapport est en voie d'achèvement.

183. Sur la demande de la Direction des affaires sociales de l'ONU, la Division a envoyé un fonctionnaire en Bolivie pour donner un avis sur le projet de création d'une école de service social rural à Pillapi.

184. Comme suite à la décision prise en mars 1959 par le Conseil d'administration du FISE d'étendre son activité aux services sociaux d'aide à la famille et à l'enfance, d'importants échanges de vues ont eu lieu entre des membres de la Division et des fonctionnaires du FISE au Chili et en Colombie sur la possibilité d'entreprendre des travaux précis dans ce domaine.

185. La Division a participé aussi, en qualité de conseiller, aux travaux de la commission nommée par le Directeur général du Service national de la santé du Chili pour envisager la possibilité de transformer une des écoles chiliennes de service social en institut d'études postsecondaires.

186. Sur la demande de la Direction des affaires sociales, la Division a détaché un de ses fonctionnaires au Cycle d'étude de l'OEA sur le renforcement de l'institution familiale (Caracas, 11-18 juin 1960). Ce fonctionnaire a préparé, à l'intention des participants, un bref exposé des activités des Nations Unies dans le domaine envisagé.

187. Sur la demande de la même Direction, la Division a établi un rapport sur l'administration des services sociaux au Chili, qui a été présenté à une réunion d'ex-

perts qui s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies en janvier 1961.

188. Enfin, on a rassemblé des données sur la formation dans les pays sud-américains du personnel des services d'aide à la famille et à l'enfance, renseignements qui seront soumis au Conseil d'administration du FISE lors de sa prochaine réunion.

PROGRAMME RELATIF À L'ÉNERGIE ET AUX RESSOURCES HYDRAULIQUES

Energie

189. En 1960 et 1961, les activités dans ce domaine ont porté essentiellement sur la préparation du Cycle d'étude latino-américain de l'énergie électrique. Cette réunion devait avoir lieu en janvier 1961, mais elle a été remise au deuxième semestre de l'année, nombre de documents soumis par les experts n'ayant pu être établis à temps. Le Cycle d'étude est organisé sous les auspices de la CEPAL, de la DOAT, du Service des ressources naturelles et des transports, et du gouvernement mexicain, et il aura lieu à Mexico du 21 juillet au 12 août, avec le concours d'experts éminents de l'Amérique latine et d'autres régions du monde.

190. On se propose d'y examiner quelques-uns des principaux problèmes économiques, financiers, technico-économiques et institutionnels qui affectent le développement de l'énergie électrique. Le Secrétariat a rédigé plusieurs documents de travail traitant de la situation actuelle et des tendances récentes du développement de l'énergie électrique en Amérique latine — mettant ainsi à jour une publication antérieure de la CEPAL, intitulée « *La energía en América Latina, sus posibilidades y problemas* »²⁶ —, des ressources hydro-électriques de la région, notamment en ce qui concerne leur capacité et leur mise en valeur, des méthodes d'établissement de projections de la demande d'électricité et de l'évaluation de la demande pour calculer les besoins en capitaux et les moyens de financement.

191. Quelques experts de l'Amérique latine et d'autres pays présenteront aussi d'importants documents. De plus, on a demandé aux compagnies d'électricité et aux fabricants de matériel électrique et mécanique d'exposer les considérations économiques qui régissent le choix des installations et du matériel dans les conditions qui existent en Amérique latine.

192. La Commission économique pour l'Europe, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Organisation des Etats américains et la Banque interaméricaine de développement se feront représenter au Cycle d'étude, et plusieurs grandes compagnies d'électricité des Etats-Unis et d'Europe y présenteront des documents.

Groupe d'étude des ressources hydrauliques

193. Le Programme d'étude des ressources hydrauliques est financé en partie par la DOAT. L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a fourni les

²⁵ La Commission en a été saisie à sa neuvième session.

²⁶ Publication des Nations Unies, n° de vente : 57.II.G.2.

services d'un spécialiste de l'hydrométéorologie. Le Groupe comprend en outre un économiste spécialiste de l'hydraulique et un spécialiste de la mise en valeur à fins multiples des ressources hydrauliques. On leur adjoint, selon les besoins, des spécialistes en d'autres domaines : hydro-électricité, questions juridiques et irrigation.

194. En 1960, le Groupe a envoyé au Venezuela une mission qui a bénéficié des services d'un fonctionnaire détaché par la CEPAL à plein temps. Un résumé du rapport (E/CN.12/562) a été présenté à la Commission à sa neuvième session, et le texte complet en a été communiqué au Gouvernement vénézuélien au début de 1961. Plusieurs des rapports techniques établis individuellement par chacun des experts ont déjà été soumis à l'examen des autorités vénézuéliennes et de la DOAT.

195. Les gouvernements colombien et bolivien ont demandé à bénéficier des services du Groupe, et la mission de Bolivie a commencé ses activités vers le 15 mars 1961. Celle de Colombie sera envoyée sur place dans le courant de l'année. L'Argentine a également présenté une demande, qui est encore à l'étude.

PROGRAMME EN MATIÈRE DE TRANSPORTS

196. Le programme en cette matière ne dispose que de crédits insuffisants, qui ont été consacrés en 1960 à l'étude des problèmes connexes aux travaux des groupes consultatifs CEPAL/DOAT, notamment en Colombie et en Bolivie. En outre, on a mis en train plusieurs travaux demandés par le Sous-Comité des transports du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale (voir plus haut, par. 35, d).

197. D'autre part, on a observé avec attention l'évolution du projet de marché commun latino-américain et étudié les problèmes que poserait sa création dans le domaine des transports. Le Secrétariat a participé à la réunion d'experts organisée par le Comité provisoire de l'Association latino-américaine de libre-échange en août 1960, à Montevideo. Il a aussi entrepris des études sur les formalités douanières dans les transports internationaux terrestres, fluviaux et maritimes.

198. La CEPAL a envoyé un observateur aux deux réunions organisées par les compagnies d'aviation de différents pays de la région, où l'on a envisagé la possibilité de créer une ligne aérienne régionale.

199. Le service intéressé a collaboré avec la Division du développement industriel à l'étude sur le développement de la production et du commerce interrégional de matériel ferroviaire, et il a participé à l'étude CEPAL/FAO sur les traverses de chemin de fer (voir plus haut, par. 129 et 130).

200. En 1960, le chef du programme de transports de la CEPAL s'est rendu en Argentine en qualité de membre d'une mission envoyée dans ce pays par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, pour établir les grandes lignes d'une étude générale sur les transports en Argentine, en vue de l'exécution d'un projet qui sera financé par le Fonds spécial des Nations Unies.

201. Les spécialistes de cette section du Secrétariat ont travaillé activement à la préparation de matériaux sur la planification des transports, en vue de l'inscription de cette matière au programme CEPAL/DOAT de formation en matière de développement économique. Ils ont participé aussi à des entretiens portant sur cette question et sur les problèmes des transports dans leurs rapports avec les travaux des groupes consultatifs CEPAL/DOAT. Ces réunions ont eu lieu au Siège de la CEPAL en janvier 1961.

202. Un des aspects importants et de caractère continu du Programme est le rassemblement, le dépouillement et le classement, aux fins d'étude et d'analyse, de données sur l'évolution de la situation des transports en Amérique latine. On a commencé à rassembler systématiquement les données, mais le travail n'avance que lentement, les fonctionnaires trop peu nombreux affectés au programme devant s'attacher à d'autres travaux urgents. Ce manque de personnel constitue en réalité le principal obstacle à l'exécution du travail qui devrait être réalisé en Amérique latine dans le domaine des transports. Les besoins essentiels ont été exposés dans un document spécial traitant des études à entreprendre en vue de l'institution d'un marché commun. Ce document — « Los problemas del transporte en América Latina. Posibles estudios en función del mercado común » (E/CN.12/C.1/14) — a été soumis au Comité du commerce de la CEPAL à sa deuxième session.

STATISTIQUE

203. L'année 1960 a été marquée par une activité considérable de la part de la Section de statistique et, en particulier, du nouveau Bureau du statisticien régional. Comme on pourra le voir dans les paragraphes qui suivent, la Section de statistique ne se borne pas à fournir les services statistiques nécessaires, mais collabore directement à la réalisation des études. Elle a aussi commencé à participer à des missions spéciales de caractère économique, et l'on prévoit que cette tâche prendra plus d'ampleur notamment en ce qui concerne le Programme des groupes consultatifs. Enfin, elle publie maintenant un plus grand nombre de séries statistiques de caractère continu et, comme on l'a déjà signalé, elle a considérablement développé les suppléments qu'elle prépare pour le *Boletín Económico de América Latina* (voir plus haut, par. 67).

204. Le Bureau du statisticien régional s'occupe surtout de développer dans chaque pays les statistiques de base et, à cette fin, on projette d'organiser prochainement une série de réunions de travail.

Section de statistique

205. Les séries statistiques de la CEPAL peuvent être rangées en deux catégories : a) les séries de caractère continu qui sont établies indépendamment des besoins immédiats des économistes ; b) les tableaux spéciaux établis en vue d'une étude déterminée.

Tableaux

206. Les tableaux de base qui ne portaient au début que sur quelques séries déterminées : coût de la vie,

termes de l'échange, etc., s'étendent maintenant à tous les aspects principaux du commerce, de l'agriculture, de l'énergie et du revenu national. Il n'a pas encore été possible d'établir d'une façon continue des séries dans les domaines ci-après : transports, main-d'œuvre, salaires, prix, ventes au détail, distribution et, dans une certaine mesure, investissements, santé publique, statistiques démographiques et de l'état civil. Les séries qui offrent le plus d'intérêt étaient publiées dans le *Boletín Económico de América Latina*, mais elles paraîtront dorénavant dans des numéros spéciaux dont le premier a paru (voir par. 67) en novembre 1960. Cependant, d'autres données non publiées sont conservées, en très grand nombre, dans les archives de la section.

207. Le travail effectué par le bureau de Santiago porte en général sur les 10 pays méridionaux de l'Amérique du Sud, la plus grande partie des tableaux relatifs aux 10 autres pays étant établis par la Section de statistique du bureau de Mexico. On trouve dans le *Boletín*, dans l'étude économique annuelle et dans d'autres documents de la CEPAL des séries combinées. Le groupe de Santiago est chargé de la coordination entre les deux bureaux bien que, pour des raisons d'ordre pratique, quelques tableaux publiés dans le supplément statistique du *Boletín* reçoivent leur forme définitive à Mexico.

Méthodes

208. Les méthodes adoptées par la Section de statistique sont en général identiques à celles qui ont été établies par la Commission de statistique des Nations Unies. On remarquera que dans de nombreux domaines, par exemple en ce qui concerne l'établissement des statistiques du commerce, la Commission n'a jamais établi des normes internationales, et chaque bureau international choisit le système ou la méthode qui lui convient le mieux. Dans certains cas, les normes ou systèmes établis par la Commission de statistique peuvent être utilisés par les bureaux nationaux de statistique pour le rassemblement des données de base, mais ne peuvent être appliqués dans l'emploi ultérieur de ces données. Tel est le cas, par exemple, des méthodes utilisées pour établir les statistiques de la production industrielle, les indices de prix de gros, etc.

209. En général, les méthodes appliquées par divers bureaux internationaux diffèrent beaucoup plus sur des points de détail que dans les principes. Par exemple, on emploie presque toujours une formule de base pondérée pour les indices du quantum ; pour les données relatives au revenu national on applique le « système de comptabilité nationale et tableaux connexes » ; les données relatives à la balance des comptes sont ordonnées conformément aux recommandations du Fonds monétaire international. Cependant, pour la CEPAL — et pour d'autres bureaux —, c'est l'usage final que l'on fait des matériaux qui détermine nécessairement la forme exacte de présentation, le choix des coefficients de pondération, l'année de référence, etc.

210. D'autre part, les sources principales de la Section de statistique sont les bureaux nationaux de statistique. D'une façon générale, la Section préfère les données publiées dans les annuaires à celles de bulletins

mensuels, mais elle donne le pas à ces dernières sur celles qui sont publiées dans les revues, journaux et autres sources d'informations secondaires sans caractère officiel. La CEPAL utilise aussi les services des correspondants pour obtenir des données plus récentes, qui n'ont pas encore été publiées en séries définitives dans les bulletins nationaux, annuaires, etc.

Etude comparative des prix

211. Au cours de l'année, la Section de statistique a réuni les matériaux de base en vue d'une étude comparative du niveau des prix et d'un calcul des équivalents du pouvoir d'achat des monnaies en Amérique latine. L'étude fournira une indication de la parité des taux de change nécessaire à diverses fins, telles que le calcul des agrégats régionaux du revenu national ; la présentation sommaire des données relatives à la production industrielle, agricole et minière ; la comparaison des composants des coûts dans différents pays, notamment les salaires ; le calcul de la moyenne de séries d'indices régionaux, etc.

212. On a choisi comme base de travail plus de 500 articles de consommation, services et biens d'équipement, de manière à englober tous les aspects importants des dépenses de consommation, des investissements privés et des services publics. Les prix ont été relevés par énumération directe à Buenos Aires, Montevideo, Asunción, Rio de Janeiro, São Paulo, Mexico, Bogota, Quito, Guayaquil, Lima et Santiago. On disposait déjà de données similaires pour la ville de Panama. On a rassemblé aussi des données sur la composition des dépenses, de manière à attribuer à chaque poste l'importance relative qui lui revient.

213. On dispose des premiers résultats de cette étude, qui ont été exposés dans un document dont la Commission a été saisie à sa neuvième session : il s'agit du document intitulé « Comparación de precios y paridad de poder adquisitivo de la moneda en algunos países latinoamericanos » (E/CN.12/589). Les données ont trait à 10 pays et indiquent les niveaux comparatifs des prix et les équivalents du pouvoir d'achat pour les principaux groupes de dépenses ou d'investissements. On trouve aussi dans le document des chiffres provisoires pour l'ensemble de chaque pays. Le travail se poursuit pour les autres pays de l'Amérique latine et on espère avoir complété l'enquête avant la fin de 1961 ou au début de 1962.

Bureau du statisticien régional

214. Un statisticien régional a été adjoint au personnel de la CEPAL en avril 1960, ce qui a permis d'entreprendre les travaux relatifs à l'établissement d'une liste minimum de séries statistiques nécessaires aux pays de l'Amérique latine pour mettre au point des plans de développement économique, conformément au désir exprimé par la Commission dans sa résolution 154 (VIII).

215. Avec l'aide du Bureau de statistique de l'ONU et de l'Institut interaméricain de statistique (IASI), on a pris les premières mesures en vue de l'établissement d'un plan de consultations entre les Etats membres de

la CEPAL qui faciliteraient l'examen des réformes envisagées, en matière de statistiques, dans plus d'un pays, mais qui ne sont que d'un intérêt limité pour l'ensemble des pays de l'Amérique latine. Telle serait, par exemple, la préparation de listes complètes et uniformes de produits destinées à être employées dans la réalisation d'enquêtes industrielles par les pays dotés d'économies manufacturières complexes. Une fois ce travail achevé, les normes en question seront adaptées aux besoins des autres pays de l'Amérique latine par les rouages déjà établis pour les consultations régionales en matière de statistique.

Cycle d'étude des statistiques industrielles

216. Ce cycle d'étude a été organisé par le Bureau du statisticien régional en collaboration avec le Bureau de statistique de l'ONU, la DOAT et l'IASI. Le Gouvernement chilien a fourni certains services en qualité de pays d'accueil. La réunion s'est tenue au siège de la CEPAL, du 10 au 18 octobre 1960. Y ont assisté 44 experts venus de 19 pays latino-américains, les Etats-Unis d'Amérique et deux membres associés de la Commission (Guyane britannique et Fédération des Indes occidentales). A l'ordre du jour du cycle d'étude figuraient notamment les questions suivantes : planification et programmation des enquêtes industrielles ; objectifs, portée et orientation des diverses enquêtes dans un système de statistiques industrielles ; méthode de dépouillement et de classement des données pour la publication des statistiques industrielles de base ; méthodes d'établissement des statistiques industrielles ; préparation de questionnaires pour les enquêtes industrielles ; sources et compilation des statistiques industrielles ; méthodes propres à localiser et énumérer les unités industrielles ; répertoire des industries ; rassemblement d'indices de la production industrielle et d'autres indicateurs ²⁷.

217. La réunion avait pour but de permettre des échanges de vues sur les objectifs, les méthodes et les programmes en matière de statistiques industrielles, tant en vue des recensements périodiques et des enquêtes courantes plus fréquentes que pour l'établissement des indices de la production industrielle. Elle a constitué un pas important vers l'uniformisation des statistiques industrielles en Amérique latine.

Commission de l'amélioration des statistiques nationales

218. Le statisticien régional a assisté à la septième réunion de la Commission de l'amélioration des statistiques nationales, qui s'est tenue à Mexico, du 28 novembre au 10 décembre 1960, sous les auspices de l'IASI, en collaboration avec le Bureau de statistique de l'ONU et la CEPAL, dans le but de convenir de normes minima pour les recensements économiques qui seront effectués en 1963 en Amérique latine.

Cycle d'étude des statistiques du commerce extérieur

219. On prépare l'organisation de ce cycle d'étude, qui aura lieu sous les auspices du Bureau de statistique

²⁷ Pour le résumé des débats et les conclusions de ce cycle d'étude, voir E/CN.12/561.

de l'ONU, de la DOAT, de la CEPAL et de l'IASI. On pense pouvoir le tenir en octobre 1961, et les travaux préparatoires ont déjà été entrepris, notamment par une étude des besoins des pays membres de l'Association latino-américaine de libre-échange.

Etude de la comptabilité nationale des matrices inter-secteurs

220. Le Bureau du statisticien régional et la section de statistique de la CEPAL collaborent à une étude sur la comptabilité nationale des matrices intersecteurs dans certains pays, pour déterminer la valeur des séries économiques de base et en éprouver l'exactitude en vérifiant la cohérence dans la structure générale de la comptabilité nationale. Ce travail, par les exemples qu'il fournira, pourra servir d'instrument de vérification à d'autres pays, et il contribuera à mieux faire comprendre le rôle essentiel des séries statistiques de base dans l'établissement de la comptabilité nationale.

Etude des besoins en matière de logement

221. Le spécialiste des statistiques sociales qui a été affecté au Bureau du statisticien régional en novembre 1960, a terminé un rapport préliminaire sur les besoins des pays latino-américains en matière de logement pour la période 1950-1960, avec des projections jusqu'en 1975. Bien que ces calculs se fondent sur des données sommaires — et parfois incomplètes — et sur des hypothèses théoriques, les résultats indiquent que, pour la période 1950-1960, le minimum nécessaire pour faire face à la croissance démographique et assurer les remplacements indispensables était, approximativement, de 960.000 nouveaux logements par an. Sur cette base, on devra prévoir en 1975 de 1.800.000 à 2.600.000 nouveaux logements chaque année. Des renseignements fournis par divers pays il ressort que le nombre de logements construits est très inférieur aux besoins minima évalués et que, dans certains cas, il devrait augmenter de 90 pour 100 pour faire face uniquement à la croissance de la population et aux nécessités de remplacement. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'une résorption des insuffisances actuelles, que l'OEA évaluait à près de 19 millions de logements en 1951. De l'avis de tous les spécialistes, ce chiffre devait avoir augmenté considérablement en 1960.

222. Un des buts immédiats de cette étude est d'évaluer l'importance des besoins en bois d'œuvre, dans le cadre de l'étude CEPAL/FAO sur les tendances en matière de production du bois (voir plus haut, par. 142).

ASSISTANCE TECHNIQUE

223. Il a été fréquemment question dans le présent rapport des projets dont l'exécution est entreprise conjointement avec la DOAT. D'autre part, la Commission a été tenue au courant de l'assistance technique fournie en 1960 aux pays de l'Amérique latine (voir E/CN.12/553). Il serait donc superflu de donner ici le détail de ces activités et de celles qui sont réalisées en commun. Il convient cependant de signaler que ces travaux communs — et en particulier le programme d'inté-

gration économique de l'Amérique centrale, les groupes consultatifs et le Programme CEPAL/DOAT de formation en matière de développement économique — ont continué d'absorber une part importante des ressources du Secrétariat. Les deux autres programmes régionaux — le Groupe d'étude CEPAL/DOAT/OMM sur les ressources hydrauliques et le Groupe consultatif CEPAL/FAO/DOAT, du papier et de la cellulose — sont eux aussi exécutés en commun, mais le Secrétariat leur a affecté des ressources beaucoup moins importantes que ce n'a été le cas pour les trois premiers.

224. Dans certains cas — surtout en Bolivie et en Colombie — le personnel de la CEPAL détaché auprès des groupes consultatifs a collaboré avec le représentant résident du BAT à la mise au point de programmes d'assistance technique dans ces pays. Il en a été de même au Chili et au Mexique.

225. La collaboration avec le Commissaire à l'assistance technique et avec la DOAT a continué d'être étroite et fructueuse. Diverses questions relatives aux aspects administratifs des travaux communs ont été résolues grâce à une décentralisation plus poussée et, pourvu que l'on décentralise le personnel en même temps que les responsabilités, le Secrétariat sera en mesure d'améliorer l'efficacité des projets régionaux d'assistance technique.

226. On a demandé au Secrétariat de faire connaître ses vues sur un certain nombre de rapports établis par des experts de l'assistance technique : il n'a pas manqué de le faire chaque fois que les questions dont il s'agissait relevaient de sa compétence et qu'il disposait du personnel nécessaire à cette fin.

FONDS SPÉCIAL

227. En 1960, on a demandé au Secrétariat de donner son avis sur un nombre de plus en plus considérable de projets du Fonds spécial relatifs à des pays de l'Amérique latine. Dans toute la mesure du possible, le Secrétariat a formulé les observations qui lui étaient demandées. Il est arrivé aussi que des gouvernements sollicitent son concours dans la présentation des demandes adressées au Fonds spécial.

228. En Bolivie, le Groupe consultatif CEPAL/DOAT a collaboré à la préparation de deux projets, l'un relatif à un levé photographique aérien, l'autre à des enquêtes minéralogiques.

C. — Relations avec les institutions spécialisées et d'autres organisations

229. Le Secrétariat a maintenu d'étroites relations avec les institutions spécialisées des Nations Unies et avec d'autres organisations chaque fois qu'il l'a estimé utile. Etant donné que les travaux effectués conjointement avec les institutions spécialisées et d'autres organisations ont déjà été exposés dans le présent rapport, on se bornera ici à les mentionner brièvement.

230. Les institutions spécialisées intéressées à l'exécution du programme d'intégration économique de l'Amérique centrale ont continué à lui prêter leur appui actif. Plusieurs experts de l'OIT, de la FAO, de l'UNESCO, de l'OACI et de l'OMS/OSP se sont occupés de différents aspects du programme pendant la période considérée. L'OIT et la FAO se sont fait représenter à la septième session du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale (Managua, 10 au 13 décembre 1960).

231. L'OIT, l'UNESCO, le CIME et l'OEA ont participé au troisième Groupe mixte de travail des problèmes de la main-d'œuvre qualifiée en Amérique latine, réuni par le Secrétariat en mai 1960.

232. A la suite de cette réunion, le Directeur général de l'OIT a fait savoir au Secrétariat qu'il désignerait des fonctionnaires chargés de collaborer de façon permanente à l'exécution du programme des groupes consultatifs. L'UNESCO est, elle aussi, intéressée à collaborer avec ces groupes, et des dispositions ont été prises dans certains cas déterminés pour organiser cette collaboration.

233. La FAO prend parti activement aux travaux des groupes consultatifs et, en Bolivie, elle a organisé en grande partie son programme d'assistance technique pour répondre aux besoins du Groupe, fournissant à cette fin les services de cinq experts. Elle a également participé aux travaux des groupes consultatifs au Chili et en Colombie.

234. La CEPAL étudie la possibilité de renforcer le personnel qu'elle affecte à la Division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture, en vue de créer une section à son Bureau de Mexico. Comme on l'a déjà indiqué, la Division a soumis deux documents à la Conférence régionale FAO/OEA qui s'est tenue à Mexico en août 1960.

235. L'étude commune sur les tendances de la production et de la consommation de bois a marqué le début d'un nouveau projet CEPAL/FAO. Le Groupe consultatif mixte FAO/CEPAL/DOAT a poursuivi ses travaux en vue d'aider les pays intéressés à développer l'industrie du papier et de la cellulose, et l'on a mené à bien une étude d'ensemble sur l'offre, la demande et le commerce du papier et de la cellulose en Amérique latine.

236. L'UNESCO a collaboré avec le Secrétariat à l'exécution de plusieurs projets communs. On peut citer notamment la mission UNESCO/CEPAL/OEA sur l'enseignement des sciences économiques en Amérique latine, entreprise au cours du deuxième semestre de 1960 ; la réunion du Groupe de travail sur les aspects sociaux du développement économique, organisée sous les auspices de l'UNESCO, de la CEPAL, de la Division des affaires sociales et de la DOAT ; l'organisation de la Conférence sur l'enseignement et le développement économique et social que l'on envisage en principe de tenir en décembre 1961, sous les auspices de l'UNESCO, de la CEPAL, de la Division des affaires sociales et, peut-être, de l'OEA.

237. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement a demandé que le chef de la Section des transports de la CEPAL soit chargé, pendant une brève période, de l'étude d'un projet du Fonds spécial relatif aux transports en Argentine, projet pour lequel la Banque agit en qualité d'organe d'exécution. La Banque prépare certains documents pour le Cycle d'étude de l'énergie électrique en Amérique latine, qui se tiendra prochainement sous les auspices communs de la CEPAL et de la DOAT et sur l'invitation du Gouvernement mexicain.

238. En deux occasions, le Secrétariat a fourni les services d'un conférencier pour les cours organisés par l'Organisation sanitaire panaméricaine et l'Organisation mondiale de la santé sur l'administration et le financement des services urbains d'adduction d'eau (Mexique, novembre 1960, et Brésil, avril 1961).

239. L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a poursuivi sa collaboration avec le Groupe d'étude des ressources hydrauliques et a prêté les services d'un expert en matière d'hydrométéorologie et d'hydrologie.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

240. Le Directeur général de l'AIEA a visité le siège de la CEPAL en novembre 1960 et s'y est entretenu des questions d'intérêt commun. L'Agence a collaboré à la préparation de documents qui seront soumis au Cycle d'étude de l'énergie électrique.

ORGANISATION DES ETATS AMÉRICAINS

241. Pendant la période considérée, l'OEA a prêté son concours à l'exécution de deux projets communs : l'étude CEPAL/OEA sur les investissements étrangers dans la zone latino-américaine de libre-échange et la mission UNESCO/CEPAL/OEA sur l'enseignement des sciences économiques en Amérique latine. En outre, l'OEA a soumis un document et a envoyé un expert à la réunion du Groupe de travail sur les aspects sociaux du développement économique, qui s'est tenue à Mexico en décembre 1960.

242. La Division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture a rédigé deux documents pour la cinquième Conférence régionale de l'OEA sur l'agriculture, tenue en août 1960 à Mexico, en même temps que la sixième Conférence régionale latino-américaine de la FAO.

243. Le Secrétaire exécutif de la CEPAL a représenté le Secrétaire général de l'ONU à la réunion plénière du Comité spécial chargé d'étudier les nouvelles mesures de coopération économique (dit comité des Vingt et un) — organisme relevant de l'OEA —, qui s'est tenue à Bogota en septembre 1960.

244. En novembre 1960 et en mars 1961, des entretiens ont eu lieu auxquels ont participé le Secrétaire exécutif de la CEPAL, le Secrétaire général de l'OEA et le Président de la Banque interaméricaine pour le développement, en vue d'examiner comment les trois organisations pourraient concerter leur action dans cer-

tains domaines. Un rapport sur ces entretiens (E/CN.12/575) a été soumis à la Commission à sa neuvième session.

245. L'Institut interaméricain de statistique continue à prêter un concours précieux au Sous-Comité de coordination des statistiques, relevant du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale. Cet institut a patronné, conjointement avec la CEPAL, le Bureau de statistique de l'ONU et la DOAT, un cycle d'étude des statistiques industrielles, qui s'est tenu au Siège de la CEPAL en octobre 1960. Il collabore activement à l'organisation d'un cycle d'étude des statistiques du commerce extérieur qui se tiendra sous les mêmes auspices en octobre 1961.

246. Le Secrétariat a été représenté à la septième session de la Commission pour l'amélioration des statistiques nationales, tenue sous les auspices de l'IASI, aux fins de convenir des normes minimums pour les recensements économiques de 1963.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

247. Au cours de l'année, le Secrétariat a eu plusieurs consultations avec la Banque interaméricaine de développement (BID) et s'est fait représenter à la première session du Conseil des gouverneurs de la Banque, qui s'est tenue à Rio de Janeiro en avril 1961.

248. Lorsque le Secrétaire exécutif de la CEPAL, le Secrétaire général de l'OEA et le Président de la BID se sont réunis, ils ont discuté des méthodes à suivre pour que la Banque et le Secrétariat agissent de concert dans plusieurs domaines (voir par. 24, ainsi que le document E/CN.12/575).

249. Le Secrétariat collabore aussi avec la BID et l'OEA, en coopération avec l'Université Harvard, à l'exécution d'un programme à long terme en vue de consolider le régime fiscal des pays d'Amérique latine (voir plus haut, par. 111 à 115).

250. Il y a lieu d'espérer que les étroites relations de travail établies avec la Banque interaméricaine de développement donneront de bons résultats dans les domaines d'intérêt commun.

251. En 1960, le Conseil de coopération douanière a prêté au Secrétariat les services d'un expert pour une période de trois mois, dans le but d'aider à préparer les documents destinés à la réunion du Groupe de travail des questions douanières et de donner son avis sur certaines questions relatives à la Nomenclature de Bruxelles.

252. Le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) a participé à la troisième réunion du Groupe de travail de la main-d'œuvre qualifiée en Amérique latine, qui s'est tenue au siège de la CEPAL en mai 1960.

253. L'Organisation des Etats de l'Amérique centrale a continué à collaborer avec le Secrétariat de la CEPAL aux travaux relatifs au Programme d'intégration économique de l'Amérique centrale.

254. Le Secrétariat s'est tenu, comme par le passé, en rapport étroit avec le Comité provisoire de l'Association latino-américaine de libre-échange.

255. Le Secrétariat a été représenté à la dernière session du GATT et a maintenu un contact étroit avec cette organisation.

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET AUTRES ORGANISATIONS

256. Comme par le passé, le Secrétariat a maintenu ses relations avec les organisations non gouvernementales dotées par l'ONU du statut consultatif. On peut citer notamment les rapports de travail qui ont été

maintenus avec le Conseil interaméricain du commerce et de la production (CICEP).

257. Plusieurs organisations non gouvernementales se sont fait représenter à la neuvième session de la Commission.

258. Pour l'étude des questions monétaires et des problèmes relatifs aux crédits et aux paiements, le Secrétariat a bénéficié du précieux concours du Centre d'études monétaires latino-américaines (CEMLA), organisation avec laquelle il a eu de fréquentes consultations. Pour les études sur l'inflation auxquelles le Secrétariat travaille actuellement, il pourra compter sur le même concours. Des fonctionnaires de la CEPAL et du CEMLA ont représenté leurs organisations respectives.

DEUXIÈME PARTIE

NEUVIÈME SESSION DE LA COMMISSION

A. — Participants et organisation des travaux

CHANGEMENT DE LIEU

259. Aux termes de la résolution 169 (VIII), la neuvième session de la Commission devait avoir lieu à Caracas et elle avait été convoquée dans cette ville pour le 2 mai 1961. Le 24 avril, le Ministre des relations extérieures du Venezuela a envoyé au Secrétaire exécutif le câblogramme suivant :

« En raison situation difficile politique interaméricaine des événements récents Antilles, le Venezuela regrette vous faire savoir qu'il considère moment comme non propice pour tenir à Caracas la neuvième session de CEPAL. Malgré les efforts et les travaux accomplis, nous nous voyons contraints de renoncer au choix flatteur qui avait été fait du Venezuela, pour les raisons sus-indiquées. »

260. Dans ces conditions, le Secrétariat a immédiatement demandé au Gouvernement chilien qu'il veuille bien accepter que la neuvième session ait lieu à Santiago, siège de la Commission. En quelques heures, donnant ainsi une nouvelle preuve de son indéfectible appui à la CEPAL, le Gouvernement chilien a marqué son accord, et la neuvième session a pu se tenir à Santiago du 4 au 15 mai 1961.

SÉANCES D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE

261. A la séance d'ouverture, qui a eu lieu à l'hôtel Carrera, S. E. M. Jorge Alessandri Rodríguez, président de la République du Chili²⁸, et M. Philippe de Seynes, sous-secrétaire aux affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies²⁹, ont prononcé des

²⁸ Pour le texte de l'allocution, voir E/CN.12/614.

²⁹ Pour le texte de l'allocution, voir E/CN.12/616.

allocutions. M. Julio Philippi, ministre des affaires économiques du Chili, élu président de la Commission pour sa neuvième session, a également prononcé un discours. M. Enrique Tejera Paris, chef de la délégation du Venezuela, a pris la parole au nom des délégations participantes.

262. A la première séance plénière, tenue le 5 mai, M. Raúl Prebisch, secrétaire exécutif, a fait un exposé³⁰ et M. Roberto Heurtematte, commissaire à l'assistance technique, a lu le texte d'une déclaration de M. Paul G. Hoffman, directeur général du Fonds spécial.

263. Au cours de la séance de clôture, tenue le 15 mai 1961, des discours ont été prononcés par MM. Virgilio Fernández, de la délégation du Venezuela, I. T. M. Pink, chef de la délégation du Royaume-Uni, Germán Monroy Block, chef de la délégation de la Bolivie, Julio Philippi, chef de la délégation du Chili et président de la Commission, et Raúl Prebisch, secrétaire exécutif de la Commission. A l'unanimité, la Commission a voté une adresse de remerciements au Gouvernement chilien pour l'accueil qu'il avait réservé aux délégations ayant participé aux travaux de la neuvième session.

264. La Commission a approuvé à l'unanimité son rapport annuel au Conseil économique et social, qui contient le programme de travail et l'ordre de priorité.

PARTICIPANTS

265. Les pays membres de la Commission qui sont énumérés ci-après se sont fait représenter à la session : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Royaume

³⁰ Pour le texte de l'exposé, voir E/CN.12/617.

des Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Uruguay et Venezuela. La liste des représentants figure à l'annexe I du présent rapport.

266. La Guyane britannique, membre associé de la Commission, s'est en cette qualité fait représenter à la neuvième session. Le Honduras britannique a participé aux travaux, après avoir été admis comme membre associé le 6 mai 1961.

267. Conformément au paragraphe 6 du mandat de la Commission, des représentants des pays ci-après, qui sont Membres de l'Organisation des Nations Unies mais non de la Commission, ont participé à la session à titre consultatif : Autriche, Belgique, Canada, Espagne, Hongrie, Inde, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, République arabe unie, Roumanie, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie (voir annexe I). En application de la résolution 632 (XXII) du Conseil économique et social, la République fédérale d'Allemagne a envoyé un observateur.

POUVOIRS

268. Conformément à l'article 14 du règlement intérieur de la Commission, le Président et les vice-présidents ont fait connaître, à la séance plénière du 13 mai, qu'ils avaient examiné les pouvoirs des représentants à la neuvième session, tels qu'ils avaient été présentés au Secrétaire exécutif, et les avaient trouvés en bonne et due forme.

ORGANISATION DES TRAVAUX

Election du Bureau

269. A sa séance d'ouverture, le 4 mai 1961, la Commission a élu le Bureau suivant :

Président : M. Julio Philippi (Chili) ;

Premier vice-président : M. Plácido García Reynoso (Mexique) ;

Deuxième vice-président : M. João Batista Pinheiro (Brésil) ;

Rapporteur : M. Manuel Seoane (Pérou).

Comités

270. A la séance plénière du 6 mai, la Commission a décidé de créer trois comités. On trouvera plus loin la répartition des points de l'ordre du jour et des documents de travail (voir par. 275) entre les comités, avec l'indication du bureau élu pour chacun d'eux par la Commission :

COMITÉ I (Développement économique et social)

Président : M. Enrique Tejera Paris (Venezuela) ;

Vice-président : M. Miguel Alvaro Ozorio de Almeyda (Brésil) ;

Rapporteur : M. Germánico Salgado (Equateur).

Points de l'ordre du jour examinés : 6, 8, 9, 10 et 11.

COMITÉ II (Agriculture)

Président : M. Francisco Aquino (Salvador) ;

Vice-président : M. Carlos S. Vailati (Argentine) ;

Rapporteur : M. Germán Monroy Block (Bolivie).

Point de l'ordre du jour examiné : 12.

COMITÉ III (Questions générales)

Président : M. C. D. Kroon (Royaume des Pays-Bas) ;

Rapporteur : M. Gustavo A. Guerrero (Nicaragua).

Points de l'ordre du jour examinés : 4a, 13, 14, 15.

271. En même temps que la Commission tenait sa neuvième session, le Comité du commerce a tenu sa troisième session³¹. Les résolutions adoptées sont reproduites à l'annexe II du présent rapport.

272. A sa quatrième séance plénière, le 6 mai 1961, la Commission, au cours de l'examen du point 5 de l'ordre du jour, relatif à la demande d'admission du Honduras britannique au statut de membre associé, a constitué un groupe spécial de travail chargé d'examiner un projet de résolution présenté à ce sujet. En faisaient partie les représentants du Brésil, du Chili, du Salvador et du Venezuela.

273. Le 9 mai 1961, le Comité II (Agriculture) et le Comité du commerce de la Commission, qui tenait sa troisième session, ont tenu séance conjointement pour examiner les problèmes agricoles, en fonction du projet d'établissement d'un marché commun latino-américain.

274. Le 11 mai 1961, le Comité I (Développement économique et social) et le Comité III (Questions générales) ont tenu une séance commune pour examiner les problèmes relatifs à l'assistance technique et à la décentralisation administrative.

B. — Ordre du jour

275. A la séance d'ouverture, le 4 mai 1961, la Commission a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Discours d'ouverture.
2. Election du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Amendements à apporter au règlement intérieur de la Commission :
 - a) Proposition du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique tendant à ajouter un article au règlement intérieur de la Commission ;
 - b) Suggestions du Secrétariat ayant pour objet d'uniformiser les textes anglais, espagnol et français du règlement intérieur de la Commission.

Documents :

Proposition tendant à ajouter un article au règlement intérieur de la Commission (note du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, précédée d'une note du Secrétariat) [E/CN.12/577] ;

Suggestions du Secrétariat ayant pour objet de rendre uniformes les textes anglais, espagnol et français du règlement intérieur (E/CN.12/576).

³¹ Voir le rapport de ce comité (E/CN.12/C.1/19).

5. Demande d'admission du Honduras britannique au statut de membre associé de la Commission.

Document :

Demande d'admission du Honduras britannique au statut de membre associé de la Commission. Question proposée par le Royaume-Uni (communication du Gouvernement du Royaume-Uni, précédée d'une note du Secrétariat) [E/CN.12/581].

6. Tendances actuelles et perspectives de l'économie.

Documents :

Estudio Económico de América Latina (E/CN.12/565 et Add.1) ;

Boletín Económico de América Latina, vol. VI, n° 1, « El falso dilema entre desarrollo económico y estabilidad monetaria », par Raúl Prebisch (tirages à part du *Boletín*, vol. VI, n° 1) ;

« Inflación y crecimiento : resumen de la experiencia en América Latina » (E/CN.12/563) ;

« Comparación de precios y paridad de poder adquisitivo de la moneda en algunos países latinoamericanos » (E/CN.12/589) ;

Boletín Económico de América Latina, Suplemento Estadístico, n° spécial, nov. 1960.

7. Intégration économique de l'Amérique latine, examen et adoption du rapport sur les travaux de la troisième session du Comité du commerce.

Document :

Rapport sur les travaux de la troisième session du Comité du commerce (E/CN.12/C.1/19).

8. Développement économique et social :

a) Politique économique et taux de croissance ;

b) Aspects sociaux du développement ;

c) Développement des moyens d'information (point proposé par l'UNESCO).

Documents :

« Desarrollo económico, planeamiento y cooperación internacional en América Latina » (E/CN.12/582) ;

« Tendencias de la población en América Latina en relación con la política económica y social » (E/CN.12/583) ;

« Estudio preliminar de la situación demográfica en América Latina » (E/CN.12/604) ;

« La experiencia de los Grupos Asesores y los problemas prácticos de la programación del desarrollo económico » (E/CN.12/584) ;

« El desarrollo económico de Honduras (Resumen y conclusiones) » (E/CN.12/585) ;

« Los aspectos sociales del desarrollo económico en América Latina », rapport du Groupe de travail qui s'est réuni à Mexico en décembre 1960 (tirage à part du *Boletín*, vol. VI, n° 1) ;

« Las relaciones entre las instituciones sociales y económicas. Un modelo teórico para América Latina », par José Medina Echavarría (tirage à part du *Boletín*, vol. VI, n° 1) ;

« Resumen del informe de la reunión de expertos sobre el desarrollo de los medios de información organizada por la UNESCO en Santiago de Chile » (document envoyé par l'UNESCO).

Document de référence :

« El desarrollo de la economía venezolana en el último decenio » (article reproduit du *Boletín*, vol. V, n° 1).

9. Développement économique et intégration de l'Amérique centrale.

Documents :

Informe del Comité de Cooperación Económica del Istmo Centroamericano (3 sept. 1959-13 déc. 1960) [E/CN.12/552-E/CN.12/CCE/224], publication des Nations Unies, n° de vente : 60.II.G.7 ;

« La integración y el desarrollo económico del Istmo Centroamericano » (E/CN.12/586) ;

Los recursos humanos de Centroamérica, Panamá y México 1950-1980 (E/CN.12/548-TAO/LAT/22), publication des Nations Unies, n° de vente : 60.XIII.1.

10. Activités en matière d'assistance technique et de préinvestissement en Amérique latine.

a) Activités d'assistance technique ;

b) Aide du Fonds spécial des Nations Unies dans le domaine du préinvestissement.

Documents :

Assistance technique fournie en 1960 aux pays et aux territoires appartenant à la région de la CEPAL au titre du programme élargi et du programme ordinaire. Document d'information établi par le secrétariat du Bureau de l'assistance technique (E/CN.12/553) ;

« Informe sobre el Programa Conjunto CEPAL/DOAT de Capacitación en materia de desarrollo económico » (E/CN.12/588) ;

« La enseñanza de la economía en América Latina ». Rapport de la mission UNESCO/CEPAL/OEA, avec une note du Secrétariat (E/CN.12/546/Rev.1) ;

Activités du Fonds spécial des Nations Unies en Amérique latine. Document d'information établi par le Fonds spécial et précédé d'une note du Secrétariat (E/CN.12/571).

11. Développement de l'industrie, de l'énergie et des ressources hydrauliques.

Documents :

Chapitre consacré à l'industrie dans *Estudio Económico de América Latina 1960* (E/CN.12/565/Add.1) ;

« Algunas características del desarrollo industrial latinoamericano en el período 1950-1960 » (E/CN.12/602) ;

« El papel y la celulosa en América Latina : situación actual y tendencias futuras de su demanda, producción e intercambio » (E/CN.12/570-FAO/ETAP/1346-TAO/LAT/30) ;

« Inventario de la industria latinoamericana ». Rapport préliminaire sur les industries métallurgiques, mécaniques et électromécaniques (E/CN.12/590) ;

« El mercado latinoamericano de productos químicos » (E/CN.12/591) ;

« Necesidades de material ferroviario y régimen de su importación en algunos países de América Latina » (E/CN.12/547) ;

« Seminario sobre estadísticas industriales : resumen de debates y conclusiones », avec une note du Secrétariat (E/CN.12/561) ;

« Estado actual y evolución reciente de la industria de la energía eléctrica en América Latina » (E/CN.12/560) ;

« La expansión del sector eléctrico en América Latina », avec une note du Secrétariat (E/CN.12/603) ;

« Los recursos hidráulicos de Venezuela » (résumé) [E/CN.12/562].

Documents de référence :

Los recursos hidráulicos y su aprovechamiento en América Latina, I. Chili (E/CN.12/501/Add.1), publication

des Nations Unies, n° de vente : 60.II.G.4 ; II. Venezuela (E/CN.12/593).

12. Problèmes économiques de l'agriculture (en collaboration avec la FAO) :

- a) Situation actuelle et perspectives ;
- b) Problèmes et politique de développement de l'agriculture ;
- c) L'élevage.

Documents :

Chapitre consacré à l'agriculture dans *Estudio Económico de América Latina 1960* (E/CN.12/565/Add.1) ;

« Una política agrícola para acelerar el desarrollo económico de América Latina » (E/CN.12/592) ;

« El papel de la agricultura en los acuerdos latino-americanos para la formación de mercados comunes o de zonas de libre comercio » (E/CN.12/551) ;

« La situación de la caficultura en las zonas productoras de América Latina » (E/CN.12/595) ;

« La industria del café en São Paulo » (tirage à part du *Boletín*, vol. V, n° 2), avec une note du Secrétariat (E/CN.12/578) ;

Nueva orientación de las actividades de la División Agrícola Conjunta CEPAL/FAO en materia de café (E/CN.12/596) ;

Estado y perspectivas de la ganadería mexicana (E/CN.12/557) ;

Estado y perspectivas de la ganadería venezolana (E/CN.12/558) ;

Estado y perspectivas de la ganadería brasileña. Informe preliminar (E/CN.12/559) ;

Estado y perspectivas de la ganadería uruguaya (E/CN.12/594).

Document de référence :

El café en América Latina. II, Brasil. Estado de São Paulo (E/CN.12/545 et Add.1), publication des Nations Unies, n° de vente : 60.II.G.6 (1^{re} et 2^e parties).

13. Coordination avec l'Organisation des Etats américains.

Documents :

« Acta de la primera reunión de trabajo del Comité ad hoc de Cooperación de la Organización de Estados americanos (OEA), el Banco interamericano de Desarrollo (BID) y la Comisión Económica para América Latina (CEPAL) », avec une note du Secrétaire exécutif (E/CN.12/601) ;

« Informe conjunto sobre la coordinación y la cooperación entre la Secretaría de la Comisión Económica para América Latina y la Secretaría de la Organización de Estados Americanos » (E/CN.12/575).

14. Immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili.

Document :

« Informe de la Secretaría sobre el edificio de las Naciones Unidas en Santiago de Chile » (E/CN.12/574).

15. Programme de travail et ordre de priorité :

- a) Programme de travail et ordre de priorité pour 1961-1962 ;
- b) Résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social intéressant la Commission ;
- c) Décentralisation des activités économiques et sociales des Nations Unies et renforcement des commissions économiques régionales ;
- d) Contrôle et réduction de la documentation.

Documents :

« Proyecto de programa de trabajo y orden de prelación 1961-1962 » (E/CN.12/598) ;

Le programme de travail : Perspectives pour les cinq années 1960-1964, avec une note du Secrétariat (E/CN.12/579).

« Nota de la Secretaría acerca de las resoluciones de la Asamblea General y del Consejo Económico y Social que interesan a la Comisión » (E/CN.12/566)³² ;

« Descentralización de las actividades económicas y sociales de las Naciones Unidas y el robustecimiento de las comisiones económicas regionales ». Note du Secrétaire général de l'ONU (E/CN.12/564) et note du Secrétaire exécutif de la CEPAL (E/CN.12/599) ;

Déclaration faite par M. Philippe de Seynes, sous-secrétaire aux affaires économiques et sociales, au cours de l'examen du projet de résolution relatif à la décentralisation des activités économiques et sociales des Nations Unies et au renforcement des commissions économiques régionales (E/CN.12/572) ;

« Control y reducción de la documentación ». Note du Secrétariat (E/CN.12/600).

16. Examen et adoption du rapport annuel de la Commission au Conseil économique et social.

17. Lieu et date de la dixième session.

C. — Résumé des débats

INTRODUCTION

276. Le ralentissement du rythme de l'activité économique et, dans certains cas, l'arrêt du processus de développement, déjà observé à la dernière session de la Commission, ont continué de caractériser le comportement des économies latino-américaines au cours des deux dernières années. Par contraste avec ces réalités, on a enregistré une augmentation ininterrompue des besoins économiques de ces pays et l'intensification des aspirations des populations, qui poussent au relèvement du niveau du développement. Ces aspirations se sont traduites dans tous les débats de la Commission.

277. On a pu constater que, bien que le rythme du développement ait été insuffisamment rapide et que, par conséquent, les problèmes aient gagné en acuité, l'évolution de certains facteurs avait créé certaines conditions propres à en faciliter la solution. D'une part, on se rend de mieux en mieux compte de la nature des problèmes et des mesures qu'il faut prendre pour les aborder avec succès. D'autre part, les gouvernements latino-américains se montrent de plus en plus disposés à assurer le rôle qui leur revient dans l'accélération du développement économique. Au surplus, les réalisations en matière d'intégration régionale effectuées en 1959 et 1960 ont ouvert de nouvelles perspectives pour l'expansion économique des pays d'Amérique latine. Sur le plan international, les accords intervenus récemment entre la CEPAL, l'OEA et la BID permettent de prévoir la fourniture de services consultatifs techniques plus étendus et plus effectifs, en raison des avantages qu'offre la coordination et le groupement des ressources.

³² Voir le document d'information n° 1.

278. Dans ses travaux, la Commission a mis davantage l'accent sur la nécessité de mettre au point des programmes et des moyens d'action concrets, qui permettront à l'Amérique latine de donner une impulsion nouvelle à son développement économique. Mais l'élément le plus important de cette orientation nouvelle est la reconnaissance — maintes fois soulignée à cette session — des possibilités propres des pays latino-américains d'aborder et de résoudre les problèmes de leur développement économique et social par des transformations fondamentales de la structure économique. C'est pourquoi la Commission a accordé une attention spéciale, dans ses délibérations, à la nécessité urgente, pour les pays, de s'attaquer aux causes structurelles de l'inflation, de modifier comme il convient les régimes fiscaux et de hâter la réforme agraire.

279. Le problème de l'inflation et les dommages qu'elle a causés dans de nombreuses économies de l'Amérique latine sont à la source de nombreuses difficultés. Le développement étayé par la stabilité doit être un des piliers de la politique économique ; mais on peut affirmer, tout aussi certainement, à la lumière de l'expérience des dernières décennies, qu'une politique de stabilité ne suffit pas à assurer le relèvement du niveau de vie. Une politique anti-inflationniste ne peut se borner exclusivement à contenir les hausses de prix et à équilibrer la balance des paiements par des méthodes dont la nature même ne permet pas de s'attaquer aux causes réelles et profondes de l'instabilité. Il faut s'attaquer à fond à ces causes, c'est-à-dire procéder à d'inéluctables transformations radicales de structure.

280. On avait déjà constaté, lors des sessions antérieures, l'intérêt que les pays membres montrent pour la planification et pour les possibilités qu'elle offre d'atteindre des taux élevés de développement économique. A la neuvième session, cet intérêt est devenu une conviction qui s'est traduite par une attitude nouvelle devant la planification : elle n'est plus désormais une notion théorique, mais vient s'intégrer pleinement dans la politique économique. Peu de pays ont élaboré et mis en route de véritables plans de développement économique et créé les moyens et organismes administratifs nécessaires à leur exécution, mais presque tous reconnaissent que la solution de problèmes tels que la vulnérabilité extérieure, la stabilité économique et l'expansion du commerce régional est intimement liée à l'action ou à l'inaction en matière de planification du développement.

281. La Commission a reconnu la pénurie de ressources techniques et de personnel qualifié capable de se charger de la planification dans les divers pays, ainsi que la nécessité d'y remédier dans les plus brefs délais.

282. A cet effet, la Commission a recommandé à l'unanimité la création d'un institut autonome de planification du développement économique qui, agissant selon les directives et sous les auspices de la CEPAL et avec l'appui du Fonds spécial, se chargerait de l'assistance consultative aux gouvernements, de la formation de personnel spécialisé et des recherches fondamentales. C'est là sans doute la plus importante de toutes les décisions qui ont été prises. Avec des ressources suffisantes

et une orientation adéquate, elle permettra d'accroître de façon décisive les possibilités d'une programmation et d'une planification coordonnées au niveau général, et d'améliorer sensiblement les moyens administratifs d'exécution.

283. Les aspects économiques et sociaux constituent un tout indivisible dont les éléments se conditionnent les uns les autres et, ce faisant, influent sur l'efficacité de la politique de développement, tant à l'échelon national que sur le plan régional. Les programmes de politique économique et sociale sont dès lors inséparables et doivent faire partie intégrante de la planification du développement. Ainsi, en matière de réforme agraire, par exemple, l'expansion de l'activité économique — sérieusement limitée par la lenteur du développement de l'agriculture — dépend, en général, d'une transformation radicale du régime de tenure des terres.

284. L'élan pris par les mouvements multilatéraux d'intégration économique, ainsi que la conclusion et la mise en application, au cours des deux dernières années, d'accords concrets entre certains pays, modifient la nature des problèmes économiques de l'Amérique latine et la manière traditionnelle de les envisager. Du fait de ces accords, des pays dont le développement s'était orienté principalement vers l'extérieur ont créé des possibilités nouvelles de croissance, cette fois-ci à l'intérieur de la région géographique dont ils font partie. Cette orientation, et les nouvelles conditions de concurrence, de marché et d'investissement qu'elle entraîne, obligent à adapter les objectifs de la planification nationale du développement de manière à les rendre compatibles avec les buts de l'intégration régionale. En matière de développement industriel, les conditions nouvelles élargissent les possibilités d'expansion grâce à une spécialisation des différentes branches d'activité se complétant les unes les autres. Même dans l'agriculture, où se posent les problèmes les plus complexes, l'intégration régionale offre la possibilité de tirer ce secteur de sa stagnation séculaire.

285. En matière d'intégration économique régionale, la Commission a analysé les principaux faits survenus depuis sa dernière session. Au cours de cette période, la conclusion du Traité de Montevideo a permis de créer l'Association latino-américaine de libre-échange. Le Traité de Montevideo reprend, pour l'essentiel, les principes généraux établis par la Commission et il constitue un premier pas vers la formation du marché commun, l'élargissement de son domaine géographique et, avec le temps, vers son perfectionnement.

286. De leur côté, les gouvernements des pays d'Amérique centrale ont poursuivi l'exécution de leurs programmes d'intégration économique, et, en décembre 1960, ils ont mis au point les instruments juridiques relatifs à la constitution du marché commun centre-américain, la création d'une banque d'intégration économique qui entrera en activité en 1961, et l'adoption d'une série de mesures tendant à favoriser le développement économique et la spécialisation industrielle.

287. La Commission a examiné les problèmes touchant la coordination des programmes d'intégration déjà en cours sur le continent américain, et elle a souligné

qu'il convenait que, dans un proche avenir, les pays intéressés abordent l'étude des liens qui pourraient s'établir entre eux.

288. A présent que l'on a adopté des instruments juridiques d'intégration économique régionale de l'Amérique latine, il devient nécessaire — ce qui pose un problème quelque peu différent — de favoriser les relations commerciales de l'Amérique latine avec d'autres pays ou groupes de pays. Certaines des républiques les plus industrialisées d'Amérique latine sont parvenues à réduire à un minimum la part de leurs importations grâce à un processus intensif de substitution. Dans ces conditions, la conclusion d'accords d'intégration régionale en Amérique latine offre d'importantes possibilités de croissance économique. D'autre part, il est certain que les importations en provenance des pays extérieurs à la région continueront d'augmenter, du moins pour ce qui est de certains biens d'équipement et articles spéciaux.

289. Il devient donc nécessaire d'essayer de développer les exportations vers les pays extérieurs à la région latino-américaine. Quant à la nature et à l'étendue de ce processus, il n'est pas possible de les déterminer pour le moment. Ce qui en revanche apparaît clairement, c'est qu'il faudra veiller à ce qu'il demeure compatible avec les exigences du développement économique de l'Amérique latine. Par ailleurs, il est clair que le développement des exportations devra reposer sur une modification de leur structure, dans le sens d'une augmentation de la proportion des produits manufacturés.

290. Reconnaisant l'importance des problèmes signalés ci-dessus, la Commission a fait sien l'intérêt manifesté par certains pays membres pour une analyse éventuelle des possibilités d'expansion de leur commerce, tant avec les centres industriels les plus développés qu'avec les pays qui, dans d'autres régions du monde, en sont au début de leur développement.

1. — DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

a) *Institut latino-américain de planification du développement économique*

291. Au cours de l'examen que la Commission a fait des problèmes du développement économique et social de l'Amérique latine, il est apparu que l'un des plus importants de ces problèmes tenait au fait que les divers pays manquent des ressources techniques et du personnel qualifié nécessaires à la planification. On a pris note avec satisfaction des services que la CEPAL a, en collaboration avec la DOAT, rendus dans ce domaine grâce au programme de groupes consultatifs, mais on a souligné la disparité qui existe entre les besoins et les ressources disponibles.

292. Ces considérations ont conduit la Commission à recommander, en même temps que l'élargissement de ces activités de formation et d'assistance consultative en matière de planification, la création d'un institut autonome de planification du développement économique, placé sous la haute direction et sous les auspices de la CEPAL. La Commission a recommandé au Secrétaire

exécutif d'organiser, en consultation avec le Directeur général du Fonds spécial, l'établissement de cet institut de manière que celui-ci soit compétent pour recevoir et administrer des fonds provenant de sources autres que les gouvernements latino-américains et le Fonds spécial.

293. L'Institut latino-américain de planification du développement économique aurait pour but de former un cadre permanent d'experts en matière de planification, grâce auquel on organiserait et exécuterait des programmes sensiblement élargis d'assistance consultative aux gouvernements, de formation professionnelle et d'amélioration des techniques en la matière. La Commission a exprimé l'espoir que le Fonds spécial accueillerait promptement et favorablement les demandes d'appui financier que les gouvernements des pays d'Amérique latine lui présenteraient pour ce projet, et que cet organisme finirait par être géré et dirigé par les gouvernements eux-mêmes [voir la résolution 199 (IX)].

b) *Planification du développement économique*

294. Les délibérations de la Commission sur le développement économique et social se sont caractérisées par l'accent qui a été mis sur la nécessité de la planification en tant qu'instrument efficace pour accélérer le développement de l'Amérique latine. C'est là la seule façon de surmonter dans un délai raisonnable les obstacles qui s'opposent à ce développement. En l'orientant et en le stimulant sur la base d'une action gouvernementale qui conjugât les efforts publics et privés dans l'exécution de plans rationnels, en fixant des objectifs concrets et complémentaires entre ces plans, ainsi que des ordres de priorité élaborés avec soin, il serait possible d'obtenir des taux d'accroissement plus élevés.

295. La Commission a examiné le rôle que la planification doit jouer dans chaque pays. Pour réussir, la planification doit se concevoir et s'exécuter comme un processus où ne participent pas seulement des éléments spécialisés, mais également divers groupes économiques de la collectivité, et, plus spécialement, le secteur du travail. On s'est accordé à reconnaître que les objectifs de la planification ne peuvent être atteints que si l'on dispose de l'appui large et ferme de l'opinion publique et si la planification devient un véritable instrument permettant de concrétiser un effort commun orienté vers un plus haut niveau de développement économique. Conformément à ces vues, la Commission a recommandé au Secrétariat d'envisager comment il pourrait, en collaboration avec l'OIT et les organismes internationaux compétents, organiser des cours de formation ouvrière sur les problèmes du développement économique et social, ainsi que de faire participer le secteur du travail à ces cycles d'étude et à ses réunions techniques.

296. On a fait ressortir que si la planification économique devait être élaborée en fonction de buts précis à atteindre, elle devait aussi être étroitement liée aux problèmes fondamentaux auxquels se heurtent les pays, prévoir les mesures propres à les résoudre et évaluer avec circonspection la viabilité des projets envisagés. Dans le cadre de cette conception éminemment pratique, il devient clair que l'augmentation des revenus, la stabilité monétaire et la diminution de la vulnérabilité exté-

rière ne peuvent être obtenues que par l'exécution de programmes de développement. Pour donner de bons résultats, ces programmes doivent comporter des modifications fondamentales de la structure et des cadres institutionnels de l'économie. La réforme agraire et la réforme fiscale sont les plus importantes de ces modifications. On a indiqué, dans une autre partie du présent rapport, que la stagnation à long terme de l'agriculture latino-américaine avait son origine dans les graves défauts qui caractérisent le système de tenure des terres et les conditions du travail agricole, et que les systèmes actuels d'imposition, en général, freinaient dangereusement la formation de capital interne et maintenaient une structure inadéquate de la répartition des revenus entre les diverses couches de la population. Il est donc évident que la structure agraire comme le régime fiscal doivent subir des transformations profondes et que les gouvernements doivent tous, à quelques exceptions près, s'attacher activement et énergiquement à les exécuter s'ils veulent atteindre les buts du développement. D'autre part, il est évident aussi que ces réformes ne doivent pas être considérées isolément, mais être rattachées à des objectifs plus généraux et s'intégrer dans un ensemble plus vaste de mesures de politique économique.

297. La Commission a examiné avec une attention particulière les divers moyens de développer et de renforcer les mécanismes de planification, compte tenu des conditions existant dans les pays membres. On a souligné que l'un des problèmes que pose la planification consiste à assurer un degré suffisant de compatibilité entre les objectifs fixés pour l'ensemble de l'économie et ceux qui sont assignés à chaque secteur. On a recommandé que, vu l'importance de ces problèmes et l'utilité d'un échange et d'un examen comparatif des expériences nationales respectives, le Secrétariat organise à cette fin des réunions techniques régionales et poursuive les études qu'il a déjà entreprises sur les méthodes de planification et l'expérience acquise en la matière. Les résultats obtenus dans d'autres régions du monde peuvent aussi être utiles.

298. Sur les questions précédentes, la Commission a adopté les résolutions intitulées « Méthodes de planification et expérience dans ce domaine » [184 (IX)], « Cycles d'étude et réunions techniques régionaux de planification » [185 (IX)], « Décentralisation des rouages de l'administration » [190 (IX)] et « Formation ouvrière concernant les problèmes du développement économique et social » [191 (IX)].

c) Planification économique et intégration régionale

299. Lors de l'examen des problèmes que pose la planification économique, divers pays — notamment ceux qui font partie de l'Association latino-américaine de libre-échange — ont signalé que les accords d'intégration régionale déjà conclus et en vigueur créaient un ensemble de conditions nouvelles du point de vue du marché, de la concurrence et des possibilités d'expansion de l'activité productrice. En raison de ces conditions nouvelles, les pays seraient certainement amenés à élaborer et exécuter leurs plans et politiques de développement économique en tenant compte des objectifs des accords conclus entre certains d'entre eux. En outre,

pour réaliser pleinement l'intégration régionale, il faudrait qu'il y ait une certaine coordination, à l'échelon régional, entre les plans nationaux de développement pour favoriser la réadaptation, la spécialisation et l'expansion harmonieuses de l'activité économique.

300. L'une des principales caractéristiques du programme d'intégration économique qu'exécutent les pays d'Amérique centrale réside justement en ceci qu'il tend à devenir — comme on l'a voulu dès le début — un programme général de développement économique intégré. C'est pourquoi les gouvernements de ces pays ne cherchent pas seulement à créer un marché commun, mais aussi à adopter de concert des mesures conjuguées et coordonnées dans beaucoup d'autres domaines de l'économie, par exemple en ce qui concerne la création d'industries et la spécialisation industrielle, le financement et la construction d'un réseau régional de travaux d'infrastructure.

301. La Commission a décidé de recommander au Secrétariat d'examiner, sur la demande des gouvernements parties au Traité de Montevideo et aux accords centre-américains d'intégration, les problèmes auxquels ceux-ci pourraient se heurter du fait d'une incompatibilité entre les objectifs de leurs propres programmes et politiques de développement et les objectifs des accords d'intégration auxquels ils sont parties. La Commission a également prié le Secrétariat d'aider lesdits gouvernements à coordonner leurs programmes de développement et les objectifs de ces traités.

302. La Commission a adopté sur cette question la résolution 208 (IX) intitulée « Intégration régionale ».

d) Aspects sociaux du développement

303. Dans l'analyse des problèmes du développement, il n'est pas possible de séparer les aspects sociaux des aspects économiques, car il existe entre eux des liens importants et nombreux. On peut même dire que les aspects sociaux ne présentent pas seulement un intérêt du point de vue de la répartition des richesses et des revenus, mais aussi du point de vue des problèmes, possibilités et limitations existant dans les domaines de la production, ainsi que du rendement et du niveau technique des activités productives. C'est précisément à cause de cette interdépendance que la Commission attache une importance particulière aux aspects sociaux du développement.

304. Cependant, la Commission n'a pas réussi, en l'occurrence, à déterminer avec précision le type de mesures concrètes que les pays latino-américains devraient adopter pour résoudre les problèmes sociaux auxquels ils se heurtent et pour intégrer ces mesures dans les programmes de développement économique qu'ils mettent en œuvre. Cette impuissance reflète bien la situation que révèle une connaissance objective de la réalité sociale latino-américaine et des liens qui existent entre elle et le système économique. Aussi la Commission s'est-elle attachée à identifier certains des problèmes sociaux les plus importants afin d'orienter les vastes efforts qu'il faudra entreprendre, dans le domaine de l'étude et de la recherche, pour faciliter la formulation

et l'adoption de mesures concrètes permettant de les résoudre.

305. Les principales directives ainsi posées sont d'ordre général et ont trait aux travaux que le Secrétariat devra effectuer conjointement avec d'autres organismes internationaux pour préciser les liens existant entre les aspects économiques et les aspects sociaux du développement. La Commission a recommandé également au Secrétariat d'organiser — toujours avec la collaboration de ces organismes — des réunions techniques afin de stimuler l'échange de données d'expérience entre les pays et d'examiner et évaluer les résultats de ces études.

306. Dans les domaines plus particuliers, la Commission a recommandé d'intensifier les études sur les problèmes démographiques et sur l'évaluation des ressources humaines dans l'économie. Les premières devraient porter principalement sur la répartition de la population entre les zones rurales et les zones urbaines et sur les migrations internes. Les dernières devraient analyser la structure de la main-d'œuvre, les besoins en personnel qualifié dans chaque secteur de l'économie, ainsi que la productivité et les rémunérations de la main-d'œuvre par branche d'activité économique. La Commission a aussi attaché une importance particulière à l'étude approfondie des problèmes de l'enseignement et de leurs rapports avec le développement économique et social.

307. La Commission a recommandé que des experts des questions du travail associés au mouvement ouvrier participent aux cycles d'études et réunions chargés d'étudier les aspects sociaux du développement. En formulant cette recommandation, la Commission a tenu compte du fait que les experts de la classe ouvrière organisée sont en mesure de contribuer à ces études et d'appuyer les programmes nationaux qui peuvent en découler.

308. Sur ce point de l'ordre du jour, la Commission a adopté les résolutions 187 (IX) [Problèmes démographiques], 188 (IX) [Aspects sociaux du développement], 189 (IX) [Problèmes sociaux de l'Amérique latine], 192 (IX) [Expansion et amélioration de l'enseignement], 200 (IX) [Répercussions du progrès scientifique sur le développement économique et social de l'Amérique latine], 206 (IX) [Etude et évaluation intégrale des ressources humaines dans l'économie] et 209 (IX) [Experts des questions du travail].

e) Politique fiscale

309. Au cours des délibérations sur cette question, on a pu constater que les pays d'Amérique latine avaient tendance à reviser et à adapter leurs régimes fiscaux pour les utiliser comme des instruments de politique fiscale et économique permettant d'accroître les ressources nationales destinées à promouvoir à bref délai une intense formation de capital dans les principaux secteurs de l'économie. En outre, le régime fiscal peut devenir un instrument précieux dans le cadre d'une politique tendant à augmenter la productivité de l'économie et à assurer une meilleure répartition du revenu national.

310. La Commission a pris note avec satisfaction des travaux préparatoires que le Secrétariat a effectués dans ce domaine, conjointement avec l'OEA, la BID et la Faculté de droit de l'Université de Harvard, en vue des cycles d'études qui seront tenus en 1961 et dans le courant de 1962. A ce sujet, on a souligné que les travaux de réforme fiscale — y compris ceux qui viennent d'être mentionnés — devront, en Amérique latine, porter sur l'élaboration d'une politique fiscale de développement économique ainsi que sur toutes les questions ayant trait à une administration efficace de cette politique. La Commission a adopté à ce sujet la résolution 186 (IX).

f) Enseignement des sciences économiques en Amérique latine

311. La Commission a pris connaissance du document que l'UNESCO, la CEPAL et l'OEA ont présenté conjointement sur cette question. Etant donné que les pays d'Amérique latine se livrent à un effort d'intensification et de programmation de leur développement économique et qu'il y a pénurie de personnel qualifié pour exécuter les tâches nécessaires, la Commission a décidé d'adopter des recommandations tendant à améliorer l'enseignement des sciences économiques en Amérique latine. C'est pourquoi elle a adopté la résolution 193 (IX) qui vise à conjuguer, aux fins susmentionnées, les efforts des gouvernements, des universités et des organismes internationaux.

g) Statistique

312. Il est indispensable d'élargir et d'améliorer les statistiques si l'on veut mener à bien la planification économique et les programmes d'intégration régionale. Il importe tout spécialement d'améliorer à bref délai les systèmes de comptabilité nationale. D'autre part, en ce qui concerne les besoins statistiques des programmes d'intégration, la Commission a estimé qu'il serait extrêmement utile d'étudier les prix comparés et le pouvoir d'achat des monnaies pour pouvoir effectuer, notamment, des recherches sur les éléments déterminants des différences constatées dans la structure des prix et une comparaison des données latino-américaines avec celles des autres parties du monde.

313. Pour développer et améliorer les systèmes de comptabilité nationale, la Commission a demandé au Secrétariat de fournir, en coopération avec le Bureau de statistique de l'ONU et l'Institut interaméricain de statistique, une aide aux pays par l'intermédiaire des groupes consultatifs en matière de statistique. Elle a également recommandé au Secrétariat de fournir, conjointement avec les organismes précités, une assistance technique pour faciliter l'exécution, dans les divers pays, d'enquêtes périodiques par sondage, en vue de déterminer les conditions économiques et sociales des ménages.

314. La Commission a recommandé que le Secrétariat complète l'étude des prix comparés et du pouvoir d'achat des monnaies qu'il a entreprise dans certains pays, et l'étende à d'autres pays d'Amérique latine.

315. Les décisions et recommandations de la Com-

mission sur ce point figurent dans ses résolutions 196 (IX) [Statistique] et 197 (IX) [Prix comparés et pouvoir d'achat des monnaies].

h) *Développement des moyens d'information en Amérique latine*

316. A la demande de l'UNESCO, un point relatif au développement des moyens d'information — le point 8, c — a été inscrit à l'ordre du jour de la neuvième session. La Commission a pris acte des travaux de l'UNESCO dans ce domaine et des résultats d'une réunion d'experts qui s'est tenue récemment à Santiago (Chili). Elle a en outre entendu un exposé détaillé du Sous-Secrétaire général à l'information de l'ONU sur cette question et sur la manière dont les services de l'Organisation s'efforcent de la résoudre. La Commission a adopté la résolution 198 (IX) par laquelle elle recommande, notamment, au Secrétariat de diffuser le plus largement possible ses études touchant les moyens d'information et de mettre les autres régions du monde au courant de la situation économique en Amérique latine.

2. — INTÉGRATION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

317. En dehors de la discussion générale qui a eu lieu à la Commission et qui est analysée ci-après, les aspects les plus concrets de cette question et les problèmes techniques que pose un marché commun latino-américain ont été examinés par le Comité du commerce. La Commission a approuvé le rapport dudit comité (E/CN.12/C.1/19) par sa résolution 214 (IX). Le Comité a adopté les résolutions 11 (III) [Coopération économique multilatérale], 12 (III) [Politique douanière], 13 (III) [Questions douanières], 14 (III) [Cours de spécialisation en politique commerciale], 15 (III) [Transports] et 16 (III) [Développement du tourisme]. (Voir les textes respectifs à l'annexe II du présent rapport.)

318. La formation du marché commun latino-américain a fait de grands progrès depuis la huitième session de la Commission. Les pays de l'Association latino-américaine de libre-échange et ceux qui participent au Programme d'intégration économique de l'Amérique centrale sont parvenus à des résultats tangibles dans la concrétisation de l'idée du marché commun dans des instruments juridiques destinés à en assurer le perfectionnement. En passant en revue les événements survenus au cours de cette période en ce qui concerne l'intégration régionale, la Commission a pris officiellement connaissance de la conclusion, en 1960, du Traité de Montevideo qui porte création de l'Association latino-américaine de libre-échange, dont font partie l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay. Elle a noté avec satisfaction que le Traité de Montevideo s'inspire de l'orientation recommandée par la Commission pour la création du marché commun latino-américain. Les diverses délégations se sont montrées d'accord pour estimer que ce Traité est l'instrument le plus approprié qui existe actuellement pour étendre le marché commun à toute l'Amérique latine, pourvu que les pays qui ne l'ont pas encore fait y deviennent parties, dans les conditions qui seront

convenues à cette fin. La Commission a pris acte de la déclaration de la Colombie touchant l'adhésion prochaine de ce pays au Traité de Montevideo.

319. Les pays de l'Amérique centrale sont convenus, en 1960, de mettre au point, au cours des cinq prochaines années, un marché commun entre eux par la création d'une zone de libre-échange de portée considérable et l'adoption d'un tarif uniforme des droits à l'importation. Non seulement ils ont autorisé le libre-échange de la plupart des produits d'origine, mais ils ont adopté en outre un ensemble de décisions et de mesures propres à assurer une politique commune de développement économique intégré dans les domaines du financement des investissements d'intérêt régional, de la complémentarité et de la spécialisation industrielle, de l'uniformisation des stimulants fiscaux visant à encourager l'industrialisation, et de la coordination de leurs programmes de travaux d'infrastructure et de leurs politiques de développement agricole.

320. La Commission a souligné qu'il convenait de lier entre eux, aussi rapidement que possible, les programmes d'intégration économique déjà en cours à l'intérieur de la région. Les diverses délégations ont marqué combien leurs gouvernements désiraient se rapprocher progressivement de cet objectif.

321. Au cours des débats sur ces questions, on a souligné qu'il importait que la CEPAL entretienne des relations étroites avec l'Organisation des Etats d'Amérique centrale, l'Association latino-américaine de libre-échange, la Banque interaméricaine de développement, le Secrétariat du Traité général d'intégration de l'Amérique centrale et la Banque centre-américaine d'intégration économique. La Commission a adopté à cet effet la résolution 213 (IX), intitulée « Relations avec les organismes interaméricains ».

322. Les délibérations de la Commission concernant l'intégration régionale ont montré qu'il existait une attitude latino-américaine bien définie en ce qui concerne l'opportunité et la possibilité d'élargir et d'intensifier les relations commerciales de ces pays avec le reste du monde, qu'il s'agisse des pays industriels les plus avancés ou d'autres pays dont le développement économique en est à ses débuts. Les résultats obtenus en matière d'intégration régionale ont confirmé cette attitude. Celle-ci s'était déjà manifestée lors de sessions antérieures de la Commission, mais, au cours de la présente session, il est apparu que les accords latino-américains de libre-échange, lors même qu'ils ne s'inscrivent pas encore dans la réalité économique de l'Amérique latine, permettent déjà à ces pays d'envisager de nouvelles possibilités d'expansion de leur commerce avec d'autres régions du monde.

323. En matière de coopération économique multilatérale, la Commission a décidé de recommander au Secrétariat de continuer à donner des conseils techniques à l'Association latino-américaine de libre-échange. Elle a également prié le Secrétariat d'accorder, dans les études qu'il effectue, une attention toute spéciale aux problèmes des relations commerciales qui existent entre les programmes d'intégration des pays d'Amérique latine et ceux qui ont pour objet d'accroître les échanges entre

l'Amérique latine et certains pays ou groupes de pays d'autres régions du monde.

324. En ce qui concerne la politique douanière, le Comité du commerce a étudié et recommandé aux gouvernements membres une politique propre à stimuler les activités productives les plus efficaces, en rendant aux tarifs douaniers leur caractère d'instrument fondamental de la politique commerciale et en les dotant de la souplesse nécessaire pour pouvoir s'adapter aux modifications de structure inhérentes au processus de développement économique. Il a décidé en outre de demander au Secrétariat de continuer les études qu'il a entreprises dans le domaine de la politique douanière.

325. En ce qui concerne les autres questions douanières, le Comité a approuvé les accords et recommandations touchant l'adoption d'une nomenclature douanière uniforme et d'une définition de la valeur en douane et des principaux termes douaniers, ainsi que d'autres questions d'importance égale ou analogue pour le fonctionnement du marché commun.

326. Le Comité du commerce a consacré une partie de sa troisième session à l'examen des problèmes financiers que pose l'intégration économique régionale. Il a notamment pris en considération les questions relatives aux besoins de crédit auxquels il est indispensable de satisfaire pour stimuler les échanges entre pays d'Amérique latine. Il a aussi tenu compte de l'intérêt qu'il y aurait à mettre au point une politique d'investissements étrangers adaptée aux exigences du développement des pays d'Amérique latine, et à stimuler les investissements nationaux pour les porter à un niveau au moins comparable à celui des investissements étrangers du point de vue des disponibilités en ressources techniques et financières.

327. Outre les résolutions du Comité du commerce, la Commission a adopté la résolution 194 (IX) intitulée « Travaux du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale ».

328. La Commission a également adopté la résolution 195 (IX) intitulée « Développement économique du Honduras britannique ou Belize », où il est demandé au Secrétariat de « rattacher les études sur l'économie du Honduras britannique ou Belize à la structure économique de l'Amérique centrale ». Il est recommandé également, dans cette résolution, que le Secrétariat, avec l'accord des gouvernements intéressés, étudie les répercussions possibles d'une coopération plus étroite entre eux, afin qu'en temps opportun le Honduras britannique ou Belize adhère au Comité de coopération économique de l'Amérique centrale.

3. — PROBLÈMES ÉCONOMIQUES DE L'AGRICULTURE

a) Réforme agraire

329. Tous les représentants ont reconnu la nécessité de la réforme agraire, mais, au sein de cette unanimité, des divergences de vues notables sont apparues quant à la manière d'envisager ce problème capital dans les divers pays d'Amérique latine. Alors que certains d'entre eux s'attachent surtout à redistribuer les terres dans

un délai aussi bref que possible suivant un processus évolutif, il en est d'autres pour qui la réforme agraire revêt un aspect totalement différent et qui attribuent une importance relativement plus grande aux programmes qui, dans le cadre des régimes fonciers actuels, tendent à accroître la production et à améliorer le fonctionnement de l'économie agricole.

330. Les divergences de vues que l'on vient d'indiquer se traduisent à leur tour par des conceptions différentes touchant non seulement le rythme auquel doit progresser la réforme, mais encore les moyens et méthodes qui doivent être appliqués pour la réaliser. On a pu constater que, si certains pays progressent vers la modification de leurs structures agraires, d'autres conçoivent cette modification comme un processus relativement lent. Alors que plusieurs de ces pays se concentrent sur les procédés directs et plus ou moins radicaux de redistribution des terres, d'autres mettent surtout l'accent sur les moyens fiscaux et sur les possibilités qu'offre la colonisation agricole. A cet égard, la Commission a pris connaissance avec intérêt des expériences et des plans de la Bolivie, du Chili, de Cuba, de l'Equateur, de l'Uruguay et du Venezuela, à des fins comparatives.

331. Il convient de mentionner à part deux points sur lesquels les membres de la Commission sont tombés d'accord en ce qui concerne la nature et la portée de la réforme agraire. D'une part, il est généralement admis que la réforme doit aboutir à une redistribution des ressources agraires, qui, dans la majorité des pays d'Amérique latine, sont aujourd'hui concentrées dans la grande propriété, ou à un processus inverse d'intégration structurelle des nombreuses exploitations de très faible superficie, lesquelles posent l'un des problèmes les plus graves en matière d'agriculture.

332. D'autre part, il est aussi généralement reconnu que cette redistribution des terres ne suffirait pas à donner à la production agricole l'impulsion nécessaire à son expansion — du moins au rythme et dans la proportion indispensables pour que le reste de l'économie puisse progresser sans heurts —, si l'on ne prenait pas en même temps des mesures complémentaires de développement, d'éducation rurale et de formation technique, et si l'on n'effectuait pas les investissements publics et privés nécessaires à cette fin.

b) Politique agricole

333. Lorsqu'elle a examiné les problèmes que pose la politique agricole dans les pays d'Amérique latine, la Commission a concentré son attention sur l'analyse du lent accroissement — et, dans bien des cas, de la stagnation — de la production, et elle a examiné les mesures et programmes que l'on applique, ou qu'il conviendrait d'élaborer, pour remédier à cette situation. Ce phénomène de lent accroissement ou de véritable stagnation peut s'observer dans un grand nombre de pays d'Amérique latine et, au cours des dernières années, il a peut-être été la principale caractéristique du développement de ce secteur.

334. La baisse des prix internationaux des produits agricoles d'exportation a exercé une influence très défa-

vorable sur le rythme du développement agricole. Toutefois, ce facteur vient s'ajouter à une série de caractéristiques structurales dont résulte en grande partie la stagnation de l'agriculture. Ces caractéristiques, qui présentent une grande importance dans le cadre institutionnel de l'agriculture latino-américaine — particulièrement dans celui du régime foncier — comprennent aussi toute une variété de facteurs. Ceux-ci, à la fois connexes et de nature distincte, sont l'état rudimentaire de la technique agricole, l'insuffisance de la formation de capital, le niveau d'instruction peu élevé de la population rurale et l'utilisation défectueuse et restreinte des ressources disponibles.

335. Il paraît indispensable que les pays d'Amérique latine formulent et appliquent une politique agricole intégrale, orientée vers la modification des principales caractéristiques de la structure agraire. En outre, la solution des problèmes de l'agriculture en Amérique latine serait facilitée par une programmation par secteur (essentielle dans certains cas), incorporée dans les plans généraux de développement national et régional. Grâce aux renseignements communiqués par plusieurs délégations, la Commission a pris connaissance des efforts déployés en ce sens dans divers pays. Il y a lieu de mentionner à cet égard l'exposé concernant la réforme agraire entreprise dans son pays, qu'a présenté une délégation de la région des Caraïbes.

336. On a demandé que le Secrétariat, dans l'étude commune proposée OEA/FAO/ECLA (voir plus loin, par. 354) relative aux programmes d'économie agricole et de réforme agraire en Amérique latine, formule des suggestions qui puissent aider les gouvernements à adopter des mesures de politique nationale et d'action régionale destinées à surmonter les obstacles qu'opposent au développement économique les structures agraires actuelles, et à encourager une expansion rapide du secteur de l'agriculture et de l'élevage. En outre, la Commission a demandé au Secrétariat et à la FAO d'affecter un rang de priorité élevé à l'étude des problèmes que pose l'intégration régionale de l'agriculture.

337. En matière d'agriculture, la Commission a adopté les résolutions 182 (IX) relative à la politique agraire, et 183 (IX), touchant l'agriculture et le développement économique équilibré.

4. — DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

338. Lorsqu'elle a examiné les problèmes du développement industriel, la Commission a constaté que les accords et programmes d'intégration régionale de l'Amérique latine s'inspiraient, comme pour les autres secteurs de l'économie, d'une politique nouvelle. Cette nouvelle politique est fondée sur les investissements et la complémentarité économique.

339. Dans le cas des industries productrices de biens de capital, la Commission, considérant la demande toujours plus forte d'équipement de base, a examiné les moyens d'en stimuler la production sur une base régionale. Elle a fait observer que, dans les pays les plus industrialisés d'Amérique latine, les industries mécaniques avaient atteint un degré de développement qui

leur permettait d'envisager la fabrication de ces équipements, et elle a mis en lumière les avantages qu'il y aurait à remplacer par la production locale les importations de ces biens, non seulement parce que l'on pourrait ainsi économiser des devises mais encore parce que l'on mettrait mieux à profit la capacité productive existante.

340. Néanmoins, il est difficile de stimuler la production latino-américaine de biens de capital, car on manque des moyens nécessaires pour le financement adéquat, à moyen et à long terme, de la vente de ces biens. A ce sujet, la Commission, en adoptant la résolution 207 (IX) intitulée « Industries de biens d'équipement », a décidé de recommander aux gouvernements membres de favoriser, par leur politique de crédit et avec l'aide de leurs banques du commerce extérieur ou de leurs institutions de développement, le financement à moyen et à long terme de l'écoulement des biens d'équipement produits dans leurs propres pays. Il est évident que, de toutes manières, les mesures que les gouvernements pourront prendre dans ce domaine seront insuffisantes. Aussi conviendrait-il que les organismes internationaux de financement étudient le problème et examinent comment ils pourraient exercer l'action complémentaire nécessaire. Il a été demandé au Secrétariat, entre autres travaux à effectuer, de collaborer avec les organismes nationaux à l'établissement de projets précis qui seraient financés ultérieurement par certaines institutions internationales.

341. Quant aux industries des biens de consommation, qui ont déjà atteint un haut degré de développement dans les pays les plus avancés d'Amérique latine et commencent à s'installer dans les pays dont l'expansion commence à peine, les accords d'intégration régionale en vigueur excluent ces biens de la liberté des échanges ou exigent pour eux des ajustements appréciables dans l'organisation et le fonctionnement du système. Il est incontestable que l'une des possibilités les plus intéressantes pour la solution de ces problèmes réside dans un processus graduel et ordonné de modernisation et de spécialisation de ces industries dans l'ensemble des pays qui sont parties aux accords d'intégration régionale.

342. A cet effet, il est indispensable de bien connaître les caractéristiques des industries des biens de consommation afin de pouvoir proposer une politique en la matière et adopter des mesures appropriées. La Commission a pris acte des études que le Secrétariat a entreprises dans certains pays sur l'industrie textile, et elle a recommandé de les étendre à d'autres pays intéressés et à d'autres industries du même groupe. Elle a adopté à ce sujet la résolution 201 (IX), relative aux industries des biens de consommation.

343. La Commission a été informée des travaux accomplis par le Groupe consultatif CEPAL/DOAT/FAO du papier et de la cellulose. Elle a estimé que les futurs travaux de ce groupe devraient s'orienter de préférence vers l'assistance aux gouvernements pour la préparation de programmes précis de développement de cette industrie et, notamment, pour l'étude des problèmes de formation, de recherche technique et de financement. A cette fin, la Commission a décidé de demander au Secrétariat de prendre les mesures voulues pour

que le Groupe puisse poursuivre ses travaux avec l'aide de la DOAT et de la FAO [voir la résolution 202 (IX), relative aux industries du papier et de la cellulose].

344. Outre l'orientation donnée par la Commission, et en vue de concentrer les efforts sur l'adoption de mesures et activités concrètes propres à surmonter les obstacles et à répondre aux besoins qui se présentent dans certains domaines d'activité, l'analyse des problèmes du développement industriel a amené la Commission à examiner les besoins en matière de recherche technique en Amérique latine. A cet égard, on a constaté que, dans bien des cas, les pays d'Amérique latine, dans leur processus d'industrialisation, devaient faire un effort considérable pour adapter les techniques, mises au point dans d'autres pays, aux conditions particulières à la région.

345. Etant donné la similitude des ressources et des problèmes des divers pays de la région, la Commission a décidé de demander au Secrétariat, lorsqu'il poursuivrait ses études sur les besoins de l'Amérique latine en matière de recherche technique, de mettre l'accent sur l'établissement d'un programme de priorités de caractère régional et de convoquer une réunion de directeurs d'instituts de recherche technique, afin de favoriser l'établissement de programmes coordonnés et la spécialisation des activités. Elle a adopté à ce sujet la résolution 203 (IX).

5. — ENERGIE ET RESSOURCES HYDRAULIQUES

346. A propos du développement des ressources hydrauliques des pays d'Amérique latine, la Commission a adopté la résolution 204 (IX), qui réaffirme la nécessité de poursuivre les études en vue de l'utilisation intégrale, rationnelle et coordonnée de ces ressources, demande à la DOAT de continuer à prêter son concours pour l'exécution du programme en la matière et rappelle la nécessité de former des techniciens dans ce domaine et de mettre au point des méthodes adéquates pour l'étude des ressources hydrauliques communes à plusieurs pays.

6. — ETUDE ÉCONOMIQUE, INFLATION ET CROISSANCE

347. La Commission a examiné les tendances et perspectives actuelles de l'économie latino-américaine. Elle a surtout fondé son analyse sur l'étude sur la situation économique de l'Amérique latine en 1960 (E/CN.12/565)³³ et sur l'article intitulé « El falso dilema entre desarrollo económico y estabilidad monetaria » que M. Raúl Prebisch a publié dans le *Boletín Económico de América latina*, vol. VI, n° 1.

348. Lors de l'examen de la situation économique actuelle, l'accent a été mis sur les problèmes de l'inflation et de la croissance économique. On a signalé les dangers de l'inflation chronique et souligné l'importance

que présente la stabilité des prix pour un développement économique sain. Cependant, il est apparu clairement qu'en soi, une politique de stabilité était insuffisante. En fait, la lutte contre l'inflation suppose essentiellement une politique de développement équilibré et exige l'élimination d'importantes limitations de caractère structurel. On a de nouveau exprimé, à cette occasion, l'une des considérations générales le plus souvent entendues au cours des débats de la Commission pendant cette neuvième session : le fait que les problèmes d'un développement accompagné de stabilité ne pouvait être abordés isolément et qu'il fallait chercher à les résoudre en les envisageant dans une perspective globale, tant à l'échelon national que sur le plan international.

7. — QUESTIONS GÉNÉRALES

a) Admission du Honduras britannique ou Belize au statut de membre associé de la Commission

349. La Commission a examiné la demande d'admission du Honduras britannique ou Belize au statut de membre associé de la Commission, présentée par la délégation du Royaume-Uni (E/CN.12/581). Elle a pris connaissance du fait que le Gouvernement du Guatemala appuyait la demande de ce territoire.

350. A l'issue d'un débat prolongé, et conformément à un projet de résolution présenté par un groupe de travail désigné à cet effet (voir plus haut, par. 272), la Commission a adopté la résolution 181 (IX), par laquelle elle a décidé d'accueillir favorablement cette demande et d'admettre le Honduras britannique ou Belize au statut de membre associé, conformément à la disposition 3, a, du mandat de la Commission.

b) Coopération avec l'Organisation des Etats américains et la Banque interaméricaine de développement

351. La Commission a examiné l'accord entre les Secrétariats de la CEPAL, de l'OEA et de la BID concernant la coordination de leurs activités et programmes de travail respectifs. On a indiqué qu'en vertu du mandat de la Commission, il avait été créé un Comité spécial de coopération entre l'OEA, la BID et la CEPAL. Ce Comité se compose des chefs des trois secrétariats. Les discussions ont abouti à la définition de trois domaines principaux de coopération, à savoir : les groupes consultatifs pour la programmation du développement économique, l'étude économique annuelle et une enquête sur la situation de l'agriculture en Amérique latine.

352. Dans le cadre des directives adressées par les gouvernements des Etats Membres aux trois secrétariats, il a été convenu que la responsabilité principale de l'exécution des projets relatifs à la programmation du développement économique par l'intermédiaire des groupes chargés du développement continuerait d'incomber à la CEPAL.

353. Le Secrétariat de l'OEA assumera la responsabilité principale de l'étude économique annuelle sur l'Amérique latine. L'étude commune aura un caractère technique, et les deux organisations resteront libres de

³³ On trouvera une synthèse de l'étude dans les paragraphes 42 à 73 du présent rapport, qui indiquent brièvement les principaux faits ayant caractérisé l'évolution de l'économie latino-américaine au cours de cette année.

développer leurs points de vue particuliers et de présenter des suggestions aux gouvernements en se fondant sur les renseignements et analyses ainsi obtenus.

354. Sur la suggestion de l'OEA, il a été décidé d'entreprendre une étude commune OEA/FAO/CEPAL sur l'agriculture en Amérique latine. Il faudra, dans cette étude, accorder une attention particulière aux structures agraires dans une perspective générale englobant aussi les autres problèmes du développement agricole.

355. On a indiqué que, bien que la coopération en question fût limitée aux trois organisations, celles-ci consulteraient les autres organismes internationaux et feraient appel à leur aide lorsqu'elles l'estimeraient nécessaire et opportun. On a fait expressément mention de l'expérience de la collaboration entre la CEPAL et la FAO, ainsi que de la décision adoptée tendant à consulter cette dernière et à lui demander son concours pour l'étude du développement agricole de l'Amérique latine et, d'une manière générale, pour toutes les activités à l'égard desquelles on peut penser qu'une collaboration procurerait des avantages réciproques.

356. Au cours des débats, on a examiné d'abord la question de savoir si la CEPAL avait compétence pour entreprendre des activités en coordination avec l'OEA et la BID. On a signalé que le mandat de la CEPAL prévoyait expressément la coordination avec les organes du système interaméricain.

357. Une fois les points qui précèdent élucidés, il y a eu un débat prolongé au sujet des conséquences possibles de la coopération envisagée sur l'objectivité et l'indépendance du Secrétariat de la CEPAL, qui sont deux de ses traditions les mieux établies. Deux délégations ont dit qu'elles craignaient qu'une telle coopération ne porte atteinte à l'objectivité et à l'indépendance de la CEPAL.

358. Le Secrétaire exécutif a signalé que, le Secrétariat de la Commission faisant partie du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, son indépendance se fondait sur les dispositions de la Charte de cette Organisation. Il s'est déclaré fermement convaincu que la collaboration de la CEPAL avec l'OEA et la BID ne nuirait en rien à l'objectivité et à l'indépendance du Secrétariat et ne restreindrait pas le droit qu'il a d'entreprendre toute étude et toute activité technique qui lui paraît présenter un intérêt pour le développement économique de l'Amérique latine. Il a rappelé la tradition d'indépendance et de liberté du Secrétariat, qui lui a permis d'entreprendre l'étude de questions telles que l'industrialisation, la programmation et l'intégration régionale.

359. D'autres délégations qui ont participé à la discussion se sont déclarées favorables à l'idée d'une collaboration entre l'OEA, la BID et la CEPAL, et elles ont souligné qu'une telle coopération pourrait être extrêmement fructueuse car elle se traduirait par une plus grande efficacité des travaux de ces trois organismes et permettrait de mieux utiliser les ressources dont ils disposent (voir E/CN.12/AC.49/SR.2).

360. En adoptant la résolution 211 (X) [Coopération

avec l'Organisation des Etats américains et la Banque interaméricaine de développement], la Commission a approuvé l'accord auquel sont arrivés les secrétariats des trois organismes, étant entendu qu'il s'agit d'un accord qui pourra être modifié à la lumière de l'expérience. En même temps, la Commission a estimé que les arrangements prévus dans cet accord constituaient une bonne base pour intensifier les efforts que déploient les trois organismes afin d'aider les gouvernements à accélérer leur développement économique et social, tout en préservant l'indépendance et la liberté d'action de chacun de ces organismes.

361. La Commission a également décidé de recommander au Comité spécial de coopération OEA/BID/CEPAL, par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif que, dans l'exécution de ses travaux, il maintienne un contact étroit — et assure la coordination — avec les organismes spécialisés des Nations Unies qui fonctionnent en Amérique latine, en établissant les mécanismes qui lui paraîtront propres à améliorer les relations de travail qui existent entre lesdits organismes.

c) Décentralisation des activités économiques et sociales de l'ONU

362. La Commission a pris note avec satisfaction des résolutions 1518 (XV) de l'Assemblée générale des Nations Unies et 793 (XXX) du Conseil économique et social relatives à la décentralisation des activités économiques et régionales de l'Organisation, ainsi que des rapports soumis sur cette question par le Secrétaire général (E/CN.12/564) et par le Secrétaire exécutif (E/CN.12/599).

363. La Commission a entendu la déclaration du Commissaire à l'assistance technique, qui a souligné le rôle dynamique joué par la CEPAL dans la mise en œuvre des programmes d'assistance technique des Nations Unies en Amérique latine. L'intégration administrative des services d'assistance technique au Département des affaires économiques et sociales a eu notamment pour effet de resserrer les liens entre ces services et la CEPAL, dont l'influence en matière d'assistance technique a augmenté considérablement. Le Commissaire a observé avec satisfaction que les travaux des groupes consultatifs avaient permis de donner aux activités d'assistance technique une portée beaucoup plus étendue que lorsque le programme était exécuté projet par projet. Rappelant que déjà en 1956-1958, on avait tenté de transférer aux bureaux de Santiago et de Mexico le personnel affecté aux services centraux d'assistance technique, mais que cette tentative n'avait pas été couronnée de succès faute d'un transfert effectif de fonctions, le Commissaire a déclaré que de nouvelles formules d'assistance technique se dégageraient certainement des consultations qui auront lieu entre le Secrétaire général et les commissions régionales en application des résolutions 793 (XXX) du Conseil économique et social et 1518 (XV) de l'Assemblée générale. A ce sujet, le Commissaire a marqué son accord avec la teneur de la note établie par le Secrétaire exécutif (E/CN.12/599), qui suggère notamment ce qui suit :

i) Dans les limites de son mandat et pour ce qui a trait spécialement à la programmation du développe-

ment économique et social, le Secrétariat pourrait détacher des hauts fonctionnaires auprès des gouvernements pour discuter avec eux, en liaison avec le Représentant résident du Bureau de l'assistance technique, les aspects des programmes nationaux qui se rattachent directement aux problèmes du développement économique et social ;

ii) Dans les pays où il existe des groupes consultatifs ou dans lesquels on se propose d'en établir, le programme d'assistance technique national devrait être orienté, dans la mesure jugée opportune, vers les projets de haute priorité qui se dégagent des travaux de ces groupes ;

iii) Même lorsque les projets d'assistance technique ou ceux du Fonds spécial ne semblent pas avoir de rapports directs avec les travaux de la CEPAL, il serait utile de procéder à des consultations au stade qui précède l'élaboration du projet. On peut citer comme exemple de type de coopération envisagée le cas d'un pays de l'Amérique du Sud qui a présenté récemment au Fonds spécial une demande tendant à ce que soit effectuée une enquête sur les ressources minières : cette demande était directement inspirée par les travaux du groupe consultatif. Dans le même pays, le programme d'assistance technique pour les deux années à venir a été préparé en consultation permanente avec la CEPAL, et il a été adapté aux besoins immédiats ;

iv) Pour ce qui est des programmes mixtes de la CEPAL et des projets d'assistance technique en matière de développement économique et social, il conviendra d'envisager l'utilité d'une décentralisation de certaines fonctions administratives. Une certaine décentralisation a déjà été effectuée, mais l'on a suggéré en outre que les crédits généraux alloués pour de tels projets soient gérés par la CEPAL, conformément à un budget préalablement établi, et que la CEPAL soit habilitée à effectuer des virements dans le cadre du projet pour répondre aux besoins de l'exécution. Il serait aussi utile, sinon essentiel, de déléguer à la CEPAL des pouvoirs plus étendus lui permettant d'engager des experts pour de brèves périodes, dans l'intérêt d'une action plus efficace. Dans le cas d'engagements de plus longue durée — un an ou davantage —, on pourrait demander aux services compétents de l'Assistance technique de détacher à cette fin un de ses fonctionnaires auprès de la CEPAL ; on pourrait, d'autre part, déléguer directement au Secrétariat de la CEPAL le pouvoir d'engager du personnel en Amérique latine. Si la décentralisation doit avoir des résultats satisfaisants, il faut que le secrétariat de la Commission régionale dispose d'une liberté d'action suffisante pour prendre des décisions immédiates dans le domaine de l'exécution et des moyens nécessaires pour les mettre en pratique. Cela devrait se faire d'accord avec les gouvernements intéressés et impliquerait l'autorisation de modifier le programme, d'apporter certains changements d'ordre budgétaire, ou, lorsqu'il y a lieu, d'engager du personnel en cas d'urgence, étant entendu que l'on se conformerait aux règles fondamentales posées par les organes compétents chargés de la direction générale des programmes d'assistance technique ;

v) Pour ce qui est des activités actuelles de la CEPAL, il a déjà été nécessaire de demander, dans le budget pour 1962, des crédits pour un poste de coordonnateur

de l'assistance technique ; mais il faudra engager du personnel supplémentaire pour organiser un service efficace d'exécution.

364. Les membres de la Commission sont convenus qu'il fallait réaliser la décentralisation envisagée et transférer au Secrétariat de la CEPAL certaines activités d'assistance technique. Cette décentralisation contribuera à augmenter encore davantage l'efficacité du programme, car elle permettra de mettre à profit, dans la préparation et l'exécution des programmes d'assistance technique, les connaissances et l'expérience acquises par le Secrétariat de la CEPAL. La majorité des délégations a approuvé les suggestions contenues dans la note du Secrétaire exécutif, et notamment celle tendant à créer au sein de la Commission une section de l'assistance technique.

365. Deux délégations n'appartenant pas à la région de l'Amérique latine ont demandé des renseignements sur les incidences financières de la décentralisation. L'une d'elles désirait savoir si cette opération ne risquerait pas de porter atteinte à la liberté d'action des institutions spécialisées dans l'exécution des programmes d'assistance technique qui relèvent de leur compétence. Le Commissaire à l'assistance technique a déclaré qu'il était actuellement impossible de prévoir toutes les incidences financières de la décentralisation, mais que les organismes intergouvernementaux intéressés seraient saisis d'un état des dépenses qu'entraînerait la mise en pratique des recommandations contenues dans les projets de résolution. Il a précisé aussi que la décentralisation n'affecterait que les programmes d'assistance technique relevant de l'Organisation des Nations Unies.

366. Une délégation a proposé que, au lieu d'approuver les recommandations du Secrétariat, la Commission suggère au Secrétaire exécutif d'étudier les mesures propres à assurer la mise en pratique de la décentralisation. La majorité des membres de la Commission a émis l'avis que, conformément à la résolution 1518 (XV) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général consulte la Commission en vue de connaître son point de vue sur le problème de la décentralisation. La Commission a donc recommandé que le Secrétaire général mette en pratique la décentralisation envisagée et prenne les mesures appropriées pour obtenir les crédits nécessaires à l'établissement, au sein de la Commission, d'un service d'exécution de l'assistance technique, doté du personnel spécialisé indispensable. A ce sujet, la Commission a adopté la résolution 210 (IX).

d) Etablissement d'un bureau de la CEPAL à Bogota

367. L'exécution des projets de la Commission qui ont trait à la Colombie, à l'Equateur et au Venezuela serait facilitée par une décentralisation des activités. La Commission a donc recommandé au Secrétaire exécutif de la CEPAL de prendre les mesures nécessaires à l'établissement d'un bureau auxiliaire à Bogota. Le Gouvernement colombien a offert gracieusement les locaux et s'est engagé à consentir les privilèges et immunités nécessaires. Sur cette question, la Commission a adopté la résolution 212 (IX).

e) *Amendements au règlement intérieur de la Commission*

368. La Commission a examiné une proposition (E/CN.12/577) tendant à modifier le règlement intérieur dans le but de donner aux délégations le temps nécessaire pour se former une opinion sur les projets de résolution et les étudier sous tous leurs aspects. On a proposé de remplacer le premier paragraphe de l'article 34 du règlement intérieur de la CEPAL par le texte de l'article 56 du règlement intérieur du Conseil économique et social, sous la forme suivante :

« Les projets de résolution et les amendements de fond ou propositions de fond sont remis par écrit au Secrétaire exécutif qui les distribue aux représentants 24 heures avant qu'ils puissent être discutés et mis aux voix, à moins que la Commission n'en décide autrement. »

369. La Commission a décidé à l'unanimité d'apporter l'amendement proposé à la première partie de l'article 34 de son règlement intérieur (voir E/CN.12/AC.49/SR.1).

370. La Commission a tenu compte aussi des observations du Secrétariat (E/CN.12/576) concernant certaines divergences entre les versions anglaise, française et espagnole du règlement intérieur qui auraient pu donner lieu, ultérieurement, à des différences d'interprétation. La Commission a adopté à l'unanimité les modifications proposées par le Secrétariat. Le texte définitif du règlement intérieur figure à l'annexe V du présent rapport.

f) *Estimations touchant le programme d'activité pour la période 1960-1964*

371. La Commission était saisie du rapport intitulé *Perspectives pour les cinq années 1960-1964* (E/3347/Rev.1), ainsi que de la note du Secrétariat y relative (E/CN.12/579), documents qu'elle a examinés à propos de la résolution 791 (XXX) du Conseil économique et social. Après avoir examiné avec une attention particulière la quatrième partie du rapport, la Commission a adopté la résolution 210 (IX) relative à la décentralisation des activités économiques et sociales des Nations Unies et au renforcement des commissions économiques régionales, et a approuvé l'état des incidences financières

présenté par le Secrétaire exécutif et qui figure à la cinquième partie du présent rapport (Programme de travail et ordre de priorité pour 1961-1962).

g) *Résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social qui intéressent la Commission*

372. La Commission a examiné la note du Secrétariat (E/CN.12/566) qui attire son attention sur les résolutions — ou parties de résolutions — ayant trait à ses activités, et que l'Assemblée générale a adoptées lors de sa quinzième session, et le Conseil économique et social lors de ses vingt-neuvième et trentième sessions. La Commission a pris acte de ces résolutions et en a tenu compte au cours des débats.

h) *Immeuble des Nations Unies*

373. La Commission a pris acte de l'avancement des préparatifs en vue de la construction de l'immeuble des Nations Unies à Santiago (Chili) et des mesures prévues pour la mener à bien, telles qu'elles sont exposées dans le rapport du Secrétariat (E/CN.12/574). D'après ce rapport, on compte que la construction sera terminée en 1963. La Commission a manifesté sa satisfaction de ce que la pose de la première pierre de l'édifice ait eu lieu au cours de la neuvième session. Cette cérémonie s'est déroulée le 13 mai 1961 en présence des délégations, de fonctionnaires du Secrétariat et des représentants du Gouvernement chilien et de la municipalité de Las Condes (province de Santiago).

i) *Programme de travail et ordre de priorité*

374. La Commission a pris en considération un état des incidences financières du programme de travail (E/CN.12/610) soumis par le Secrétaire exécutif conformément à l'article 26 du règlement intérieur. D'autre part, elle a approuvé le programme de travail et l'ordre de priorité pour 1961-1962 (E/CN.12/598), ainsi que les modifications qu'il a été décidé d'y apporter à la suite des débats des divers comités constitués pendant la présente session (E/CN.12/598/Add.1). Quatre projets nouveaux ont été ajoutés et deux de ceux qui figuraient au programme pour 1959-1960 ont été abandonnés. La Commission a modifié l'ordre de priorité de deux de ces projets et a approuvé d'autres modifications apportées au programme.

TROISIÈME PARTIE

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA COMMISSION À SA NEUVIÈME SESSION

375. A sa neuvième session, la Commission a adopté les résolutions suivantes :

181 (IX). Admission du Honduras britannique ou Belize au statut de membre associé de la Commission.

182 (IX). Politique agricole.

183 (IX). L'agriculture et le développement économique équilibré.

184 (IX). Méthodes de planification et expérience dans ce domaine.

185 (IX). Cycles d'études et réunions techniques régionaux de planification.

186 (IX). Politique fiscale.

187 (IX). Problèmes démographiques.

188 (IX). Aspects sociaux du développement.

- 189 (IX). Problèmes sociaux de l'Amérique latine.
- 190 (IX). Décentralisation des rouages de l'administration.
- 191 (IX). Formation ouvrière concernant les problèmes du développement économique et social.
- 192 (IX). Expansion et amélioration de l'enseignement.
- 193 (IX). L'enseignement des sciences économiques en Amérique latine.
- 194 (IX). Travaux du Comité de coopération économique pour l'Amérique centrale.
- 195 (IX). Développement économique du Honduras britannique ou Belize.
- 196 (IX). Statistique.
- 197 (IX). Prix comparés et pouvoir d'achat des monnaies.
- 198 (IX). Développement des moyens d'information en Amérique latine.
- 199 (IX). Création d'un Institut de planification du développement économique.
- 200 (IX). Répercussions du progrès scientifique et des intégrations régionales sur le développement économique et social de l'Amérique latine.
- 201 (IX). Industries de biens de consommation.
- 202 (IX). Industrie du papier et de la cellulose.
- 203 (IX). Recherche technique.
- 204 (IX). Ressources hydrauliques.
- 205 (IX). Libération des importations de matériaux de construction.
- 206 (IX). Etude et évaluation intégrale des ressources humaines dans l'économie.
- 207 (IX). Industries de biens d'équipement.
- 208 (IX). Intégration régionale.
- 209 (IX). Experts des questions du travail.
- 210 (IX). Décentralisation des activités économiques et sociales des Nations Unies et renforcement des commissions économiques régionales.
- 211 (IX). Coopération avec l'Organisation des Etats américains et la Banque interaméricaine de développement.
- 212 (IX). Création d'un bureau de la CEPAL à Bogota.
- 213 (IX). Relations avec les organismes interaméricains.
- 214 (IX). Rapport du Comité du commerce sur les travaux de sa troisième session.
- 215 (IX). Date et lieu de la dixième session.

376. Voici le texte des résolutions énumérées ci-dessus :

181 (IX). Admission du Honduras britannique ou Belize au statut de membre associé de la Commission

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant la demande d'admission du Honduras britannique ou Belize au statut de membre associé de la Commission, présentée par la délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

Tenant compte du document du Secrétariat informant de cette demande les gouvernements membres de la Commission (E/CN.12/581),

Considérant que le Gouvernement du Guatemala a déclaré qu'il appuyait l'admission à la Commission du Honduras britannique ou Belize, dont le destin est lié à celui du continent américain et particulièrement à celui de l'Amérique centrale,

Décide :

1. D'accueillir favorablement la demande du Honduras britannique ou Belize présentée par le Royaume-Uni ;

2. D'admettre le Honduras britannique ou Belize au statut de membre associé de la Commission, conformément aux dispositions de la disposition 3, a, du mandat de la Commission.

6 mai 1961.

182 (IX). Politique agraire

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Notant que le Secrétariat et la FAO ont présenté, notamment, à la neuvième session de la Commission les documents suivants : « Una política agrícola para acelerar el desarrollo económico de América Latina » (E/CN.12/592) et « El papel de la agricultura en los acuerdos latinoamericanos para la formación de mercados comunes o de zonas de libre comercio » (E/CN.12/551),

Considérant que le rythme de croissance de l'économie latino-américaine a eu tendance à se ralentir dans les dernières années, ce qui est dû notamment à l'insuffisance du développement de l'agriculture, dont la cause, dans certains pays, réside — en grande partie — dans les systèmes défectueux de distribution des terres et dans la rigidité de la structure de l'agriculture,

Rappelant les résolutions adoptées en matière de réforme agraire par la cinquième Conférence inter-américaine de l'agriculture, la sixième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et la Commission spéciale de l'OEA pour l'étude de formes nouvelles de coopération économique,

Notant les résolutions adoptées à d'autres sessions de la Commission au sujet de la réforme agraire et du développement de l'agriculture, ainsi que les résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social de l'ONU,

Considérant que l'intégration régionale du secteur agricole pose des problèmes spéciaux qui doivent être étudiés selon des critères différents de ceux qui sont appliqués à d'autres secteurs et dont la solution implique la nécessité de coordonner les politiques de production,

Décide :

1. De prendre note avec satisfaction des documents présentés par le Secrétariat et la FAO, et de recommander aux gouvernements de tenir compte des conclusions et recommandations de ces études lorsqu'ils élaborent leur politique agricole, et plus particulièrement de celles qui traitent de la nécessité d'accélérer, le cas échéant, le processus de transformation des structures agraires quand celles-ci sont le principal frein du développement agricole ;

2. De recommander au Secrétariat et à la FAO qu'en effectuant l'étude sur les problèmes de l'économie agricole et de la réforme agraire en Amérique latine qu'ils doivent entreprendre en collaboration avec l'OEA, sur la proposition de cet organisme, ils formulent des suggestions qui aideront les gouvernements à prendre

des mesures de politique nationale et d'action conjuguée sur le plan régional, destinées à surmonter — en respectant la constitution politique de chaque pays — les obstacles de caractère institutionnel qu'opposent au développement économique les structures agraires actuelles et à stimuler la croissance rapide du secteur agricole conformément aux besoins de l'ensemble de l'économie ;

3. De demander au Secrétariat et à la FAO d'affecter un ordre spécial de priorité à l'étude des problèmes que pose l'intégration régionale de l'agriculture et d'organiser à partir des résultats ainsi obtenus, sur convocation du Secrétariat de la CEPAL, des réunions de fonctionnaires gouvernementaux et de représentants des secteurs économiques privés qui, sur le plan technique, élaboreront des propositions précises en vue d'une action multilatérale et accompliront les autres travaux qui permettront aux gouvernements d'adopter des décisions de politique économique dans ce domaine.

12 mai 1961.

183 (IX). L'agriculture et le développement économique équilibré

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que l'on reconnaît les effets défavorables qu'exerce sur le développement économique général le déséquilibre entre le développement de l'agriculture et celui des autres secteurs de l'économie et que, dans ses diverses études économiques, la CEPAL a mentionné les effets néfastes qu'a eus pour le développement économique la lenteur du développement industriel du fait de ses conséquences négatives sur l'accroissement de la demande de produits provenant d'autres secteurs et sur l'accroissement de la productivité de la main-d'œuvre,

Considérant que parmi les objectifs du développement agricole figurent une utilisation plus large des ressources, l'augmentation de la production nationale de produits alimentaires et de matières premières agricoles, l'accroissement de la productivité et l'adoption de mesures visant à une amélioration effective des conditions de vie à la campagne,

Considérant que la réalisation de tels objectifs de développement économique dans l'agriculture risque d'être entravée notamment par l'inefficacité et le coût d'exécution élevé de certaines activités relatives à la commercialisation des produits agricoles et par le coût également élevé de produits industriels caractéristiques des structures internes de prix défavorables au secteur agricole, en ce qui concerne, soit les articles que les agriculteurs doivent acheter pour intensifier leur production, soit les biens de consommation immédiate dont la population rurale a besoin en plus grande quantité pour élever son niveau de vie,

Considérant que des conséquences de ce genre découlent, dans certains cas, de l'application de politiques d'encouragement du développement qui n'ont pas été conçues en vue d'un développement équilibré,

Recommande au Secrétariat de compléter les études qu'il a entreprises en collaboration avec la FAO sur les

effets négatifs du développement déséquilibré des divers secteurs économiques et d'examiner à cet effet les conséquences qui découlent, pour l'agriculture, de processus économiquement inadéquats dans d'autres secteurs, ou de l'application de politiques qui abaissent les revenus du secteur rural ou qui n'ont pas été conçues en vue d'un développement économique équilibré.

12 mai 1961.

184 (IX). Méthodes de planification et expérience dans ce domaine

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Ayant examiné le document E/CN.12/584, présenté par le Secrétariat, qui rend compte de la marche des travaux des groupes consultatifs et traite des problèmes pratiques de la planification du développement économique,

Considérant l'utilité que présenterait pour les gouvernements membres le fait de connaître l'expérience qu'ont les pays de l'application des méthodes de planification du développement économique et social et des mécanismes administratifs de formulation et d'application des plans, ainsi que de l'élaboration des mesures de politique économique-sociale,

Décide :

1. De prendre note avec satisfaction du document E/CN.12/584, présenté par le Secrétariat sur l'expérience des groupes consultatifs et les problèmes pratiques du développement économique :

2. D'inviter le Secrétariat à élargir ce document, pour y faire entrer également des renseignements :

- a) Sur les méthodes de formulation et d'application des plans généraux, régionaux et par secteurs, principalement dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et des transports, et sur l'expérience acquise à ce sujet ;
- b) Sur les divers systèmes institutionnels, administratifs et techniques appliqués pour la formulation et l'exécution des plans et pour l'élaboration des mesures de politique économique et sociale.

13 mai 1961.

185 (IX). Cycles d'études et réunions techniques régionaux de planification

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Ayant examiné le document relatif à la coopération internationale en vue d'une politique de développement économique en Amérique latine (E/CN.12/582) et celui qui a trait à l'expérience des groupes consultatifs et aux problèmes pratiques du développement économique (E/CN.12/584),

Considérant qu'il est nécessaire que les pays latino-américains procèdent à des échanges de vues sur les méthodes pratiques de planification de leur politique économique et sociale de développement et qu'ils soient au courant des progrès et des expériences qui se réalisent

dans ces domaines dans les divers pays, en ce qui concerne non seulement l'élaboration des plans mais aussi leur exécution et leur contrôle,

Tenant compte de l'utilité que présenterait pour les gouvernements l'examen des mécanismes de formulation et d'exécution des budgets publics, afin que ceux-ci puissent devenir, le cas échéant, un instrument efficace de mise en œuvre des projets d'investissement que les gouvernements ont décidé d'entreprendre,

Consciente de la nécessité d'analyser et de se communiquer mutuellement les résultats de l'expérience acquise par les gouvernements quant à l'organisation de leurs services administratifs et techniques, de manière que les mesures de politique économique et sociale élaborées puissent s'appliquer dans le cadre d'une politique générale cohérente et que l'on soit en mesure de procéder à une évaluation continue des conditions économiques et de l'efficacité desdites mesures tendant à atteindre les objectifs visés,

Décide :

1. De prendre note avec satisfaction du document E/CN.12/582, relatif à la coopération internationale en vue d'une politique de développement économique en Amérique latine, et du document E/CN.12/584, relatif à l'expérience des groupes consultatifs et aux problèmes pratiques du développement économique ;

2. De recommander au Secrétariat d'organiser dans les plus brefs délais, conjointement avec l'Organisation des Etats américains et en coopération avec l'administration du Programme d'assistance technique des Nations Unies, des cycles d'étude et des réunions techniques régionaux chargés d'examiner les problèmes méthodologiques et pratiques de la planification ;

3. Qu'à ces cycles d'étude et réunions techniques seront de préférence représentés les organismes nationaux chargés de la planification et de l'établissement du budget, ou d'autres organismes qui remplissent des fonctions analogues ou effectuent les analyses de base nécessaires à la planification, ainsi que des experts qualifiés ;

4. Que ces réunions étudieront de préférence :

- a) Les mécanismes de formulation et d'exécution des budgets publics, afin de les transformer, le cas échéant, en un instrument effectif et direct d'exécution des plans de développement ;
- b) L'organisation administrative et technique nécessaire à la formulation et à l'exécution des plans ;
- c) Les méthodes de formulation des plans généraux, régionaux ou locaux, à long et moyen terme ;
- d) La planification des dépenses publiques, et notamment de l'investissement public et de la gestion des services sociaux.

13 mai 1961.

186 (IX). Politique fiscale

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Prenant note avec satisfaction des travaux préparatoires que le Secrétariat, l'Organisation des Etats américains et la Banque interaméricaine de développement

effectuent, avec la coopération technique du Programme international d'études sur la fiscalité de la Faculté de droit de l'Université Harvard, au sujet du projet tendant à exécuter un programme à long terme visant à étudier les bases d'une réforme des régimes fiscaux en vue de les utiliser comme instrument de politique fiscale et économique,

Considérant la nécessité, pour les Etats d'Amérique latine, de disposer de ressources leur permettant d'assurer d'urgence une formation intensive de capital dans les secteurs économiques de base,

Tenant compte du fait que le régime fiscal peut être un instrument précieux pour aider à la mise en œuvre d'une politique propre à assurer une meilleure distribution du revenu et à faciliter le financement des programmes de développement économique,

Considérant que ce régime peut conduire à une meilleure utilisation de la terre, qui soit de nature à augmenter sa productivité,

Décide :

1. D'inviter les gouvernements à appuyer les travaux que les organismes intéressés effectuent au sujet du programme de réforme et de politique fiscale, et, en particulier, d'offrir la plus étroite collaboration aux experts qui seront désignés pour exécuter les études et recherches sur les régimes fiscaux en vigueur dans les pays d'Amérique latine ;

2. De demander au Secrétariat que le programme fiscal susmentionné envisage explicitement la nécessité d'améliorer l'administration fiscale et le rendement des impôts, ainsi que d'étudier les bases d'un régime fiscal propre à atténuer la vulnérabilité extérieure des impôts et leur inélasticité et à servir d'instrument de politique qui, en combinaison avec d'autres, puisse conduire à une meilleure distribution du revenu ainsi qu'à une meilleure utilisation de la terre et constituer, en un mot, un auxiliaire précieux pour les programmes de développement économique ;

3. De prier les gouvernements de faciliter la participation des experts nationaux aux deux conférences qui sont organisées dans le cadre du programme précité et qui se tiendront en octobre 1961 (administration fiscale) et en avril 1962 (politique fiscale).

13 mai 1961.

187 (IX). Problèmes démographiques

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que les facteurs démographiques relatifs aux mouvements, à la structure, à la répartition et aux caractéristiques de la population ont des répercussions nombreuses et complexes sur le développement économique et social, et que les études démographiques facilitent considérablement la connaissance des données nécessaires à l'élaboration des programmes de développement économique et social,

Se félicitant de l'œuvre accomplie par la Commission de la population et par le Service de la population de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la démographie, et de la collaboration qui s'est établie

entre le Secrétariat de la CEPAL et le Centre démographique de l'Amérique latine en ce qui concerne les études et l'aide fournie aux gouvernements dans le même domaine,

Décide :

1. De recommander que soit renforcé le programme démographique régional des Nations Unies, avec, si possible, l'aide d'autres organismes, de façon qu'il puisse satisfaire efficacement en Amérique latine les besoins de recherche démographique en vue de l'établissement de programmes de développement économique et social ;

2. D'inviter le Secrétariat :

a) A exécuter et à étendre, en collaboration avec le Centre démographique de l'Amérique latine, un programme d'études et d'assistance aux gouvernements, dans lequel il traitera par priorité d'une meilleure utilisation des résultats des nouveaux recensements de population dans l'élaboration de la politique du développement économique et social et encouragera la réalisation d'études de cas en cette matière ;

b) A consacrer provisoirement, dans le cadre d'un tel programme et en attendant que l'on dispose des résultats détaillés des nouveaux recensements, une part importante des ressources disponibles à l'étude de la définition de concepts et de méthodes d'analyse, notamment en ce qui concerne la répartition de la population entre les villes, les villages et les zones rurales, les migrations internes, l'importance et les caractéristiques de la main-d'œuvre et ses tendances ;

c) A lui soumettre, lors de sessions futures de la Commission, des rapports sur les progrès accomplis et sur les enquêtes en matière démographique qui présentent un intérêt pour la politique économique et sociale.

13 mai 1961.

188 (IX). Aspects sociaux du développement

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant qu'il est généralement admis qu'il est nécessaire de compléter le développement économique des pays d'Amérique latine par un développement social réalisé simultanément,

Considérant que ceci signifie, d'une part, qu'il se présente des facteurs essentiels dans le développement économique dont il faut tenir compte dans tout projet de programmation, et, d'autre part, qu'il faut s'efforcer dans toute la mesure du possible de réaliser un développement économique-social intégré qui inspire les objectifs de la politique sociale,

Considérant que, bien que ces nécessités soient généralement reconnues, on ne dispose actuellement ni de données empiriques de base ni d'un nombre suffisant de spécialistes dûment instruits de la théorie et des techniques de la planification sociale,

Prend note avec satisfaction des efforts déployés par le Secrétariat dans ce domaine, conformément aux résolutions 82 (VI) et 124 (VII), et considère comme très

utile le fait que le Secrétariat, conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, la Direction des affaires sociales et la Direction des opérations d'assistance technique de l'ONU, ait réuni le Groupe de travail sur les aspects sociaux du développement économique, qui s'est tenu à Mexico du 12 au 21 décembre 1960 ;

Demande au Secrétariat :

1. De poursuivre les activités de ce genre par la réunion de groupes de travail sur les aspects sociaux du développement économique sur le plan régional et, avec le concours de l'UNESCO, de la Direction des affaires sociales de l'ONU et d'autres organismes, de convoquer aussi rapidement que possible une deuxième réunion d'experts qui prendront, comme il conviendra, pour base de leurs travaux les recherches indiquées dans le rapport de la réunion de Mexico ;

2. De collaborer, lorsque les gouvernements en feront la demande, à l'organisation de réunions du même genre sur le plan national ;

3. D'étudier le problème de la formation de spécialistes de la planification sociale et de présenter des propositions de solution.

13 mai 1961.

189 (IX). Problèmes sociaux de l'Amérique latine

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Consciente de la nécessité d'attacher l'attention qui convient aux problèmes sociaux, afin de formuler les mesures de politique économique-sociale propres à élever le niveau de vie des populations de l'Amérique latine,

Exprimant la préoccupation que lui cause le besoin urgent d'améliorer la situation sociale dans les pays de l'Amérique latine,

Considérant qu'une connaissance plus approfondie des grands facteurs qui déterminent la situation sociale pourrait être utile dans l'élaboration de plans appropriés en vue d'un développement économique et social équilibré et des divers programmes de politique sociale,

Décide d'inviter le Secrétariat à effectuer, en collaboration avec les organismes nationaux et internationaux intéressés aux questions sociales, et dans le plus bref délai possible, une étude tendant à déterminer et à analyser les grands facteurs de caractère social et des structures institutionnelles dont il y a lieu de tenir compte en Amérique latine dans une politique efficace de développement économique-social.

13 mai 1961.

190 (IX). Décentralisation des rouages de l'administration

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que l'un des facteurs qui freinent le développement économique intégral et simultané de la région est la répartition géographique inégale des activités économiques à l'intérieur de chaque pays,

Considérant que cette concentration des activités économiques est généralement la conséquence de la centralisation des organes et mécanismes du pouvoir politique dans une ou quelques villes, le reste du pays étant ainsi privé des moyens nécessaires à son développement autonome,

Décide de recommander au Secrétariat de la CEPAL et à l'administration de l'assistance technique l'étude des effets favorables qu'aurait, pour le développement harmonieux des pays de la région, la décentralisation des mécanismes du pouvoir politique et de ses organes de mise en œuvre ou de contrôle administratif.

13 mai 1961.

191 (IX). Formation ouvrière concernant les problèmes du développement économique et social

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Reconnaissant qu'il est nécessaire que les forces du travail participent aux tâches de la planification économique et sociale,

Reconnaissant la nécessité d'intensifier la diffusion des méthodes d'analyse et d'évaluation des problèmes du développement économique et social,

Recommande :

1. Au Secrétariat de la CEPAL d'examiner comment l'on pourrait préparer à l'intention des ouvriers, en collaboration avec l'OIT et les organismes nationaux compétents, des cours de formation et de discussion des problèmes du développement économique et social qui pourraient avoir lieu dans les divers pays en même temps que les cours intensifs organisés avec le concours du programme d'assistance technique ;

2. Aux gouvernements de s'efforcer, dans les cycles d'étude régionaux de planification générale en matière économique et sociale qui traitent de questions qui présentent un intérêt direct pour la classe ouvrière d'Amérique latine, d'assurer la représentation des forces du travail dans leurs délégations.

13 mai 1961.

192 (IX). Expansion et amélioration de l'enseignement

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que tant le niveau moyen que l'orientation de l'enseignement général et professionnel en Amérique latine limitent dans une large mesure, au lieu de les favoriser, les plans et aspirations de développement économique et social des pays de la région,

Considérant que les crédits consacrés au financement des systèmes nationaux d'enseignement constituent un investissement extrêmement rentable, tant sur le plan individuel que social, et qu'ils sont absolument insuffisants pour satisfaire comme il convient les besoins de l'Amérique latine en matière d'enseignement,

Notant qu'il est indispensable, en élaborant les plans de développement économique et social et ceux du déve-

loppement de l'enseignement, de tenir compte de la réaction réciproque des deux facteurs sus-indiqués, ce qui rend nécessaire d'établir une liaison permanente entre les organismes chargés d'établir les plans d'action dans ces domaines,

Rappelant la résolution 176 (AC.45) adoptée par son Comité plénier et relative à la proposition de l'UNESCO tendant à tenir une conférence interaméricaine sur l'enseignement et le développement économique et social,

Prenant note avec satisfaction du fait que cette conférence se tiendra sous les auspices de l'UNESCO, de la CEPAL et de l'OEA, avec la collaboration de l'OIT, de la FAO, de l'OMS et du FISE ainsi que d'universités et de centres de recherche de l'hémisphère, et qu'elle aura lieu à Santiago du Chili du 4 au 26 décembre 1961,

Recommande :

1. Que soient étudiés de façon approfondie, lors de cette réunion, les problèmes complexes que posent les rapports entre le développement économique et social et la structure et l'orientation des systèmes scolaires, ainsi que l'intégration des plans de développement de l'enseignement aux plans nationaux de développement ;

2. Que les gouvernements de l'Amérique latine intensifient leurs efforts en vue d'assurer l'extension et l'amélioration de l'enseignement général et de la formation professionnelle, grâce à des plans intégraux d'enseignement liés à ceux du développement économique et social, comme le propose le Projet de l'UNESCO sur l'extension et l'amélioration de l'enseignement primaire en Amérique latine, et qu'ils tiennent compte des besoins des années à venir en ce qui concerne le nombre de professionnels et de techniciens, le genre et le degré de spécialisation ;

3. Que l'on augmente les budgets de l'enseignement de la manière convenable pour atteindre ces objectifs et que les organismes internationaux de crédit compétents considèrent avec bienveillance le financement des plans d'enseignement, notamment en ce qui concerne les locaux scolaires ;

4. Que les organismes chargés d'établir les plans économiques et ceux de l'enseignement prennent des mesures destinées à établir les relations les plus étroites de travail, dans l'intérêt commun des études, plans et objectifs qu'ils se proposent de réaliser et d'atteindre ;

5. Que l'UNESCO et la CEPAL établissent, en collaboration avec les autres organismes internationaux, des formules de coopération systématiques et permanentes dans leurs travaux, tant sur le plan régional que dans les activités qu'ils effectuent dans les pays par leurs missions d'assistance technique ;

6. Que soient inscrits au programme du futur Institut latino-américain de planification du développement économique des cours spéciaux de planification de l'enseignement³⁴.

13 mai 1961.

³⁴ Voir résolution 199 (IX).

193 (IX). L'enseignement des sciences économiques en Amérique latine

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que les pays d'Amérique latine désirent mener à bien leurs politiques de développement économique en utilisant les techniques de la planification, et qu'il leur faut à cette fin disposer de personnel spécialisé,

Note avec satisfaction l'initiative qu'ont prise de concert l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Secrétariat de la CEPAL et l'Organisation des Etats américains (OEA) d'envoyer sous leurs auspices une mission d'économistes faire une enquête sur l'enseignement des sciences économiques dans les facultés des universités d'Amérique latine, et prend note du rapport présenté par ladite mission (E/CN.12/546/Rev.1),

Exprime sa reconnaissance du concours précieux qu'ont prêté à la mission UNESCO/CEPAL/OEA les recteurs des universités, les doyens des facultés ou écoles de sciences économiques ainsi que les autorités qui s'occupent de l'enseignement dans les divers pays d'Amérique latine,

Recommande :

1. Aux gouvernements membres de la Commission d'accorder aux universités d'Amérique latine les facilités nécessaires pour les aider dans leurs efforts tendant à améliorer l'enseignement des sciences économiques et d'appliquer les recommandations contenues dans le rapport de la mission UNESCO/CEPAL/OEA,

2. Aux universités, et notamment aux facultés de sciences économiques, de poursuivre les efforts entrepris par la deuxième Réunion latino-américaine de doyens de facultés de sciences économiques qui a eu lieu à Rosario (Argentine), en octobre 1960, pour améliorer les programmes d'études et le matériel d'enseignement, en introduisant des cours d'analyse et d'évaluation des problèmes et de la planification du développement économique,

3. Aux organismes internationaux, et notamment à l'UNESCO, à l'OEA et au Secrétariat de la CEPAL, de renforcer autant que possible leur aide aux universités qui la leur demanderont, sous les formes suivantes, recommandées par la mission UNESCO/CEPAL/OEA :

- a) En accordant des bourses à des professeurs afin qu'ils puissent perfectionner leurs connaissances dans des universités nationales ou étrangères, ou dans des institutions internationales d'enseignement ;
- b) En aidant les universités à se procurer des professeurs à temps complet ;
- c) En facilitant la préparation de manuels d'économie de haute tenue consacrés particulièrement aux problèmes actuels de développement économique et social ;
- d) En aidant les bibliothèques universitaires à augmenter leurs collections d'ouvrages et de manuels de sciences économiques.

13 mai 1961.

194 (IX). Travaux du Comité de coopération économique pour l'Amérique centrale

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Ayant examiné le rapport du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale (E/CN.12/552) pour la période de septembre 1959 à décembre 1960 et la note du Secrétariat sur le programme d'intégration économique de l'Amérique centrale (E/CN.12/586), dont elle prend note avec satisfaction,

Considérant qu'en décembre 1960, les Gouvernements du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Salvador ont signé le Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale, le Protocole à la Convention centre-américaine sur l'alignement des droits à l'importation et la Convention portant création de la Banque centre-américaine d'intégration économique.

Décide :

1. De féliciter le Comité de l'impulsion qu'il a donnée aux travaux d'intégration économique centre-américaine et les Gouvernements du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Salvador de la conclusion des conventions précitées ;

2. D'exprimer l'espoir que le Gouvernement du Costa Rica décidera en temps utile d'incorporer ce pays au marché commun ;

3. D'exprimer sa reconnaissance au Secrétariat de la CEPAL, à la Direction des opérations d'assistance technique de l'ONU, à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et à l'Organisation internationale du Travail pour l'aide qu'ils ont fournie, et de leur demander de continuer de prêter leur concours le plus actif au Comité de coopération économique de l'Amérique centrale.

13 mai 1961.

195 (IX). Développement économique du Honduras britannique ou Belize

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant qu'en vertu de la résolution 181 (IX), le Honduras britannique ou Belize est devenu membre associé de la Commission,

Tenant compte de sa situation géographique et de son activité économique,

Recommande :

1. Au Secrétariat de prendre en considération les raisons précitées pour rattacher les études sur l'économie du Honduras britannique ou Belize à la structure économique de l'Amérique centrale ;

2. Que le Secrétariat, avec l'accord des gouvernements intéressés, étudie les répercussions possibles d'une coopération plus étroite entre eux afin que, en temps opportun, le Honduras britannique ou Belize s'incorpore au Comité de coopération économique de l'Amérique centrale.

13 mai 1961.

196 (IX). Statistique

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que chaque pas en avant dans la voie du développement économique exige une évaluation meilleure et plus précise des progrès accomplis et que le rythme croissant du développement nécessite des données plus récentes, pour permettre d'élaborer les programmes économiques et sociaux de jour en jour et d'année en année,

Tenant compte du rapport du Cycle d'étude sur la comptabilité nationale, qui s'est tenu à Rio de Janeiro en juin 1959, des progrès accomplis au cours des dernières années dans la préparation de la comptabilité nationale et de la place primordiale que cette comptabilité occupe dans la planification économique et sociale,

Considérant qu'il s'impose d'urgence d'être mieux informé des aspects sociaux du développement économique et qu'il serait utile de réaliser des enquêtes par sondage sur le niveau de vie familial, sur la base des recensements en cours,

Décide :

1. De recommander que chaque pays procède à une estimation technique des données statistiques de base actuellement recueillies et dépouillées, ainsi que des méthodes utilisées pour évaluer la comptabilité nationale d'importants secteurs de l'économie qui ne font pas l'objet d'estimations appropriées, et évalue les principaux agrégats économiques tels que le revenu national, la consommation et l'investissement, compte tenu de l'utilisation qui en est faite ainsi que de la précision et de la rapidité requises ;

2. De prier le Secrétariat, en coopération avec le Bureau de statistique de l'ONU et l'Institut interaméricain de statistique, d'assister les pays dans l'examen de leur système actuel de comptabilité nationale et de constituer des équipes de statisticiens qui, à la demande des gouvernements, aideraient les services gouvernementaux à élaborer des programmes nationaux de statistique et à assurer une coordination efficace entre les organismes chargés de rassembler et d'utiliser les données statistiques ;

3. D'exprimer sa satisfaction des résultats obtenus au Cycle d'étude de statistique industrielle tenu à Santiago du 10 au 28 octobre 1960 et organisé conjointement par le Bureau de statistique de l'ONU, la Direction des opérations d'assistance technique de l'ONU, l'Institut interaméricain de statistique et la Commission économique pour l'Amérique latine ;

4. De recommander à la Direction des opérations d'assistance technique de l'ONU que d'autres cycles d'études soient organisés à l'intention de groupes de pays pour examiner les problèmes spéciaux de statistique industrielle qui se posent dans les pays intéressés, et de la prier de coopérer à l'organisation d'autres cycles d'études dans d'autres domaines de la statistique ;

5. De recommander que chaque pays étudie la possibilité et l'intérêt qu'il y aurait d'introduire dans son système statistique des enquêtes ménagères périodiques par sondage grâce auxquelles il serait possible de recueillir

des informations à jour sur les conditions économiques et sociales telles qu'elles existent principalement dans les ménages ;

6. De prier le Secrétariat, en coopération avec le Bureau de statistique de l'ONU et l'Institut interaméricain de statistique, de fournir l'assistance technique nécessaire pour exécuter ce programme.

13 mai 1961.

197 (IX). Prix comparés et pouvoir d'achat des monnaies

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Tenant compte de l'étude préliminaire du Secrétariat (E/CN.12/589) sur les prix comparés et le pouvoir d'achat des monnaies,

Reconnaissant que le calcul comparé et adéquat des prix, coûts, salaires et revenus réels présente une importance fondamentale pour les pays d'Amérique latine aux fins de l'analyse du développement économique et de l'établissement de programmes de développement nationaux et régionaux,

Considérant que, par suite du fonctionnement défectueux du marché en Amérique latine, les prix des facteurs de production ne correspondent pas, dans bien des cas, à la rareté ou à l'abondance relative de ces facteurs, ce qui tend à introduire des erreurs dans l'évaluation des projets de développement du point de vue de l'économie nationale,

Décide :

1. De recommander au Secrétariat de compléter l'étude précitée pour y inclure tous les pays d'Amérique latine ; de collaborer au maximum avec les autres organismes internationaux dans la tâche qui consiste à comparer les données relatives aux pays d'Amérique latine et celles qui ont trait à d'autres parties du monde ; d'élargir l'étude pour y inclure les relations entre les niveaux des prix, des salaires et du revenu personnel ; et d'analyser les causes de différence dans la structure des prix de chaque pays ;

2. De recommander au Secrétariat de collaborer dans la mesure du possible avec les pays qui le lui demanderont en vue de déterminer les prix comptables nécessaires pour l'évaluation des projets d'investissement du point de vue de l'économie dans son ensemble ;

3. De recommander aux gouvernements que leurs organismes compétents collaborent au maximum avec le Secrétariat en lui fournissant les renseignements que peut exiger l'exécution de ces études.

13 mai 1961.

198 (IX). Développement des moyens d'information en Amérique latine

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que, pour atteindre plus facilement ses objectifs de croissance économique et satisfaire les aspirations irrépressibles des populations, l'Amérique latine aura besoin que les programmes nationaux et régionaux

de développement soient compris et appuyés par les peuples,

Considérant que pour assurer cette compréhension et obtenir cet appui, et pour étendre et assurer aux peuples des pays de l'Amérique latine — particulièrement à la population rurale — le plein exercice du droit à l'information, il est nécessaire et urgent de mener à bien une action coordonnée qui facilite comme il convient le développement de la presse, de la radiodiffusion, de la télévision et de la cinématographie, et qui permette en même temps d'intensifier, d'amplifier et d'améliorer les programmes de formation professionnelle et technique du personnel employé par ces moyens d'information,

Notant que les moyens d'information peuvent donner une impulsion vigoureuse aux efforts et aux programmes destinés à dispenser une formation technique aussi bien qu'un enseignement général, et qu'ils peuvent ainsi contribuer efficacement à accélérer la croissance économique et sociale des populations,

Considérant que, dans ses résolutions 150 (VIII), 191 (IX) et 192 (IX), la Commission a insisté sur la nécessité, pour les pays de l'Amérique latine, de renforcer leurs programmes d'enseignement et de formation,

Convient :

1. De louer les travaux accomplis par l'UNESCO, sur la demande de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, dans le domaine du développement des moyens d'information, travaux dont l'exposé figure dans le rapport général de l'UNESCO intitulé « Développement des moyens d'information dans les pays insuffisamment développés » (E/3437 et Add.1) ;

2. D'appuyer les conclusions et recommandations contenues dans ce rapport, notamment celles qui ont été formulées lors de la réunion d'experts sur le développement des moyens d'information en Amérique latine, tenue sous les auspices de l'UNESCO à Santiago du Chili, du 1^{er} au 13 février 1961 ;

3. De souligner l'intérêt de la résolution relative à l'information adoptée par la Commission des droits de l'homme [IV (XVII)] et de la résolution sur le même sujet adoptée par le Conseil économique et social [819 A (XXXI)], et particulièrement de l'invitation qu'elle adresse au Bureau de l'assistance technique des Nations Unies, au Fonds spécial, aux institutions spécialisées intéressées, aux commissions économiques régionales et aux organismes et institutions publics et privés, pour qu'ils assistent comme il convient les pays insuffisamment développés à étendre et à renforcer leurs moyens d'information nationaux ;

4. De recommander aux gouvernements d'affecter dans leurs plans de développement économique et social un ordre de priorité approprié aux projets, programmes et organismes destinés à étendre et à améliorer les moyens d'information.

5. De recommander au Secrétariat et aux gouvernements membres qu'ils encouragent, appuient et facilitent la diffusion des études de la CEPAL et d'autres organismes internationaux similaires, ainsi que des plans

de développement économique nationaux ou régionaux et des programmes et travaux en général qui ont un rapport avec les objectifs de la Commission économique pour l'Amérique latine ;

6. De recommander aussi aux gouvernements que, dans les programmes susmentionnés, ils inscrivent des mesures tendant à promouvoir une diffusion plus étendue et mieux organisée dans les autres pays du monde de la situation réelle de l'Amérique latine, avec le concours du Service de l'information de l'ONU et d'autres institutions spécialisées internationales et régionales.

13 mai 1961.

199 (IX). Création d'un Institut de planification du développement économique

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant l'importance et l'urgence qu'il y a à établir des programmes de développement économique en Amérique latine pour favoriser le développement économique accéléré de la région,

Considérant qu'il est nécessaire d'étayer ces travaux de planification par une formation et une assistance consultative en matière de développement économique beaucoup plus considérables que ce n'a été le cas jusqu'à présent dans la région,

Considérant qu'un moyen économique et expéditif de faire face à cette nécessité consiste à étendre les activités actuelles de la CEPAL dans les domaines de la formation, de la recherche et des services consultatifs,

Consciente du fait qu'en dépit de l'augmentation des contributions fournies par les programmes d'assistance technique des Nations Unies, les ressources dont dispose le Secrétariat pour ses activités de formation et de consultation en matière de développement économique ne suffisent pas à satisfaire toutes les demandes reçues,

Rappelant que le Fonds spécial prête son concours pour des activités de programmation, de formation et d'autres activités de préinvestissement du genre mentionnés ci-dessus,

Se félicitant de l'intérêt particulier que le Directeur général du Fonds spécial a montré, à la présente session de la Commission, pour la programmation et la planification du développement économique ;

Prenant acte, en outre, de l'intention qu'a manifestée le Directeur général de recommander au Conseil d'administration du Fonds spécial d'autoriser une allocation de crédits destinés à préparer un projet de demande d'assistance concernant la création d'un institut de planification du développement économique en Amérique latine,

Notant que les gouvernements du Chili, de la Colombie et du Venezuela ont présenté au Fonds spécial une demande en vue de la création d'un tel institut et que d'autres gouvernements ont l'intention d'en faire autant,

Décide :

1. De recommander les travaux actuels de formation et de services consultatifs que la CEPAL effectue dans le domaine de la planification prennent toute l'ampleur

nécessaire et que, à cette fin, le Secrétaire exécutif de la CEPAL prépare, de concert avec le Directeur général du Fonds spécial, l'organisation d'un institut autonome de planification du développement économique sous l'égide de la CEPAL, habilité à recevoir et gérer des fonds provenant de sources autres que les gouvernements d'Amérique latine et le Fonds spécial,

2. De recommander que cet institut cherche à former un corps permanent d'experts de la planification du développement qui seront utilisés dans les divers pays ou sur le plan régional, et qu'il se tienne en contact étroit avec les offices de planification des gouvernements de la région pour assurer la continuité des activités de formation, des échanges de données d'expérience et de l'amélioration des techniques de planification,

3. De prier le Secrétaire exécutif de fournir au Directeur général du Fonds spécial et aux gouvernements intéressés toute l'assistance qu'ils pourront solliciter pour mener à bien les procédures nécessaires à la création de l'Institut,

4. D'exprimer l'espoir que le Directeur général et le Conseil d'administration du Fonds spécial examineront sans tarder et dans un esprit favorable les demandes d'aide financière que les gouvernements d'Amérique latine présenteront à l'intention de cet institut,

5. De prier le Secrétaire exécutif de s'entendre avec le Directeur général du Fonds spécial au sujet des arrangements qui pourront être conclus avec d'autres organisations internationales et régionales en vue du fonctionnement de l'Institut,

6. D'appeler l'attention des gouvernements d'Amérique latine sur l'intérêt qu'il y a à faciliter la tâche de l'Institut en mettant à sa disposition les ressources humaines et matérielles nécessaires pour rendre son œuvre aussi efficace que possible dans les divers pays,

7. D'exprimer sa conviction que l'institut, créé sous les auspices de la CEPAL et avec l'appui du Fonds spécial, deviendra ultérieurement un organisme dirigé et géré par les gouvernements d'Amérique latine.

13 mai 1961.

200 (IX). Répercussion du progrès scientifique et des intégrations régionales sur le développement économique et social de l'Amérique latine

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que les progrès rapides de la recherche scientifique permettent de découvrir constamment des substances synthétiques capables de remplacer les matières premières naturelles sur lesquelles reposait principalement, jusqu'ici, l'économie des pays d'Amérique latine,

Consciente des progrès réalisés dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie sous ses formes nouvelles, qui vise à transformer les systèmes actuels de production, de transformation et de distribution de l'énergie, secteur auquel les pays d'Amérique latine consacrent une partie si importante de leurs ressources,

Tenant compte du fait que le rôle de plus en plus grand que l'automatisation dans la société contemporaine crée une situation nouvelle du point de vue du nombre et de la formation des travailleurs, et entraîne un chômage provisoire, ou le déplacement des travailleurs vers les services, et, pour les groupes jeunes de la population, la prolongation de la durée des études,

Considérant la nécessité de coordonner les efforts d'intégration économique de l'Amérique latine avec ceux que déploient les pays d'Europe et d'Afrique dans le même sens, en créant des marchés communs qui sont appelés à exercer les uns sur les autres une influence réciproque et qui peuvent également avoir des effets pour l'économie des pays d'Amérique latine,

Décide de recommander au Secrétariat d'entreprendre — de concert avec la FAO, l'OIT, la DOAT, l'UNESCO et l'Agence de l'énergie atomique, et dans la mesure où ses ressources le lui permettront — une étude permanente des effets que le progrès scientifique, le développement de l'énergie sous ses formes nouvelles, l'automatisation et l'intégration des autres régions peuvent avoir sur le développement économique et social de l'Amérique latine.

13 mai 1961.

201 (IX). Industries de biens de consommation

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que, à plusieurs reprises, notamment dans sa résolution 10 (IV), la Commission a exprimé l'intérêt qu'elle porte aux études relatives aux industries de biens de consommation et, parmi elles, à l'industrie textile qui occupe dans ce groupe une place éminente,

Considérant qu'une connaissance exacte des caractéristiques de ces industries dans les divers pays de la région est particulièrement importante dans l'étude des problèmes régionaux d'intégration économique,

Prend acte avec satisfaction de ce que le Secrétariat a entrepris de nouvelles études sur l'industrie textile dans certains pays de la région, sur la demande des organismes de ces pays ;

Recommande au Secrétariat d'étendre ses travaux à d'autres pays de la région qui ont manifesté un intérêt à ce sujet, ainsi qu'à d'autres industries de biens de consommation ;

Demande à la Direction des opérations d'assistance technique des Nations Unies, ainsi qu'à la FAO, de collaborer à ce projet en fournissant les services de spécialistes de ces industries qui ont accompli des missions dans divers pays de la région.

13 mai 1961.

202 (IX). Industries du papier et de la cellulose

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant les travaux accomplis par le Groupe consultatif CEPAL/DOAT/FAO du papier et de la cellulose dans l'étude des possibilités de développement de cette industrie en Amérique latine,

Considérant que de pareilles études sont utiles, non seulement pour les pays directement intéressés, mais encore comme éléments d'appréciation indispensables pour l'adoption d'une politique régionale de développement de ces industries,

Considérant qu'il est nécessaire de poursuivre ces études, non seulement en les mettant à jour dans les pays où il est nécessaire de le faire, mais encore en les complétant par l'analyse d'autres aspects essentiels du développement tels que la formation de personnel, les enquêtes techniques sur les moyens de mieux adapter les méthodes classiques aux caractéristiques particulières des matières premières d'Amérique latine, le financement international de la construction de nouvelles usines, etc.,

Considérant qu'il serait bon que le Groupe consultatif susmentionné s'attache avant tout à fournir aux gouvernements qui en font la demande une assistance pour la préparation de programmes précis de développement des industries de ce secteur et pour la demande d'aide technique et financière internationale d'organismes tels que le Fonds spécial, en vue de l'élaboration de ces programmes,

Décide :

1. De recommander aux gouvernements de continuer à utiliser les services de ce groupe ;

2. De demander au Secrétariat de prendre les mesures voulues pour que le Groupe puisse poursuivre ses utiles travaux en Amérique latine ;

3. De demander que la Direction des opérations d'assistance technique et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture continuent de collaborer avec le Secrétariat à la constitution de ce groupe ;

4. De recommander au Secrétariat que le Groupe oriente ses futurs travaux de préférence vers l'assistance, aux gouvernements qui en font la demande, pour la préparation de programmes précis de développement de l'industrie du papier et de la cellulose dans leur pays et pour l'étude, en collaboration avec l'Institut régional de recherches forestières de Mérida (Venezuela), sur le plan technique, des problèmes de formation, de recherche technique et de financement qu'entraînera l'exécution de tels programmes.

13 mai 1961.

203 (IX). Recherche technique

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant la disparité qui existe entre les possibilités actuelles de recherche technique en Amérique latine et les nécessités du développement industriel,

Tenant compte du fait que cette disparité constitue un obstacle au développement, au stade actuel de l'industrialisation de l'Amérique latine,

Consciente de ce que la similarité des ressources et des problèmes des divers pays de la région les a incités à formuler des buts identiques dans le domaine de la recherche technique, si bien qu'il risque d'y avoir un chevauchement d'efforts si l'on ne procède pas à une

spécialisation et à une division des tâches entre les institutions de recherche existantes,

Convaincue que la recherche technique relève du domaine des activités propres à favoriser le développement entreprises par des institutions internationales comme la CEPAL, la Direction des opérations d'assistance technique, le Fonds spécial, les institutions spécialisées, la Banque interaméricaine de développement et l'Organisation des Etats américains,

Réaffirmant l'intérêt qu'elle a déjà exprimé pour la recherche technique dans les résolutions 13 (IV) et 53 (V),

Prie le Secrétariat :

1. De poursuivre ses études sur les besoins de l'Amérique latine en matière de recherche technique, en mettant l'accent sur l'établissement d'un programme de priorités de caractère régional et sur les moyens de développer comme il convient les institutions existantes ou d'en créer de nouvelles ;

2. De collaborer, dans le cadre de son mandat, avec les pays membres, pour l'établissement de leurs programmes de développement de la recherche technique et pour la préparation de demandes d'assistance technique et financière qui seront adressées aux organismes internationaux ;

3. De convoquer une réunion de directeurs d'instituts de recherche technique, afin de favoriser l'établissement de programmes coordonnés, la spécialisation des activités et la diffusion des résultats des recherches déjà effectuées ;

Suggère que le Fonds spécial et les autres organismes intéressés accordent l'attention voulue aux demandes d'assistance relatives à des projets de ce genre.

13 mai 1961.

204 (IX). Ressources hydrauliques

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant les progrès accomplis dans l'étude des ressources hydrauliques des pays de la région, avec l'aide des missions CEPAL/DOAT/OMM, comme en témoignent notamment l'étude sur le Venezuela (E/CN.12/593) soumise à la présente session et les demandes en instance tendant au même objet,

Notant que le Secrétariat n'a pu, faute de crédits et du personnel technique nécessaire, donner suite à la demande formulée dans la résolution 131 (VII) au sujet de l'utilisation des cours d'eau et lacs internationaux.

Rappelant la résolution 166 (VIII), relative à la poursuite et à l'extension des études sur les ressources hydrauliques, et la résolution 164 (VIII) relative à la planification et à l'utilisation des ressources hydro-électriques,

Décide :

1. De réaffirmer qu'il est nécessaire de poursuivre les études en vue de l'utilisation intégrale, rationnelle et coordonnée des ressources hydrauliques des pays de la région ;

2. De demander à la Direction des opérations d'assistance technique qu'elle continue à prêter son concours à l'exécution du programme en matière de ressources hydrauliques ;

3. De réaffirmer qu'il est urgent d'encourager l'étude des ressources hydrauliques et la formation de techniciens dans ce domaine, soit comme activité particulière soit dans le cadre des autres travaux de la CEPAL sur la formation professionnelle et l'étude des produits fondamentaux du développement économique ;

4. De proposer que le Secrétariat s'attache aussitôt que possible, à titre d'activité spéciale ou par tous autres moyens qu'il jugera appropriés, avec l'accord des pays cosouverains et en consultation avec les organismes nationaux compétents, à définir des méthodes pour le rassemblement, le dépouillement et l'interprétation des données fondamentales nécessaires à l'étude et au développement des ressources hydrauliques communes à plusieurs pays de la région, et qu'il engage ces pays à adopter et appliquer lesdites méthodes.

13 mai 1961.

205 (IX). Libération des importations de matériaux de construction

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que, malgré les mesures adoptées par certains gouvernements pour remédier à la pénurie de logements en Amérique latine et les progrès réalisés à ce jour, on ne semble pas avoir réussi à modifier notablement cette situation,

Consciente de ce que la rareté des logements, jointe à leur insuffisance, pose aux pays latino-américains un grave problème social,

Tenant compte du fait que les mécanismes prévus tant par le Traité de Montevideo que par le Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale peuvent être d'une grande valeur comme moyens de réduire les coûts de construction des logements et, par conséquent, d'accélérer la réalisation des programmes gouvernementaux en ce domaine,

Ayant pris connaissance du document présenté par la Fédération panaméricaine d'associations d'architectes³⁵ sur la nécessité d'entreprendre des études en vue de l'échange régional de matériaux de construction,

Décide :

1. De recommander aux gouvernements des Etats membres de l'Association latino-américaine de libre-échange et parties au Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale d'étudier la possibilité de prévoir, dans leurs programmes de libération des importations, le cas des matériaux destinés à la construction de logements, ainsi que la possibilité de stimuler davantage la conclusion d'accords de complémentarité industrielle dans ces domaines ;

2. De demander au Secrétariat d'entreprendre des études sur l'industrie et les marchés de matériaux de construction (en considérant les possibilités de complémentarité régionale ou nationale de la production de

certaines d'entre eux), ainsi que sur leur fabrication dans des conditions d'efficacité maximum, en tenant compte des conditions nouvelles créées par l'existence de l'Association latino-américaine de libre-échange et du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale, et en demandant, pour réaliser ces études, le concours des organismes publics et privés dont la collaboration pourra l'aider à atteindre les objectifs visés, et notamment de la Fédération panaméricaine d'associations d'architectes.

13 mai 1961.

206 (IX). Étude et évaluation intégrale des ressources humaines dans l'économie

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que le facteur humain est un élément essentiel de la politique de développement et que l'objectif ultime de cette politique est d'assurer un relèvement continu du niveau de bien-être économique et social de toute la collectivité,

Considérant que l'étude et l'application des mesures de développement supposent une évaluation globale des ressources humaines,

Faisant observer que les aspects du facteur humain qui sont le plus étroitement liés au développement économique et qu'il faut analyser et planifier conjointement comprennent : a) l'évolution démographique, qui détermine l'offre de main-d'œuvre dans le présent et dans l'avenir ; b) la structure de l'emploi et l'absorption de la main-d'œuvre par les activités économiques ; c) les ressources en personnel qualifié des diverses catégories pour tous les secteurs économiques, condition indispensable pour que l'emploi soit productif ; d) un niveau d'enseignement général suffisant pour répondre aux besoins culturels de la population et permettre la formation professionnelle dans la mesure nécessaire et dans les spécialisations requises ; e) la productivité de la main-d'œuvre dans les divers secteurs de l'économie et dans toutes les professions, l'augmentation de cette productivité étant l'objectif primordial du développement économique et social ; f) la rémunération des différentes professions en rapport avec la productivité, la distribution des revenus, les stimulants de la production et l'expansion des débouchés, ainsi qu'avec le niveau optimum des investissements consacrés au développement, lesquels doivent être liés de plus en plus à l'effort de toute la collectivité et non pas seulement aux intérêts de groupes socio-économiques restreints,

Rappelant la résolution 149 (VIII) de la Commission économique pour l'Amérique latine, relative à la main-d'œuvre qualifiée,

Recommande au Secrétariat d'effectuer, en collaboration avec les organismes nationaux et internationaux compétents, des études coordonnées sur les aspects fondamentaux des ressources humaines qui sont énumérés dans le préambule de la présente résolution, en vue d'apporter aux gouvernements une coopération technique efficace dans les efforts qu'ils déploient pour planifier leur développement économique.

13 mai 1961.

³⁵ Voir document de séance n° 11.

207 (IX). Industries de biens d'équipement

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que le développement industriel des pays de la région tend à prendre une orientation plus équilibrée en faisant une place plus grande à la transformation locale des matières premières, combustibles et produits semi-finis, ce qui crée une demande toujours plus importante de biens d'équipement essentiels,

Considérant que les industries mécaniques, et en particulier l'industrie mécanique lourde, ont déjà atteint, dans les pays les plus industrialisés d'Amérique latine, un degré de développement qui leur permet d'envisager la fabrication de ces biens d'équipement,

Considérant que la production de biens d'équipement serait avantageuse pour les divers pays, et pour la région, parce qu'elle rendrait possible, d'une part, une économie importante de devises et, d'autre part — en raison du caractère particulier de ce genre de fabrication, qui peut s'effectuer par la coordination des ressources — une meilleure utilisation de la capacité productive des entreprises mécaniques,

Considérant que, des études que la CEPAL entreprend dans ce domaine, il ressort que malgré des conditions favorables à cette fabrication, on constate, dans le développement de cette activité, un retard dû à des facteurs étrangers à la technique et à la capacité de production des entreprises,

Considérant que l'analyse de ces facteurs montre que l'insuffisance du financement à moyen et à long terme pour les ventes de ces biens d'équipement constitue l'obstacle le plus important à l'expansion de l'industrie,

Considérant que les organismes nationaux ne disposent pas de ressources suffisantes pour faire face à ces besoins, mais qu'ils constituent une base pour établir un mécanisme de financement et obtenir l'apport de ressources complémentaires provenant de l'extérieur,

Décide :

1. De recommander aux gouvernements des pays d'Amérique latine de favoriser, par leur politique de crédit applicable aux opérations des banques privées et, le cas échéant, par l'intermédiaire de leurs banques du commerce extérieur ou de leurs institutions de développement, le financement à moyen et à long terme de l'écoulement de biens d'équipement produits dans ces pays, dans la mesure où cela sera compatible avec leurs conditions économiques et, notamment, monétaires ;

2. De recommander aux gouvernements membres de la Commission de donner pour instructions à leurs représentants auprès des organismes internationaux de financement d'inviter ces organismes à étudier le problème du crédit à moyen et à long terme en faveur du financement de l'écoulement des biens d'équipement produits en Amérique latine, ainsi que la manière dont ils pourraient seconder dans ce domaine les institutions nationales de crédit, et à contribuer activement à la mise en application des recommandations présentées à la suite de cette étude ;

3. De prier le Secrétariat de poursuivre ses travaux relatifs à la fabrication des biens d'équipement et de

collaborer avec les organismes nationaux dans l'établissement de projets précis qui seraient présentés aux institutions internationales de financement compétentes afin d'orienter leur action de manière à atteindre les objectifs susmentionnés grâce à une combinaison des ressources nationales et internationales.

13 mai 1961.

208 (IX). Intégration régionale

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant les progrès que divers pays ont réalisés dans la programmation du développement de leur économie,

Tenant compte de l'utilité qu'il y aurait à ce que les Etats parties au Traité de Montevideo et au Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale — et ceux qui se proposent d'y devenir parties — s'efforcent de coordonner leurs plans ou politiques de développement avec les nouvelles réalités économiques créées par l'existence de ces instruments d'intégration régionale,

Décide :

1. De recommander aux Etats parties au Traité de Montevideo et au Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale — et à ceux qui se proposent d'y devenir parties — de tenir compte, en préparant et en exécutant leurs plans et politiques de développement économique, des conditions nouvelles de marché et de concurrence et des possibilités d'intégration régionale que l'existence de ces traités a créées ;

2. De recommander au Secrétariat de la CEPAL d'examiner, sur la demande des Etats parties au Traité de Montevideo et au Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale — et de ceux qui se proposent d'y devenir parties — dans quelle mesure les objectifs visés par eux, tels qu'ils sont indiqués dans leurs programmes, ou dans d'autres exposés de la politique économique qu'ils se proposent de suivre, sont compatibles avec les aspirations énoncées dans les traités précités ;

3. De demander au Secrétariat d'aider, sur leur demande, les gouvernements précités à coordonner leurs programmes de développement avec les buts du Traité de Montevideo et du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale.

13 mai 1961.

209 (IX). Experts des questions du travail

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que la classe ouvrière organisée est en mesure d'apporter une précieuse contribution à l'étude des problèmes sociaux du développement, en même temps que d'appuyer les programmes nationaux découlant des recommandations pertinentes,

Décide de recommander au Secrétariat de la CEPAL de veiller à ce que des experts des questions du travail associés au mouvement ouvrier participent, quand il y

aura lieu, aux cycles d'études ou réunions chargés d'étudier les problèmes sociaux du développement.

13 mai 1961.

210 (IX). Décentralisation des activités économiques et sociales des Nations Unies et renforcement des commissions économiques régionales

La Commission économique pour l'Amérique latine

Considérant :

a) Que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, à sa quinzième session, la résolution 1518 (XV) par laquelle elle a pris des mesures pour la décentralisation des activités des Nations Unies en matière économique et sociale et pour le renforcement des commissions économiques régionales,

b) Que le Conseil économique et social a adopté la résolution 793 (XXX), relative à la décentralisation des activités et opérations et à l'avantage qu'il y a à recourir dans toute la mesure du possible aux services des commissions économiques régionales, surtout pour ce qui est de la préparation et de l'exécution des programmes destinés à faciliter le développement régional dans le domaine économique et social,

c) Que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a soumis à l'examen de la Commission, à la présente session, le document E/CN.12/564, par lequel il demande l'avis des Gouvernements membres sur les moyens propres à renforcer les commissions économiques régionales et à augmenter leur participation aux programmes d'exécution,

d) Que le Secrétaire exécutif de la Commission a présenté, à la présente session, le document E/CN.12/599 dans lequel il soumet à l'examen de la Commission un plan général en même temps que des mesures concrètes initiales en matière de décentralisation des programmes destinés à faciliter le développement économique régional,

Considérant :

a) Qu'à plusieurs reprises, les gouvernements membres ont signalé les avantages qu'il y aurait à recourir le plus activement possible aux services de la Commission et à procéder à la décentralisation des programmes d'assistance technique des Nations Unies ³⁶,

b) Que les ressources financières disponibles pour les programmes d'assistance technique ne sont pas suffisantes pour mettre en œuvre tous les projets auxquels s'intéressent les gouvernements membres et qu'il faut par conséquent faire périodiquement un choix des projets qui présentent le plus d'intérêt pour le développement économique et assurer l'exécution la plus efficace des projets au moyen d'une évaluation continue des résultats,

c) Que les connaissances et l'expérience du Secrétariat de la Commission doivent être mis à profit dans toute

la mesure possible, tant pour l'élaboration des projets que pour leur exécution,

d) Qu'il faut donner au Secrétariat de la Commission les ressources nécessaires en personnel pour qu'il puisse rendre ces services avec toute l'efficacité nécessaire,

Décide :

1. De prendre note avec satisfaction de la résolution 1518 (XV) de l'Assemblée générale et de la résolution 793 (XXX) du Conseil économique et social, du document présenté sur cette question par le Secrétaire général (E/CN.12/564) et du rapport présenté par le Secrétaire exécutif (E/CN.12/599) ;

2. D'exprimer sa reconnaissance à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social pour les mesures qu'ils ont prises en vue de la décentralisation des activités économiques et sociales des Nations Unies et du renforcement des commissions économiques régionales ;

3. De partager l'avis du Secrétaire général selon lequel il faudrait, pour intensifier la participation de la CEPAL aux opérations des Nations Unies, augmenter ses ressources en personnel si on le juge nécessaire (voir E/CN.12/564, par. 5A) ;

4. De recommander au Secrétaire général de mettre à exécution la décentralisation envisagée et de négocier devant les organes compétents des Nations Unies l'octroi des ressources indispensables pour créer au sein du Secrétariat de la Commission un groupe des opérations d'assistance technique et le pourvoir des fonctionnaires spécialisés nécessaires pour préparer les projets d'assistance technique et suivre leur exécution dans la forme proposée par le Secrétaire exécutif.

13 mai 1961.

211 (IX). Coopération avec l'Organisation des Etats américains et la Banque interaméricaine de développement

La Commission économique pour l'Amérique latine

Prend note avec satisfaction de la création d'un Comité spécial de coopération composé du Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, du Président de la Banque interaméricaine du développement et du Secrétaire exécutif de la CEPAL,

Reconnaît que, lors même que les trois organisations gardent leur indépendance et leur liberté d'action, les arrangements de travail prévus dans l'accord et reproduits dans le document E/CN.12/601 constituent une base adéquate en vue d'intensifier les efforts de coopération que les trois organisations déploient pour aider les gouvernements à accélérer leur développement économique et social,

Appuie cet accord, étant entendu qu'il s'agit d'un instrument flexible qui pourra être modifié à la lumière de l'expérience,

Recommande au Secrétariat de la CEPAL de proposer à ce comité de maintenir, dans son œuvre de coopération et de coordination, un contact étroit avec les organismes spécialisés des Nations Unies qui fonctionnent en Amérique latine, et de coordonner les activités

³⁶ Voir la résolution de la Commission en date du 20 juin 1950 (E/CN.12/192), rappelée dans les résolutions 12 (IV), 39 (AC.16), 85 (VI), 110 (AC.34), 125 (VII) et 144 (AC.40).

de ces organismes et celles des organisations et organismes qui font partie dudit comité, dans la mesure où l'exigent les programmes respectifs, en établissant les mécanismes ou arrangements qu'il jugera appropriés eu égard aux relations de travail qui existent entre eux.

13 mai 1961.

212 (IX). Création d'un bureau de la CEPAL à Bogota

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que la création à Bogota d'un bureau de la Commission économique pour l'Amérique latine constituerait une décentralisation qui favoriserait l'exécution des projets de la Commission intéressant principalement la Colombie, l'Equateur, le Venezuela et la Guyane britannique,

Tenant compte du fait que le Gouvernement colombien a offert de fournir, sans charge pour l'Organisation des Nations Unies, le local nécessaire au fonctionnement de ce bureau, et qu'il s'est montré disposé à reconnaître audit bureau et à son personnel international les privilèges et immunités nécessaires,

Décide de recommander au Secrétaire exécutif de la CEPAL la création d'un bureau de la CEPAL dans la ville de Bogota, afin de faciliter l'exécution des études et autres travaux de la Commission qui intéressent principalement la Colombie, l'Equateur, le Venezuela et la Guyane britannique.

13 mai 1961.

213 (IX). Relations avec les organismes interaméricains

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant qu'il convient que la Commission maintienne une coordination et une collaboration adéquates avec les organismes interaméricains représentatifs dans le domaine économique et social, afin d'entreprendre une action harmonieuse dans l'intérêt du développement économique de l'Amérique latine,

Tenant compte de la signature récente du Traité de Montevideo et du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale ainsi que de la création de la Banque interaméricaine de développement et de la Banque centre-américaine d'intégration économique,

Décide :

1. De maintenir des relations étroites avec l'Organisation des Etats d'Amérique centrale, l'Association latino-américaine de libre-échange, la Banque interaméricaine de développement, le Secrétariat du Traité général d'intégration économique de l'Amérique cen-

trale et la Banque centre-américaine d'intégration économique ;

2. De prier le Secrétaire exécutif de prendre les mesures nécessaires pour coordonner les activités du Secrétariat avec celles des organismes précités.

13 mai 1961.

214 (IX). Rapport du Comité du commerce sur les travaux de sa troisième session

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que le Comité du commerce créé par la résolution 101 (VI) lui a présenté son rapport sur les travaux de sa troisième session (E/CN.12/C.1/19), au cours de laquelle il a adopté d'importantes résolutions destinées à faire progresser l'intégration régionale,

Considérant que la création de l'Association latino-américaine de libre-échange conformément au Traité de Montevideo signé en février 1960 constitue un progrès vers la formation d'un marché commun latino-américain,

Décide :

1. De prendre acte avec satisfaction du rapport du Comité du commerce sur les travaux de sa troisième session ;

2. De prier le Secrétariat d'accorder la priorité voulue aux travaux recommandés dans les diverses résolutions adoptées par le Comité du commerce.

13 mai 1961.

215 (IX). Date et lieu de la dixième session

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant l'article 15 de son mandat et les articles 1^{er} et 2 de son règlement intérieur,

Considérant l'invitation du Gouvernement de la République Argentine qui a proposé que la dixième session de la Commission se tienne dans la ville de Buenos Aires,

Décide :

1. D'exprimer sa gratitude au Gouvernement de la République Argentine pour son invitation si généreuse ;

2. De tenir sa dixième session dans la ville de Buenos Aires, en avril 1963, ou le mois suivant si cela paraît nécessaire après les consultations que le Secrétaire exécutif de la Commission aura avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de la République Argentine.

15 mai 1961.

QUATRIÈME PARTIE

PROJET DE RÉSOLUTION PRÉSENTÉ AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Le Conseil économique et social

Prend acte du rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine, relatif à la période du 30 mars 1960 au 15 mai 1961 (E/CN.12/573/Rev.1), ainsi que des résolutions et recommandations contenues dans le résumé des débats de la neuvième session de la Commission, et approuve le programme de travail et l'ordre de priorité présentés dans ce rapport.

CINQUIÈME PARTIE

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITÉ POUR 1961-1962

PRINCIPES FONDAMENTAUX

377. Pour préparer le programme de travail de priorité, les organes subsidiaires de la Commission et le Secrétaire exécutif ont tenu compte, comme par le passé, d'une série de principes fondamentaux et des décisions du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale, ainsi que des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, concernant les programmes et les priorités dans les domaines économique et social, la concentration et la coordination des efforts et des ressources, le contrôle et la limitation de la documentation, le calendrier des conférences et d'autres questions connexes. Ils ont accordé une attention toute spéciale aux recommandations figurant dans les résolutions 324 (XI), 362 (XII), 402 B (XIII), 451 A (XIV), 497 C (XVI), 553 (XVIII), 557 (XVIII), 590 (XX), 597 (XXI), 604 (XXI), 630 (XXII), 664 (XXIV), 693 (XXVI), 694 (XXVI), 709 (XXVII), 710 B (XXVII), 724 A (XXVIII), 731 B (XXVIII), 742 (XXVIII), 751 (XXIX), 777 (XXIX) et 791 (XXIX) du Conseil économique et social.

CONCENTRATION ET COORDINATION

378. Conformément aux règles posées au paragraphe 17 de l'annexe à la résolution 693 (XXVI) du Conseil économique et social, le Secrétariat a contribué à s'assurer la collaboration d'organismes tels que les universités, les institutions nationales — privées ou publiques — et les organisations non gouvernementales, de manière à tirer le meilleur parti de ses propres ressources. Parmi les projets qui, l'année dernière, ont été exécutés en conformité de la politique susmentionnée figurent les suivants :

Projet 3, i. — L'étude sur le développement économique du Honduras a été réalisée en étroite collaboration avec un groupe de travail national composé d'économistes du Consejo Nacional de Economía et de la Banque centrale, avec l'aide du Ministère des affaires économiques. Les études sur le développement économique du Guatemala et du Nicaragua se poursuivent

aussi avec la collaboration active de groupes de travail patronnés par le gouvernement.

Projet 3, iii. — La Fondation Ford a fourni une importante contribution financière en vue des travaux préparatoires sur l'administration et la politique fiscales.

Projet 3, v. — Les groupes consultatifs désignés pour la Bolivie, le Chili, la Colombie et le Venezuela travaillent en contact étroit avec les organes de planification et de développement des pays respectifs qui leur assurent leur pleine collaboration.

Projet 4, vii. — L'étude sur le régime foncier et la situation de la main-d'œuvre agricole en Amérique centrale se poursuit, avec l'aide d'experts fournis par la DOAT, la FAO et l'OIT. Le Consejo Superior Universitario Centroamericano a été chargé de coordonner l'exécution de ce projet, auquel collaborent d'autres institutions nationales. Un expert de la DOAT, assisté d'autres spécialistes fournis par le gouvernement, s'est livré en 1960, au Salvador, à une enquête sur la mobilité de la main-d'œuvre et ses rapports avec l'industrialisation.

Projet 4, ix. — L'Ecole supérieure d'administration publique pour l'Amérique centrale (ESAPAC) consacre maintenant une partie importante de ses activités au programme d'intégration économique. En 1961, un cours sommaire sera donné sur l'administration des douanes, et des cycles d'études seront consacrés à l'exécution des lois relatives au développement, aux routes et communications et aux traités d'intégration. Le Secrétariat collaborera étroitement à ces travaux.

Projet 6. — Le Gouvernement néerlandais a fourni les services d'un expert des problèmes de transports.

Projet 13. — Les travaux relatifs à l'étude sur le café au Brésil ont été grandement facilités par le Ministère de l'agriculture de ce pays qui a fourni des techniciens pour les études sur le terrain et par l'Institut brésilien du café qui a fourni des techniciens et des crédits.

Projet 18. — Les travaux d'inventaire et d'analyse de l'industrie latino-américaine ont progressé grâce à la collaboration de nombreux organismes publics et privés, au nombre desquels il faut citer particulièrement les

associations industrielles de l'Argentine, du Brésil, du Chili et du Mexique.

Projet 19. — La Société chilienne de développement de la production (CORFO) a fourni du personnel qui collabore à la préparation de l'étude pilote sur les industries chimiques au Chili ainsi qu'à l'étude générale. De même, la Société vénézuélienne du développement a fourni des crédits et une aide sous d'autres formes en vue de l'étude générale. Dans d'autres pays de l'Amérique latine, on a procédé à des travaux de même nature avec l'assistance de diverses organisations publiques et privées. Une quarantaine de sociétés privées intéressées aux progrès de l'industrie chimique en Amérique latine ont fourni des renseignements de grande valeur.

Projet 20. — Le groupe consultatif CEPAL/FAO/DOAT du papier et de la cellulose a bénéficié, au cours de toutes ses missions, d'une aide précieuse de la part des industriels locaux et des sociétés de développement.

Projet 21. — Le Secrétariat a aidé à la création de l'Institut sidérurgique latino-américain et continue à collaborer avec cet organisme.

Projet 22. — Grâce aux crédits et à l'aide fournis par le Conseil fédéral argentin des investissements, la Fédération argentine des industries métallurgiques et l'Association brésilienne pour le développement des industries de base, on a pu mettre en train les travaux sur les industries de base.

Projet 24. — Le groupe CEPAL/DOAT/OMM sur les ressources hydrauliques a bénéficié, au cours de son travail au Venezuela, du concours de la Société vénézuélienne de développement et d'autres institutions et services nationaux et locaux. En Bolivie, il bénéficie de la collaboration active de l'Office national de planification et d'autres organismes publics.

Projet 25. — Le Cycle d'étude de l'énergie électrique en Amérique latine, qui doit se tenir à Mexico du 31 juillet au 12 août 1961, a reçu l'appui, au cours des travaux préparatoires, d'un certain nombre d'organismes en Amérique latine, aux Etats-Unis, au Canada et en Europe. Il convient de citer particulièrement le Conseil fédéral de l'électricité du Mexique, qui figure parmi les organisateurs de la réunion et qui mettra à sa disposition les services nécessaires, et la Nacional Financiera, S.A., de Mexico, qui lui assure son appui financier.

Projet 26. — On a mis en train l'exécution d'une étude sur la recherche technique en Amérique latine avec l'aide du personnel prêté, notamment, par le Centro de Planificación Económica de l'Université du Chili, l'Instituto Chileno del Acero, l'Instituto de Pesquisas Tecnológicas de l'Université de São Paulo et le Consejo Federal de Inversiones de la Argentina.

Projet 27, i. — Les études sur l'industrie textile entreprises en 1960 et 1961 ont pu être poursuivies grâce aux contributions financières et à l'aide de l'Institut textile de la Société de développement industriel du Chili (FABRIL) et de l'Association des industries textiles de l'Etat de São Paulo au Brésil.

Projet 32, ii. — L'étude des régimes et tarifs douaniers de la réunion d'experts des problèmes douaniers ont dû

beaucoup au concours dont les services ont été prêtés quatre mois en 1960 par le Conseil de coopération douanière de Bruxelles.

CALENDRIER DES CONFÉRENCES

379. Conformément à la résolution 693 (XXVI) du Conseil économique et social et à la résolution 1202 (XII) de l'Assemblée générale, le Secrétaire exécutif s'est efforcé de réduire autant que possible le nombre et la durée des sessions des organes subsidiaires et des groupes de travail spéciaux de la Commission. En conséquence, la troisième session du Comité du commerce de la CEPAL s'est tenue en même temps que la neuvième session de la Commission.

PROJETS RÉGIONAUX EXÉCUTÉS EN COOPÉRATION AVEC LA DOAT

380. La DOAT et le Secrétariat de la CEPAL continueront certainement comme par le passé de collaborer à l'exécution de divers projets. La CEPAL a été appelée dès le début à donner son avis sur certains projets régionaux figurant au programme des années 1961-1962, et la plupart de ces projets — notamment ceux qui ont trait à la formation d'économistes, à la création de groupes consultatifs, à l'organisation de cycles d'études et de réunions d'experts, — seront exécutés conformément aux procédures et aux règles prévues en la matière.

MODIFICATIONS APPORTÉES AU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 1961-1962

381. La Commission a décidé d'apporter les modifications ci-après au programme de travail.

A. — Projets nouveaux

Projet 4, x. — Développement économique du Honduras britannique ou Belize : résolution 195 (IX).

Projet 28. — Matériaux de construction : résolution 205 (IX).

Projet 37. — Incidences des frais de transport sur le prix final des produits marchands et autres problèmes de politique commerciale en matière de transports : résolution 214 (IX) et résolution 15 (III) du Comité du commerce.

Projet 38. — Intensification des relations commerciales : résolution 214 (IX) et résolution 11 (III) du Comité du commerce.

Projet 39. — Cours de spécialisation en politique commerciale : résolution 214 (IX) et résolution 11 (III) du Comité du commerce.

B. — Projets abandonnés

Etude de la productivité du travail et du capital dans la production agricole : résolutions 87 (VI) et 134 (III).

Centre latino-américain de planification des ressources hydro-électriques : résolution 166 (VIII).

C. — Projets modifiés

Projet 3, ii. — Analyses et projections du développement économique pour l'ensemble de l'Amérique latine, compte tenu des possibilités de rendre complémentaire le développement économique des différents pays : résolutions 91 (VI) et 208 (IX).

Projet 3, iv — Conseils et assistance à fournir aux gouvernements pour la programmation du développement économique : résolutions 137 (VII), 155 (VIII) et 184 (IX).

Projet 4. — Intégration économique de l'Amérique centrale : résolutions 24 (IV), 84 (VI), 27 (CCE), 123 (VII), 140 (AC.40), 152 (VIII) et 173 (AC.45), 101 (CCE), 102 (CCE), 103 (CCE), 104 (CCE), 107 (CCE), 194 (IX) et 195 (IX).

Projet 7. — Préparation d'un programme minimum d'informations statistiques : résolutions 154 (VIII) et 196 (IX).

Projet 9. — Etudes des facteurs sociaux qui influent sur le développement économique : résolutions 82 (VI), 124 (VII), 150 (VIII), 176 (AC.45) et 180 (IX).

Projet 10. — Etudes sur l'accroissement démographique et les besoins de main-d'œuvre dans leurs rapports avec le développement économique : résolutions 83 (VI), 149 (VIII), 182 (IX) et 183 (IX).

Projet 12. — Politique agricole : résolutions 63 (V), 89 (VI), 158 (VIII), 182 (IX) et 183 (IX).

Projet 15. — Rôle des produits agricoles dans le futur marché commun latino-américain : résolutions 158 (VIII) et 182 (IX).

Projet 22. — Industries mécaniques : résolutions 57 (V), 96 (VI), 127 (VII), 161 (VIII) et 207 (IX).

Projet 27. — Industries textiles : résolutions 11 (IV) et 201 (IX).

Projet 32, ii. — Etude des régimes et tarifs douaniers : résolution 214 (IX) et résolution 12 (III) du Comité du commerce.

D. — Projets auxquels a été affecté un ordre de priorité plus élevé

Projet 8. — Réunions d'experts pour l'étude des problèmes relatifs au développement économique et à la technique de programmation : résolutions 48 (V) et 185 (IX). Ce projet a été transféré du groupe 3 au groupe 2.

Projet 26. — Recherche et formation techniques en Amérique latine : résolutions 13 (IV), 53 (V), 200 (IX) et 203 (IX). Ce projet passe du groupe 3 au groupe 2.

EXÉCUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL

382. En d'autres occasions, la Commission avait autorisé le Secrétaire exécutif, en vue de mener à bien certains projets, à convoquer, compte tenu des ressources disponibles, les conférences, les réunions de groupes d'experts et les réunions de spécialistes qu'il jugerait nécessaires, sous réserve d'obtenir l'approbation préalable des gouvernements intéressés et de consulter les institutions spécialisées compétentes. La Commission souhaite que le Secrétaire exécutif continue d'agir de la sorte.

383. Bien qu'il soit souhaitable de modifier aussi peu que possible le programme de travail, il se peut que des circonstances imprévues exigent l'abandon de certains projets, ou un remaniement de l'ordre de priorité. En conséquence, la Commission désire laisser, comme par le passé, toute latitude au Secrétaire exécutif pour modifier ou ajourner certains projets, s'il le juge

nécessaire, et pour remanier l'ordre de priorité dans tous les cas où les circonstances l'exigeraient.

NOTES EXPLICATIVES

384. Le programme de travail est divisé en six sections principales traitant respectivement de la situation économique actuelle, du développement économique et des techniques de planification, du développement social, des problèmes économiques de l'agriculture (en collaboration avec la FAO), de l'industrie, des mines et de l'énergie, et du commerce international. Un des projets en question, — la coopération au programme d'assistance technique — concerne plusieurs domaines d'activité ; il a donc été inscrit séparément à la fin du programme.

385. A l'intérieur de chaque section, les projets sont énumérés selon l'ordre de priorité, conformément à la résolution 402 B (XIII) du Conseil économique et social, savoir :

Groupe 1. — Etudes et travaux continus de haute priorité

386. Ce groupe comprend des études et les travaux pour lesquels la responsabilité de la Commission et de son secrétariat est de caractère continu, en vertu du mandat et des résolutions de la Commission. Les études et les rapports qui y sont envisagés doivent être présentés périodiquement. Chaque étude pourra différer des précédentes et les compléter quant à la portée (pays étudiés), au fond (différents aspects des principaux problèmes) et à la période envisagée (évolution au cours d'une période donnée).

Groupe 2. — Projets spéciaux de haute priorité

387. Ce groupe comprend les travaux non continus dont on peut estimer approximativement la durée, notamment ceux qui n'ont pas la portée des travaux du groupe 1, et les études occasionnelles entreprises dans le cadre de ces travaux.

Groupe 3. — Autres projets

388. Ce groupe comprend les travaux qui, en raison du manque de crédits et de personnel, doivent être ajournés pour le moment et ne pourront probablement pas être entrepris en 1961.

389. Pour répartir les projets entre les trois groupes qui précèdent, on a tenu compte, d'une part, de l'importance fondamentale de chaque projet et, d'autre part, de la manière la plus efficace d'utiliser les ressources disponibles. On n'a établi aucun ordre de priorité entre les projets figurant dans les groupes 1 et 2, et l'on considère que ces deux groupes devraient avoir la même priorité.

LISTE ANNOTÉE DE PROJETS

390. Les projets sont énumérés les uns à la suite des autres et leur titre est précédé d'un chiffre arabe. Les différents aspects des projets principaux sont indiqués par des rubriques précédées de chiffres romains : i, ii, iii, etc. Les notes concernant chaque projet visent à en donner une idée, mais pour en connaître exactement la portée, il convient de se référer aux résolutions de la Commission et de ses organes subsidiaires.

391. Les résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine sont désignées par un chiffre arabe, qui indique le numéro dans la série, suivi d'un chiffre romain entre parenthèses, qui indique la session à laquelle elles ont été adoptées.

392. Les résolutions du Comité plénier sont désignées par un chiffre arabe qui indique le numéro dans la série, suivi, entre parenthèses, de la cote attribuée au Comité.

393. Les résolutions du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale sont désignées par un chiffre arabe, suivi des lettres CCE entre parenthèses.

394. Les résolutions du Comité du commerce sont désignées par un chiffre arabe, suivi d'un chiffre romain entre parenthèses, qui indique la session à laquelle elles ont été adoptées.

Section I. — Situation économique actuelle

GROUPE I. — ETUDES ET TRAVAUX CONTINUS DE HAUTE PRIORITÉ

1. *Estudio Económico de América Latina*: résolutions 44 (V) et 79 (VI) [publication annuelle]

Comme suite à l'accord intervenu avec l'Organisation des Etats américains (OEA), la préparation de l'Etude se fera dorénavant en commun et l'OEA assurera l'exécution des travaux. Toutefois, le Secrétariat de la CEPAL continuera à publier son analyse de la situation économique, fondée sur les faits qui se dégageront de l'Etude faite conjointement.

2. *Boletín Económico de América Latina*: résolutions 32 (IV) et 79 (VI) [publication semestrielle]

Le Supplément statistique publié ces dernières années dans le *Boletín* sera dorénavant publié deux fois par an en volume séparés.

Section II. — Développement économique et technique de planification

GROUPE I. — ETUDES ET TRAVAUX CONTINUS DE HAUTE PRIORITÉ

3. *Problèmes généraux du développement économique et technique de programmation*: résolutions 48 (V), 81 (VI), 132 (VII), 137 (VII), 147 (VIII), 148 (VIII), 155 (VIII), 184 (IX) et 208 (IX)

- i) *Analyse et projections du développement économique dans les pays pris séparément*: résolution 48 (V)

A l'heure actuelle, le Secrétariat ne prépare de monographies que sur des pays de l'Amérique centrale. Celles consacrées au Panama et au Salvador ont été imprimées au début de 1960. La monographie consacrée au Honduras est actuellement sous presse, et on travaille à des études du développement économique au Guatemala et au Nicaragua.

- ii) *Analyses et projections du développement économique pour l'ensemble de l'Amérique latine, compte*

tenu des possibilités de rendre complémentaire le développement économique des différents pays: résolutions 81 (VI) et 208 (IX)

On rassemble et on analyse actuellement les données fondamentales en vue d'une étude comparative des rythmes de développement économique, en s'attachant particulièrement aux tendances et aux modifications de structure dans leur rapports tant avec l'ensemble de l'économie qu'avec les secteurs agricole, industriel, extérieur et public.

Pour faire suite aux monographies dont il est question sous 3, i, on envisage d'entreprendre en 1961 une étude des perspectives de développement des pays de l'Amérique centrale dans le cadre d'une économie intégrée.

En outre, conformément à la résolution 184 (IX) le Secrétariat étudiera, quand les gouvernements lui en feront la demande, le degré de compatibilité des mesures économiques prévues dans les plans de développement, compte tenu des règles posées pour les zones de libre-échange; en outre, il conseillera, sur leur demande, les gouvernements des Etats membres de l'Association latino-américaine de libre-échange pour la coordination de leurs plans de développement dans le cadre d'un plan d'intégration régionale.

- iii) *Etude de la politique monétaire et fiscale en vue du développement économique*: résolutions 81 (VI), 148 (VIII) et 186 (IX)

Le Secrétariat prépare une analyse de l'inflation et de ses relations avec l'expansion économique en Amérique latine: il se propose d'y exposer les causes et l'évolution de ce phénomène économique, ainsi que ses effets sur le développement.

Conformément à la résolution 148 (VIII), le Secrétariat a aidé les gouvernements (dans le cadre du programme de groupes consultatifs) à adapter à la situation particulière de l'Amérique latine les meilleurs systèmes budgétaires actuels; il a déployé aussi des efforts considérables pour assurer aux fonctionnaires des administrations une formation en matière budgétaire. Il prépare l'organisation d'un deuxième groupe d'étude des questions budgétaires, qui se réunira en 1962.

Au cours des derniers mois, la CEPAL, l'OEA, la Banque interaméricaine de développement et la Faculté de droit de l'Université Harvard (dans le cadre de son programme international d'études sur la fiscalité) ont entrepris une première étude de propositions tendant à l'élaboration d'un programme à long terme destiné à renforcer les systèmes fiscaux des pays de l'Amérique latine, dans le dessein de mobiliser des ressources en vue du financement du développement économique et social de la région. On envisage d'organiser conjointement deux conférences, la première traitant de l'administration fiscale (prévue pour septembre 1961) et la seconde, de la politique fiscale (début de 1962).

- iv) *Conseils et assistance à fournir aux gouvernements pour la programmation du développement économique*: résolutions 137 (VII), 155 (VIII) et 184 (IX) [voir aussi la résolution 199 (IX)]

Des groupes consultatifs, organisés conjointement par la CEPAL et la DOAT avec le concours de la FAO et l'appui d'autres institutions spécialisées, ont travaillé l'année dernière en Bolivie et en Colombie. Ces deux groupes poursuivront leur tâche en 1961, et deux autres groupes ont été constitués, pour le Chili et le Venezuela. Ces groupes ont été formés à la demande des gouvernements intéressés, conformément à la résolution 137 (VII).

Un exposé de l'expérience acquise dans ce domaine a été soumis à la Commission à sa neuvième session (E/CN.12/584).

Comme suite aux arrangements pris avec l'OEA et la BID, ces groupes consultatifs seront désormais organisés conjointement, la CEPAL restant l'organe d'exécution. On espère ainsi pouvoir donner satisfaction à de nombreuses demandes qui, jusqu'à présent, sont demeurées en instance, faute des ressources nécessaires.

Un appui considérable a été fourni par la FAO qui, dans un pays, a organisé son programme d'assistance technique en fonction des besoins du groupe consultatif; d'autre part, l'OIT a désigné, en mars 1961, un expert des questions de main-d'œuvre chargé de travailler avec les groupes, et elle envisage la possibilité d'affecter d'autres crédits à ces travaux. On pense que, dans l'avenir, d'autres institutions spécialisées prêteront aux groupes un plus ample concours.

On a soumis, lors de la neuvième session, un rapport sur l'expérience acquise (E/CN.12/584); conformément à la résolution 184 (IX), on espère pouvoir étendre ce travail pour y inclure: a) les méthodes d'élaboration et d'application de plans généraux, industriels et de transports; b) les divers systèmes institutionnels, administratifs et techniques utilisés pour élaborer et exécuter les plans et les mesures de politique économique et sociale.

4. *Intégration économique de l'Amérique centrale*: résolutions 24 (IV), 55 (V), 84 (VI), 27 (CCE), 123 (VII), 140 (AC.40), 152 (VIII), 173 (AC.45), 101 (CCE), 102 (CCE), 104 (CCE), 107 (CCE), 194 (IX) et 195 (IX)

La ratification du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale et l'Accord instituant la Banque centre-américaine pour l'intégration économique, signé en décembre 1960, entraîneront entre le Secrétariat et les gouvernements de nouvelles formes de collaboration pour l'étude des problèmes que posera l'application de ces instruments et des mesures qu'il conviendra de prendre pour assurer pleinement, dans un délai de cinq ans, la mise en place du marché commun centre-américain.

Le Comité tiendra cette année sa troisième session extraordinaire pour examiner l'orientation qu'il convient de

donner à ses travaux comme suite aux accords susmentionnés. On envisage aussi d'organiser au cours de l'année trois réunions du Sous-Comité du commerce; les sous-comités du logement, de l'énergie électrique, du développement agricole, de la coordination statistique et des transports tiendront chacun une session. En outre, les groupes de travail du développement industriel et de l'alignement des mesures fiscales destinées à stimuler le développement se réuniront selon les besoins. Plusieurs de ces réunions auront lieu simultanément, d'autres consécutivement, de façon à tirer le meilleur parti possible des ressources dont on dispose.

- i) *Commerce de l'Amérique centrale*: résolutions 9 (AC.17), 19 (AC.17), 4 (CCE), 7 (CCE), 22 (CCE), 24 (CCE), 37 (CCE), 58 (CCE), 81 (CCE), 83 (CCE), 101 (CCE), 102 (CCE), 103 (CCE) et 106 (CCE)

Le Secrétariat collaborera avec les gouvernements à des travaux relatifs à l'établissement du tarif douanier uniforme de l'Amérique centrale qui doit être négocié dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur du Protocole à l'Accord sur l'uniformisation des droits et charges à l'importation — lui aussi signé en décembre 1960 —, ainsi qu'à la préparation d'instructions sur l'application des traités d'intégration. Le Secrétariat établira aussi un projet de réglementation uniforme sur la détermination de l'origine des marchandises et il prêtera son concours aux gouvernements pour l'étude des régimes spéciaux prévus dans le Traité général.

- ii) *Développement de l'industrie*: résolutions 2 (AC.17), 2 (CCE), 8 (CCE), 25 (CCE), 26 (CCE), 27 (CCE), 38 (CCE), 39 (CCE), 40 (CCE), 41 (CCE), 57 (CCE), 59 (CCE), 60 (CCE), 70 (CCE), 71 (CCE), 75 (CCE), 84 (CCE), 85 (CCE), 88 (CCE) et 104 (CCE)

Le Secrétariat se consacrera surtout à la préparation des premiers protocoles aux termes desquels — conformément au Traité général — des industries seront créées sur le plan régional. Le Groupe de travail spécial du développement industriel se réunira en juillet. Il examinera les perspectives d'intégration dans des secteurs déterminés de l'industrie et il élaborera des projets de protocoles qui seront soumis au Comité.

Un groupe de travail se réunira pour étudier et recommander les mesures nécessaires en vue d'uniformiser les dispositions législatives relatives aux mesures fiscales destinées à stimuler le développement industriel et de coordonner leur application.

Le Secrétariat a prêté son concours à la création de la Banque centre-américaine pour l'intégration économique. Il poursuivra cette collaboration en 1961, notamment en ce qui concerne l'organisation de la Banque, la mise en train et l'élaboration du programme de ses travaux.

- iii) *Développement de l'agriculture*: résolutions 1 (CCE), 14 (CCE), 20 (CCE), 48 (CCE), 49 (CCE), 62 (CCE), 63 (CCE), 76 (CCE), 89 (CCE), 90 (CCE) et 91 (CCE)

Le Sous-Comité du développement agricole se réunira pour la première fois en août 1961. Le Secrétariat présentera des études sur la coordination des politiques de production et la réglementation du commerce de l'Amérique centrale en produits agricoles de base. Ces études seront effectuées en collaboration avec la FAO et elles pourront servir de base à l'élaboration des accords particuliers prévus dans le Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale. Sur la demande du Comité,

une étude spéciale sera consacrée aux problèmes que pose l'uniformisation des droits et charges à l'importation pour certains produits agricoles.

- iv) *Transports*: résolutions 4 (AC.17), 21 (AC.17), 18 (CCE), 19 (CCE), 42 (CCE), 43 (CCE), 44 (CCE), 45 (CCE), 46 (CCE), 64 (CCE), 65 (CCE), 67 (CCE) et 92 (CCE)

En collaboration avec un expert de la DOAT et les organismes nationaux compétents, on élaborera un programme de construction de routes en Amérique centrale, en déterminant les sections qui doivent être achevées pour mettre en place un réseau régional de routes destiné à permettre l'application efficace du marché commun. Le programme précisera en outre le montant des investissements nécessaires et l'ordre de priorité des travaux. Il sera soumis en 1961 au Sous-Comité des transports. Au cours d'une autre session, ce sous-comité examinera le projet de code maritime de l'Amérique centrale.

- v) *Electrification*: résolutions 3 (AC.17), 25 (CCE) et 59 (CCE)

On s'attachera surtout à l'étude des possibilités d'interconnexion des réseaux existants d'énergie électrique en Amérique centrale. Le Sous-Comité de l'énergie électrique tiendra sa deuxième réunion pendant le troisième trimestre de 1961 et il sera saisi d'une étude sur cette question, traitant notamment de la possibilité d'un développement combiné de l'énergie électrique au Honduras et au Salvador. Cette étude est l'œuvre d'un expert de la DOAT. On examinera aussi les questions relatives au coût, au financement et à d'autres aspects connexes.

- vi) *Statistiques*: résolutions 20 (AC.17), 3 (CCE), 21 (CCE), 47 (CCE) et 69 (CCE)

Le Sous-Comité de coordination statistique doit tenir sa cinquième session pendant le dernier trimestre de 1961. Un groupe de travail des statistiques agricoles se réunira au préalable et examinera les études relatives à la coordination des recensements et le programme commun d'établissement de séries statistiques continues, préparées par un expert de la FAO.

Le deuxième Recueil de statistiques de l'Amérique centrale sera publié en 1961 et on achèvera la préparation d'un Supplément méthodique au Recueil.

- vii) *Questions économiques et sociales*: résolutions 27 (CCE), 51 (CCE), 73 (CCE), 93 (CCE) et 94 (CCE)

On poursuivra les travaux de recherche sur le régime foncier et sur la situation de la main-d'œuvre agricole en Amérique centrale, ainsi que sur les rapports entre ces questions et l'intégration économique. Ces travaux s'effectuent avec le concours d'experts de la DOAT, de la FAO et de l'OIT, et ils seront coordonnés par le Conseil supérieur universitaire de l'Amérique centrale; d'autres institutions dans les divers pays intéressés y collaborent également.

Sur la base de recherches faites au Salvador, les questions relatives à la mobilité de la main-d'œuvre et à ses rapports avec le développement industriel seront étudiées pour l'ensemble de l'Amérique centrale.

Le Sous-Comité du logement tiendra sa deuxième session pour étudier les problèmes techniques relatifs à l'organisation et au développement de la production de matériaux de construction et à la création d'un marché plus large, sur le plan régional, pour ces matériaux. On prépare à cette fin des études sur la coordination ainsi que sur l'utilisation et l'amélioration des matériaux originaires de

l'Amérique centrale. On envisage aussi la possibilité d'entreprendre, avec une aide extérieure, l'exécution d'un vaste programme de construction de logements à bon marché. Un expert de la DOAT travaille à cette étude, et des mesures sont prises pour s'assurer le concours d'un ou de plusieurs experts de l'OEA.

- viii) *Incorporation du Panama dans le programme d'intégration économique de l'Amérique centrale*: résolution 80 (CCE)

Le Panama a décidé de devenir membre de l'Institut de recherche et de technologie de l'Amérique centrale (ICAITI) et de l'Ecole supérieure d'administration publique de l'Amérique centrale (ESAPAC). On prépare les accords qui devront être conclus à ce sujet entre le Gouvernement du Panama et les institutions en question.

- ix) *Instituts de recherche et de formation*: résolutions 7 (AC.17), 23 (AC.17), 5 (CCE), 6 (CCE), 31 (CCE), 52 (CCE), 53 (CCE), 78 (CCE), 95 (CCE) et 98 (CCE).

L'Ecole supérieure d'administration publique de l'Amérique centrale (ESAPAC) est parvenue au stade où ses travaux demanderont une coopération plus étroite avec le Secrétariat, étant donné surtout qu'ils porteront plus directement sur le programme d'intégration économique. En 1961, le Secrétariat collaborera avec l'Ecole à l'organisation d'un cours sommaire sur l'administration douanière et de cycles d'études sur l'exécution des lois en matière de développement, sur les routes, les communications et les traités d'intégration. La coopération avec l'ICAITI sera intensifiée en ce qui concerne les aspects de ses travaux qui portent directement sur le programme d'intégration.

- x) *Développement économique du Honduras britannique ou Belize*: résolution 195 (IX)

On a demandé au Secrétariat d'étudier les répercussions possibles d'une coopération plus étroite entre le Honduras britannique ou Belize et les pays de l'Amérique centrale.

5. *Programme commun CEPAL/DOAT de formation en matière de développement économique*: résolutions 4 (IV), 48 (V), 85 (VI), 153 (VIII) et 157 (VIII) [voir aussi la résolution 199 (IX)]

Le cours régulier donné à Santiago a été suspendu en 1960-1961, en vue de sa réorganisation; pendant cette période, les efforts ont porté sur la préparation de matériaux d'enseignement et sur la mise au point d'arrangements pour un programme élargi, dont l'exécution commencera le 1^{er} juillet 1961 et qui sera destiné surtout à former des spécialistes dans divers secteurs de l'économie. On envisage d'organiser en 1961 des cours intensifs dans neuf pays (quatre d'entre eux en liaison avec les groupes consultatifs), tandis que, dans un autre, on a demandé d'organiser un cours hautement spécialisé à l'intention de fonctionnaires d'un rang très élevé.

6. *Etudes sur les problèmes de transports*: résolutions 38 (AC.16), 68 (V), 120 (VII) et 179 (AC.45) [voir aussi le projet 37]

Pendant l'année écoulée, les travaux dans ce domaine ont été surtout l'œuvre des groupes consultatifs, notamment en Colombie et en Bolivie. Une étude a été effectuée sur les problèmes de transports liés directement au programme d'intégration économique de l'Amérique centrale (voir 4, iv).

En outre, on a poursuivi les travaux liés à la préparation de matériaux d'enseignement pour le programme CEPAL/DOAT de formation, surtout en ce qui concerne

la programmation des transports. A cette fin, on a mis à profit l'expérience acquise par les groupes consultatifs et dans l'exécution du programme de formation.

On a commencé d'entreprendre le rassemblement systématique de données sur les diverses branches des transports en Amérique latine, préalable à l'étude des problèmes en cause. Toutefois, le manque de crédits suffisants n'a pas permis, jusqu'ici, d'accomplir les progrès souhaités.

La même raison a entravé les travaux préparatoires du cycle d'étude d'experts chargés d'étudier les problèmes des transports intrarégionaux (résolution AC.45). On espère que, en mettant en commun avec l'OEA les ressources dont on dispose, il sera possible de faire avancer plus rapidement les travaux urgents nécessaires dans l'étude des problèmes de transports en Amérique latine.

7. *Préparation d'un programme minimum d'information statistique*: résolutions 154 (VIII), 196 (IX) et 197 (IX)

Au début de 1960, un statisticien régional a été affecté à la CEPAL, ce qui a considérablement facilité la préparation d'un programme minimum d'information statistique. Le Bureau de statistique de l'ONU, l'Institut interaméricain de statistique et la CEPAL se proposent d'organiser conjointement une série de cycles d'étude. Le premier, consacré aux statistiques industrielles, a déjà eu lieu en octobre 1960. Un second cycle, qui doit se tenir à la fin de 1961, sera consacré aux statistiques du commerce. Un troisième, sur les prix, aura probablement lieu en 1962. A mesure que l'on disposera des ressources nécessaires et que le besoin s'en fera sentir, on organisera d'autres cycles d'étude et de groupes de travail.

Un des principaux statisticiens du Secrétariat se rendra prochainement dans plusieurs pays où il s'entretiendra avec les chefs des services de statistique sur les besoins minimums en matière de statistiques, notamment en ce qui concerne les conditions sociales et le niveau de vie.

Conformément à la résolution 196 (IX), on étudiera avec le Bureau de statistique de l'ONU et l'Institut interaméricain de statistique (IASI), l'organisation de groupes consultatifs de statisticiens, pour aider les gouvernements à améliorer leurs services statistiques.

On a soumis à la neuvième session une étude comparative préliminaire des prix et du pouvoir d'achat des monnaies (E/CN.12/589) et, dans la résolution 197 (IX), on a demandé au Secrétariat de poursuivre et d'amplifier ce travail.

GROUPE 2. — PROJETS SPÉCIAUX DE HAUTE PRIORITÉ

8. *Réunion d'experts pour l'étude des problèmes relatifs au développement économique et à la technique de planification*: résolutions 48 (V) et 185 (IX)

Il n'a pas encore été possible d'organiser cette réunion, dont l'objet est de réunir des économistes latino-américains qui examineront les principaux problèmes posés par le développement économique et la possibilité d'améliorer et de faire connaître les techniques de programmation du développement économique.

Sur la base des rapports intitulés « Desarrollo económico, planeamiento y cooperación internacional » (E/CN.12/582) et « La experiencia de los grupos asesores y los problemas prácticos del desarrollo económico » (E/CN.12/584), la Commission a demandé, à la neuvième session, que l'on organise, dans le plus bref délai possible, et de concert avec l'OEA et l'Assistance technique des Nations Unies, des cycles d'étude régionaux et des réunions de techniciens. Ces réunions traiteraient par priorité des mécanismes budgétaires, de l'organisation administrative et technique pour

l'élaboration et l'exécution des plans, des techniques de planification globale, par secteur et régionale, et de la planification des dépenses publiques, notamment des investissements publics et de la prestation de services sociaux.

Section III. — Développement social

GROUPE 1. — ETUDES ET TRAVAUX CONTINUS DE HAUTE PRIORITÉ

9. *Etudes des facteurs sociaux qui influent sur le développement économique*: résolutions 82 (VI), 124 (VII), 150 (VIII), 176 (AC.45), 188 (IX) et 189 (IX)

Le personnel affecté à la Division des affaires sociales ne permet pas, à l'heure actuelle, d'exécuter plus qu'un programme en ce qui concerne ce projet. Cependant, un groupe d'experts s'est réuni à Mexico, du 12 au 21 décembre 1960, sous les auspices de la CEPAL, de l'UNESCO, de la DOAT et de la Direction des affaires sociales, pour examiner les aspects sociaux du développement économique. Le rapport préliminaire énumère une série de besoins en matière de recherche, comme le recommandait notamment la résolution 124 (VII). Une fois effectués certains de ces travaux fondamentaux, on envisage d'organiser de nouvelles réunions d'experts, qui seraient suivies d'autres à l'échelon gouvernemental.

Les résultats de cette première réunion feront l'objet de débats lors de la conférence sur l'enseignement et le développement économique et social, qui doit se tenir en décembre 1961 sous les auspices de l'UNESCO, de la CEPAL, de la Division des affaires sociales et de l'OEA [résolution 176 (AC.45)].

Dans la limite des ressources disponibles, on donnera un rang élevé de priorité à une étude tendant à déterminer et à analyser les principaux facteurs de caractère social dont il faut tenir compte en Amérique latine pour élaborer une politique efficace de développement économique-social [résolution 189 (IX)].

10. *Etudes sur l'accroissement démographique et les besoins de main-d'œuvre dans leurs rapports avec le développement économique*: résolutions 83 (VI), 149 (VIII), 187 (IX), 191 (IX) et 206 (IX)

i) *Etudes sur l'accroissement démographique*: Résolutions 83 (VI) et 187 (IX)

Le Secrétariat a mené à bien une étude des problèmes que pose l'accroissement démographique (E/CN.12/583 et E/CN.12/604); il collabore étroitement avec le Centre démographique de l'Amérique latine, notamment en ce qui concerne le programme démographique quinquennal pour les pays sous-développés, patronné par la Commission de la population.

ii) *Etudes sur les besoins de main-d'œuvre dans leurs rapports avec le développement économique*: résolutions 83 (VI), 149 (VIII), 191 (IX) et 206 (IX)

En mai 1960, le Secrétariat a organisé, à Santiago, la troisième réunion du Groupe de travail interinstitutions des problèmes de la main-d'œuvre qualifiée en Amérique latine. Y ont assisté des représentants de l'OIT, de l'UNESCO, de l'OEA et du CIME. On se propose de réunir ce groupe de travail de temps à autre et de permettre ainsi l'échange de renseignements et l'étude de problèmes d'intérêt commun en matière de main-d'œuvre qualifiée.

En outre, des travaux ont été effectués dans ce domaine dans le cadre du Programme de groupes consultatifs, et

l'OIT a marqué son intérêt pour une participation plus étendue à ces efforts. Dans la limite des ressources disponibles, des études sur les divers aspects de la planification de la main-d'œuvre, de l'emploi et de la formation de la main-d'œuvre sont entreprises conjointement.

11. *Etudes sur l'enseignement et le développement économique* : résolutions 150 (VIII) 176 (AC.45), 192 (IX) et 193 (IX)

Une conférence sur l'enseignement et le développement économique et social se tiendra au siège de la CEPAL, en décembre 1961, sous les auspices de la CEPAL, de l'UNESCO et de l'OEA. Le Secrétariat prépare, à l'intention de cette conférence, plusieurs études relatives au financement de l'enseignement, aux études économiques et à l'intégration de la planification en matière d'enseignement et de développement économique et social (voir plus haut, sect. II, 3, iv).

Une mission CEPAL/UNESCO/OEA a étudié l'enseignement des sciences économiques en Amérique latine. Elle a terminé ses travaux en octobre 1960 (voir E/CN.12/546/Rev.1).

Section IV. — Problèmes économiques de l'agriculture

(Projets entrepris en collaboration avec la FAO)

GROUPE 1. — ETUDES ET TRAVAUX CONTINUS DE HAUTE PRIORITÉ

12. *Politique agricole* : résolutions 63 (V), 89 (VI), 158 (VIII), 182 (IX) et 183 (IX)

i) *Développement agricole, planification par pays et technique de planification agricole* : résolutions 63 (V), 89 (VI), 158 (VIII), 182 (IX) et 183 (IX)

Ce projet constitue l'une des activités continues les plus importantes de la Division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture. Les travaux effectués servent en partie à la préparation de l'*Estudio Económico de América Latina* et de la publication de la FAO intitulée *Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, qui paraissent tous les ans.

La Division mixte prête aussi son concours et ses services à l'établissement et aux travaux des groupes consultatifs, et elle fournit aux spécialistes des questions agricoles affectés aux groupes par la FAO les données économiques dont ils ont besoin.

On a poursuivi les études sur les facteurs institutionnels et autres qui freinent ou accélèrent le développement agricole, ainsi que sur les possibilités d'expansion de l'offre de produits alimentaires et de produits primaires de l'agriculture en Amérique latine. L'urgence d'autres travaux et le manque de personnel n'ont pas permis d'avancer la préparation du manuel de planification agricole.

Une mission spéciale a collaboré avec le Gouvernement équatorien à une enquête sur les niveaux généraux de productivité dans l'agriculture. Un rapport a été soumis aux autorités compétentes de l'Equateur et sera publié à bref délai.

ii) *Etudes des problèmes de l'économie agricole et de la réforme agraire* : résolution 182 (IX)

A la neuvième session, la Division mixte a soumis une étude (E/CN.12/592), dans laquelle elle expose une politique agricole en vue du développement économique accéléré de l'Amérique latine.

On projette une étude commune avec l'OEA et la FAO pour dégager les problèmes de structure qui entravent un développement plus rapide de l'agriculture en Amérique latine. Cette étude visera à permettre aux gouvernements d'adopter des mesures de politique agraire appropriées.

13. *Etude de la productivité et du coût de production du café dans leurs rapports avec le développement économique* : résolutions 63 (V), 90 (VI) et 136 (VII)

La deuxième partie de la série d'études sur le café en Amérique latine est terminée. La première partie, traitant des problèmes des planteurs de café en Colombie et au Salvador, a été publiée en 1958. La deuxième partie, portant sur la culture du café dans l'Etat de São Paulo (Brésil), a été envoyée à l'impression à la fin de 1960 : elle comprend deux volumes dont le contenu a été résumé dans un article paru dans le *Boletín Económico* (vol. V., n° 2).

Sur la demande du gouvernement colombien et de la Fédération nationale des planteurs de café, une mission technique a été envoyée en Colombie pour collaborer à une étude sur la diversification et l'amélioration générale de l'agriculture dans les régions de production du café.

14. *Etude des facteurs qui affectent le développement de l'élevage en Amérique latine* : résolution 91 (VI)

On a mis la dernière main à des monographies sur la production de l'élevage au Mexique, au Venezuela, au Brésil et en Uruguay. En Colombie, les travaux ont été effectués en liaison avec le groupe consultatif, et le gouvernement utilise les résultats de cette étude pour mettre au point son programme en matière d'élevage. Des enquêtes sur place auront lieu prochainement en Argentine et au Chili.

Une fois terminées les monographies, on entreprendra une étude générale en vue d'en résumer les conclusions et, sur cette base, d'analyser les facteurs qui entravent ou favorisent le développement de l'industrie de l'élevage en Amérique latine ainsi que les perspectives d'expansion de la production.

15. *Rôle des produits agricoles dans le futur marché commun latino-américain* : résolutions 158 (VIII) et 182 (IX)

En plus des études sur les produits soumises à la huitième session, la Division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture a rédigé une étude sur le rôle de l'agriculture dans un marché commun latino-américain et une zone de libre-échange. On se propose de compléter ce travail par une série de documents techniques demandés par l'Association latino-américaine de libre-échange.

La résolution 182 (IX) demande que la Division mixte étudie les problèmes relatifs à l'intégration régionale de l'agriculture et que, ensuite, elle organise des réunions de fonctionnaires gouvernementaux chargés d'élaborer des propositions concrètes d'action multilatérale.

GROUPE 2. — PROJETS SPÉCIAUX DE HAUTE PRIORITÉ

16. *Etude des tendances et perspectives de la production et de la consommation du bois en Amérique latine* : résolutions 133 (VII) et 159 (VIII)

Cette étude est fortement avancée et devrait être terminée à la fin de 1961. Elle fait un inventaire des ressources forestières de la région et analyse les possibilités économiques de mise en valeur, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement des industries du bois.

GROUPE 3. — AUTRES PROJETS

17. *Etudes des possibilités d'accroître les investissements dans l'agriculture* : résolution 92 (VI)

Faute de crédits et malgré l'importance de ce projet, la Division n'a pas encore été en mesure d'entreprendre l'étude envisagée.

Section V. — Industrie, mines et énergie

GROUPE 1. — ETUDES ET TRAVAUX CONTINUS DE HAUTE PRIORITÉ

18. *Inventaire et analyse des industries existantes et des plans de développement les concernant* : résolutions 2 (I) du Comité du commerce et 116 (VII) de la Commission

Le premier rapport sur cette question, soumis à la huitième session, a été suivi d'une étude sur les industries métallurgiques, mécaniques et électromécaniques, qui donne une vue générale de la répartition de ces activités en Amérique latine. Quelques lacunes dans les données seront complétées ultérieurement.

On envisage de procéder à une autre étude, qui donnera une analyse plus étendue des produits manufacturés, avec cependant moins de détails que ce n'a été le cas pour les industries transformatrices.

19. *Etude des industries chimiques* : résolutions 59 (V), 97 (VI) et 162 (VIII)

On a terminé les enquêtes sur place en vue de l'étude d'ensemble de l'industrie chimique, et une première analyse du marché actuel a été soumise à la neuvième session (E/CN.12/591). L'étude d'ensemble devrait être terminée à la fin de l'année.

20. *Groupe consultatif FAO/DOAT/CEPAL chargé d'aider les pays à développer l'industrie du papier et de la cellulose* : résolutions 58 (V), 98 (VI), 128 (VII), 163 (VIII) et 202 (IX)

En 1960, après avoir terminé plusieurs monographies, le Groupe a préparé une étude générale sur l'offre, la demande et le commerce du papier et de la cellulose en Amérique latine. Il a profité aussi des missions qu'il a effectuées pour rassembler des données destinées à l'étude sur la production du bois dans la région (voir projet 16).

Au programme du Groupe figurent une nouvelle monographie demandée par l'Argentine, des compléments à certaines monographies, notamment en ce qui concerne le préinvestissement, d'autres études relatives à l'intégration économique régionale, à la coopération industrielle dans la région et à l'amélioration des statistiques et des renseignements concernant le papier et la cellulose, ainsi qu'une enquête sur les sources internationales de financement pour le développement de l'industrie du papier et de la cellulose.

21. *Industrie sidérurgique* : résolutions 10 (IV), 57 (V), 96 (VI), 127 (VII) et 162 (VIII)

Aucun travail précis n'a été entrepris récemment en relation avec ce projet, mais les travaux effectués sur les projets 19, 23 et 27 ont un rapport direct avec l'industrie sidérurgique.

22. *Industries mécaniques* : résolutions 57 (V), 96 (VI), 127 (VII) et 161 (VIII)

Le rapport sur la fabrication de matériel ferroviaire soumis lors de la huitième session a été mis à jour : il porte maintenant sur l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le

Chili, la Colombie, l'Equateur, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela.

On travaille à une étude de l'équipement industriel de base, conformément aux résolutions 161 (VIII) et 207 (IX) [voir aussi projet 21]. On a terminé un rapport préliminaire sur le Brésil, et l'on se propose d'étendre l'étude, qui portera alors sur la préparation des projets, leur financement et les problèmes de crédit.

23. *Développement des ressources énergétiques* : résolutions 99 (VI), 160 (VI), 130 (VII), 164 (VIII) et 165 (VIII)

Le Secrétariat a mis à jour la section sur l'électricité de son rapport sur l'énergie en Amérique latine (publication des Nations Unies, n° de vente : 1957.II.G.2), qui sera soumise au Cycle d'étude de l'énergie électrique en Amérique latine (voir projet 25) ; une enquête sur les ressources hydro-électriques de la région a également été terminée, ainsi que des études sur les méthodes de projection de la demande d'électricité et sur l'évaluation des besoins futurs en Amérique latine, des nécessités de financement et des moyens d'y faire face. Des résumés de ces études ont été présentés à la neuvième session, et les textes intégraux en seront soumis au Cycle d'Etude.

Conformément à la résolution 130 (VII), le Secrétariat a continué à collaborer avec le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et l'Agence internationale de l'énergie atomique.

24. *Etude préliminaire, d'après les renseignements existants, de l'utilisation à des fins multiples des ressources hydrauliques en Amérique latine* : résolutions 99 (VI), 166 (VIII) et 204 (IX)

Le Groupe d'étude des ressources hydrauliques, organisé par la CEPAL, la DOAT et l'OMM aux termes de la résolution 99 (VI), a terminé une étude des ressources hydrauliques au Venezuela, et un résumé en a été soumis lors de la neuvième session. Le groupe procède actuellement à une enquête en Bolivie, et il se rendra ensuite en Colombie, sur la demande du gouvernement de ce pays. Le Gouvernement argentin, à son tour, a demandé que le groupe vienne faire une enquête dans son pays.

L'étude sur le Chili, effectuée antérieurement, a été publiée en 1960.

GROUPE 2. — PROJETS SPÉCIAUX DE HAUTE PRIORITÉ

25. *Réunion d'experts des problèmes du développement énergétique* : résolution 99 (VI)

Le Cycle d'étude de l'énergie électrique en Amérique latine, organisé conformément à la résolution 99 (VI) sous les auspices de la CEPAL, de la DOAT et du Gouvernement mexicain — qui l'accueillera — doit se tenir à Mexico du 31 juillet au 12 août 1961. Près de 90 études ont déjà été reçues, émanant d'experts de l'Amérique latine et d'autres régions, ainsi que de sociétés intéressées aux divers aspects du développement énergétique.

Les participants étudieront quelques-uns des principaux problèmes économiques, financiers, techniques et institutionnels qui affectent le développement énergétique. On compte que leur nombre dépassera 200, y compris les experts et les observateurs.

26. *Recherche et formation techniques en Amérique latine* : résolutions 13 (IV), 53 (V), 200 (IX) et 203 (IX)

Vers la fin de 1960, avec l'aide de plusieurs organismes intéressés, le Secrétariat a entrepris des travaux sur un projet pilote relatif aux facilités de recherche technique en Argentine, au Brésil et au Chili. Les résultats devraient

ouvrir la voie à une étude plus générale qui pourrait être effectuée avec le concours de l'OEA et de l'UNESCO.

27. *Industries des biens de consommation* : résolutions 11 (IV) et 201 (IX)

i) *Industries textiles* : résolutions 11 (IV) et 201 (IX)

Etant donné l'importance de cette industrie pour l'Association latino-américaine de libre-échange et la collaboration financière et autre fournie par des organismes intéressés au Brésil et au Chili, le Secrétariat prépare des études sur l'état actuel de l'équipement de cette industrie au Brésil et sur sa situation au Chili.

Dans la mesure des crédits disponibles, on étendra cette enquête à d'autres pays de l'Amérique latine.

ii) *Autres industries de biens de consommation* : résolution 201 (IX)

Les travaux seront étendus à d'autres industries dans la mesure des ressources dont on disposera.

GROUPE 3. — AUTRES PROJETS

28. *Matériaux de construction* : résolution 205 (IX)

Dans la mesure des crédits, le Secrétariat étudiera la possibilité d'élaborer un projet d'organisation du marché latino-américain des matériaux de construction ; à cette fin, il demandera le concours de l'OEA, du CINVA (Centre interaméricain du logement et de la planification) et de la Fédération panaméricaine des associations d'architectes (voir aussi projet 4, vii).

29. *Réunion spéciale sur l'industrie minière* : résolution 129 (VII)

30. *Etudes des facteurs institutionnels qui influent sur le développement industriel* : résolution 160 (VIII)

31. *Utilisation des cours d'eau et des lacs* : résolution 131 (VII)

Il n'a pas été possible, l'année dernière, d'aborder les travaux relatifs aux projets 29, 30 et 31. Dans la mesure des ressources disponibles, on tentera de les entreprendre, du moins en partie.

Section VI. — Commerce international

GROUPE 1. — ETUDES ET TRAVAUX CONTINUS DE HAUTE PRIORITÉ

32. *Marché commun et paiements* : résolutions 69 (V), 101 (VI), 115 (VII) à 122 (VII), 168 (VIII) et 214 (IX), de la Commission, 172 (AC.45) du Comité plénier, et résolutions 1 (I) à 4 (I), 6 (II) à 10 (II) et 11 à 13 (III) du Comité du commerce

i) *Réunion d'un groupe d'experts*

Les experts seront désignés par les gouvernements et chargés de préparer un avant-projet d'accord pour l'institution d'un marché commun latino-américain. Après consultation des gouvernements, il a été décidé de reporter cette réunion à une date ultérieure.

ii) *Politique douanière*

Le Secrétariat a mené à bien les travaux suivants :

a) Une étude sur les droits de douane et autres charges et restrictions à l'importation dans les pays de l'Amérique latine, avec une analyse détaillée de leur incidence moyenne (position par position) par catégories de produits ; l'étude porte sur 11 pays (E/CN.12/554 et Add. 1 à 11) ;

b) Organisation d'un groupe de travail des questions douanières, qui s'est tenu du 1 au 12 août (E/CN.12/568).

Outre ces travaux, effectués conformément à la résolution 13 (III) du Comité du commerce, le Secrétariat s'attache aux tâches suivantes :

c) L'établissement de principes directeurs et de méthodes pour le remplacement des contingentements et des restrictions d'ordre administratif par des droits de douane normalisés ;

d) L'étude des systèmes d'administration des douanes ;

e) L'établissement de principes directeurs et de méthodes pour l'adoption d'une nomenclature douanière uniforme ;

f) Des études [en exécution de la résolution 12 (III) du Comité du commerce] destinées à dégager et à proposer les mesures les plus propres à simplifier et à coordonner les régimes d'importation en Amérique latine et à rendre au tarif douanier le caractère d'un instrument fondamental de la politique commerciale.

iii) *Etude comparative des systèmes de contrôle des changes et des autres contingentements et restrictions administratives, notamment du point de vue de leurs effets sur la création et le fonctionnement d'un marché commun*

Cette question a été traitée dans une certaine mesure dans l'étude décrite sous 38, ii, a, et aussi à l'occasion d'études effectuées pour l'Association latino-américaine de libre-échange.

iv) *Etude comparative des moyens de stimuler l'investissement de nouveaux capitaux, nationaux et étrangers, surtout dans le secteur industriel, ainsi que des différences qui peuvent exister et risquent de déséquilibrer le marché commun*

Une première étude (E/CN.12/550), établie conjointement par la CEPAL et l'OEA, a été publiée sous le titre « Investissements privés étrangers dans la zone latino-américaine de libre-échange » (publication des Nations Unies, n° de vente : 60.II.G.5). Ces travaux seront poursuivis.

v) *Facteurs qui influent sur la productivité ; leurs conséquences sur la situation des divers pays et des différentes industries du point de vue de la concurrence*

Faute de crédits, cette étude n'a pas encore pu être entreprise.

vi) *Etude du problème des transports sous tous ses aspects, du point de vue de la création d'un marché commun*

On procède, en vue de cette étude, au rassemblement systématique de données sur les réseaux de transports en Amérique latine.

vii) *Réunion d'experts gouvernementaux sur la politique commerciales des divers groupes de pays latino-américains*

Des consultations se poursuivent avec plusieurs pays, notamment entre la Colombie, l'Equateur et le Venezuela (Quito, 7-10 décembre 1960 ; voir E/CN.12/555).

viii) *Diffusion de renseignements sur les avantages qu'aurait le développement des échanges commerciaux et sur les raisons qui justifient l'institution d'un marché commun*

L'intérêt soulevé par ces questions a été si considérable que les documents traitant des problèmes commerciaux dans la région sont épuisés. On procède à la réimpression des textes les plus importants. Des conférences ont été faites, de nombreux communiqués de presse ont été publiés, et on a presque terminé la rédaction d'une brochure

d'information destinée au grand public. En outre, la Commission a publié le texte de tous les traités centre-américains et du Traité de Montevideo, afin de leur assurer la plus large diffusion possible.

ix) *Travaux relatifs à l'Association latino-américaine de libre-échange*

Comme suite à la demande que lui ont adressée les Etats signataires du Traité de Montevideo, le Secrétariat a entrepris des activités telles que les suivantes :

a) Conseils techniques à l'Association latino-américaine de libre-échange ; à cette fin des fonctionnaires de la CEPAL ont été mis à la disposition de l'Association, à titre plus ou moins permanent. Plusieurs documents traitant de problèmes techniques ont été rédigés :

b) Assistance fournie pour l'organisation de plusieurs réunions d'experts gouvernementaux. On s'est efforcé, en fournissant des conseils, de le faire sous une forme qui puisse être utile à tous les pays de l'Amérique latine. De même, les études de caractère général sur des problèmes commerciaux sont établis de façon à intéresser les gouvernements membres de l'Association.

x) *Travaux préparatoires en vue de la troisième réunion du groupe de travail des banques centrales de tous les pays d'Amérique latine*

Cette réunion n'a pas encore eu lieu ; les travaux techniques qui lui seront soumis sont en cours de préparation.

xi) *Travaux préparatoires en vue de la troisième session du Comité du commerce*

En dehors des études indiquées plus haut, le Secrétariat a rédigé des documents sur l'évolution de l'Amérique latine vers la coopération économique multilatérale (E/CN.12/567) et sur le marché commun de l'Amérique centrale (E/CN.12/587), en vue de fournir des renseignements sur les progrès accomplis dans la voie de la création d'un marché commun régional.

33. *Commerce des produits traditionnels* : résolution 119 (VII) et résolution 4 (I) du Comité du commerce

L'étude de cette question fait partie du programme ordinaire du Secrétariat ; elle fait l'objet de publications périodiques dans l'*Estudio Económico de América Latina*.

34. *Echanges commerciaux entre l'Amérique latine et le reste du monde* : résolutions 45 (V), 102 (VI) et 121 (VII)

i) *Possibilités d'accroître la production des produits d'exportation de l'Amérique latine* : résolution 45 (V)

ii) *Etudes des tendances futures de la demande des produits d'exportation de l'Amérique latine* : résolution 102 (VI) et 121 (VII)

Ces deux questions sont périodiquement examinées dans les publications de la Commission.

35. *Etude des changements intervenus dans la composition des importations latino-américaines en provenance des pays industrialisés* : résolution 45 (V)

Les travaux sur cette question ont été suspendus depuis la publication de l'*Estudio Económico de América Latina*, 1958.

36. *Etude des termes de l'échange et de leur influence sur le rythme du développement économique* : résolution 46 (V)

Cette question est examinée périodiquement dans l'*Estudio Económico* et le *Boletín*.

GROUPE 2. — PROJETS SPÉCIAUX DE HAUTE PRIORITÉ

37. *Incidence des frais de transport sur le prix final des produits marchands* : résolution 214 (IX) et résolution 15 (III) du Comité du commerce

En liaison avec le projet 32, vi, on étudiera l'existence et les conditions de fonctionnement des moyens de transport des produits qui font l'objet des échanges commerciaux en Amérique, et l'incidence des frais de transport sur le prix final, ainsi que les problèmes de transport des pays qui participent aux accords multilatéraux d'intégration économique.

GROUPE 3. — AUTRES PROJETS

38. *Intensification des relations commerciales* : résolution 214 (IX) et résolution 11 (III) du Comité du commerce

Dans les limites des crédits disponibles, le Secrétariat entreprendra une étude relative à l'intensification des relations commerciales entre les pays d'Amérique latine et ceux des autres régions, et il étudiera les problèmes des relations commerciales avec les pays ou les groupes de pays de ces autres régions.

39. *Cours de spécialisation en politique commerciale* : résolution 214 (IX) et résolution 14 (III) du Comité du commerce

Dans les limites des crédits, le Secrétariat organisera, si possible de façon systématique, des cours de spécialisation en politique commerciale ; à cette fin, il demandera le concours des organismes publics et privés, nationaux et internationaux — ainsi que celui du GATT — intéressés aux problèmes de la politique commerciale, et il tiendra compte, pour désigner l'endroit où auront lieu ces cours, de la situation géographique des pays d'Amérique latine.

40. *Coopération au programme d'assistance technique* : résolutions 921 (X) de l'Assemblée générale et 110 (AC.34) du Comité plénier

Le Secrétariat continuera à collaborer à l'exécution de projets déterminés dans le cadre du programme d'assistance technique, comme l'indique le présent programme de travail.

ÉTAT DES INCIDENCES FINANCIÈRES DU PROGRAMME DE TRAVAIL : DÉCLARATION DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF

I. — *Observations générales*

395. Le programme de travail global soumis à la Commission pour adoption reflète, en ce qui concerne les zones d'expansion, mais à un rythme accéléré de croissance, l'évolution prévue pour la CEPAL dans le document intitulé *Perspectives pour les cinq années 1960-1964* (E/3347/Rev.1)³⁷ que le Conseil économique

et social a établi en 1959 et dont l'Assemblée générale a pris note.

396. L'exécution de la plupart des projets de résolution relatifs à des projets de travaux précis pourra se faire au moyen des ressources budgétaires normales, des fonds de l'assistance technique, de la coopération financière d'autres organisations internationales et régionales et, en ce qui concerne certaines études par pays et par industries, de la participation financière des divers gou-

³⁷ Publication des Nations Unies, n° de vente : 60.IV.14.

vernements et d'institutions privées. Des fonds complémentaires, pour lesquels le Secrétaire général devra demander des crédits supplémentaires pour 1962 et les années suivantes, seront cependant nécessaires pour ce qui est du projet de résolution qui approuve l'accord conclu entre l'OEA, la Banque interaméricaine pour le développement (BID) et la CEPAL, étant donné que le plan de coopération, qui concerne plusieurs zones d'activité de la CEPAL, exige pour son exécution l'emploi de certaines méthodes nouvelles de coordination entre les trois organisations et l'intensification des services consultatifs fournis par la CEPAL aux gouvernements. En outre, les projets de résolution relatifs au programme en matière de statistique, à la politique agricole et à la création d'un bureau subrégional à Bogota, ainsi que les diverses résolutions traitant des aspects sociaux du développement économique, étendraient la portée des travaux du Secrétariat dans ces domaines au-delà des ressources actuelles.

397. Le projet de résolution relatif à la création d'un Institut de planification du développement économique demande au Secrétaire exécutif de prêter son concours pour la réduction de la demande détaillée qui sera adressée au Fonds spécial pour le projet envisagé. D'autre part, on prévoit aussi que, si l'institut est créé, la CEPAL serait appelée à participer à sa direction et à fournir certains services. En revanche, l'institut assumerait progressivement la charge des services consultatifs et de formation de la CEPAL, libérant ainsi certaines ressources organiques de la Commission qui pourraient être affectées à d'autres travaux de recherche et d'analyse. Il ne semble pas que la création de l'institut aurait, au total, un effet sensible sur les besoins financiers de la CEPAL.

398. Entre-temps, comme on l'indique plus loin, le transfert immédiat de certaines fonctions d'assistance technique du Siège de l'ONU au Secrétariat de la CEPAL, s'il était approuvé par le Conseil économique et social, nécessiterait une augmentation du personnel d'administration de la CEPAL en vue du choix des experts et des boursiers, et des services auxiliaires y relatifs. Il faudrait tenir compte dans la programmation de l'assistance technique de l'augmentation sensible du nombre de groupes consultatifs et d'experts, en procédant à une révision du programme en 1962 et, par la suite, lors de l'établissement des programmes, jusqu'au moment où l'institut sera pleinement entré en activité. Si l'on veut détacher auprès de nouveaux groupes consultatifs du personnel possédant l'expérience et les aptitudes voulues, il serait nécessaire d'augmenter quelque peu l'effectif des postes organiques de la CEPAL, pour pouvoir offrir aux personnes destinées à occuper des postes clefs dans les nouveaux groupes consultatifs des contrats d'une durée relativement longue. Cette dépense budgétaire serait compensée dans la mesure où les frais de traitements seraient remboursés ultérieurement par les budgets des groupes consultatifs.

II. — Détails des incidences financières

399. On trouvera ci-dessous le détail des incidences financières des projets de résolution. Les traitements sont indiqués en brut et, pour obtenir le coût net, il y a

lieu de déduire les montants correspondant au barème des contributions du personnel, soit en moyenne 25 pour 100. Les dépenses communes de personnel, c'est-à-dire les frais de recrutement et le coût de certaines indemnités et prestations, sont calculés uniformément à raison de 25 pour 100 des traitements bruts totaux. Les détails ci-dessous portent sur une année civile pleine, mais pour la première année (1962), les crédits demandés pour le personnel seraient réduits de 25 pour 100 pour tenir compte de l'échelonnement des opérations de recrutement.

A. — Accord avec l'OEA et la BID

1. — Principaux arrangements nouveaux d'organisation

a) Nouvelles méthodes de coordination à l'échelon de la direction

i) Renforcement du groupe de Washington :

En 1961 : utilisation temporaire d'un poste D-1 de Santiago pour permettre d'affecter à Washington un représentant permanent de rang élevé : coût limité aux frais de transferts (6.400 dollars) et à l'indemnité de poste (1.400 dollars), soit au total 7.800 dollars, qui seraient absorbés par les allocations existantes ;

En 1962 (et années ultérieures) : maintien du représentant auquel seraient adjoints un administrateur de première classe et un agent des services généraux, moyennant un coût annuel de 33.360 dollars pour traitements et 7.840 dollars pour dépenses communes annexes.

ii) Déplacement du Secrétaire exécutif ou de son suppléant pour se rendre aux réunions du Comité spécial de coopération à Washington ou déplacement du représentant de Washington à Santiago :

En 1961 : neuf voyages, soit 11.600 dollars ; cette dépense reçoit le rang le plus élevé de priorité dans les crédits ouverts, ce qui signifie que d'autres déplacements devront être différés ;

En 1962 (et années ultérieures) : six voyages, soit 8.500 dollars, entre Santiago et Washington, selon les besoins.

2. — Arrangements relatifs aux études communes

Pour appliquer les arrangements relatifs à la préparation de l'étude économique régionale, aux travaux effectués à Mexico sur l'intégration de l'Amérique centrale et aux travaux en matière de transports, les dispositions ci-après devront être prises à partir de 1961 :

a) Transfert à Washington de trois administrateurs de 1^{re} ou de 2^e classe de la CEPAL, pour deux ans, en vue de travailler à l'étude régionale, les dépenses y afférentes s'établissant comme suit :

En 1961 : pour transfert de personnel : 10.185 dollars ; pour indemnités de poste, 3.600 dollars. L'OEA fournira les locaux et les services ;

En 1962 (et années ultérieures) : maintien des indemnités de poste, soit 3.600 dollars ; pas de modification appréciable des autres dépenses communes de personnel.

b) Transfert aux frais de l'OEA de trois de ses fonctionnaires à Santiago, où ils travailleront aux études sur les transports ; les locaux et les services seront fournis par la CEPAL sans coût additionnel.

c) Transfert à Mexico, aux frais de l'OEA, de quatre de ses experts (un spécialiste des frais de transport, un architecte, un ingénieur industriel, un économiste) ; locaux et services fournis par la CEPAL à Mexico sur les crédits existants ; cependant, à partir de 1962, il faudra prévoir deux postes supplémentaires d'agents des services généraux, au coût de 5.600 dollars par an (traitements) et de 1.400 dollars par an (dépenses communes de personnel).

3. — Les autres enquêtes spéciales, les cycles d'étude et les réunions prévus par les termes de l'Accord pourront être financés sans dépasser le niveau normal des crédits budgétaires et les ressources d'assistance technique, avec, toutefois, deux importantes exceptions :

a) Pour ce qui est du programme sur la fiscalité, il s'avère nécessaire, après consultation de la Fondation et des fonctionnaires de l'Université, d'augmenter de 20.000 dollars la contribution de la CEPAL aux frais de consultants ;

b) Pour les travaux sur les questions douanières, étant donné que l'on prévoit maintenant des relations plus fréquentes entre les organisations, il y aura lieu de prévoir une somme spéciale de 5.000 dollars pour voyages du personnel.

4. — Le total des dépenses additionnelles s'élèverait donc à 33.185 dollars en 1961 et à 85.200 dollars les années suivantes.

B. — Programme statistique

Si, comme l'envisage la résolution, les travaux statistiques de la CEPAL doivent encore se développer, une nouvelle augmentation des ressources sera indispensable — indépendamment des deux postes supplémentaires demandés dans le premier projet de budget du Secrétaire général pour 1962. Le Secrétaire exécutif pense que les ressources additionnelles nécessaires seront les suivantes : un poste d'administrateur de première classe (traitement, 12.300 dollars), plus 3.075 dollars pour les dépenses communes de personnel ; un poste d'agent des services généraux (commis) : traitement, 3.000 dollars, plus 750 dollars pour les dépenses communes de personnel et un crédit de 2.500 dollars pour les déplacements en mission officielle, soit au total 21.625 dollars.

C. — Politique agricole

La proposition d'intensifier les travaux du Secrétariat sur les problèmes de tenure de terres obligera la CEPAL à détacher un agronome, de la catégorie des administrateurs de 2^e classe, auprès du groupe mixte CEPAL/FAO, en plus des fonctionnaires qui font déjà partie de ce groupe, et également un agent des services généraux (secrétaire), la Commission ne pouvant se séparer d'aucun des agents des services généraux dont elle dispose actuellement ; les dépenses afférentes à ces deux nouveaux postes seraient, respectivement, de 12.300 dollars et de 3.000 dollars pour les traitements, et de 3.075 dollars et 750 dollars pour les dépenses communes de personnel. Il serait également utile que la Commission puisse disposer de 2.000 dollars pour les déplacements en mission officielle, soit au total 21.125 dollars.

D. — Bureau régional secondaire de Bogota

Sur l'invitation du Gouvernement colombien, qui s'est engagé à fournir à titre gracieux les bâtiments, les services locaux nécessaires et le personnel recruté sur place, un bureau régional serait créé à Bogota, dont le personnel pourrait consacrer tous ses efforts aux études concernant la région de Grande Colombie, en s'attachant surtout, au début, aux problèmes de développement de la Colombie, de l'Equateur et du Venezuela. A partir de 1962, il faudrait inscrire au budget de l'ONU les crédits nécessaires pour payer les traitements (34.300 dollars) et les dépenses communes de personnel (8.575 dollars) pour un administrateur hors classe et un administrateur de deuxième classe, ainsi que les frais de voyage pour les déplacements officiels, soit un montant de 2.400 dollars, si l'on compte six voyages coûtant en moyenne 400 dollars chacun. Coût total : 45.275 dollars.

E. — Aspects sociaux du développement économique

Outre l'importance nouvelle accordée aux problèmes agraires, et dont il est question ci-dessous, on a proposé d'intensifier les travaux dans les domaines de l'analyse démographique, du

développement rural et communautaire et des études sociales qui doivent permettre d'identifier et d'analyser les principaux facteurs sociaux dont il faut désormais tenir compte en Amérique latine pour mettre au point une politique efficace de développement économique et social. Le Secrétaire exécutif a évalué comme suit l'ensemble des frais supplémentaires qu'entraînerait le renforcement du service des affaires sociales de la CEPAL :

1. — Problèmes de population

A partir de 1962, les frais supplémentaires comprendraient le traitement (12.300 dollars) et les dépenses communes de personnel (3.000 dollars) pour un administrateur de 1^{re} classe supplémentaire, ainsi que le traitement (4.000 dollars) et les dépenses communes de personnel (1.000 dollars) pour un commis adjoint à la statistique. Il faudrait aussi prévoir 1.500 dollars par an pour les frais de voyage. Coût total : 21.800 dollars.

2. — Développement rural et communautaire

Pour que le Secrétariat puisse commencer un programme d'études pratiques, il faudra prévoir des crédits, en 1962, pour un administrateur de 1^{re} classe ou de 2^e classe, qui s'occupera exclusivement de ce domaine. Ce fonctionnaire sera chargé, en partie, de faire des études et, en partie, de donner des conseils techniques pour exécuter le nombre croissant de projets d'assistance technique qui tendent expressément à l'amélioration immédiate des conditions sociales dans les zones rurales en Amérique latine. Les frais correspondants s'élèveront à 12.300 dollars pour les traitements et 3.000 dollars pour les dépenses communes de personnel, plus un crédit de 2.000 dollars pour les frais de voyage, soit un coût de 17.300 dollars.

3. — Etude sur la politique sociale

Dans le projet de résolution, on propose de faire le plus tôt possible une étude des facteurs sociaux auxquels il faut apporter une solution en même temps que l'on procède à la planification économique et sociale intégrée dans les pays d'Amérique latine. En 1962, il faudra faire l'équivalent du travail d'un administrateur de 1^{re} classe pendant huit mois, c'est-à-dire qu'il faudra recruter un consultant dont les honoraires et les indemnités s'élèveront à 10.000 dollars et qu'il faudra prévoir un crédit de 2.000 dollars pour les frais de voyage. De plus, si l'on envisage de mener à bien un programme d'enquête analogue à celui du Groupe de travail du Mexique, il faudra affecter à la Division des affaires sociales un administrateur de 2^e classe qui s'occupera exclusivement des études sur la politique sociale. Les frais s'élèveront à 11.800 dollars pour le traitement et 2.950 dollars pour les dépenses communes de personnel, frais auxquels il faudra ajouter 3.000 dollars de traitement et 750 dollars de dépenses communes de personnel pour un agent des services généraux. Il faudra prévoir, en outre, environ 1.500 dollars pour les frais de voyage.

4. — Le coût total de l'extension envisagée du programme de travail de la CEPAL dans le domaine social s'élèvera, par conséquent, à 71.100 dollars pour la première année, 1962.

F. — Décentralisation des activités d'assistance technique

1. — Pour renforcer les services administratifs, à partir de 1962, il faudra deux fonctionnaires spécialistes des questions administratives et financières appartenant à la catégorie des administrateurs de 2^e classe ou à celle des administrateurs adjoints de 1^{re} classe, ainsi que trois commis de la catégorie des services généraux. Le coût total annuel s'élèvera à 28.160 dollars pour les traitements et 7.040 dollars pour les dépenses communes de personnel.

2. — Pour renforcer le rôle du Secrétaire exécutif en ce qui concerne l'élaboration de la politique et le contrôle du programme, il faudra un administrateur hors classe, qui sera

chargé de toutes les questions d'administration interne qui sont liées aux opérations d'assistance technique et du Fonds spécial, et il faudra en outre un poste de secrétaire. Les frais correspondants s'élèveront à 15.300 dollars pour les traitements et 3.750 dollars pour les dépenses communes de personnel.

3. — Les besoins en services consultatifs techniques correspondant à l'objectif de l'accord avec l'OEA et la BID entraîneront une augmentation du nombre de groupes consultatifs et à un élargissement des services fournis par les groupes ou les experts, selon le cas, afin d'y inclure l'évaluation des besoins en assistance technique. A cet effet, il faudra prévoir — que ce soit sous forme de postes nouveaux ou d'une somme globale devant permettre de continuer à nommer des consultants — l'équivalent des services d'un administrateur hors classe pendant quatre ans. Le coût correspondant, en supposant des honoraires moyens de 1.000 dollars par mois et des indemnités mensuelles de 420 dollars, s'élèverait à 67.300 dollars. Les dépenses locales et les frais de voyage encourus pendant la période d'activité effective des groupes consultatifs seraient imputés sur le budget des projets, et il pourrait y avoir lieu de prévoir aussi, pendant cette période, des remboursements de traitement. On examine actuellement avec le Siège s'il ne serait pas possible d'imputer directement cette dépense sur les crédits du programme ordinaire d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, et il est probable, sous réserve de la procédure normale selon laquelle les pays intéressés doivent présenter une demande d'assistance préalable, que cet autre mode de financement sera utilisable.

4. — Par conséquent, l'augmentation totale des coûts imputables au budget, à partir de 1962, variera entre 54.240 et 121.610 dollars, selon la méthode exacte que l'on adoptera pour satisfaire les besoins en groupes consultatifs additionnels.

5. — S'il est vrai que, dans certains cas, on affectera à la Commission des fonctionnaires expérimentés du Siège, il n'y a cependant aucune possibilité de compenser les besoins additionnels de la CEPAL par des économies équivalentes au Siège. Par suite du volume croissant de l'Assistance technique, des activités relevant du programme OPEX et des activités du

Fonds spécial, ainsi que de l'augmentation correspondante des obligations en matière de politique et de contrôle financier au Siège — sans oublier les services techniques et administratifs afférents — il n'y a pas lieu de prévoir de diminution importante des dépenses du Siège.

III. — Résumé

400. On trouvera plus loin un tableau des dépenses nouvelles qu'entraînent les projets de résolution. Toutes les dépenses afférentes à 1961 seront prélevées par priorité sur les crédits budgétaires existants. Les dépenses afférentes à 1962 viennent, dans tous les cas, s'ajouter au projet de budget du Secrétaire général pour cet exercice, et, si la Commission et le Conseil économique et social approuvent lesdites propositions, ces dépenses seront sujettes à révision, en vue de les présenter à l'Assemblée générale à sa prochaine session. Les dépenses qui se répéteront pour les exercices ultérieurs seront reprises lors de l'établissement des projets de budget afférents à ces exercices.

401. Il convient de signaler que les évaluations actuelles de dépenses ne comprennent pas de marge pour les nouveaux documents qui seront nécessaires, ni pour les frais connexes de traduction, de reproduction et, éventuellement, d'impression. Ces dépenses pourraient être considérables, et leur influence sur les demandes de crédits sera importante à partir de 1963. Il est cependant impossible d'évaluer dès à présent leur montant. En ce qui concerne les locaux nécessaires au nouveau personnel, l'Assemblée générale a été priée d'autoriser, dans le budget pour 1962, des crédits supplémentaires suffisants pour louer de nouveaux bureaux, en attendant que la CEPAL dispose d'un immeuble convenable.

TABLEAU DES FRAIS ADDITIONNELS

Projets et années	Traitements *	Dépenses communes de personnel	Consultants	Voyages en missions officielles	Total
A. — En 1961 :					
1. Accord avec l'OEA et la BID	—	21.585	—	11.600	33.185
Total partiel	—	21.585	—	11.600	33.185
B. — En 1962 :					
1. Accord avec l'OEA et la BID	38.960	12.840	20.000	13.500	85.200
2. Programme statistique	15.300	3.825	—	2.500	21.625
3. Politique agricole	15.300	3.825	—	2.000	21.125
4. Bureau de Bogota	34.300	8.575	—	2.400	45.225
5. Aspects sociaux	43.400	10.700	12.000	5.000	71.100
6. Décentralisation des activités d'assistance technique	43.460	10.790	67.360 ^b	—	121.610 ^b
Total partiel	190.720	50.555	99.360	25.400	365.935
Réduction de 25 pour 100 pour échelonnement du recrutement	(47.680)	(12.665)	—	—	(60.345)
Total rectifié	143.040	37.890	99.360 ^b	25.400	304.590 ^b

* Ces chiffres comprennent des postes additionnels à ceux prévus dans le projet de budget pour 1962, savoir : 12 postes des services organiques (8 à Santiago, 2 à Bogota et 2 à Washington) et 11 postes d'agent des services généraux (8 à Santiago, 2 à Mexico et 1 à Washington).

^b Sous réserve d'une réduction de 67.360 dollars si ces frais sont mis directement à charge de l'assistance technique, comme on envisage de le faire.

ANNEXES

ANNEXE I

Liste des délégations

REPRÉSENTANTS DES ETATS MEMBRES DE LA COMMISSION

Argentine

Représentant : Cecilio Morales ;

Membres : Leopoldo Hugo Tettamanti, Enrique Augusto Siewers, Carlos S. Vailati, Juan Manuel Figuerero Antequeda.

Bolivie

Représentant : Germán Monroy Block, ambassadeur au Chili ;
Membres : Jorge España Smith, Heriberto Centellas Maldonado, Agapito Feliciano Monzón, Juan Zalles Valenzuela.

Brésil

Représentant : João Batista Pinheiro ;

Membres : Miguel Alvaro Czorio de Almeida, Gerson Augusto da Silva, Othon do Amaral Henriquez Filho, Diogo Adolpho Nunes Gaspar, Jorge Rezende, Luis Emigdio Pinheiro Câmara, Antonio Carlos de Abreu e Silva, Lia Barreto, Rómulo Barreto Almeida.

Chili

Représentant : Julio Philippi, ministre de l'économie, du développement et de la reconstruction ;

Suppléants : Luis Escobar Cerda, Abelardo Silva Davidson, Carlos Valenzuela Montenegro, Humberto Díaz Contreras, Sergio Molina, Jorge Marshall, Ismael Edwards Izquierdo, Sergio Chaparro, Virgilio Manarelli, Ruiz Barboza, Samuel Radrigán, Víctor Leiva, Eduardo Morgan, Felix Ruiz, José Piñera, Manuel Sánchez Navarro, Miguel Echenique, Carlos Massard, Eduardo Cisternas ;

Membres : Hernán Navarrete, Mario Fernández, Arturo Benavides Bruce, René Rojas, Sergio de Castro Spíkula, Sergio Jara Duhalde, Sergio Silva Piderit, Julio Lagarini Freire, Fernando Cisternas Matus, Alejandro Escobar Cerda, Víctor Grosman T., Edgardo Boeninger, Fernando Silva, Ricardo Lira, Roberto Durán, Julio Riethmüller.

Colombie

Représentant : Jorge Méndez ;

Membres : Alfonso Patiño Rosselli, Juan Martínez Villa, Klaus Vollert, Fernando Corral Maldonado, Alvaro Rocha Lalinde.

Costa Rica

Représentant : Hernán Bolaños, Ambassadeur au Chili.

Cuba

Représentant : Rolando Díaz Astaraín, ministre des finances ;

Membres : Juan F. Noyola Vásquez, Juan José Díaz del Real, ambassadeur au Chili.

Equateur

Représentant : Germánico Salgado ;

Membres : Benito Ottati, Hugo Játiva Ortiz, Jaime Cifuentes, Tarquino León Argudo.

Etats-Unis d'Amérique

Représentant : Robert F. Woodward, ambassadeur au Chili ;

Suppléant : William V. Turnage ;

Membres : Michael G. Kelakos, Ralph Korp, Herbert F. Propps, Melvin E. Sinn, Anthony Poirier, Edwin C. Rendall, Byron Johnson, Thomas R. Favell, Joseph B. Tisinger.

France

Représentant : Gabriel Lisette ;

Membres : Jean Duflos, Pierre Dubrevil, Alexandre Kojeve, Ives Delahaye, René Letondot, marquis d'Aurelle de Paladines, Gérard Dubois.

Guatemala

Représentant : Julio Pardo García Salas ;

Membre : Carlos Díaz Durán.

Haïti

Représentant : André Farauné.

Honduras

Représentant : Salomón Paredes Regalado, ambassadeur au Chili ;

Membre : Valentín Mendoza.

Mexique

Représentant : Plácido García Reynoso, sous-secrétaire à l'industrie et au commerce ;

Membres : Francisco Apodaca Osuna, Roberto H. Orellana R., Octoviano Campos Salas, Roberto Gatica Aponte, Carlos Quintana, Ernesto Huergo Huergo, Ricardo Sánchez Luna, Rodrigo Acosta Proudina, Oscar Castro, Enrique Pérez López, Sergio Luis Cano, Lauro Reyes Medrano.

Nicaragua

Représentant : Gustavo A. Guerrero ;

Membre : Armando Luna Silva.

Panama

Représentant : Enrique Gerardo Abrahams ;

Membres : Gilberto Orillac.

Paraguay

Représentant : Romualdo Cabrera ;

Membre : Eliodoro Maciel.

Pays-Bas

Représentant : C. D. Kroon ;

Suppléants : H. S. Radhakishun, J. Kaufmann ;

Membres : R. A. C. Henriquez, A. J. Jesurun, R. A. Ferrier, F. Kupers, E. O. van Suchtelen, N. A. Piña.

Pérou

Représentant : Manuel Seoane, ambassadeur au Chili ;

Membres : Vicente Cerro Cebrián, Octavio Tudela, Tulio de Andrea, Rodolfo León Carrera.

République Dominicaine

Représentant : José Martínez Moraga.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Représentant : I. T. M. Pink, ambassadeur au Chili ;

Membres : M. Lam, G. G. Simpson, J. G. Thompson, V. G. Huntrods.

Salvador

Représentant : Francisco Aquino Herrera, ministre de l'agriculture ;

Membres : Víctor Manuel Cuéllar Ortiz, José Mixco Fichnaler.

Uruguay

Représentant : Guillermo Stewart Vargas ;

Membres : Daniel Pérez del Castillo, Crisólogo Brotos, Eduardo N. Delgado, Néstor Ruocco.

Venezuela

Représentant : Enrique Tejera Paris ;

Membres : Valmore Acevedo, Virgilio Fernández, Abel Cifuentes Spinetti, Luis Rodríguez Malaspina.

REPRÉSENTANTS DE MEMBRES ASSOCIÉS DE LA COMMISSION

Guyane britannique

Représentant : Cheddie Jagan ;

Membre : Clifton C. Lowachee.

Honduras britannique

Représentant : G. C. Price, premier ministre ;

Membre : R. I. Castillo.

REPRÉSENTANTS D'ÉTATS MEMBRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES NON MEMBRES DE LA COMMISSION, PARTICIPANT A TITRE CONSULTATIF

Autriche

Représentant : Walter Brunner.

Belgique

Représentant : Alain de Thysebaert, ambassadeur au Chili ;

Membre : Marcel Houllez.

Canada

Représentant : Paul Tremblay, ambassadeur au Chili ;

Membres : L. R. Midwinter, Leonard Houzer.

Espagne

Représentant : Juan Luis Pan de Soraluce y Olmos, comte de San Román ;

Membre : Raimundo Bassols Jacas.

Hongrie

Représentant : Denes Viczenik.

Inde

Représentant : J. N. Dixit.

Israël

Représentant : Elizier Doron, ambassadeur au Chili ;

Membre : Samuel Goren.

Italie

Représentant : Giorgio Paolo Cuneo.

Japon

Représentant : Ryuichi Ando ;

Membre : Shintaro Tani, Hisashi Kunihiro.

Jordanie

Représentant : Suhail K. Tell.

Pologne

Représentant : Wojciech Chabasinski ;

Membre : Czelaw Slowakiewicz.

République arabe unie

Représentant : Da Gabr Al-Atrash.

Roumanie

Représentant : Ruica Pamfil.

Suède

Représentant : Carl-Henrik Petersen ;

Membre : A. Jonsson.

Tchécoslovaquie

Représentant : Karel Almasy ;

Membre : Vaclav Jeslinek.

Union des Républiques socialistes soviétiques

Représentant : S. Mijaïlov ;

Membres : E. Kossarev, V. Gorgasidze, A. Filatov.

Yougoslavie

Représentant : Faust Ljuba.

REPRÉSENTANT D'UN ÉTAT NON MEMBRE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES PARTICIPANT A TITRE CONSULTATIF

République fédérale d'Allemagne^a

Représentant : Hellmut Hoff ;

Membre : S. Schreiber.

REPRÉSENTANTS D'INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

Organisation internationale du Travail (OIT) : Ana Figueroa, Paul Cassan, B. Ghosh.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : Hernán Santa Cruz, Jean Moser, Jacobo Schatán, Thomas Carroll.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) : Oscar Vera, Jorge Fernández, José Blat Gimeno.

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) : Burke Knapp, vice-président ; William Diamond, Joaquín Meyer.

Fonds monétaire international (FMI) : Jorge del Canto, Edgar Jones.

Organisation mondiale de la santé (OMS) : Hugo Enríquez.

Organisation météorologique mondiale (OMM) : C. Gilman.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE (AIEA)

Alwyn Freeman.

^a Participant conformément à la résolution 632 (XXII) du Conseil économique et social.

REPRÉSENTANTS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT): Jean Royer.

Association latino-américaine de libre-échange: Mateo J. Magariños de Mello.

Banque interaméricaine de développement (BID): Felipe Herrera, président; Cleantho de Paiva Leite, José C. Cárdenas, Raúl Rey Alvarez.

Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME): Antonio Lago Carballo, León Subercasseaux Errázuriz.

Communauté économique européenne (CEE): Luigi Fricchione, Franco Gianfranchi Ives Gibert.

Conseil de coopération douanière (CCD): Emilio Gómez Pallete.

Organisation des Etats américains (OEA): Enrique Lerdau, chef de la Division du commerce et des finances internationales.

REPRÉSENTANTS D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Catégorie A

Alliance coopérative internationale (ACI): Rafael Vicens.

Chambre de commerce internationale (CCI): Tomás Sepúlveda Whittle.

Confédération internationale des syndicats libres (CISL): Wenceslao Moreno, Manuel Guerra Jiménez.

Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISC): José Goldsack, Alfredo Di Pacce, Ramón Venegas Carrasco, Clemente Pérez Pérez, Eusebio Alviz.

Fédération syndicale mondiale (FSM): Juan Vargas, Domiciano Soto.

Catégorie B

Union catholique internationale de service social (UCISS): Adriana Izquierdo Phillips, María Isabel Núñez Meyer.

REPRÉSENTANTS D'AUTRES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Centres d'études monétaires latino-américaines (CEMLA): Javier Márquez.

Conseil interaméricain du commerce et de la production (CICYP): Fernando Durán.

ANNEXE II

Résolutions adoptées par le Comité du commerce à sa troisième session

11 (III). Coopération économique multilatérale

Le Comité du commerce,

Ayant pris connaissance du document relatif à l'évolution latino-américaine vers la coopération économique multilatérale (E/CN.12/567), dans lequel le Secrétariat passe en revue les événements survenus dans ce domaine en Amérique latine au cours des deux dernières années,

Reconnaissant que le Traité de Montevideo, qui institue l'Association latino-américaine de libre-échange et crée une zone de libre-échange, respecte les points essentiels des principes dont le Comité a recommandé l'observance dans sa résolution 6 (II) pour l'établissement du Marché commun de l'Amérique latine.

Convaincu que la création de la zone de libre-échange constitue un progrès réel vers l'intégration nécessaire des marchés nationaux de l'Amérique latine, en vue d'améliorer la productivité, d'accélérer le rythme de la croissance économique et, en définitive, d'élever le niveau de vie des populations de la région et de leur offrir de plus nombreuses possibilités d'emploi.

Notant que, étant donné l'évolution actuelle de l'économie mondiale, il est de la plus haute importance que la CEPAL s'attache, dans son programme de travail, aux problèmes relatifs au commerce extérieur et à la politique commerciale entre l'Amérique latine et d'autres régions du monde,

Décide :

1. De prendre note avec satisfaction de l'œuvre accomplie par le Secrétariat dans la préparation du Traité de Montevideo ;

2. De reconnaître avec satisfaction que le Traité de Montevideo est conforme aux principes généraux dont le Comité a recommandé l'observance pour la création du Marché commun de l'Amérique latine et que ce traité constitue un instrument propre à la création d'une zone de libre-échange et à aider à donner aux économies de l'Amérique latine le caractère complémentaire souhaité ;

3. De demander au Secrétariat de continuer à fournir une aide technique aux organes de l'Association latino-américaine de libre-échange, conformément aux dispositions du Traité de Montevideo ;

4. De demander aussi au Secrétariat que, dans ses études, il s'attache particulièrement aux problèmes des relations commerciales entre les groupements multilatéraux qui existent actuellement et les pays de la région qui n'en sont pas membres ;

5. D'exhorter les gouvernements de l'Amérique latine qui ne sont pas encore parties aux traités multilatéraux déjà conclus dans la région, ou qui n'ont pas encore décidé d'y adhérer, à étudier, en collaboration avec le Secrétariat, les problèmes que pose leur participation éventuelle à ces instruments ;

6. De recommander au Secrétariat, dans l'exécution de ses travaux sur la politique commerciale, de s'attacher particulièrement à ceux qui ont trait à l'accroissement des échanges entre les pays de l'Amérique latine et ceux d'autres régions, et d'examiner la question des relations commerciales avec des pays ou des groupes de pays appartenant à ces autres régions ;

7. De reconnaître l'utilité qu'il y aurait à ce que le Comité du commerce examine, à sa prochaine session, les progrès accomplis dans l'exécution du programme d'intégration du marché commun de l'Amérique centrale et de celui de l'Association latino-américaine de libre-échange.

10 mai 1961.

12 (III). Politique douanière

Le Comité du commerce,

Ayant pris connaissance de la note dans laquelle le Secrétariat analyse la situation en matière de droits de douane et d'autres charges et restrictions à l'importation dans les pays de l'Amérique latine, ainsi que leur taux moyens d'incidence (E/CN.12/554),

Considérant qu'il ressort des conclusions de ladite étude que les régimes des importations en vigueur dans la plupart des pays de l'Amérique latine se caractérisent par une complexité marquée, par le rôle souvent secondaire attribué aux tarifs douaniers, par les modifications fréquentes du traitement prévu pour l'importation de certains produits déterminés et par un ensemble de charges qui sont parfois incompatibles avec l'emploi judicieux des ressources disponibles.

Considérant aussi que cette situation constitue un obstacle à l'application et à l'extension des accords destinés à libérer les échanges commerciaux entre pays de la région,

Estimant qu'il serait possible d'utiliser les tarifs douaniers dans une forme plus étendue et plus efficace en tant qu'instrument fondamental d'une politique commerciale destinée à spécialiser davantage les économies des pays latino-américains, à en intensifier le caractère complémentaire, à créer des courants d'exportation de produits manufacturés vers les pays extérieurs à la région et, en général, à accroître et à diversifier les exportations actuelles,

Décide :

1. De prendre note avec satisfaction du document E/CN.12/544 et de demander au Secrétariat de continuer et d'amplifier les études de ce genre ;

2. De recommander aux pays de l'Amérique latine d'élaborer une politique douanière propre à stimuler les activités productives les plus efficaces et qui sont considérées comme essentielles au développement de leurs économies nationales et à l'expansion du commerce extérieur, compte tenu de l'intérêt qu'il y a à coordonner les programmes nationaux de développement économique et à favoriser ce qui est de nature à donner à leurs économies un caractère de plus en plus complémentaire ;

3. De souligner que, pour atteindre les objectifs susmentionnés ainsi que d'autres auxquels tendent les accords visant à assurer la libération des échanges et la complémentarité des économies, il est indispensable que les pays de l'Amérique latine simplifient et coordonnent leurs régimes d'importation et qu'ils rendent aux tarifs douaniers le caractère d'un instrument fondamental de la politique commerciale en le dotant de la souplesse nécessaire pour pouvoir l'adapter aux modifications de structure inhérentes au processus de développement économique ;

4. De demander au Secrétariat que, dans l'exécution de ses travaux sur la politique douanière des pays de l'Amérique latine, il s'efforce de dégager et de suggérer les mesures les plus propres à atteindre les objectifs susmentionnés.

10 mai 1961.

13 (III). Questions douanières

Le Comité du commerce,

Ayant pris connaissance du document contenant le rapport sur la première réunion du Groupe de travail des questions douanières, créé en application de la résolution 7 (II) de ce comité (E/CN.12/568),

Considérant que les questions examinées lors de cette réunion, ainsi que les résolutions qui y ont été adoptées, satisfont les besoins qui naissent, en matière de technique douanière, des programmes de complémentarité des économies des pays de l'Amérique latine et de la nécessité d'améliorer et de moderniser les régimes d'importation de ces pays,

Notant, d'autre part, que les pays de l'Amérique centrale ont adopté depuis plusieurs années une nomenclature douanière commune adaptée aux caractéristiques particulières de leurs économies et à la structure de leur commerce extérieur, et que sur cette base ils ont avancé d'une façon considérable l'établissement d'un tarif commun centre-américain, tout en adoptant aussi les règles uniformes dans d'autres aspects de leurs régimes douaniers,

Décide :

1. De prendre note avec satisfaction du rapport sur la première réunion du Groupe de travail des questions douanières (E/CN.12/568) ;

2. De faire siennes les résolutions adoptées par ce groupe de travail en ce qui concerne la définition et la vérification de la valeur en douane, la définition des termes douaniers

fondamentaux, les procédures douanières et la formation des agents des douanes, sauf—en ce qui concerne les pays qui participent au programme d'intégration économique de l'Amérique centrale—pour ce qui touche aux règles uniformes déjà adoptées par eux ou ce qui n'est pas conforme à ces règles ;

3. De recommander aux pays de l'Amérique latine qui ne participent pas au programme d'intégration économique de l'Amérique centrale, d'adopter la Nomenclature douanière de Bruxelles comme nomenclature uniforme, dans la forme indiquée par le Groupe de travail des questions douanières dans sa résolution 1 (I) ;

4. De souligner qu'il est nécessaire que la nomenclature douanière uniforme, la définition de la valeur en douane et la définition des termes douaniers fondamentaux dont le Groupe de travail a recommandé l'adoption, soient mis en vigueur le plus rapidement possible par les pays qui participent aux accords latino-américains de libération des échanges et par ceux qui envisagent d'y adhérer prochainement ;

5. De souligner qu'il est nécessaire que l'adoption de la définition de la valeur en douane du Conseil de coopération douanière soit complétée par la création, dans les pays où il n'en existe pas encore, d'un bureau central d'estimation, dans les termes recommandés par la résolution pertinente du Groupe de travail des questions douanières ;

6. De signaler les avantages que présente, dans les tarifs des pays d'Amérique latine, l'adoption de droits *ad valorem* dans la mesure où le permettent les conditions particulières de chaque pays, ce qui faciliterait de façon considérable l'utilisation de ces tarifs comme instruments effectifs de politique commerciale ;

7. De réitérer aux pays de l'Amérique latine la recommandation du Groupe de travail visant la création d'écoles de formation douanière ;

8. De demander au Secrétariat que, dans la suite des études consacrées aux questions douanières, il s'attache particulièrement à celles qui ont trait aux opérations et à la documentation douanières, aux régimes douaniers spéciaux et à d'autres questions signalées par le Groupe d'experts ou qu'il estime intéressantes, en demandant à cette fin, le cas échéant, la collaboration du Conseil de coopération douanière et d'autres organismes internationaux, et qu'il convoque en temps voulu une deuxième réunion du Groupe d'experts pour examiner ces questions.

10 mai 1961.

14 (III). Cours de spécialisation en politique commerciale

Le Comité du commerce,

Considérant que l'évolution actuelle de l'Amérique latine vers la coopération économique multilatérale a pris forme dans les accords relatifs au Programme d'intégration de l'Amérique centrale et à l'Association latino-américaine de libre-échange, instituée par le Traité de Montevideo ;

Considérant qu'il s'est constitué ou qu'il est en voie de se constituer dans d'autres parties du monde d'importantes associations de pays qui prennent la forme d'accords économiques et commerciaux multilatéraux ;

Considérant qu'il est nécessaire d'effectuer la programmation économique des pays de l'Amérique latine en tenant souvent compte de vastes secteurs d'échanges et des aspects correspondants de la politique commerciale ;

Reconnaissant que l'adaptation de l'Amérique latine aux tendances de l'économie mondiale en ce qui concerne les relations de caractère multilatéral et les négociations qu'elles impliquent entre pays, ou groupes de pays, donnent à la politique commerciale une complexité et une portée considérables, ce qui crée des situations et des problèmes pour lesquels il est

indispensable de disposer de spécialistes qui sont, en cette matière, extrêmement rares en Amérique latine,

Décide :

1. De recommander au Secrétariat que, dans la mesure de ses ressources, il organise, si possible de façon systématique, des cours de spécialisation en politique commerciale, portant notamment sur les matières liées à l'évolution récente vers la collaboration économique multilatérale ;

2. De demander au Secrétariat que, en organisant ces cours, il s'efforce d'obtenir le concours des organismes publics et privés, nationaux et internationaux, intéressés aux problèmes de politique commerciale, et qu'il tienne compte de la situation géographique des pays d'Amérique latine pour décider de l'endroit où seront donnés ces cours.

10 mai 1961.

15 (III). Transports

Le Comité du commerce,

Tenant compte du fait que l'existence de moyens de transport et les conditions dans lesquelles ils fonctionnent sont des éléments essentiels pour le développement des échanges commerciaux entre pays de l'Amérique latine en général ainsi que pour l'application effective des accords de type multilatéral par lesquels on s'efforce de réaliser l'intégration des marchés,

Décide :

1. De recommander au Secrétariat que, dans l'exécution des travaux inscrits au programme du Comité du commerce, il s'attache particulièrement aux problèmes relatifs à l'existence de moyens de transport pour les produits qui font l'objet d'échanges entre pays de l'Amérique latine et à leurs conditions de fonctionnement, ainsi qu'à l'incidence des frais de transport sur le prix final, et qu'il examine les autres problèmes de politique relatifs à ces questions ;

2. De recommander aussi que, dans la mesure où ces études ont trait aux problèmes de transport des pays qui participent aux accords multilatéraux d'intégration économique, elles s'effectuent

en coopération étroite avec les organes compétents établis par ces accords.

10 mai 1961.

16 (III). Développement du tourisme

Le Comité du commerce,

Considérant que l'accroissement des exportations de biens et de services des pays de l'Amérique latine permettrait d'élever le niveau de vie de leurs populations,

Considérant que les recettes en devises provenant des activités touristiques sont d'une importance vitale pour l'économie de certains pays de la région latino-américaine,

Estimant que toute mesure nouvelle qui entraverait le développement du tourisme étranger dans ces pays pourrait créer pour eux des problèmes de caractère économique et social,

Invite les Etats membres de la CEPAL, lorsqu'ils envisagent de prendre des dispositions législatives ou réglementaires en matière de douanes ou dans d'autres domaines, à tenir compte de l'importance qu'il y a à encourager les déplacements touristiques vers d'autres pays de la région et à éviter toutes mesures de nature à entraver de tels déplacements.

10 mai 1961.

17 (III). Lieu et date de la quatrième session du Comité du commerce

Le Comité du commerce,

Considérant qu'il lui appartient, conformément à l'ordre du jour, de fixer le lieu et la date de sa prochaine session,

Considérant que les événements récents en matière de politique commerciale ne permettent pas de prévoir avec précision quelle sera la date la plus opportune pour tenir la quatrième session du Comité,

Décide d'autoriser le Secrétaire exécutif de la Commission à fixer, après consultation des gouvernements membres, le lieu et la date qu'il jugera les plus appropriés pour tenir la quatrième session du Comité.

10 mai 1961.

ANNEXE III

Liste des principaux documents publiés par la Commission depuis la septième session (mars 1960) du Comité plénier

Cotes	Titres	Langues *
A. — SECRÉTARIAT		
F/CN.12/540	La industria colombiana del papel y la celulosa. Situación actual y tendencias futuras	E
E/CN.12/541	Estudio económico de América Latina, 1959	E A
E/CN.12/542 ^b		
E/CN.12/543	La industria del papel y la celulosa en América Latina	E
E/CN.12/544	Mandat et règlement intérieur de la Commission économique pour l'Amérique latine	E A F
E/CN.12/545 et Add.1	El café en América Latina : II. Estado de São Paulo (1 ^{re} et 2 ^e parties) [n° de vente : 60.II.G.6]	E A
E/CN.12/546/Rev.1	La enseñanza de la economía en América Latina	E A

* Les lettres A, E, F et P signifient respectivement anglais, espagnol, français et portugais.

^b Voir sect. C de la présente annexe.

^c Voir sect. D de la présente annexe.

^d Voir sect. E de la présente annexe.

^e Voir sect. G de la présente annexe.

<i>Cotes</i>	<i>Titres</i>	<i>Langues</i>
E/CN.12/547	Necesidades de material ferroviario y régimen de su importación en algunos países de América Latina	E A
E/CN.12/548 ^b		
E/CN.12/550 ^c		
E/CN.12/551	El papel de la agricultura en los acuerdos latino-americanos para la formación de mercados comunes o de zonas de libre comercio	E A
E/CN.12/552 ^b		
E/CN.12/553	Document d'information sur l'assistance technique fournie en 1960 aux pays et aux territoires appartenant à la région de la CEPAL au titre du Programme élargi et du programme ordinaire	E A
E/CN.12/557	Estado y perspectivas de la ganadería mexicana	E A
E/CN.12/558	Estado y perspectivas de la ganadería venezolana	E A
E/CN.12/559	Estado y perspectivas de la ganadería brasileña. Informe preliminar	E A
E/CN.12/560	Estado actual y evolución reciente de la industria de la energía eléctrica en América Latina	E A
E/CN.12/561 ^d		
E/CN.12/562 et Add.1	Los recursos hidráulicos de Venezuela	E A
E/CN.12/563	Inflación y crecimiento : Resumen de la experiencia en América Latina	E A
E/CN.12/564	Décentralisation des activités économiques et sociales et renforcement des commissions économiques régionales. Note au Secrétaire général	E A F
E/CN.12/565 et Add.1	Estudio económico de América Latina, 1960	E A
E/CN.12/566	Nota de la Secretaría acerca de las resoluciones de la Asamblea General y el Consejo Económico y Social que interesan a la Comisión	E A
E/CN.12/567 ^c		
E/CN.12/568 ^c		
E/CN.12/569 ^c		
E/CN.12/570	El papel y la celulosa en América Latina : situación actual y tendencias futuras de su demanda, producción e intercambio	E A
E/CN.12/571	Activités du Fonds spécial des Nations Unies en Amérique latine	E A F
E/CN.12/572	Déclaration faite par M. Philippe de Seynes, sous-secrétaire aux affaires économiques et sociales, au cours de l'examen du projet de résolution relatif à la décentralisation des activités économiques et sociales des Nations Unies et au renforcement des commissions économiques régionales	E A F
E/CN.12/573	Projet de rapport annuel de la Commission au Conseil économique et social (30 mars 1960 - 15 mai 1961) [1 ^{re} partie]	E A F
E/CN.12/574	Informe de la Secretaría sobre el edificio de las Naciones Unidas en Santiago de Chile	E A
E/CN.12/575	Rapport commun sur la coordination et la coopération entre le Secrétariat de la Commission économique pour l'Amérique latine et le Secrétariat de l'Organisation des Etats américains	E A F
E/CN.12/576	Suggestions du Secrétariat ayant pour objet de rendre uniformes les textes anglais, espagnol et français du règlement intérieur de la Commission	E A F
E/CN.12/577	Proposition tendant à ajouter un nouvel article au règlement intérieur de la Commission. Note du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique	E A F
E/CN.12/578	La industria del café en Sao Paulo	E A
E/CN.12/579	Prévisions relatives au programme de travail pour la période 1960-1964	E A F
E/CN.12/581	Demande d'admission du Honduras britannique au statut de membre associé de la Commission. Point proposé par le Royaume-Uni	E A F
E/CN.12/582	Desarrollo económico, planeamiento y cooperación internacional	E A
E/CN.12/583	Tendencias de la población en América Latina en relación con la política económica y social	E A
E/CN.12/584	La experiencia de los grupos asesores y los problemas prácticos del desarrollo económico	E A
E/CN.12/585 ^b		
E/CN.12/586 ^b		
E/CN.12/587 ^c		
E/CN.12/588	Informe sobre el Programa Conjunto CEPAL/DOAT de Capacitación en Materia de Desarrollo Económico	E A

Cotes	Titres	Langues
E/CN.12/589	Comparación de precios y paridad de poder adquisitivo de la moneda en algunos países latino-americanos. Estudio preliminar que abarca las ciudades capitales de diez países	E A
E/CN.12/590	Inventario de la industria latinoamericana. Informe preliminar sobre las industrias metalúrgicas, mecánicas y electromecánicas	E
E/CN.12/591	El mercado latinoamericano de productos químicos	E
E/CN.12/592	Una política agrícola para acelerar el desarrollo económico de América Latina	E A
E/CN.12/593	Los recursos hidráulicos y su aprovechamiento en América Latina : II. Venezuela	E
E/CN.12/594	Estado y perspectivas de la ganadería uruguaya	E A
E/CN.12/595	La situación de la caficultura en las zonas productoras de América Latina	E A
E/CN.12/596	Nueva orientación de las actividades de la División Agrícola Conjunta CEPAL/FAO en materia de café	E A
E/CN.12/597 ^b		
E/CN.12/598 et Add.1	Projet de programme de travail et ordre de priorité pour 1961-1962	E A F
E/CN.12/599	Décentralisation des activités économiques et sociales des Nations Unies et renforcement des commissions économiques régionales. Note du Secrétariat	E A F
E/CN.12/600	Control y reducción de la documentación. Nota de la Secretaría	E A
E/CN.12/601	Acta de la primera reunión de trabajo del Comité <i>ad hoc</i> de cooperación de la Organización de los Estados Americanos (OEA), el Banco Interamericano de desarrollo (BID) y la Comisión Económica para América Latina (CEPAL)	E A
E/CN.12/602	Algunas características del desarrollo industrial en el período 1950-1960	E
E/CN.12/603	La expansión del sector eléctrico en América Latina en 1960-1970	E A
E/CN.12/604	Estudio preliminar de la situación demográfica en América Latina	E A
E/CN.12/605 ^c		
E/CN.12/607	Rapport du Secrétaire général sur l'organisation et les travaux du Secrétariat.	E A F
E/CN.12/608	Rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes	E A F
E/CN.12/609	El desarrollo de los medios de información en América Latina. Contiene el informe de la Reunión celebrada en Santiago de Chile del 1 al 13 de Febrero de 1961	E A
E/CN.12/610	Exposé du Secrétaire exécutif sur les incidences financières provisoires du programme de travail	E A F
E/CN.12/AC.47/1	Desarrollo económico y social. Informe del Comité I	E A
E/CN.12/AC.48/1	Problèmes économiques de l'agriculture. Rapport du Comité II	E A F
E/CN.12/AC.49/1	Asuntos generales. Informe del Comité III	E A
	<i>Boletín Económico de América Latina</i> , vol. V. n° 1 (Santiago du Chili, mars 1960). Comprend le Traité instituant une zone de libre-échange et portant création de l'Association latino-américaine de libre-échange (Traité de Montevideo), y compris les protocoles et résolutions y relatifs	E A
	<i>Boletín Económico de América Latina</i> , vol. V. n° 2 (Santiago du Chili, nov. 1960)	E A
	<i>Boletín Económico de América Latina</i> , vol. V (Santiago du Chili, nov. 1960), Supplément statistique	E A
	<i>Boletín Económico de América Latina</i> , vol. VI, n° 1 (Santiago du Chili, mars 1961). Comprend les documents ST/ECLA/CONF.6/L.C-1/Rev.1 et ST/ECLA/CONF.6/L.2/Rev.1	E A
B. — COMITÉ PLÉNIER		
E/CN.12/AC.46/2	Rapport du Gouvernement chilien sur la situation dans le sud du pays et sur le programme de reconstruction à l'étude	E A F
E/CN.12/AC.46/3	L'œuvre des Nations Unies au Chili	E A F
E/3402	Rapport de la troisième session extraordinaire du Comité plénier (New York, 28-30 juin 1960)	E A F

C. — COMITÉ DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE DE L'AMÉRIQUE CENTRALE

Etat général du programme d'intégration économique de l'Amérique centrale

E/CN.12/542	Informe de la segunda reunión extraordinaria del Comité de Cooperación Económica del Istmo Centroamericano (San José de Costa Rica, 26 al 29 de abril de 1960)	E
E/CN.12/CCE/212	El Programa de Integración Económica de Centroamérica, y el Tratado de Asociación Económica suscrito por El Salvador, Guatemala y Honduras	E
E/CN.12/CCE/216	Nota general de la Secretaría sobre los nuevos tratados de integración	E
E/CN.12/CCE/223	Estado de los trabajos relacionados con el programa de integración económica centroamericana	E
E/CN.12/552	<i>Informe del Comité de Cooperación Económica del Istmo Centroamericano (3 de septiembre de 1959 al 13 de diciembre de 1960)</i> [n° de vente : 60.II.G.7]. Contiene el Tratado General de Integración Económica Centroamericana, el Protocolo al Convenio Centroamericano de Equiparación de Gravámenes a la Importación y el Convenio Constitutivo del Banco Centroamericano de Integración Económica	E A
E/CN.12/585	El desarrollo económico de Honduras. Nota de la Secretaría	E
E/CN.12/586	La integración y el desarrollo económico del istmo centroamericano	E A

Commerce et politique commerciale

E/CN.12/CCE/232	Informe de la séptima reunión del Subcomité de Comercio Centroamericano. Primera sesión de trabajo (Guatemala, 18 al 27 de mayo de 1960). Segunda sesión de trabajo (San Salvador, 11 al 23 de julio de 1960)	E
E/CN.12/CCE/213	Informe de la octava Reunión del Subcomité de Comercio Centroamericano (Guatemala, 7 al 25 de noviembre de 1960)	E
E/CN.12/CCE/217	Informe de la novena reunión del Subcomité de Comercio Centroamericano (Managua, 5 al 13 de diciembre de 1960)	E
E/CN.12/CCE/234	Informe de la décima reunión del Subcomité de Comercio Centroamericano (Tegucigalpa, 6 de febrero al 1 de marzo de 1961)	E
E/CN.12/CCE/SC.1/51	Nota de la Secretaría sobre arancel uniforme centroamericano a la importación	E
Sans cote	Memorándum sobre los grupos nacionales creados de conformidad con la resolución 83 (CCE)	E
E/CN.12/CCE/SR.1/31/Rev.4	Manual para calcular en forma comparativa los impuestos a la importación en los países centroamericanos	E
E/CN.12/CCE/SC.1/57/Add.1	Lista conjunta de mercancías sujetas a regímenes especiales de excepción al libre comercio	E
E/CN.12/CCE/SC.1/58	Proyecto de tratado general de integración económica centroamericana	E
E/CN.12/CCE/SC.1/60	Primer protocolo al Convenio Centroamericano de Equiparación de Gravámenes a la Importación	E
E/CN.12/CCE/SC.1/62	Nota de la Secretaría sobre equiparación arancelaria e integración económica general	E
E/CN.12/CCE/SC.1/65	Nota de la Secretaría sobre los labores presentes y futuras del Subcomité de Comercio Centroamericano	E

Développement de l'infrastructure économique

E/CN.12/CCE/SC.5/6/TAO/LAT/33	Estudio comparativo de costos de la electrificación en Centroamérica y Panamá	E
E/CN.12/CCE/SC.5/7	Coordinación de programas de electrificación en Centroamérica. El desarrollo eléctrico combinado de Honduras y el Salvador	E

Statistique

E/CN.12/CCE/SC.5/3	Estadísticas de energía eléctrica de Centroamérica	E
E/CN.12/597	<i>Compendio estadístico centroamericano</i> (n° de vente : 61.II.G.3)	E

Divers

E/CN.12/548	<i>Los recursos humanos de Centroamérica, Panamá y México en 1950-1980 y sus relaciones con algunos aspectos del desarrollo económico</i> (n° de vente : 60.XIII.1)	E A
-------------	---	-----

D. — COMITÉ DU COMMERCE

E/CN.12/550	<i>Les investissements privés étrangers dans la zone latino-américaine de libre-échange</i> (n° de vente : 60.II.G.5)	E A F
E/CN.12/554 et Add.1-11	Derechos aduaneros y otros gravámenes y restricciones a la importación en países latinoamericanos, y sus niveles promedios de incidencia [Argentina, Bolivia, Brasil, Colombia, Chile, Ecuador, México, Paraguay, Perú, Uruguay y Venezuela]	E A
E/CN.12/555	Consultas sobre política comercial: Informe de la tercera reunión celebrada entre Colombia, El Ecuador y Venezuela (Quito, 7-10 diciembre de 1960). Comprend les documents de travail préparés pour cette réunion, à savoir: «Tendencias recientes en los acuerdos bilaterales entre Colombia, el Ecuador y Venezuela» et «Posibles orientaciones para la participación de Colombia, el Ecuador y Venezuela en el movimiento latinoamericano de colaboración económica multilateral»	E A
E/CN.12/567	El movimiento latinoamericano hacia la colaboración económica multilateral	E A
E/CN.12/C.1/WG.3/2 et Add.1 à 3	La uniformación o coordinación de ciertos aspectos de los sistemas aduaneros en los países latinoamericanos	E
E/CN.12/C.1/WG.3/3/Rev.1 et Add.1/Rev.1	Antecedentes para la identificación de «gravámenes de efectos equivalentes a derechos aduaneros» y de «gravámenes vigentes» a los fines de la aplicación del Tratado de Montevideo	E
E/CN.12/568	Informe de la primera reunión del Grupo de Trabajo para Asuntos Aduaneros (Montevideo, 1-12 de Agosto de 1960) que se eleva al Comité de Comercio de la CEPAL	E A
E/CN.12/587	Le marché commun de l'Amérique centrale. Note du Secrétariat	E A F
E/CN.12.605	<i>Les investissements privés étrangers dans la zone latino-américaine de libre-échange</i>	E A F
E/CN.12/C.1/19	Rapport du Comité du commerce sur les travaux de sa troisième session (Santiago du Chili, 8-12 mai 1961)	E A F

E. — CYCLE D'ÉTUDE DES STATISTIQUES INDUSTRIELLES

ST/STAT/CONF.8/L.1	Planificación y programación relativas a las encuestas industriales	E A
ST/STAT/CONF.8/L.2	Finalidades y contenido de un sistema de estadísticas industriales	E A
ST/STAT/CONF.8/L.3	Sistemas de clasificación y cuadros para la publicación de estadísticas industriales	E A
ST/STAT/CONF.8/L.4	El diseño de cuestionarios	E A
ST/STAT/CONF.8/L.5	Métodos para reunir estadísticas industriales, incluido el muestreo	E A
ST/STAT/CONF.8/L.6	Los métodos para localizar y enumerar unidades industriales y la guía industrial	E A
ST/STAT/CONF.8/L.7	Elaboración de números índices de la producción industrial y de otros indicadores	E A
ST/STAT/CONF.8/L.8	Las estadísticas industriales en los países latinoamericanos	E A
E/CN.12/561	Seminario sobre Estadísticas Industriales (Santiago de Chile, 10 a 28 de octubre de 1960). Resumen de debates y conclusiones	E A

F. — GROUPE DE TRAVAIL SUR LES ASPECTS SOCIAUX DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AMÉRIQUE LATINE

ST/ECLA/CONF.6/L.A-1	El desarrollo económico y los problemas del cambio social en América Latina, par Jorge Ahumada	E A
ST/ECLA/CONF.6/L.A-2	Crecimiento y estructura de la población: estudio socio-demográfico, par David Glass et Carmen Miró	E
ST/ELCA/CONF.6/L.A-3	Esquema de una tipología socio-económica de los países latinoamericanos, par le rév. Roger Vekemans	E A
ST/ECLA/CONF.6/L.B-1	Requisitos para un desarrollo económico y social acelerado: el punto de vista del historiador y del sociólogo, par Jacques Lambert	E A

<i>Cotes</i>	<i>Titres</i>	<i>Langues</i>
ST/ECLA/CONF.6/L.B-2 ^a	Requisitos para un desarrollo económico y social acelerado : el punto de vista de un economista, par Felipe Pazos	E A
ST/ECLA/CONF.6/L.B-2 ^b	Condiciones necesarias para un rápido desarrollo económico en América Latina : la opinión de un economista, par Benjamin Higgins	E A
ST/ECLA/CONF.6/L.B-3	Medidas para estimular el rendimiento y el sentido de la responsabilidad, par Wilbert E. Moore	E A
ST/ECLA/CONF.6/L.B-4	Medidas necesarias para estimular la movilidad social, par Gino German	E A
ST/ECLA/CONF.6/L.B-5	Patrón y ritmo de desarrollo en América Latina, par Florestan Fernandes	E A P
ST/ECLA/CONF.6/ L.C-1/Rev.1	Las relaciones entre las instituciones sociales y las económicas. Un modelo teórico para América Latina, par José Medina Echavarría	E A
ST/ECLA/CONF.6/L.C-2 ^a	El crecimiento económico programado y la organización política, par Daniel Cosío Villegas	E A
AT/ECLA/CONF.6/L.C-2 ^b	Requisitos para un desarrollo económico y social acelerado : el punto de vista del economista, par Hélio Jaguaribe	E A
ST/ECLA/CONF.6/L.C-3 ^a	Investigación científica, tecnológica y estructura social, necesidades de mano de obra, recursos y su utilización, valores y conflictos, importancia de la innovación y de la imitación, educación y sus requisitos generales, par James C. Abegglen	E A
ST/ECLA/CONF.6/L.C-3 ^b	La situación de la educación en América Latina, par Oscar Vera	E
ST/ECLA/CONF.6/L.C-4	Escallos administrativos en el desarrollo económico, par Herbert Emmerich	E A
ST/ECLA/CONF.6/ L.2/Rev.1	Informe del Grupo de Trabajo sobre los Aspectos Sociales del Desarrollo Económico en América Latina (México, D.F. 12-21 diciembre de 1960)	E A

G. — DOCUMENTS ÉTABLIS PAR L'ASSOCIATION LATINO-AMÉRICAINE DE LIBRE-ÉCHANGE

ST/CEPAL/ALALC/L.1	Valor y gravámenes a la importación de los productos que en 1958 representaron por lo menos el 95 por ciento del intercambio entre los países miembros de la Asociación Latino-americana de Libre Comercio	E
ST/CEPAL/ALALC/L.2	Lista sistemática de los productos importados desde los países de la Asociación Latinoamericana de Libre Comercio y de los productos presentados por los países miembros para las primeras negociaciones en 1961	E
E/CN.12/569	Documentos sobre problemas financieros preparados por la Secretaría de la Comisión Económica para América Latina para la Asociación Latinoamericana de Libre Comercio	E A

ANNEXE IV

Mandat de la Commission économique pour l'Amérique latine

adopté par le Conseil économique et social à sa sixième session et amendé à ses neuvième, treizième et vingt-huitième sessions

1. La Commission économique pour l'Amérique latine, agissant conformément aux principes des Nations Unies et sous la haute autorité du Conseil, devra, à condition de ne prendre aucune mesure à l'égard d'un pays quelconque sans l'assentiment du gouvernement de ce pays :

a) Prendre des mesures et participer à leur exécution, en vue de faciliter une action concertée pour résoudre les problèmes économiques urgents nés de la guerre, relever le niveau de l'activité économique en Amérique latine et maintenir, en les renforçant, les relations économiques des pays de l'Amérique latine, tant entre eux qu'avec les autres pays du monde :

b) Procéder ou faire procéder à des enquêtes ou études sur les problèmes économiques et techniques et sur l'évolution économique et technique dans les pays d'Amérique latine, dans la mesure où la Commission le jugera utile ;

c) Entreprendre ou faire entreprendre le rassemblement, l'évaluation et la diffusion de renseignements d'ordre écono-

mique, technique et statistique dans la mesure où la Commission jugera utile de le faire ;

d) Apporter une attention toute particulière, dans le cours de ses activités, aux problèmes du développement économique, et aider à formuler et à mettre au point des politiques coordonnées, qui serviront de base à une action de caractère pratique visant à favoriser le développement économique de cette région ;

e) Aider le Conseil économique et social et son comité de l'assistance technique à s'acquitter de leurs fonctions en ce qui concerne le programme d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, en les aidant notamment à évaluer les projets entrepris au titre de l'assistance technique dans la région de l'Amérique latine ;

f) Dans l'exercice des fonctions énumérées ci-dessus, traiter comme il convient des aspects sociaux du développement économique et de l'interdépendance des facteurs économiques et sociaux.

2. La Commission orientera son activité tout particulièrement vers l'étude des problèmes qui se posent en Amérique latine, en raison du déséquilibre de l'économie mondiale et vers la recherche de solutions à ces problèmes, ainsi que vers tous autres problèmes intéressant l'économie mondiale, afin de réaliser la collaboration des pays d'Amérique latine à l'effort commun ayant pour but le relèvement et la stabilité économiques à l'échelle mondiale.

3. a) Pourront faire partie de la Commission : les Etats de l'Amérique du Nord, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, et de la région des Antilles, Membres de l'Organisation des Nations Unies, et, en outre, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Tout territoire situé dans les limites géographiques fixées à la compétence de la Commission, toute partie ou tout groupe de tels territoires pourra, en adressant à la Commission une demande qui sera présentée par le membre responsable des relations internationales de ce territoire, de cette partie ou de ce groupe de territoires, être admis par la Commission en qualité de membre associé. Si l'un de ces territoires, l'une de ces parties ou l'un de ces groupes de territoires vient à assurer lui-même la responsabilité de ses relations internationales, il pourra être admis en qualité de membre associé de la Commission sur présentation directe de sa propre demande.

b) Les représentants des membres associés pourront participer, sans droit de vote, à toutes les réunions de la Commission siégeant soit en commission, soit en comité plénier.

c) Les représentants des membres associés pourront être nommés membres de tout comité ou de tout organe subsidiaire que la Commission pourrait créer et auront le droit de faire partie du bureau de ces organismes.

4. Dans l'ordre géographique, la compétence de la Commission s'étendra aux vingt Etats de l'Amérique latine, Membres de l'Organisation des Nations Unies, aux territoires de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud participant aux travaux de la Commission et limitrophes de l'un quelconque de ces Etats, ainsi qu'aux territoires des Antilles participant aux travaux de la Commission.

5. La Commission a qualité pour adresser des recommandations sur toute question qui relève de sa compétence, directement aux gouvernements admis à titre consultatif, ainsi qu'aux institutions spécialisées intéressées. La Commission devra présenter aux Conseils, pour examen préalable, toutes propositions relatives à des activités qui auraient des répercussions importantes sur l'ensemble de l'économie mondiale.

6. La Commission invitera tout Membre de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas membre de la Commission à participer, à titre consultatif, à l'examen qu'elle pourra consacrer à toute question présentant un intérêt particulier pour ce pays non membre, se conformant pour cela aux usages du Conseil économique et social.

7. a) La Commission invitera des représentants d'institutions spécialisées à assister à ses réunions et à participer, sans droit de vote, à ses délibérations quand elles se rapporteront à des points de son ordre du jour relatifs à des questions de leur

compétence; elle pourra inviter des observateurs de telles autres organisations intergouvernementales dont la présence lui paraîtra souhaitable, conformément à la pratique du Conseil.

b) La Commission prendra des dispositions en vue de consultations avec les organisations non gouvernementales que le Conseil économique et social a admises au statut consultatif, en application des principes approuvés par le Conseil à cette fin.

8. a) La Commission prendra des mesures pour assurer le maintien de la liaison nécessaire avec les autres organismes des Nations Unies et avec les institutions spécialisées, en s'attachant particulièrement à éviter tout double emploi.

b) La Commission établira la liaison et la coopération appropriées avec les autres commissions économiques régionales, conformément aux résolutions et aux directives du Conseil économique et social de l'Assemblée générale.

9. La Commission collaborera avec les organes compétents du système interaméricain et prendra les mesures nécessaires pour coordonner son activité avec celles de ces organes; en cas de besoin, elle agira de même à l'égard de la Commission des Caraïbes fin d'éviter tout double emploi dans l'activité de ces organismes et la sienne propre; à cette fin, la Commission aura le droit d'établir et s'efforcera de réaliser des accords de travail avec les organes intéressés du système interaméricain, en vue de l'étude, poursuivie en commun ou séparément, des problèmes économiques de sa compétence ou en vue de leur solution, ainsi que de l'échange aussi complet que possible des renseignements nécessaires pour la coordination de leurs efforts dans le domaine économique. La Commission invitera l'Union panaméricaine à désigner un représentant pour assister aux séances de la Commission à titre consultatif.

10. La Commission pourra, après avoir consulté toute institution spécialisée intéressée, et avec l'approbation du Conseil, constituer tous organismes subsidiaires qu'elle jugera utiles pour faciliter l'accomplissement des tâches qui lui incombent.

11. La Commission adoptera son propre règlement intérieur, y compris le mode d'élection de son président.

12. La Commission présentera au Conseil, une fois par an, un rapport complet sur son activité et ses projets, ainsi que sur ceux de tous organismes subsidiaires.

13. Le budget administratif de la Commission sera financé sur les fonds de l'Organisation des Nations Unies.

14. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies nommera le personnel de la Commission; ce personnel fera partie du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

15. La Commission aura son siège à Santiago du Chili. La première session de la Commission se tiendra en cette ville dans le premier semestre de l'année 1948. A chaque session, la Commission décidera du lieu où se tiendra la session suivante, en prenant pour règle que tous les pays de l'Amérique latine doivent être choisis à cet effet à tour de rôle.

16. Le Conseil procédera de temps à autre à un examen spécial des travaux de la Commission.

ANNEXE V

Règlement intérieur de la Commission économique pour l'Amérique latine

adopté par la Commission à sa première session et amendé à ses deuxième, troisième, quatrième, cinquième, huitième et neuvième sessions, ainsi que par le Comité plénier à sa session de février 1952

CHAPITRE PREMIER. — SESSIONS

Article premier

a) La Commission devra, à chaque session, en accord avec le Secrétaire général, proposer la date et le lieu de la session suivante, cette proposition restant sujette à l'approbation du Conseil. Les sessions de la Commission auront également lieu dans les 45 jours de la communication faite au Secrétaire exécutif d'une demande à cet effet par le Conseil économique et social, et, dans ce cas, le Secrétaire général fixera le lieu de telles sessions en consultation avec le Président de la Commission.

b) Dans des cas spéciaux, la date et le lieu des sessions pourront être modifiés par le Secrétaire général en accord avec le Président de la Commission et le Comité intérimaire chargé du calendrier des conférences. A la demande de la majorité des membres de la Commission, le Secrétaire général, en accord avec le Président de la Commission et avec le Comité intérimaire du calendrier des conférences, pourra également modifier la date et le lieu de la session.

Article 2

Les recommandations de la Commission concernant le lieu de réunion de chaque session devront observer le principe suivant lequel tous les pays de l'Amérique latine doivent être choisis à tour de rôle.

Article 3

Le Secrétaire exécutif veillera à ce que les gouvernements membres reçoivent, six semaines au moins avant le début d'une session, une convocation indiquant la date d'ouverture de la session, un exemplaire de l'ordre du jour provisoire et trois exemplaires au moins de chacun des rapports, travaux et documents qui devront être examinés à la session.

Ces rapports, travaux et documents devront être transmis aux gouvernements membres dans la langue que ces derniers indiqueront, conformément à l'article 44 du présent règlement intérieur.

Article 4

La Commission invite les Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ne font pas partie de la Commission à participer, à titre consultatif, à l'examen des questions qui les concernent particulièrement.

Article 5

La Commission invite des représentants d'institutions spécialisées à assister à ses réunions et à participer, sans droit de vote, à ses délibérations, quand elles se rapportent à des points de son ordre du jour relatifs à des questions de leur compétence; elle peut inviter des observateurs de telles autres organisations intergouvernementales dont la présence lui paraît souhaitable, conformément à la pratique du Conseil.

Article 6

La Commission invitera le Conseil économique et social interaméricain à désigner un représentant pour assister à titre consultatif aux séances de la Commission.

CHAPITRE II. — ORDRE DU JOUR

Article 7

Le Secrétaire exécutif dresse, de concert avec le Président, l'ordre du jour provisoire de chaque session. Cet ordre du jour est adressé, avec la lettre de convocation, aux membres de la Commission, aux institutions spécialisées, au Conseil économique et social interaméricain, aux organisations non gouvernementales de la catégorie A et à celles des organisations non gouvernementales de la catégorie B et du registre dont la présence a paru souhaitable.

Article 8

L'ordre du jour provisoire de chaque session comprend :

- a) L'examen du rapport du Secrétaire exécutif mentionné à l'article 24;
- b) Les questions découlant de sessions antérieures de la Commission;
- c) Les questions proposées par le Conseil économique et social;
- d) Les questions proposées par des membres de la Commission;
- e) Les questions proposées par une institution spécialisée conformément aux accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et ces institutions;
- f) Les questions proposées par le Conseil économique et social interaméricain;
- g) Les questions proposées par les organisations non gouvernementales de la catégorie A, sous réserve des dispositions de l'article 10;
- h) Toute autre question que le Président ou le Secrétaire exécutif juge nécessaire d'y inscrire.

Article 9

Avant d'inscrire à l'ordre du jour provisoire une question proposée par une institution spécialisée ou par le Conseil économique et social interaméricain, le Secrétaire exécutif procède, avec l'institution ou le Conseil, aux consultations préliminaires qui peuvent être nécessaires.

Article 10

Les organisations non gouvernementales de la catégorie A peuvent proposer l'inscription de questions à l'ordre du jour provisoire de la Commission dans les conditions ci-après :

a) Toute organisation qui désire proposer l'inscription d'une question doit en informer le Secrétaire exécutif 63 jours au moins avant l'ouverture de la session, et, avant de proposer officiellement l'inscription de la question, elle devra dûment prendre en considération toutes observations que le Secrétaire exécutif pourrait faire;

b) La proposition, accompagnée des documents de base pertinents, devra être officiellement déposée au plus tard 49 jours avant le début de la session. La question sera inscrite à l'ordre du jour de la Commission si les deux tiers au moins des membres présents et votants en décident ainsi.

Article 11

Après adoption de l'ordre du jour, la Commission peut à tout moment l'amender.

Au cas où un gouvernement membre n'aurait pas reçu, dans le délai de six semaines fixé par l'article 3, les rapports, travaux et documents qui devront être examinés à la session, il aura le droit de demander que les points auxquels se rapportent lesdits rapports, travaux et documents soient exclus de l'ordre du jour, et la Commission devra faire immédiatement droit à cette demande.

Sans préjudice de ce qui précède, si, la Commission étant saisie de la question, les trois quarts ou plus des membres accrédités à la session insistent pour que le point soit néanmoins discuté, la décision de cette majorité sera respectée.

CHAPITRE III. — REPRÉSENTATION ET VÉRIFICATION DES POUVOIRS

Article 12

Chaque Etat membre est représenté à la Commission par un délégué accrédité.

Article 13

Tout représentant peut s'adjoindre des suppléants et des conseillers; en cas d'absence, il peut se faire remplacer par un suppléant.

Article 14

Les pouvoirs des délégués et le nom des suppléants sont remis sans retard au Secrétaire exécutif.

Article 15

Le Président et les Vice-Présidents examinent les pouvoirs et font rapport à la Commission.

CHAPITRE IV. — BUREAU

Article 16

Au début de chaque session, la Commission élit parmi ses représentants un président, deux vice-présidents et un rapporteur, qui restent en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils sont rééligibles.

Article 17

Si le Président est absent pendant une séance ou une partie de séance, il est remplacé par l'un des vice-présidents. S'il est à nouveau absent lors d'une séance ultérieure, il est remplacé par l'autre vice-président, puis les deux vice-présidents alternent en suivant l'ordre alphabétique espagnol. Les dispositions du présent article ne valent que pour une session ou une partie de session.

Article 18

Si le Président cesse d'être le représentant d'un membre de la Commission ou se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter de ses fonctions, l'un des vice-présidents sera élu président pour la période qui reste à courir. L'autre vice-président continuera à assumer ses fonctions comme il est prévu dans le règlement intérieur.

Article 19

Le Vice-Président, lorsqu'il fait fonction de Président, a les mêmes droits et les mêmes devoirs que le Président.

Article 20

Le Président, ou le Vice-Président quand il fait fonction de Président, participe aux séances de la Commission en cette qualité et non comme représentant de l'Etat membre qui l'a accrédité. La Commission permet à un suppléant de représenter cet Etat membre aux séances de la Commission et d'y exercer le droit de vote de cet Etat.

CHAPITRE V. — SECRÉTARIAT

Article 21

Le Secrétaire exécutif agit en cette qualité à toutes les séances de la Commission et de ces organismes subsidiaires. Il peut charger un adjoint de le remplacer aux réunions.

Article 22

Le Secrétaire exécutif ou son représentant peut, à toute séance, présenter des exposés oraux ou écrits sur toute question à l'étude.

Article 23

Le Secrétaire exécutif dirige le personnel fourni par le Secrétaire général et dont les services sont nécessaires à la Commission et à ses organismes subsidiaires.

Article 24

Le Secrétaire exécutif est chargé de prendre toutes les dispositions nécessaires pour les réunions de la Commission.

Au début de la session, il présente un rapport sur le programme de travail du Secrétariat au cours de la période comprise entre la session précédente et cette session.

Au cours des périodes comprises entre les sessions, le Secrétaire exécutif veille à ce que, dans la mesure du possible, les Etats membres soient informés des résultats des travaux en cours et des opinions exprimées par les Etats membres au sujet de ces résultats.

Article 25

En exerçant ses fonctions, le Secrétaire exécutif agit au nom du Secrétaire général.

Article 26

Avant que la Commission n'adopte de nouvelles propositions entraînant des dépenses pour les Nations Unies, le Secrétaire exécutif prépare et communique aux membres de la Commission une évaluation des incidences financières des propositions auxquelles la Commission ne peut pas faire face à l'aide des ressources du Secrétariat. Le Président appelle l'attention des membres de la Commission sur cette évaluation et les invite à l'examiner avant d'adopter les propositions.

CHAPITRE VI. — CONDUITE DES DÉBATS

Article 27

La majorité absolue des membres de la Commission constitue le quorum, sous réserve des dispositions du troisième alinéa de l'article 11 du présent règlement intérieur.

Article 28

Outre l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent règlement, le Président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance de la Commission, dirige les débats, assure l'application du présent règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Le Président peut également rappeler à l'ordre un orateur si les remarques de ce dernier ne se rapportent pas à l'objet de la discussion.

Article 29

Au cours de la discussion de toute question, tout délégué peut déposer une motion d'ordre. Dans ce cas, le Président fait immédiatement connaître sa décision; si quelqu'un s'y oppose, le Président soumet aussitôt cette décision à l'avis de la Commission, qui la confirme ou la rejette à la majorité des voix.

Article 30

Au cours de la discussion de toute question, tout délégué peut demander l'ajournement du débat. Toute motion dans ce

sens a la priorité et est mise immédiatement en discussion. Un orateur pour et un contre peuvent prendre la parole, en dehors de l'auteur de la motion, dont le droit d'intervenir n'est pas limité.

Article 31

Tout délégué peut à tout moment proposer la clôture des débats, même si un autre délégué a manifesté le désir de prendre la parole. Deux orateurs seulement sont autorisés à prendre la parole, contre la motion de clôture.

Article 32

Le Président consulte la Commission sur la motion de clôture. Si la Commission approuve la motion, le Président prononce la clôture du débat.

Article 33

La Commission peut limiter le temps de parole de chaque orateur.

Article 34

Les projets de résolution et les amendements de fond ou propositions de fond sont remis par écrit au Secrétaire exécutif qui les distribue aux représentants 24 heures avant qu'ils puissent être discutés et mis aux voix, à moins que la Commission n'en décide autrement.

Cet article ne s'applique pas aux motions d'ordre telles que les motions de clôture ou d'ajournement.

Article 35

Les principales motions et les principaux projets de résolution sont mis en discussion et aux voix selon l'ordre dans lequel ils ont été déposés, à moins que la Commission n'en décide autrement.

Article 36

Quand un amendement modifie une proposition, y ajoute ou en retranche certaines dispositions, on vote d'abord sur cet amendement, puis, s'il est adopté, sur la proposition amendée.

Article 37

Si deux ou plusieurs amendements à une proposition sont en présence, la Commission vote d'abord sur l'amendement qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition initiale, puis, s'il en est besoin, sur l'amendement qui s'éloigne le plus après lui de cette proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix.

Article 38

La Commission peut, à la demande de tout délégué, décider de mettre séparément aux voix différentes parties d'une motion ou d'une résolution. Dans ce cas, le texte résultant des différents votes sera mis aux voix dans son ensemble.

CHAPITRE VII. — VOTE

Article 39

Chaque membre de la Commission dispose d'une voix.

Article 40

Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des membres présents et votants, sous réserve des dispositions de l'article 10 et du troisième alinéa de l'article 11 du présent règlement intérieur.

Article 41

En règle générale, la Commission vote à main levée, sauf lorsqu'un délégué demande le vote par appel nominal, qui a lieu alors dans l'ordre alphabétique espagnol des noms des Etats membres.

Article 42

Toutes les élections ont lieu au scrutin secret.

Article 43

Si, lors d'un vote qui ne concerne pas une élection, il y a partage égal de voix, on procède à un deuxième tour de scrutin à la séance suivante. Si ce second vote aboutit de nouveau à l'égalité des voix, la proposition est considérée comme repoussée.

CHAPITRE VIII. — LANGUES

Article 44

Le texte définitif du rapport de la Commission au Conseil économique et social et des résolutions qu'elle a adoptées est rédigé en espagnol, en français, en anglais et en portugais, qui sont les langues officielles de la Commission. Les trois premières de ces langues sont les langues de travail de la Commission*.

Article 45

Les discours prononcés dans l'une des langues de travail sont interprétés dans les autres langues de travail.

CHAPITRE IX. — COMPTES RENDUS

Article 46

Les comptes rendus analytiques des séances de la Commission sont dressés par le secrétariat. Ils sont envoyés aussitôt que possible aux délégués des Etats membres et aux représentants des organisations ou institutions gouvernementales qui ont participé aux séances en question. Ces délégués doivent informer le secrétariat, au plus tard 72 heures après la distribution des comptes rendus, de toute modification qu'ils désirent y voir apporter.

Article 47

Le texte révisé des comptes rendus analytiques des séances publiques est distribué aussitôt que possible, conformément à l'usage des Nations Unies. Cette distribution s'étend aux membres associés, s'il y a lieu et dès leur admission, au Conseil économique et social interaméricain et, le cas échéant, aux gouvernements admis à titre consultatif.

Article 48

Le texte révisé des comptes rendus analytiques des séances privées est distribué aussitôt que possible aux membres de la Commission, aux membres associés, s'il y a lieu et dès leur admission, à tous les gouvernements qui ont participé à titre consultatif à la séance en question, aux institutions spécialisées et au Conseil économique et social interaméricain. La Commission décide s'il faut distribuer le texte à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Article 49

Le texte de tous les rapports, résolutions, recommandations et autres décisions officielles qu'adoptent la Commission, ses sous-commissions ou autres organismes subsidiaires et ses comités est communiqué aussitôt que possible aux membres de la Commission, aux membres associés, s'il y a lieu et dès leur admission, à tous les autres Membres de l'Organisation des Nations Unies, aux institutions spécialisées, au Conseil économique et social interaméricain, aux organisations non gouvernementales de la catégorie A et aux organisations non gouvernementales intéressées de la catégorie B et du registre.

* Par sa résolution 301 (XI) du 7 août 1950, le Conseil économique et social a approuvé cette disposition.

CHAPITRE X. — RÉUNIONS PUBLIQUES ET À HUIS CLOS

Article 50

En règle générale, les séances de la Commission sont publiques. La Commission peut décider de tenir à huis clos une ou plusieurs de ses séances.

CHAPITRE XI. — RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Article 51

a) Les organisations non gouvernementales des catégories A et B et du registre peuvent désigner des représentants accrédités pour assister en qualité d'observateurs aux séances publiques de la Commission.

b) Les organisations des catégories A et B peuvent présenter par écrit des exposés relatifs aux travaux de la Commission, sur des sujets à l'égard desquels ces organisations ont une compétence spéciale. Le Secrétaire exécutif fait distribuer aux membres de la Commission ces exposés, sauf lorsqu'ils ne sont plus d'actualité, par exemple lorsqu'ils ont trait à des questions déjà résolues.

c) Pour le dépôt et la distribution de ces exposés écrits, on respectera les conditions suivantes :

i) L'exposé écrit sera rédigé dans une des langues officielles de la Commission ;

ii) Il sera déposé assez tôt pour que les consultations voulues puissent avoir lieu avant la distribution entre le Secrétaire exécutif et l'organisation ;

iii) L'organisation prendra dûment en considération, avant de remettre l'exposé sous sa forme définitive, toutes les observations que le Secrétaire exécutif aura pu faire au cours de ces consultations ;

iv) Un exposé écrit remis par une organisation de la catégorie A ou de la catégorie B sera distribué *in extenso* s'il ne comprend pas plus de 2.000 mots. Lorsqu'un exposé comprendra plus de 2.000 mots, l'organisation en remettra un résumé à distribuer, ou assez d'exemplaires du texte complet, dans les trois langues de travail, pour suffire à la distribution. Toutefois, un exposé pourra également être distribué *in extenso* si la Commission le demande expressément ;

v) Le Secrétaire exécutif peut inviter des organisations inscrites au registre à remettre des exposés écrits. Les dispositions des alinéas i, iii et iv du présent paragraphe sont applicables à ces exposés ;

vi) Le Secrétaire exécutif fait distribuer dans les langues de travail de la Commission les exposés écrits ou, le cas échéant, les résumés.

Article 52

a) La Commission peut consulter des organisations des catégories A ou B, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un comité ou de comités créés à cet effet. Dans tous les cas, ces consultations peuvent avoir lieu sur l'invitation de la

Commission ou sur la demande de l'organisation intéressée. Sur la recommandation du Secrétaire exécutif et sur la demande de la Commission, la Commission peut aussi entendre des organisations inscrites au registre.

b) Sous réserve des articles pertinents du règlement intérieur relatifs aux incidences financières, la Commission peut recommander qu'une organisation particulièrement compétente dans un domaine donné entreprenne certaines études ou enquêtes ou rédige certains documents pour la Commission. Dans ce cas, les dispositions restrictives de l'alinéa iv du paragraphe c de l'article ne sont pas applicables.

CHAPITRE XII. — SOUS-COMMISSIONS, COMITÉS ET AUTRES ORGANISMES SUBSIDIAIRES

Article 53

Après consultation des institutions spécialisées intéressées, et avec l'approbation du Conseil économique et social, la Commission peut créer les sous-commissions ou organismes subsidiaires qu'elle juge utiles à l'accomplissement de sa tâche ; elle fixe le mandat et la composition de chacun d'entre eux. Ils peuvent se voir déléguer l'autonomie qui leur est nécessaire pour accomplir avec efficacité leurs fonctions techniques.

Article 54

La Commission peut créer les comités et sous-comités qu'elle juge nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

Article 55

Les sous-commissions ou autres organismes subsidiaires adopteront leur propre règlement intérieur, à moins que la Commission n'en décide autrement.

CHAPITRE XIII. — RAPPORTS

Article 56

La Commission remet une fois par an au Conseil économique et social un rapport complet sur son action et ses projets, y compris ceux des organes subsidiaires ; elle fait en outre des rapports provisoires à chaque session ordinaire du Conseil^b.

CHAPITRE XIV. — AMENDEMENTS ET SUSPENSION D'APPLICATION

Article 57

Les dispositions du présent règlement intérieur peuvent être amendées ou suspendues par la Commission si les amendements ou les suspensions proposés ne visent pas à éluder les termes du mandat fixé par le Conseil économique et social.

^b Par sa résolution 234 B (IX) du 12 août 1949, le Conseil économique et social a décidé de modifier le paragraphe 12 du mandat de la Commission en supprimant les mots « et elle établira un rapport provisoire à chaque session ordinaire du Conseil ».

DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

ALLEMAGNE

R. Eisenschmidt, Schwanthaler Strasse 59, Frankfurt/Moin.
Elwert und Meurer, Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.
Alexander Horn, Spiegelgasse 9, Wiesbaden.
W. E. Saarbach, Gertrudenstrasse 30, Köln (1).

ARGENTINE

Editorial Sudamericana, S.A., Alsina 500, Buenos Aires.

AUSTRALIE

Melbourne University Press, 369 Lonsdale Street, Melbourne C. I.

AUTRICHE

Gerald & Co., Graben 31, Wien, 1.
B. Wüllerstorff, Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.

BELGIQUE

Agence et Messageries de la Presse, S.A., 14-22, rue du Persil, Bruxelles.

BIRMANIE

Curator, Govt. Book Depot, Rangoon.

BOLIVIE

Librería Selecciones, Cosilla 972, La Paz.

BRESIL

Livraria Agir, Rua México 98-B, Caixa Postal 3291, Rio de Janeiro.

CAMBODGE

Entreprise khmère de librairie, Imprimerie & Papeterie Sarl, Phnom-Penh.

CANADA

The Queen's Printer/Imprimeur de la Reine, Ottawa, Ontario.

CEYLAN

Lake House Bookshop, Assoc. Newspapers of Ceylon, P.O. Box 244, Colombo.

CHILI

Editorial del Pacifico, Ahumada 57, Santiago.

Librería Ivens, Casilla 205, Santiago.

CHINE

The World Book Co., Ltd., 99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.
The Commercial Press, Ltd., 211 Honan Rd., Shanghai.

COLOMBIE

Librería Buchholz, Av. Jiménez de Quesada 8-40, Bogotá.

COREE

Eul-Yoo Publishing Co., Ltd., 5, 2-KA, Chongno, Seoul.

COSTA RICA

Imprenta y Librería Trejos, Apartado 1313, San José.

CUBA

La Casa Belga, O'Reilly 455, La Habana.

DANEMARK

Ejnar Munksgaard, Ltd., Nørregade 6, København, K.

EQUATEUR

Librería Científica, Cosilla 362, Guayaquil.

ESPAGNE

Librería Bosch, 11 Ronda Universidad, Barcelona.

Librería Mundi-Preaso, Castello 37, Madrid.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Sales Section, Publishing Service, United Nations, New York.

ETHIOPIE

International Press Agency, P.O. Box 120, Addis-Abéba.

FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki.

FRANCE

Editions A. Pédone, 13, rue Soufflot, Paris (V*).

GHANA

University Bookshop, University College of Ghana, Legon, Accra.

GRECE

Kouffmann Bookshop, 28 Stadion Street, Athènes.

GUATEMALA

Sociedad Económico-Financiero, 6a. Av. 14-33, Guatemala.

HAITI

Librairie "A la Caravelle", Port-au-Prince.

HONDURAS

Librería Panamericana, Tegucigalpa.

HONG-KONG

The Swindon Book Co., 25 Nathan Road, Kowloon.

INDE

Orient Longmans, Calcutta, Bombay, Madras, New Delhi et Hyderabad.

Oxford Book & Stationery Co., New Delhi et Calcutta.

P. Varadachary & Co., Madras.

INDONESIE

Pembangunan, Ltd., Gunung Sahari 84, Djakarta.

IRAK

Mackenzie's Bookshop, Baghdad.

IRAN

Guitly, 482 Ferdowsi Avenue, Téhéran.

IRLANDE

Stationery Office, Dublin.

ISLANDE

Bokoverzlun Sigfusar Eymundssonar H. F., Austurstræti 18, Reykjavik.

ISRAEL

Blumstein's Bookstores, 35 Allenby Rd. et 48 Nachlat Benjamin St., Tel-Aviv.

ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni, Via Gino Capponi, 26, Firenze, et Via D. A. Azuni, 15/A, Roma.

JAPON

Maruzen Company, Ltd., 6 Tari-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

JORDANIE

Joseph I. Bahous & Co., Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.

LIBAN

Khayat's College Book Cooperative, 92-94, rue Bliss, Beyrouth.

LUXEMBOURG

Librairie J. Trausch-Schummer, place du Théâtre, Luxembourg.

MAROC

Centre de diffusion documentaire du B.E.P.I., 8, rue Michoux-Bellaire, Rabat.

MEXIQUE

Editorial Hermes, S.A., Ignacio Mariscal 41, México, D.F.

NORVEGE

Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7A, Oslo.

NOUVELLE-ZELANDE

United Nations Association of New Zealand, C.P.O. 1011, Wellington.

PAKISTAN

The Pakistan Co-operative Book Society, Dacca, East Pakistan.

Publishers United, Ltd., Lahore.

Thomas & Thomas, Karachi.

PANAMA

José Menéndez, Agencia Internacional de Publicaciones, Apartado 2052, Av. 8A, sur 21-58, Panamá.

PARAGUAY

Agencia de Librerías de Salvador Nizza, Calle Pte. Franco No. 39-43, Asunción.

PAYS-BAS

N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

PEROU

Librería Internacional del Perú, S.A., Casilla 1417, Lima.

PHILIPPINES

Alemor's Book Store, 769 Rizal Avenue, Manila.

PORTUGAL

Livraria Rodrigues, 186 Rua Aurea, Lisboa.

REPUBLIQUE ARABE UNIE

Librairie "La Renaissance d'Egypte", 9 Sh. Adly Pasha, Le Caire.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Librería Dominicana, Mercedes 49, Ciudad Trujillo.

ROYAUME-UNI

H. M. Stationery Office, P.O. Box 569, London, S.E. 1, et agences HMSO à Belfast, Birmingham, Bristol, Cardiff, Edinburgh et Manchester.

SALVADOR

Manuel Navas y Cia., 1a. Avenida sur 37, San Salvador.

SINGAPOUR

The City Book Store, Ltd., Callyer Quay.

SUEDE

C. E. Fritze's Kungl. Hovbokhandel A-B, Fredsgatan 2, Stockholm.

SUISSE

Librairie Payot, S.A., Lausanne, Genève. Hans Raunhardt, Kirchgasse 17, Zürich 1.

TCHECOSLOVAQUIE

Československý Spisovatel, Národní Třída 9, Praha 1.

THAILANDE

Pramuan Mlt, Ltd., 55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.

UNION DES REPUBLIQUES

SOCIALISTES SOVIETIQUES

Mejdunarodnaia Kniga, Smolenskaia Plachad, Moskva.

UNION SUD-AFRICAINE

Van Schaik's Bookstore (Pty.), Ltd., Church Street, Box 724, Pretoria.

URUGUAY

Representación de Editoriales, Prof. H. D'Elia, Plaza Cagancha 1342, 1° piso, Montevideo.

VENEZUELA

Librería del Este, Av. Miranda No. 52, Edf. Galipán, Caracas.

VIET-NAM

Librairie-Papeterie Xuân Thu, 185, rue Tu-Do, B. P. 283, Saigon.

YOUgoslavie

Cankarjeva Založba, Ljubljana, Slovenio. Državno Preduzeće, Jugoslovenska Knjigo. Terazije 27/11, Beograd.

Prosvjeta, 5. Trg Bratstva i Jedinstva, Zagreb. [61F1]

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de dépositaires peuvent être adressées à la Section des ventes, Service des publications, Organisation des Nations Unies, New York (Etats-Unis d'Amérique), ou à la Section des ventes, Office européen des Nations Unies, Palais des Nations, Genève (Suisse).